

LE MONDE
DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 2,30 F; Tunisie, 2,20 F; Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 Sch.; Belgique, 17 F.; Canada, \$ 1,10; Côte d'Ivoire, 255 CFA; Danemark, 4,75 kr; Espagne, 50 pes.; Grèce, 35 dr.; Irlande, 125 Rs.; Israël, 30 N.; Italie, 700 L.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 17 F.; Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal, 36 esc.; Royaume-Uni, 225 CFA; Suède, 3,75 kr.; Suisse, 1,20 F.S.; Tchécoslovaquie, 30 Cs.

Tarif des abonnements page 7
S. RUE DES ITALIENS
75127 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Tél. Paris 01 42 60 52 72
Tél. 246-72-23

La crise polonaise en voie de règlement ?

Les « oubliés »
de M. Brejnev

La Pologne existe-t-elle ? On peut se poser la question à lire le texte intégral du discours de politique étrangère prononcé vendredi 29 août à Alma-Ata par M. Brejnev, à l'occasion du seizième anniversaire de la fondation de la République soviétique du Kazakhstan. A aucun moment, le secrétaire général — dont la bonne forme a d'ailleurs étonné les observateurs — n'a mentionné les événements de Pologne, pas même lorsqu'il s'est déclaré particulièrement satisfait des entretiens qu'il a eus cet été en Crimée avec les dirigeants des pays de l'Est, dont M. Gierulski, qualifiés d'amis sincères.

Finalement, la seule allusion figure dans le passage de l'intervention de M. Brejnev consacré aux relations avec les États-Unis : « La politique étrangère de notre pays, a dit M. Brejnev, est une politique de paix, lucide et honnête, qui ne vise aucun pays tiers. Nous ne convoitons pas des terres appartenant à autrui, nous ne nous ingérons pas dans les affaires intérieures d'autrui. Mais nous saurons défendre nos droits et nos intérêts légitimes. (...) Une solide fraternité d'armes nous unit aux armées nationales des pays de la communauté socialiste. »

L'oubli de la Pologne par M. Brejnev n'est pas dû, bien entendu, au hasard. Appliquant le vieux principe selon lequel l'offensive est bien souvent le meilleur moyen de se défendre, le secrétaire général a réservé l'essentiel de ses propos à critiquer violemment les États-Unis. Le terrain avait été bien préparé depuis plusieurs jours par les commentateurs soviétiques et par M. Brejnev lui-même, qui avait envoyé des messages à tous les dirigeants occidentaux pour s'excuser de leur manque d'empressement à ouvrir avec l'U.R.S.S. des négociations sur l'éventuelle limitation des fusées nucléaires à moyenne portée.

Après avoir ironisé sur l'échec relatif du boycottage des Jeux olympiques et sur la manière dont l'U.R.S.S. a réussi à tourner l'embargo américain sur les livraisons de céréales, M. Brejnev a lourdement insisté sur ses récents pourparlers avec M. Giscard d'Estaing (à Varsovie) et avec le chancelier Schmidt (à Moscou), qui « ont montré de façon convaincante que la nécessité de la coopération internationale pacifique ainsi que la nécessité de limiter la course aux armements sont comprises partout, notamment chez les alliés des États-Unis. »

Le but de l'U.R.S.S. n'a pas changé depuis plusieurs mois : n'ayant pas réussi à dissuader les pays membres de l'Organisation militaire intégrée de l'OTAN de ne pas renforcer leur panoplie nucléaire grâce aux fusées Pershing-2 et aux missiles de croisière — encore qu'on puisse avoir des doutes sur la résolution de certains des pays concernés — elle est prête maintenant à ouvrir des négociations plus larges dans l'espoir de parvenir au même résultat. Il est peu probable cependant que de telles négociations puissent s'ouvrir sérieusement cette année, même si en est beaucoup question à l'automne, à la conférence de Madrid. A deux mois des élections américaines, M. Carter est pour l'instant totalement paralysé. En fait, M. Brejnev voit plus loin que les élections de novembre : échoué par le président démocrate sortant, tris par l'enthousiasme par la perspective d'un Ronald Reagan à la Maison Blanche, M. Brejnev revient à une vieille tactique : l'exploitation de toutes les divergences réelles ou supposées entre les États-Unis et les pays européens. Les alliés involontaires ne lui manquent pas, tant à Washington que sur le Vieux Continent.

- Accord à Gdansk et à Szczecin sur la création de syndicats indépendants
- Le plénum du comité central devait se réunir pour approuver le compromis

Un accord sur la création de syndicats indépendants — dits « autogérés » — a été conclu, samedi 30 août en fin de matinée, à Gdansk, par le comité de grève inter-entreprises de la région (M.K.S.) dirigé par M. Lech Walesa et par le vice-premier ministre Mieczyslaw Jagielski, chef de la commission gouvernementale de négociation. Cet accord devait être soumis dans l'après-midi de samedi à un plénum du comité central du parti, qui pourrait également, à cette occasion, modifier encore une fois l'équipe dirigeante et renforcer notamment l'autorité de M. Stefan Olszowski, écarté du bureau politique et du secrétariat du comité central en février dernier et réintégré dans ses fonctions dimanche dernier. Une réunion du bureau politique devrait précéder la réunion du comité central.

L'accord a été annoncé à Gdansk par M. Jagielski, qui a notamment déclaré aux grévistes : « J'accepte la formule pour un nouveau syndicat. Je suis très heureux de ce que la formule respecte les principes de la Constitution polonaise. Je vais à Varsovie pour le plénum. J'aurai là-bas la signature de l'accord et je reviendrai ce soir. »

Peu de temps avant, le radio de Szczecin, un port de la Baltique situé à l'embouchure de l'Oder, avait annoncé qu'un accord était déjà intervenu entre les grévistes de la ville et une autre commission gouvernementale de négociation présidée

par M. Barcikowski, vice-premier ministre.

Radio-Szczecin a ajouté que « des élections générales, directes et à bulletin secret, des syndicats » seront annoncées, en temps voulu, par les ouvriers, qui, dès la reprise du travail, sans doute lundi ont accepté de transformer leur comité de grève en comité d'ouvriers.

On ignore encore si les grévistes de Gdansk vont reprendre immédiatement le travail ou attendre de nouvelles directives. Mais, d'après les déclarations faites par M. Lech Walesa, les grévistes ne devaient mettre un terme à leur mouvement qu'après l'acceptation par le parti et le gouvernement de syndicats indépendants.

Une concession audacieuse

De notre envoyé spécial

Gdansk. — Tout n'était pas joué, vendredi, mais le compromis sur la création de syndicats indépendants — désormais fameux point numéro 1 — des syndicats libres — était presque totalement élaboré à la veille du week-end et il ne restait plus qu'à se mettre d'accord sur les vingt autres revendications.

Contrairement aux apparences, cette tâche n'est pas démesurée :

Ce n'est donc pas de Gdansk — ni des négociations gouvernementales ni du présidium d'un comité de grèves inter-entreprises (M.K.S.) — que pourraient venir les difficultés, mais d'ailleurs, du reste du pays d'abord, où les grèves continuent à se multiplier, et de Varsovie, plus d'une trentaine d'entreprises ont mainte-

nant rejoint le M.K.S. local : les aciéries de Huta-Warawa ont débrayé vendredi ; Bydgoszcz, à 150 kilomètres au sud-ouest de Gdansk, est presque totalement paralysée par les arrêts de travail, et le mouvement a maintenant atteint les mines de cuivre de Silésie, à Rudna-Sieroszowice et à Polkowice.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

Blanc, Bonnet...

— Question : Pourquoi les ennemis de mes amis sont-ils mes amis ?

— Réponse : Blanc, Bonnet et Lecanu sont contre Rocard.

Rocard est contre Mitterrand.

Mitterrand est contre Giscard.

Giscard est contre tout le monde, dont Marchais qui est contre Mitterrand.

— D'où : Blanc, Bonnet et Lecanu sont pour Mitterrand.

Rocard est pour Giscard.

Giscard est pour Marchais et réciproquement.

— Réponse : Blanc, Bonnet et Lecanu sont pour Mitterrand.

Rocard est pour Giscard.

Giscard est pour Marchais et réciproquement.

— Réponse : Blanc, Bonnet et Lecanu sont pour Mitterrand.

Rocard est pour Giscard.

Giscard est pour Marchais et réciproquement.

— Réponse : Blanc, Bonnet et Lecanu sont pour Mitterrand.

Rocard est pour Giscard.

Giscard est pour Marchais et réciproquement.

— Réponse : Blanc, Bonnet et Lecanu sont pour Mitterrand.

Rocard est pour Giscard.

Giscard est pour Marchais et réciproquement.

— Réponse : Blanc, Bonnet et Lecanu sont pour Mitterrand.

Rocard est pour Giscard.

Giscard est pour Marchais et réciproquement.

— Réponse : Blanc, Bonnet et Lecanu sont pour Mitterrand.

Rocard est pour Giscard.

Giscard est pour Marchais et réciproquement.

— Réponse : Blanc, Bonnet et Lecanu sont pour Mitterrand.

Rocard est pour Giscard.

Giscard est pour Marchais et réciproquement.

— Réponse : Blanc, Bonnet et Lecanu sont pour Mitterrand.

Rocard est pour Giscard.

Giscard est pour Marchais et réciproquement.

— Réponse : Blanc, Bonnet et Lecanu sont pour Mitterrand.

Rocard est pour Giscard.

Giscard est pour Marchais et réciproquement.

— Réponse : Blanc, Bonnet et Lecanu sont pour Mitterrand.

Rocard est pour Giscard.

Giscard est pour Marchais et réciproquement.

— Réponse : Blanc, Bonnet et Lecanu sont pour Mitterrand.

Rocard est pour Giscard.

Giscard est pour Marchais et réciproquement.

— Réponse : Blanc, Bonnet et Lecanu sont pour Mitterrand.

Rocard est pour Giscard.

Giscard est pour Marchais et réciproquement.

— Réponse : Blanc, Bonnet et Lecanu sont pour Mitterrand.

Rocard est pour Giscard.

Giscard est pour Marchais et réciproquement.

— Réponse : Blanc, Bonnet et Lecanu sont pour Mitterrand.

Rocard est pour Giscard.

Giscard est pour Marchais et réciproquement.

IL Y A CINQUANTE ANS COSTES ET BELLONTE...

Un vol historique

Les 1^{er} et 2 septembre 1930, en trente-sept heures dix-huit minutes de vol sans escale à bord de leur monomoteur Bréguet « Point d'interrogation », Costes et Bellonte réussirent à relier pour la première fois Paris à New York. Trois ans après la tentative tragique de Nungesser et Goll, trois ans après la traversée solitaire de Lindbergh en sens inverse, c'était une performance héroïque, étant donné que les vents d'Ouest au-dessus de l'Atlantique-Nord sont toujours contraires.

Le vol a été maintes fois raconté — et d'abord par chacun des deux aviateurs — et le documentaire filmé tant au départ du Bourget qu'à l'arrivée à Curtiss Field, a été souvent projeté sur le grand et le petit écran. Un demi-

siècle s'est écoulé. Aujourd'hui, vingt millions de passagers à bord des grands jets rallient chaque année New-York en moins de sept heures, temps réduit de près de la moitié par le Concorde supersonique et, en 1979, la moyenne des traversées quotidiennes de l'Atlantique nord, pour toutes les compagnies, a été de deux cent soixante-dix vols. Il était juste que des hommages officiels commémorèrent l'exploit de ceux qui ont ouvert la route du ciel et que Maurice Bellonte, le navigateur aux calculs infatigables, seul survivant des deux pionniers, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-quatre ans — Dieudonné Costes est mort en 1973, — soit honoré sur le champ d'aviation même d'où est parti le raid de légende.

Le rêve des côtes américaines

« Tu devrais me faire une autre observation. Les étoiles seront cachées dans cinq minutes. » Il est 21 h. 30, le 1^{er} septembre : il y a

par OLIVIER MERLIN

onze heures et demie que le Point d'interrogation a décollé du Bourget. Le gros biplan rouge à cocardes tricolores vole à 1500 mètres d'altitude. Au-dessous, il y a l'océan, couvert par les nuages.

Le chant plein et puissant de l'Hispano-Suiza rassure les aviateurs, mais son bruit est tel qu'ils ne peuvent communiquer que par des notes hâtives que Costes, à son poste de pilotage, griffonne. Des bouts de papier qu'il passe par-dessus son épaule à Bellonte. Ce sont les plus souvent les indications des instructions de contrôle moteur : « Eau 68 °C, huile 64 °C, moteur 1780 tours. » Quand la nuit tombe, c'est plus sérieux. Face à la radio du bord, aux cartes, à ses chronomètres, le navigateur prend ses dernières mesures au sextant avant l'obscurité. Les deux hommes en combinaison de cuir, des lunettes sur le nez, l'épiderme du visage frotté par le vent, émergent à peine de la carlingue, envoient l'un derrière l'autre, dans leur double habitacle ouvert.

Le contact radio s'est rétabli avec les paquebots transatlantiques Rochambeau, America, Bremen. Leurs lumières ne seront jamais distinguées. L'appareil vole ainsi longtemps sous un ciel opaque au-dessus et bouché au-dessous.

Bruquement, le vent debout a assailli l'avion. Costes, avec sa poigne de fer, s'applique à le stabiliser et à le maintenir aussi stable

que possible. Mais l'aile immense qui les surplombe et les encastrait de terribles coups de tabac, et les deux hommes tressaillant désagréablement sur leurs sièges. La vitesse est réduite à 130 kilomètres-heure.

A 5 h. 30, le 2 septembre, Costes passe un papier : « Nous n'avons pas avancé depuis trois heures. » Bellonte répond : « Je le sais. » Dessous, la mer doit être grosse. Impossible de juger la houle.

(Lire la suite page 5.)

DES ADRESSES POUR APPRENDRE A DANSER
LE RETOUR DE BALANCHINE,
LES TROYENS DE BERLIOZ
LES MEILLEURS LIVRES SUR LE ROCK
LES EXPATRIES DU JAZZ,
INTERVIEW IMAGINAIRE DE BRAHMS,
LA POLOGNE DE SZYMANOWSKI
L'OPERA SELON JEAN-PIERRE PONNELLE
LE NOUVEAU SOUFFLE DE L'ACCORDEON

Au sommaire du numéro 26 du Monde de la Musique, des conseils et des adresses pour tous ceux qui veulent apprendre à danser, du classique aux claquettes.

Les Troyens de Berlioz : un « péplum » lyrique qui, depuis l'époque romantique, n'a jamais cessé de faire scandale.

Brahms : de notre envoyé spécial à Hambourg, l'interview à peine imaginaire d'un compositeur de trente ans découvert par Schumann.

Szymanowski : un jalon essentiel dans l'évolution de la culture slave et dans l'histoire de la musique polonaise après Chopin.

Egalement dans ce numéro, un grand reportage sur les musiciens de jazz d'origine américaine expatriés en France, un panorama des nouveaux répertoires de l'accordeon, un choix des meilleurs livres sur le rock actuellement disponibles avec, évidemment, l'actualité des disques parus cet été.



LE MONDE
DE LA MUSIQUE

Toutes les musiques, de tous les pays, de tous les temps.

Le Monde commencera dans son prochain numéro
une enquête de Claire BRISSET et Nicolas BEAU :
Faut-il raser les hôpitaux psychiatriques ?

POINT

Boutefeu

« Indignation », clame la Fédération de l'éducation nationale : « Déclarations tendancieuses et mensongères », affirme Force ouvrière, préface à de « nouvelles attaques », craignent la C.G.T. et la C.F.D.T. Les organisations syndicales sont unanimes dans leur réprobation des déclarations de M. Raymond Barre sur les « nantis » que seraient les travailleurs sous statut, protégés des emplois précaires et du chômage. Ce « succès » du premier ministre incite à s'interroger sur les intentions du gouvernement en cette rentrée.

« Irresponsabilité ou machiavélisme ? On hésite sur le diagnostic. Quelle raison en effet de menacer, de hausser le ton et de crier « au loup » dans des secteurs apparemment calmes, même s'ils ne le furent pas toujours ? On voudrait éviter les tensions sociales, provoquer les travailleurs, exaspérer les plus démunis des fonctionnaires qu'on ne s'y prendrait pas autrement. La consigne paraît d'ailleurs générale. Le ministre de l'éducation vient d'y apporter sa contribution. En ce domaine comme en d'autres, les métaphores sont guerrières : « Faisons front », « Libérons l'école », a lancé, vendredi 29 août, M. Christian Baulieu aux enseignants et aux jeunes giscardiens. Les « invités » à devenir les « soldats » d'une croisade contre les tenants de la « lutte partisane ». Exhortation combative qui n'est pas exempte de contradictions : les troupes auxquelles elle s'adresse sont elles-mêmes fortement engagées, invitées à reconquérir les laïcs culturels et à « occuper le terrain idéologique » en se présentant aux élections scolaires et universitaires.

Comment justifier cette guerre sans cause ? Car la rentrée scolaire n'est que dans une dizaine de jours. Et, s'il est vrai que les syndicats enseignants animés par des militants communistes ont, dès juillet, menacé de faire grève, on ne peut nier que l'ennemi soit démesurément grossi. Mme Sauter-Séité n'a-t-elle pas cru bon, de son côté, devant le même parterre, d'affirmer sans sourcilier que « nombre d'établissements secondaires sont devenus de véritables goulgas » ?

Plutôt que de favoriser la concertation qu'il affirme poursuivre, M. Baulieu donne à penser aux enseignants grévistes du printemps dernier qu'ils sont mal-aimés et coupables. Dans la fonction publique, s'agissait-il en fait de provoquer la colère et la réaction des uns pour s'allier la majorité silencieuse, et faire un contre-leu à l'offensive annoncée par la C.G.T. ? Bref, diviser pour régner. (Lire page 4.)

DESSINS D'ARTAUD AUX SABLES-D'OLONNE

Face-à-face

L'exposition n'est pas très grande : elle tient en une salle. Pourtant, c'est beaucoup. Beaucoup pour un musée de province d'avoir pu rassembler la vingtaine de dessins d'Antonin Artaud, sur la sobriété supposée qui subsistent, éparpillés dans des collections particulières, quand on sait toute la difficulté qu'il y a à en obtenir le prêt. Ce n'est pas mal non plus d'avoir réussi à en montrer plusieurs qui n'avaient jamais été exposées, sinon jamais publiées. L'effort peut même paraître démesuré.

Si on ne connaît pas la tactique du Musée des Sables-d'Olonne, qui consiste depuis pas mal d'années à

ne faire aucune (enfin presque) concession au milieu ambiant et à passer outre à une incompréhension possible, on pourrait se demander, à vrai dire, pourquoi donc Artaud sur une plage, en été.

Dérisoire confrontation... présence incongrue... Et pourquoi pas après tout ? Exposer des dessins d'Artaud, que ce soit au bord de mer, au bord de Seine — rive droite ou rive gauche — paraît toujours un peu incongru, ou sacrilège, dès qu'on sortira du cercle des initiés.

Pourtant il faut bien qu'ils sortent enfin, ces dessins que l'on croit connaître pour en avoir croisé certains il y a longtemps ou récemment au tournant des pages d'un numéro spécial d'« Oubliés » (10-11), ou du catalogue de l'exposition au château de Pierre Leeb au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (1979) ; ou pour les y avoir vus dans toutes leurs dimensions à cette occasion.

GENEVIEVE BREERETTE.

(Lire la suite page 5.)

Le Monde

étranger

EUROPE

LA CRISE POLITIQUE ET SOCIALE EN POLOGNE

Déclarations et commentaires sur la crise sociale en Pologne se multiplient.

A Washington, M. Edmond Muskie a affirmé vendredi 29 août, « que le gouvernement des États-Unis s'abstiendra de toute déclaration ou action qui pourraient compliquer la solution des difficultés actuelles de la Pologne d'une manière conforme aux aspirations de sa population ».

A Paris, on apprendait que M. Giscard d'Estaing avait adressé une lettre à M. Gierk remis à Varsovie le jeudi 28 août, qui répondait à un message verbal que le premier secrétaire du parti polonais avait fait transmettre au président de la République quelques jours auparavant. D'autre part, le porte-parole de l'Elysée a précisé qu'il « n'y avait pas de décision nouvelle » à propos du voyage de M. Giscard d'Estaing en Pologne, envisagé pour la seconde quinzaine de septembre.

Réunie vendredi à Paris, la commission des relations avec les pays européens non membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a décidé, d'autre part, d'intervenir auprès des gouvernements et parlements du Conseil « pour qu'ils adoptent des mesures susceptibles d'aider le gouvernement polonais » dans la solution de ses « sérieuses difficultés économiques ».

A Paris encore, un millier de manifestants d'extrême gauche ont exprimé vendredi leur solidarité par un rassemblement devant l'ambassade de Pologne. A l'appel de la Ligue communiste révolutionnaire, de l'organisation communiste internationaliste, de l'organisation communiste des travailleurs et des communistes libertaires. Pendant plus d'une heure ils ont scandé des slogans comme : « Non au stalinisme », « Non à la bureaucratie », « Pas de socialisme sans liberté ».

A Moscou, après quelques jours de flottement, la presse, la radio et la télévision paraissent avoir décidé de s'abstenir de parler des événements de Pologne. Alors qu'il y a soixante-douze heures l'agence Tass, reproduisant des articles de la presse polonaise, évoquait les « forces antisocialistes » et « antinationales », et les « revanchards » ouest-allemands, ce samedi matin 30 août, la « Pravda » ne parle plus du tout de la Pologne. D'autres quotidiens reprennent seulement une brève dépêche de l'agence Tass, datée de Bonn, et attaquant les mass-médias ouest-allemands accusés d'ingérence dans les affaires polonaises et de tentatives de ranimer les sentiments nationalistes d'une partie de l'opinion publique ouest-allemande.

En République démocratique allemande, où une unité polonaise est arrivée vendredi

pour participer aux manœuvres du pacte de Varsovie, l'agence de presse A.D.N. a attribué indirectement au gouvernement de Varsovie la responsabilité de la crise polonaise en reproduisant d'abondants extraits d'un texte de M. Gus Hall, le secrétaire général du parti communiste américain y affirme que les malentendus et l'ensemble des problèmes affectant la Pologne depuis deux semaines sont dus à une « direction de type bureaucratique », qui s'est livrée à une « distorsion des méthodes socialistes ». Il ajoute : Dans un pays socialiste, une grève met en évidence une ligne idéologique rétrograde, dont la direction du pays doit porter la responsabilité, car le socialisme ne se construit qu'avec la participation des habitants aux prises de décisions gouvernementales.

Pendant que les négociations se poursuivaient à Gdansk et à Szczecin, on apprendait vendredi que plusieurs membres du KOR, dont MM. Jacek Kuron, Adam Michnik, Mirosław Chojecki, qui dirige les éditions indépendantes Nowa, et Jan Jędrzejowski, qui édite le bulletin « Robotnik », ont fait l'objet de mandats d'arrestation pour trois mois. Tous étaient détenus, en garde à vue, depuis le 19 août. Enfin, un autre membre du KOR, M. Ludwik Dorn qui édite le bulletin « Głos », aurait été inculpé d'activités « contre l'État ».

Une concession audacieuse

(Suite de la première page.)

La presse et les officiels ne cachent plus que l'industrie est menacée d'asphyxie, aussi bien par la grève que par les interruptions de livraisons qu'elle entraîne. Une course de vitesse est engagée entre le compromis socio-politique et un choc porteur d'affrontements dont peu de Polonais, ouvriers et hauts dirigeants, sortiraient vainqueurs. Deuxième sujet d'inquiétude : l'attitude de la direction du parti. La souplesse dont fait preuve à Gdansk, depuis vendredi, la commission dirigée par le vice-premier ministre, M. Jagielski, est bon signe. Les dernières fluctuations enregistrées dans la composition de la délégation sont, elles aussi, encourageantes : des personnalités ouvrières ont fait leur apparition, ont leur rassemblement ; d'autres plus obtuses ont été priées de rester dans la capitale. Mais, au bureau politique, l'unanimité n'est pas totale et la confiance est encore incertaine. Une énigme mauvaise nou-

velle, une inquiétude soudaine, et beaucoup de choses pourraient être remises en cause. Très discrète mais éclatante illustration de cette incertitude : les émissaires envoyés par de hauts dirigeants pour savoir si le M.K.S. saurait ne pas faire d'une victoire un triomphe insupportable. Ils sont repartis rassurés, mais ils avaient encore à rassurer leurs mandats, et en attendant la presse continue d'osciller entre les couplets (dominants) sur les « éléments antisocialistes » et une neutralité de bon aloi avec honneur au sens de l'ordre manifesté par les grévistes.

Vendredi soir, par exemple, le présentateur du journal télévisé explique longuement quelle catastrophe représente la grève pour l'économie polonaise, évoque l'aspect d'une maladroite et fastidieuse série d'interviews de femmes sur les difficultés matérielles dans les villes touchées par l'action revendicative ; et soudain s'empare d'une dépêche qu'on lui apporte et la lit comme on

l'eût fait à la B.B.C. : les ouvriers de l'usine Cegielski à Poznań (l'une des plus grandes de la ville) ont observé une grève de vingt-quatre heures pour soutenir les revendications exprimées à Gdansk et menacent de reprendre leur mouvement si elles ne sont pas satisfaites rapidement ; à dater de tout — même de la télévision, — sauf à penser que l'on prête populariser l'idée de courtes grèves de solidarité plutôt que de laisser croire à la grève générale.

Le projet d'accord sur les syndicats fibres finalement mis au point par les experts des deux parties, vendredi en fin d'après-midi, catin pour le pouvoir une audacieuse concession. Ce texte affirme certes que les syndicats « autogestionnaires et indépendants (...) ne comptent pas jouer le rôle d'un parti politique ; acceptent le principe de la propriété sociale des moyens de production (...) et ne mettent en question ni le rôle dirigeant du parti dans l'État ni le système d'alliance de la Pologne ». Mais, comment par un référendum contre les syndicats actuels, ce texte indique aussi que les autorités s'engagent à respecter l'indépendance syndicale ; à ne faire aucune discrimination entre les nouveaux syndicats et « les autres » ; que les bases juridiques de leur création sont les conventions internationales du droit du travail ; que les lois et règlements polonais « seront modifiés pour se conformer à ces conventions » ; que les comités de grève se transformeront en structures provisoires de ces syndicats qui auront voix au chapitre dans les domaines de la planification, du budget, des investissements et des modifications de prix ; et qu'ils disposeront enfin d'un institut d'études indépendant sur le coût de la vie.

Un seul point en suspens

Un seul point a été laissé en suspens par les experts : la zone géographique concernée par cet accord. Pour les autorités, il s'agit d'un accord contractuel bilatéral, dit-on, et il ne peut donc concerner que Gdansk et sa région. Pour les ouvriers, il devrait être applicable à tout le territoire national.

Entre-temps, les experts devaient s'être mis d'accord sur les autres revendications : pour la censure, on s'orientait vers une réglementation, avec définition des champs d'application et création de possibilités de recours. En ce qui concerne les prisonniers politiques, la porte sera ouverte à des révisions de procès, et l'esprit des lois existantes sera ramené par engagement solennel. Pour ce qui est enfin des revendications purement sociales, le gouvernement, comme il l'avait laissé prévoir depuis plusieurs jours, a pris les devants, vendredi soir, en mettant en chantier un plan d'augmentation des salaires, des allocations familiales et des pensions des deux régimes existants.

Andrzej Walda est venu vendredi aux chantiers Lénine. Au bout de quelques minutes on l'a reconnu. Chacun le montrait du doigt. Un ouvrier s'est approché et lui a dit : « Vous avez fait l'homme de marbre. Il faut faire maintenant l'homme de fer ». Les ouvriers de Gdansk commencent à parler avec un certain dédain de ces Silésiens si dociles au fond de leur mine et

expliquent que, vivant au bord de mer, ils ont, eux, l'esprit ouvert aux nouveaux horizons. Une fierté régionale née, une sorte de particularisme, se développe, que le premier secrétaire de Gdansk, M. Fliszbach, n'est pas le dernier à cultiver.

Une certaine complexité

Judi matin, au cours de la troisième séance plénière de négociations (consacrée à la censure et aux prisonniers politiques), un membre du présidium cite, entre autres exemples d'abus, le fait que l'intervention de M. Fliszbach au plénum du comité central du P.O.U.P. dimanche (le Monde du 29 août) n'a pas été publiée par la presse nationale. Ce texte était très critique sur les fautes du parti et plein de compréhension pour la lassitude ouvrière. Aussitôt qu'il peut prendre la parole, M. Fliszbach répond : « J'ai longuement préparé mon intervention au plénum (lecture possible : vous avez bien fait de la remarquer, elle s'adressait à vous), de sorte que l'image donnée des grévistes n'était pas exacte et je l'ai dit dans mon intervention (lecture possible : je vous défends). Elle sera publiée dans Polityka (lecture possible : je ne suis pas seul et vous n'avez pas à désespérer du parti). Quant à la censure, elle découle de tout le système socio-politique et du style de gouvernement : il faut donc éliminer le problème. » (Lecture possible : nous pouvons faire beaucoup plus ensemble.)

Tout cela fut dit de la voix neutre et grave de ce professeur brillant, et peu de gens y prêtèrent attention. L'atmosphère était studieuse, bien sûr, quelquefois soumise, mais aussi, au fond, quelque peu complaisante.

Un ouvrier s'exclame : « Est-on sûr qu'on ne trouvera pas un jour des témoins pour présenter les membres du M.K.S. comme une bande de criminels (...) ? » M. Jagielski le coupe : « Mais comment ! Je discute avec vous, je suis plein de respect pour le M.K.S., et vous dites des choses pareilles ! » Lech Wałęsa : « Ça m'est déjà arrivé d'être traité comme un criminel (...) ». M. Jagielski : « Mais il faudrait alors l'attaquer à moi aussi ! Réplique un peu démagogique, mais sur le fond pas totalement fautive.

C'est fou finalement ce que l'on se sentait bien entre Polonais responsables, sérieux, et n'ayant que le bien de la nation à la bouche. L'appel de Lech Wałęsa à l'arrêt du déclenchement de nouvelles grèves (le Monde du 29 août) est prêt. Il pourrait le lancer s'il n'était l'accord conclu. Le pouvoir a même envisagé un moment de lui ouvrir à cet effet la télévision. Puis, on a reculé, pour de consacrer l'autorité du héros de Gdansk. C'est là un beau résumé de la situation : on signe, et, malgré toutes les entraves que l'on pourrait mettre ensuite à l'application de l'accord, on reconnaît l'existence d'un mouvement ouvrier autonome. On ne signe pas, et il n'y a guère de moyens, autres que les plus stériles et les plus sinistres, de stopper la vague contestataire.

On s'était réuni, dans les années 70, à rendre la main à l'Eglise pour assésor l'autorité de l'État. Sa résurgence-on à reconnaître des syndicats pour avoir la paix sociale ? La réponse, ce samedi matin, était plutôt oui. Mais il reste beaucoup de mal.

BERNARD GUETTA.

Turquie

Le chef d'état-major général souhaite que l'armée soit libérée des tâches du maintien de l'ordre

De notre correspondant

Ankara. — Dans son message traditionnel aux forces armées pour la commémoration du 30 août 1921, le général Evren, chef d'état-major général, a indiqué que l'armée souhaite être « libérée aussitôt que possible » de ses charges de maintien de l'ordre découlant de l'état de siège en vigueur depuis presque deux ans, pour « se consacrer uniquement à ses fonctions de formation et de défense du pays ».

Cette prise de position est la réaffirmation des déclarations que le chef d'état-major général avait faites à notre journal dès la fin d'avril (le Monde du 27-28 juillet). Mais il a apporté cette précision que le retour à la normale ne pourrait pas s'effectuer par les lois actuelles et a souhaité qu'une nouvelle législation plus appropriée dans la lutte contre le terrorisme soit votée par le Parlement turc. Il a cependant reconnu que ses démarches tendant à obtenir « au moins la mise des lois édictées des compétences des commandants de l'état de siège » n'ont malheureusement donné aucun résultat.

Un réquisitoire à peine voilé

Dans un réquisitoire à peine voilé vis-à-vis des dirigeants civils, le général Evren a souligné : « Étant donné que dans les vingt dernières années, il s'est avéré nécessaire de recourir à la réinstauration de l'état de siège en moyenne une année sur deux », il faut que la raison de cette « pratique » soit analysée sérieusement, pour qu'une solution puisse être trouvée, et cette tâche incombe au Parlement. Le général laisse ainsi entendre qu'une répression aveugle ne suffirait pas à faire disparaître les troubles sociaux et il désavoue le recours à la manière forte, préconisée par certains milieux de droite.

Faisant écho à la pensée du haut commandement, mais aussi de l'opinion, le général Evren a déploré la paralysie des Chambres incapables depuis le mois

d'avril même d'être le nouveau président de la République. On ne saurait attendre, a-t-il dit, que « l'ordre et la tranquillité du pays soient assurés uniquement par les commandants de l'état de siège », à ses yeux injustement accusés de la lenteur des progrès réalisés. Le général Evren a souligné que la lutte contre l'anarchie est l'une des tâches les plus importantes de la nation, formant un bloc unitaire, moyen de réussir contre ce fléau. « Malheureusement », a-t-il dit, cette unité n'est toujours pas réalisée. A cela s'ajoutent « les faiblesses de l'autorité de l'État », qui créent aussi « une ambiance propice » au développement de l'anarchie et du terrorisme. Or « tout citoyen souhaite voir l'efficacité de l'autorité de l'État et un châtiment rapide des coupables. C'est seulement quand il aura confiance en l'état qu'il osera, et l'unité tant attendue sera atteinte aussi par ce moyen ».

Sans se départir d'un certain ton modéré, le général Evren a déclaré que l'armée turque demeure, malgré les effets négatifs de la crise économique des dernières années, « comme une forteresse et une montagne imprenables », une image « des idées humanitaires et de l'amour de la patrie, fuses avec l'indomptable courage de l'anarchie ». Il a exprimé sa conviction que ceux-ci seront, comme on l'a vu dans l'histoire turque, « éliminés sous le poids exterminateur des forces armées et noyées dans le bain de sang fratricide qu'ils ont provoqué ».

Le général Evren a enfin insisté sur la nécessité d'accorder la priorité au développement de l'industrie nationale d'armement pour que l'armée turque soit moins dépendante de l'étranger.

ARTUR UNSEL.

● **Erratum.** — A la suite d'une erreur d'interprétation, nous avons indiqué (le Monde du 27-28 juillet et du 13 août) que le général Evren devait prendre sa retraite à la fin d'août. Il n'en est rien. Il n'attendra, la limite d'âge qu'à la fin de mars 1981.

DIPLOMATIE

La visite du président Ziaur Rahman à Paris

Le Bangladesh et la France ont signé un accord-cadre de coopération nucléaire

La brève « visite de travail » du président du Bangladesh en France s'est achevée vendredi 29 août, en fin de soirée. Après un déjeuner à l'Elysée, suivi de conversations avec M. Giscard d'Estaing, les deux présidents ont signé la signature de deux accords bilatéraux, l'un financier, l'autre portant sur la coopération dans le domaine nucléaire. Le secrétaire d'État aux affaires étrangères, M. Olivier Stirn, devant le général Ziaur Rahman, a déclaré que le Bangladesh avait la fin de l'année.

Le général Ziaur Rahman, que nous avons rencontré après sa visite à l'Elysée, s'est déclaré très heureux des bonnes dispositions de la France à l'égard du Bangladesh. Il espère que, « à travers une meilleure compréhension, la coopération entre nos deux pays peut encore se développer ». L'accorde beaucoup d'importance à l'accord de coopération nucléaire qui, selon lui, permettra la construction d'une centrale électrique nucléaire à Rooppur, dans le nord du pays, « qui souffre d'une grave pénurie d'électricité ». « Les délégués ont étudié nos sommes en train de rassembler les moyens de financement ; nous avons fait de bons progrès et la question de la ressource prochainement », a-t-il ajouté. Il faisait allusion aux demandes de crédit qui ont été faites par Dacca auprès de plusieurs pays arabes, dont l'Arabie Saoudite et Abou-Dhabi pour réaliser ce projet estimé à 400 millions de francs.

Un intérêt commun pour le sous-continent indien

On remarque cependant à Paris que l'accord signé entre les deux pays est uniquement un accord-cadre prévoyant les conditions de cette coopération ainsi que des échanges d'informations et de stagiaires, et qu'aucune décision n'a été prise en ce qui concerne Rooppur. Le Bangladesh souhaite en outre construire un réacteur de recherche.

Le général Ziaur Rahman nous a enfin déclaré que son pays et la France avaient des vues « simi-

laires » sur l'Afghanistan et le Cambodge et qu'il était « content de voir que la France manifestait un intérêt croissant à l'égard du sous-continent indien ». Rappelons que, depuis le début de l'année, M. Giscard d'Estaing s'est rendu en Inde, M. Monory en Sri-Lanka et M. Stirn au Pakistan.

En 1979, Paris avait décidé de remettre au Bangladesh les dettes contractées de 1973 à 1976, soit plus de 100 millions de francs ; geste spectaculaire, ce geste était le seul à en avoir l'initiative en dehors de ceux de l'Afrique francophone.

PATRICIE DE BEER.

M. RAISRAKA QUALIFIÉ D'EXCELLENTE EN CE MOMENT LES RELATIONS FRANCO-MALGACHES

Le projet de conférence en vue d'assurer la sécurité dans l'océan Indien (le Monde du 29 août) a été au cœur de l'entretien que M. Didier Ratsiraka, président de la République démocratique de Madagascar, a eu vendredi 29 août avec M. Giscard d'Estaing.

« Comme le président Giscard d'Estaing a été un de ceux qui ont répondu favorablement à notre idée de conférence sur l'océan Indien, j'ai tenu à m'exprimer avec lui plus profondément que par lettre », a déclaré M. Ratsiraka à l'issue de l'entretien. « Les Russes, a-t-il ajouté, ont déjà dit « oui ». Il reste les États-Unis. Mais je suis sûr que d'ici à novembre ils ne peuvent pas répondre dans un sens ou dans l'autre ».

M. Ratsiraka d'autre part, a qualifié d'excellentes en ce moment les relations franco-malgaches.

Au sujet des files françaises dans l'océan Indien sur lesquelles le gouvernement malgache a formulé des revendications, M. Ratsiraka a déclaré : « J'espère que ce problème sera résolu plus tôt en toute responsabilité, en toute sagesse et en toute compréhension ».

M. FITTERMAN (P.C.F.) : la démocratie est indispensable au socialisme.

M. Charles Fitterman, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a déclaré, vendredi 29 août, sur TF1, au sujet des événements de Pologne : « Pour nous, communistes français, il doit y avoir interdépendance, fusion entre la démocratie et le socialisme. La démocratie est indispensable au socialisme et plus celui-ci se développe, plus il faut que la démocratie se développe. Nous sommes pour le droit de grève dans le socialisme, nous sommes pour un syndicat réellement représentatif de la volonté, des intérêts, des aspirations des travailleurs, indépendants des partis politiques et de l'État. »

M. Fitterman a observé que « c'est précisément ce sens que l'on s'orientait en Pologne » et il a émis le souhait que « cette évolution, qui est dans une certaine mesure déjà irréversible (...) ne soit pas mise en cause par des comportements irresponsables ou provocateurs ».

Le responsable communiste a ajouté : « C'est précisément sur cette question de la démocratie que nous avons une divergence sérieuse, fondamentale, avec nos camarades soviétiques et certains d'autres pays socialistes. »

« L'HUMANITÉ » : la motivation des grévistes.

L'envoyé spécial de l'Humanité à Varsovie écrit dans le numéro du 30 août :

« Tout est conduit au nom de la démocratisation du socialisme polonais, tout est justifié par la volonté de corriger les erreurs et de parvenir à un socialisme véritablement démocratique. C'est sans aucun doute la motivation réelle et profonde de la masse des grévistes et, au-delà, de la classe ouvrière et de la société polonaise. C'est beaucoup moins certain de la part des personnes qui influencent directement au niveau politique le comité de grève inter-entreprises... »

D'autre part, l'envoyé spécial du quotidien communiste à Gdansk écrit notamment :

« La grève sur le littoral perd peu à peu son caractère syndical pour prendre une signification plus inquiétante. Certains éléments font monter les enchères. Dangereusement... »

M. SÉGUY : un besoin réel.

M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., qui avait estimé, le 27 août, à France-Inter, que « l'expérience que l'on en Pologne ne pose pas des questions de pluralisme syndical mais d'extension des pouvoirs et des libertés syndicales », a précisé, au cours d'une conférence de presse réunie le 29 août : « Nous n'avons pas connaissance d'ouvriers polonais qui solliciteraient la création d'autres syndicats que ceux qui existent. »

Selon lui, les revendications portant sur la création de syndicats indépendants marqueraient la volonté des grévistes polonais de modifier les formes d'action et d'organisation des syndicats officiels existants. Ce qui correspond pour la C.G.T. à « un besoin réel, conforme à l'évolution normale et nécessaire de la démocratie socialiste ».

Cette position, a souligné le dirigeant de la centrale de la rue La Fayette, « ne saurait être amalgamée avec celle qu'expriment en Pologne les formes d'action et d'organisation des syndicats officiels existants. Ce qui correspond pour la C.G.T. à « un besoin réel, conforme à l'évolution normale et nécessaire de la démocratie socialiste ».

● Mme Hélène Parnelin, écrivain, membre du P.C.F., a déclaré, vendredi 29 août, que « face aux événements de la Pologne, le parti communiste français montre dans quel néant d'idées il a poussé la socialisation frénétique de ses dirigeants ».

● L'ambassade de Pologne à Paris a retourné à André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, la lettre, destinée à M. Edmond Gierk, qu'une délégation du bureau confédéral de F.O. avait déposée le 25 août à l'ambassade. M. Claude Jézet, porte-parole de F.O., a indiqué, vendredi 29 août, que l'ambassade avait précisé qu'elle n'avait pas l'intention de transmettre cette lettre au premier secrétaire du parti ouvrier unifié polonais « car elle offense les autorités polonaises et contient des informations sur la situation en Pologne dépourvues de tout fondement ».

PROCHE-ORIENT

M. Thorn renonce à se rendre de nouveau en Israël

M. Gaston Thorn, président du conseil des ministres de la C.E.E. et ministre luxembourgeois des affaires étrangères, a annoncé vendredi 29 août, avant de prendre l'avion pour Le Caire, qu'il ne se rendra pas en Israël comme il l'envisageait. Selon notre correspondant à Luxembourg, les deux parties n'ont pas pu se mettre d'accord sur la date de la visite.

M. Thorn, qui s'était rendu une première fois en Israël, souhaitait, cette fois, rencontrer en territoire occupé des personnalités palestiniennes assignées à résidence. Les autorités israéliennes avaient refusé dans un premier temps, puis s'étaient ravisées. Elles demandaient cependant que la visite ait lieu après le 2 septembre, alors que M. Thorn entendait achever sa tournée au Proche-Orient avant cette date pour préparer son rapport à l'intention du conseil des ministres des

affaires étrangères, prévu pour les 15-16 septembre à Bruxelles. Le conseil discutera de cette mission de sondage en vue d'élaborer une position européenne commune que M. Thorn défendra le 23 septembre à l'ONU, lors du débat sur le problème palestinien.

M. Yasser Arafat, qui a inauguré vendredi un camp d'entraînement militaire d'étudiants palestiniens, dont il a fait l'éloge, a adressé un message à M. Thorn dans lequel il souligne que les concentrations militaires israéliennes à la frontière libanaise laissent craindre une prochaine agression contre le Sud-Liban. Le président de l'O.L.P. a également demandé la réunion d'urgence du conseil de défense arabe formé le 9 juillet pour examiner la situation militaire dans la région.

< Camp David n'est pas un dogme >

nous déclare M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères

Le Caire. — Arrivé au Caire dans la nuit du vendredi 29 août, M. Gaston Thorn devait achever ce samedi en Egypte, par des entretiens avec le rais et avec les deux responsables de la diplomatie égyptienne, le général Ali et M. Boutros-Ghali, une tournée des principales capitales arabes. A la suite de la déclaration sur le Proche-Orient, publiée par les Neuf à Venise, le 13 juin, M. Thorn avait commencé, le 30 juillet, une « mission exploratoire » dans la région.

Reçu l'ambassadeur à la Ligue arabe, il s'était rendu ensuite successivement en Israël, au Liban, où il rencontrait, le 4 août, M. Arafat, en Syrie et en Jordanie. Une seconde étape l'avait conduit, à partir du 17 août, au Koweït, en Irak et en Arabie Saoudite.

De notre correspondant

en vain depuis l'an passé avec les Israéliens et les Américains, représentant de la diplomatie avec les Palestiniens et les Jordaniens et, le cas échéant, avec d'autres partenaires. Selon le ministre d'Etat, « un tel dialogue, qui nous rapprocherait, même si les conversations bipartites avaient donné des résultats, nécessiterait aussi l'accord des Américains et des Israéliens. Une initiative réelle suppose donc l'obtention d'un consentement palestinien-arabe et israélien-américain. C'est une tâche difficile, mais l'Egypte croit que les Neuf, en y mettant tout leur

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

Iran

L'ayatollah Montazeri accuse les Etats-Unis de renforcer leurs activités militaires dans la région

Seize personnes ont été exécutées à Téhéran

Trois généraux qui avaient servi sous le régime du chah ont été arrêtés en Iran, a annoncé l'agence Pars, vendredi 29 août. Il s'agit des généraux Khatibzadeh, ancien commandant de l'armée à Chiraz et adjoint au général Oveissi, ancien gouverneur militaire de Téhéran, Hossein Rastegar, commandant l'artillerie à Isfahan, et Nasrollah Khatamabadi. Le même jour, seize personnes ont été exécutées à la prison d'Evin; onze d'entre elles étaient accusées d'avoir participé au complot découvert le mois dernier.

L'ayatollah Montazeri, considéré comme le successeur probable de l'imam Khomeini, a accusé les Etats-Unis « de renforcer leurs activités militaires dans la région du Golfe Persique ». L'ayatollah, qui s'exprimait au cours d'une prière du vendredi, faisait allusion aux rumeurs selon lesquelles des bâtiments de guerre américains seraient à proximité des eaux territoriales iraniennes. Dans la soirée, la radio a annoncé de nouveaux heurts à la frontière avec l'Irak. Elle a accusé les forces de Bagdad d'avoir attaqué un poste de police à Farzivan. Les forces iraniennes ont riposté

et ont, d'autre part, capturé « trente-cinq contre-révolutionnaires » près de Marivan, au Kurdistan.

Aux Etats-Unis, à l'occasion du trois centième jour de captivité des otages américains, le département d'Etat a exprimé profondément l'espoir d'une libération. De son côté, le département de la Justice a demandé aux tribunaux américains instruisant des procès contre le gouvernement iranien de surséoir à tout jugement tant que les cinquante-deux otages seraient détenus. Plus de deux cents prisonniers sont en cours, et, selon le département, il n'est pas dans l'intérêt des Etats-Unis de prendre des décisions de justice soient prises, car « elles pourraient avoir un impact important sur la solution de la crise ».

Enfin, neuf prêtres saïens expulsés d'Iran sous l'accusation d'espionnage en faveur d'Israël sont arrivés, vendredi soir, à Rome. Ils ont démenti les accusations portées contre eux — aucune preuve n'a d'ailleurs été apportée — et ont exprimé l'espoir de pouvoir retourner en Iran, le moment venu.

(A.F.P., Reuters.)

AMERIQUES

ASIE

Etats-Unis

WASHINGTON S'OPPOSE A LA VENTE DE BOEING A L'IRAK

Washington (A.F.P.). — Le gouvernement américain a rejeté une demande de l'Irak portant sur l'achat aux Etats-Unis de cinq Boeing, a annoncé, vendredi 29 août, un porte-parole du département d'Etat.

Aucune précision n'a été donnée officiellement sur le refus américain, mais on indique de source proche du département d'Etat que cette décision est liée aux incidents récents survenus à Berlin-Ouest et à Vienne et mettant en cause des diplomates irakiens (1).

Les deux pays ont rompu leurs relations diplomatiques peu après la guerre israélo-egyptienne de 1967, mais les échanges commerciaux entre Washington et Bagdad n'ont cessé malgré tout de se développer pour atteindre en 1978 plus de 1 milliard de dollars. Quelques jours avant les incidents de Vienne et de Berlin-Ouest, le département d'Etat avait donné le feu vert pour la vente à l'Irak de huit turbines devant équiper quatre frégates en construction en Italie.

(1) Le 1^{er} août, deux diplomates irakiens accrédités en R.D.A. étaient arrêtés à l'issue d'une tentative d'attentat à l'explosif contre le congrès de l'Association des enseignants communistes à Vienne. Si l'attentat, l'autrichien avait espéré deux diplomates irakiens impliqués dans un attentat manqué contre l'ambassade d'Iran. — (M.D.L.R.)

Bolivie

L'ENVOYE SPECIAL DE L'A.F.P. A LA PAZ A ETE LIBERE

La Paz (A.F.P.). — M. Albert Brun, directeur régional de l'Agence France-Presse à Lima, a été libéré vendredi 29 août à 15 h. 30 locales (19 h. 30 G.M.T.) après avoir été détenu à La Paz pendant plus de quatre jours par les services boliviens de renseignement.

Le gouvernement bolivien formulait quatre accusations à l'encontre de M. Albert Brun : « contact avec la subversion », « publication d'informations déformées », « installation d'un télé sans autorisation officielle », et « entente avec le dirigeant de l'opposition clandestine, M. Hernan Siles Zúñiga ».

M. Césaire, ambassadeur de France à La Paz, a pour sa part affirmé son désaccord avec ces accusations et indiqué que le gouvernement bolivien et l'ambassade de France concevaient différemment la liberté de la presse.

Le président-directeur général de l'A.F.P., M. Henri Sigaut, avait protesté auprès du gouvernement bolivien contre cette « atteinte à la liberté d'information » et demandé la remise en liberté de M. Brun.

Venant de La Paz, M. Albert Brun est arrivé à Lima vendredi dans la soirée. Il a déclaré qu'il avait été traité « avec une froide cordialité ».

Chine

LES SOVIETIQUES AURAIENT TENTÉ DE FORCER UN DIPLOMATE CHINOIS A TRAHER

Pékin a accusé Moscou d'avoir tenté d'intimider un de ses diplomates en poste en U.R.S.S. afin de le forcer à trahir, a annoncé, vendredi 29 août, l'agence Chine nouvelle. Selon celle-ci, le chargé d'affaires soviétique à Pékin a été convoqué et s'est vu remettre une note de protestation.

L'incident se serait produit dans la nuit du 17 au 18 août, à Moscou, alors que M. Wang Huiyan, attaché d'ambassade, et un employé de cette dernière, M. Jia Chengqi, retournaient en voiture à Moscou après un séjour en Allemagne occidentale. « A minuit, selon la note chinoise, deux Soviétiques se présentant comme des agents de la sécurité, ont pénétré dans la chambre de M. Wang et ont tenté de le forcer à « coopérer » avec eux. Des coups de feu ont été tirés, mais les deux hommes ont réussi à s'échapper. Ils ont menacé de faire des déclarations accusant M. Wang de se livrer à l'espionnage en U.R.S.S. et d'avoir eu des relations illicites (...) ». Ils ont prétendu également « s'être refusés de prêter à leurs exigences, d'organiser un accident de la route pour le tuer, ainsi que M. Jia, sur la route du retour à Moscou. » — (A.F.P., Reuters.)

AFRIQUE

République Centrafricaine

Le président Dacko explique par leur « popularité » l'éviction de M. Ayandho, premier ministre, et du vice-président Maidou

Bangui. — « J'aurais souhaité ne pas modifier les structures du gouvernement avant deux ans, mais M. Ayandho et M. Maidou étaient décidément trop impopulaires. » Le président David Dacko, visiblement mal à l'aise dans son profond fauteuil de velours rouge, n'en dira pas plus sur les raisons qui l'ont amené à émettre de leurs fonctions son premier ministre et son vice-président (le Monde date 24-25 août), sinon qu'il n'a « cédé à aucune pression » et qu'il avait déjà, à plusieurs reprises, exprimé son intention de se « débarrasser » des deux hommes. Toutefois, le président ne voulait pas « donner l'impression de céder à la rue ». L'allusion vise les manifestations étudiantes des 27 et 28 juin dernier. Déjà, lors du « flottement » (1) qui avait immédiatement suivi la publication, le 11 juillet, de la liste des membres du nouveau gouvernement, on avait accusé le président Dacko de « faire plaisir à la rue ». Il s'agit d'ailleurs de quelques jours pour apprendre que non seulement M. Ayandho et M. Maidou n'étaient pas exclus du nouveau cabinet, mais qu'ils s'y taillaient la part du lion.

De notre envoyé spécial

serait exagéré. La popularité du président Dacko, la joie procurée par l'éviction du premier ministre, font oublier le reste. M. Maidou remonte à peine dans les raisons qui l'ont amené à émettre de leurs fonctions son premier ministre et son vice-président (le Monde date 24-25 août), sinon qu'il n'a « cédé à aucune pression » et qu'il avait déjà, à plusieurs reprises, exprimé son intention de se « débarrasser » des deux hommes. Toutefois, le président ne voulait pas « donner l'impression de céder à la rue ». L'allusion vise les manifestations étudiantes des 27 et 28 juin dernier. Déjà, lors du « flottement » (1) qui avait immédiatement suivi la publication, le 11 juillet, de la liste des membres du nouveau gouvernement, on avait accusé le président Dacko de « faire plaisir à la rue ». Il s'agit d'ailleurs de quelques jours pour apprendre que non seulement M. Ayandho et M. Maidou n'étaient pas exclus du nouveau cabinet, mais qu'ils s'y taillaient la part du lion.

rente-quatre ans, — n'a pas un patient et attendre son heure. Aura-t-il un tour une seconde chance ? Le président Dacko exultait en tout cas son nom comme celui de M. Ayandho des candidats acceptables à sa propre succession.

Une citation, cependant, demeure dans les différences communes de la population : mais quel est donc le jeu de la France ?

PATRICE CLAUDE.

Liberté bien surveillée...

« M. Henri Maidou est libre de vous rencontrer s'il le désire. » Il nous avait bien semblé discerner un léger vacillement dans la voix de M. Dacko, au moment où il nous accordait l'autorisation d'interviewer son ancien vice-président. Ce n'est qu'en sortant du vaste bureau présidentiel que les choses se sont — si l'on peut dire — précisées. Devenu à son tour mal à l'aise, l'ancien secrétaire général de la présidence, si souriant avant l'entretien, accepte d'appeler le responsable de la garde, qui seul peut délivrer un sauf-conduit. Celui-ci, un Français, qualifié de « colonel », n'en croit visiblement pas ses oreilles. S'adressant au secrétaire général : « Vous êtes sûr que le président a donné son accord ? » « Euh... oui... j'étais là, le président a donné son accord. » Puis, le ton un peu plus appuyé : « Un accord verbal. » Le « colo-

nal... ». Suivez-moi Monsieur. Sortant du bureau, il semble tout à coup avoir oublié quelque chose. « Excusez-moi un instant. » Il entre dans une autre pièce. Attente. Vingt longues minutes plus tard, un nouveau et aimable : « Voulez-vous me suivre », puis arrêt dans un couloir, à l'abri des oreilles indiscrettes : « Hum ! Je vais vous décevoir, finalement le président estime qu'il vaut mieux annuler cette interview. Ce serait mauvais. » Pour qui ? « Mais voyons, pour M. Maidou lui-même. »

« Le colonel », qui dirige, avec l'aide d'une poignée de Français, la garde présidentielle, a ce titre « préserve les intérêts de M. Maidou contre d'éventuels manifestants », s'est montré bien persuasif que nous. « Liberté », que celle de l'ancien vice-président et singulière autorité présidentielle... — P. C.

Une première grave erreur

Depuis cette date, la « rue » s'est tue. L'impopularité bien connue de M. Ayandho n'a pas disparu. Au contraire, elle s'est allée croissant et a même commencé à bénéficier indirectement au vice-président, M. Henri Maidou. Celui-ci n'a sans doute senti que le président Dacko avait fait une première grave erreur. Sortant de sa réserve, il donne à la radio nationale une longue interview fort remarquée, dresse le constat d'un président gouverné par le mouvement de salut public (auquel il appartenait) et rappelle qu'il avait personnellement demandé l'intervention française pour chasser Bokassa. Bref, il se pose en successeur légitime du président Dacko. A priori, ce dernier n'a pas de raisons d'en prendre ombrage. Il nous a même confié d'ailleurs avoir passé une soirée d'accord à ce propos avec M. Maidou. Malheureusement pour lui, dans son interview, le vice-président proclame aussi la nécessité d'un multipartisme. Stupéfaction au palais présidentiel, où l'on affirme que M. Maidou lui-même a vaillamment rédigé, quelques semaines avant la chute du régime, un projet de loi, sans l'accord du vice-président, le Mouvement démocratique (M.C.D.), regroupant différents partis d'opposition, public quelques jours plus tard le texte, en soulignant les « aspects positifs et encourageants » de ces propositions. Cette fois, c'en est trop. Le vice-président a passé l'opposition, avec laquelle M. Dacko exultait, il n'y a guère, « tout d'un coup ».

Le 19 août, le conseil des ministres se réunit pour discuter de la Constitution — qui est toujours à l'état d'avant-projet bien que le projet de loi sur la situation déjà prévue, pour le début de 1981. Tout le monde est là, attaché-casse en main. De longues minutes s'écoulent, ni le président ni le premier ministre ne se montrent. Ils ne viendront pas, la réunion est renvoyée à plus tard. Le 21 août on apprend à Bangui que M. Ayandho, premier ministre en exercice, rentre tout juste de Libreville au Gabon. On apprendra par la suite que M. Ayandho aurait profité de ce petit voyage pour se préparer une retraite dorée à la tête d'une petite entreprise gabonaise à capitaux étrangers. Cela, c'est « radio trottoir » qui le dit. Par contre, c'est bien la radio nationale qui, le 23 août, très tôt dans la matinée, lâche l'information officielle : « M. Maidou et Ayandho sont démis de leurs fonctions. »

Quel est le jeu de la France ?

Dans la même matinée, M. Fabien Ombouma, conseiller personnel du président Bongo, est aperçu au palais présidentiel. Libreville, qui fournit il est vrai des subsides au régime Dacko, ferait-il la pluie et le beau temps à Bangui. A moins que... C'est vrai, le président Bongo n'est pas seul à Libreville. Il y a aussi l'ambassadeur de France, M. Robert, un ancien du S.D.E.C.E. Des rumeurs avaient bien laissé entendre autrefois que, de ce côté, il surveillait toute la région, mais ce n'étaient que des rumeurs...

Dire que la population s'indigne de ces révolutions de palais

(1) La liste diffusée par le palais présidentiel ne comprend ni le poste de vice-président ni celui de premier ministre.

Tunisie

Les condamnés graciés mais non amnistiés ne pourront plus assumer de responsabilités syndicales

Tunis. — Les condamnés aux peines de travaux forcés et de prison ayant bénéficié de la grâce présidentielle n'ont pas le droit d'assumer de responsabilités syndicales : cette mise au point a été faite, mercredi 27 août, par le ministre des affaires sociales, M. Mohamed Ennaceur, qui venait de s'entretenir avec M. Bourguiba de la situation sociale et des préparatifs du congrès de la centrale ouvrière prévu pour le premier trimestre 1981.

De notre correspondant

« C'est afin de lever toute équivoque que le chef de l'Etat a recommandé le respect de la loi et aujourd'hui comme hier », a-t-il déclaré. Les conditions de candidature aux responsabilités syndicales, a précisé le ministre, ne rappellent pas dans ces mêmes milieux que d'ici au prochain congrès, des « vandaliens » récemment libérés puissent bénéficier, à titre individuel, d'une amnistie si telle est la volonté du chef de l'Etat.

Quel qu'il en soit, trois membres de l'ancien exécutif ne sont pas frappés par cette exclusion : l'un d'entre eux, malade le « jeudi noir », n'a fait l'objet d'aucune poursuite et deux autres ont été condamnés avec sursis. Il en est de même pour d'autres anciens responsables syndicaux, dont une quarantaine de membres de la commission administrative.

MICHEL DEURÉ.

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

LE SENATEUR DEMOCRATE DE L'ALASKA, M. MIKE GRAVEL, dont le mandat venait à expiration, a été battu aux « primaires » de son Etat par le petit-fils de l'homme auquel il avait succédé au Sénat, il y a douze ans, M. Clark Graveling. Il ne pourra donc pas se représenter, et l'on pense que sa retraite forcée donne sa chance au candidat républicain qui affrontera M. Graveling aux élections du 4 novembre.

Liban

M. DANY CHAMOUN BLESSE. — M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président de la République libanaise M. Camille Chamoun, et responsable militaire du parti national libéral (P.N.L.), a été légèrement blessé vendredi 29 août au cours d'un échange de coups de feu avec l'un de ses anciens partisans rallié aux Forces libanaises, qui a été tué, annonce-t-on à Beyrouth.

Mozambique

M. JOAQUIM CHISSANO, ministre des affaires étrangères du Mozambique, sera le premier membre du gouvernement de Maputo à effectuer une visite officielle en France.

Portugal

AIDE GOUVERNEMENTALE A LA PRESSE PRIVÉE. — Le gouvernement a annoncé jeudi 28 août un plan d'aide économique à la presse privée, dont le déficit actuel se monte à plus de 700 millions de francs (environ 80 millions de francs). Cette mesure vise à mettre sur le même pied d'égalité la presse privée et les journaux sous contrôle de l'Etat.

Roumanie

M. NICOLAE CEAUDESCU, chef de l'Etat et du parti roumain, a reçu, vendredi 29 août, M. Claude Estier, membre du bureau exécutif du parti socialiste français, qui séjourne en Roumanie. Les deux hommes ont réaffirmé leur « volonté commune de poursuivre le dialogue et de renforcer la collaboration entre leurs deux partis ». — (A.F.P.)

Zimbabwe

M. MUGABE, premier ministre du Zimbabwe, a invité, vendredi 29 août, le général Wallis, ancien commandant en chef de l'armée, à quitter le pays. — (Reuters.)

Le Monde

politique

DEVANT LES ENSEIGNANTS ET LES JEUNES GISCARDIENS

Le ministre de l'éducation appelle à « libérer l'école »

Deux organisations liées à la majorité présidentielle, le Mouvement des enseignants libéraux (M.E.L.) et le Mouvement des jeunes giscardiens (M.J.G.), ont tenu du 25 au 29 août, à Sélestat (Bas-Rhin), l'une son deuxième « carrefour », l'autre son quatrième « campus ». Ayant pour objectif de préparer la campagne présidentielle les militants giscardiens au sein des différents secteurs de l'éducation, ces assises ont permis aux quelque cent cinquante participants de faire alterner des travaux pratiques de propagande (rédaction d'un tract, constitution d'un comité de soutien, simulation de débats télévisés...), des cours de « doctrine libérale », l'analyse polémique des propositions de la gauche, surtout socialistes, et les rencontres avec des personnalités de la majorité.

Sélestat. — L'intervention de la marine nationale dans le conflit de la pêche semble avoir donné le « la » au discours gouvernemental. Devant les jeunes giscardiens et les enseignants libéraux, M. Christian Beullac « en est en effet pris à ceux pour qui l'école est un terrain d'endoctrinement, de propagande, de lutte partisane », « l'école, c'est la vie », le ministre de l'éducation, ils ont tout fait pour l'impression. Ils y ont en partie réussi. A nous de la libérer. A nous de faire en sorte qu'elle redonne ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être. (...) Nous voulons à la fois une école de l'efficacité et de la liberté. Nous devons nous considérer comme les soldats de cette école. Le président de la République nous a tracé la voie. Tous ensemble, derrière lui, nous combattrons pour le triomphe de cette cause. L'approche d'une échéance nationale capitale, faisons front ! Montrons au pays que l'éducation de l'enfant et l'éducation de la liberté, c'est nous ! »

A Sélestat, M. Christian Beullac a confirmé son engagement au côté du M.E.L. qu'il avait déjà rejoint en mai dernier, à Virey-Châtillon (Essonne), lors du premier colloque national des enseignants giscardiens (le Monde des 13 et 14 mai 1980). « Notre ami, notre allié », présent en ces termes par M. Dominique Ambiel, secrétaire général du M.E.L., le ministre de l'éducation n'a pas manqué de retourner la proposition : « Quand le vous retrouvez je suis en pays de connaissance. Sur tout ce qui est essentiel, nous nous accordons pleinement. »

En la matière, devoir politique et devoir d'Etat semblent se confondre : répondant à toutes les suggestions de l'assistance, promettant de les faire étudier par ses services, maintenant les jeunes giscardiens pour leurs « bonnes idées », le ministre de l'éducation a tenu une réunion à huis clos avec les adhérents du M.E.L. Pour débiter, nous a-t-on dit, de « problèmes de stratégie », examiner les difficultés rencontrées dans la construction du mouvement, et prendre connaissance d'« autres concertés de « manœuvres au pluralisme » au sein des établissements scolaires...

Ideologie

« Si on attend des moyens supplémentaires pour faire une école de qualité », a-t-on déclaré par M. Beullac, alors on ne l'aura jamais (...). Le problème est d'abord un problème d'état d'esprit. Une idéologie du libéralisme, de la liberté, de l'égalité, de la démocratie à tous crins, s'est infiltrée dans notre enseignement, dans nos écoles, sinon dans nos familles. C'est insupportable, mais c'est insupportable de modes venus d'outre-Atlantique, cet état d'esprit a fait des ravages. »

Pour le ministre de l'éducation, l'heure n'est pas aux « états d'âme. Il faut à l'école la vie, la vie professionnelle », y introduire l'audiovisuel et l'informatique, la repenser « au genre de la cité ». Tout en affirmant que « le souci majeur du gouvernement en matière d'éducation est de réduire constamment le nombre des établissements scolaires », il a critiqué la notion d'échec scolaire utilisée par les sociologues de l'éducation qui s'accrochent sur ses ressorts socio-culturels : « Il n'y a pas d'échec scolaire, a-t-il déclaré, il n'y a que des pédagogies non adaptées aux différentes formes d'esprit. (...) Ces dernières années s'est exagérée une idée fautive selon laquelle tous les enfants

A M. René Haby, ancien ministre de l'éducation, Charles Debbasch, conseiller technique à la présidence de la République, Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, ont succédé, mercredi 27 août, Mme Alice Sauzet-Sellé, ministre des universités, et vendredi 28 août, M. Christian Beullac, ministre de l'éducation. Ce dernier, à dix jours du début d'une rentrée scolaire étalée par académie, a condamné, par avance et en termes particulièrement vifs, ceux qui « vont chercher, par tous les moyens, à porter le trouble dans tous les secteurs de la vie sociale ». Les jeunes giscardiens, qui organisent une deuxième session de leur « campus » du 1^{er} au 5 septembre, accueilleront, jeudi 4 septembre M. Raymond Barre.

De notre envoyé spécial

« Les mêmes, doivent arriver au même endroit... C'est une illusion, profondément naïve et triste. Puisque tout serait fonction non pas de l'aspect original, des gènes, mais de l'environnement, nous serions tous égaux à la naissance. Il faut au contraire avoir le courage de dire que tous les enfants n'ont pas les mêmes qualités » (1).

Enfin, M. Christian Beullac n'a pas eu de mots assez durs pour ceux qui renâcleraient et douteraient devant la tâche qu'il propose aux enseignants : « Nous ne sommes pas des ceux qui nous complaisons dans la désolation et la défection morose. Réagissons et cessons d'entraîner à plaisir un malaise dont ceux qui clament à présent portent largement la responsabilité. La méconnaissance des réalités, l'abandon des valeurs, la décadence des mœurs ont fondé cette

« Les réactions syndicales aux propos de M. Raymond Barre sur les « nantis » ne sont pas faites pour attendre. M. Séguéy a estimé, au cours d'une conférence de presse réunie le vendredi 29 août, qu'il s'agissait là d'une « attaque intolérable » et qu'il était « en droit de travailler de la fonction publique ».

Devant l'université d'été des Jeunes démocrates-sociaux, le premier ministre avait déclaré : « Il ne faut pas qu'il y ait deux France, la France des nantis et la France des autres, où l'emploi et le revenu sont garantis, et la France hors statut où ce sont ceux qui le plus souvent en sont privés. Or, ce qui est en jeu, c'est la France entière, pour les autres. » Il avait affirmé que le gouvernement manifesterait « la plus grande fermeté à l'égard des revendications des nantis », mais qu'il entendait les revendications des autres catégories (le Monde des 29 et 30 août).

Dans une longue déclaration, le bureau confédéral de la C.G.T., qui qualifie ces propos d'« odieux et indécentes », souligne notamment : « En opposant les travailleurs à statut à ceux qui en sont privés, le premier ministre vise non seulement les agents du secteur public et nationalisés, mais tous ceux qui bénéficient de garanties conventionnelles acquises par la lutte syndicale. Il présente comme un véritable loup la garantie de l'emploi et des revenus. Or, ce qui est en jeu, c'est la France entière, pour les autres. » Il avait affirmé que le gouvernement manifesterait « la plus grande fermeté à l'égard des revendications des nantis », mais qu'il entendait les revendications des autres catégories (le Monde des 29 et 30 août).

Il ajoute : « Ces déclarations démontrent que le pouvoir, conformément aux fonctions du grand patronat, entend mettre en cause les droits des travailleurs collectifs, qu'il entend dresser les travailleurs rétrogrades dans des emplois précaires et les chômeurs contre les autres salariés. Il n'y parviendra pas. (...) C'est par la lutte syndicale que seront défendues et améliorées ces conquêtes ouvrières que sont les statuts, les conventions collectives, les garanties conventionnelles, et qu'elles seront étendues et pleinement assurées à tous les salariés. »

Pour sa part, l'Union des fédérations C.F.D.T. de fonctionnaires et assimilés précise : « Plus de deux cent cinquante mille fonctionnaires et agents des collectivités locales gagnent moins de 2720 francs net par mois. Un million quatre cent cinquante mille personnes gagnent moins de 3500 francs net, soit près de 50 % des effectifs. (...) C'est la des privilèges, des nantis » se demande la centrale de la rue Cadet, qui indique que « les fonctionnaires n'ont eu que 7,4 % d'augmentation de salaire en 1980, alors que les prix, selon l'indice INSEE, ont déjà augmenté de 8,7 % ».

De son côté, Force ouvrière « dénonce les déclarations tendancieuses et mensongères » du premier ministre et souligne, comme la C.F.D.T., que « 50 % des personnels en cause gagnent

civilisation, la paix, la facilité, le développement et l'esprit partizan sont de leur fait (...). Laissons-les à leurs lamentations. Nous avons mieux à faire. Mais qu'ils sachent bien que nous ne nous laisserons pas traiter en boucs émissaires. Nous saurons répondre à ces agressions. Mais ne nous laissons pas déborder de notre but primordial : restaurer l'école et construire. Il faut être malade psychologiquement pour ne pas voir notre rôle d'enseignant est un des plus beaux du monde. Et au diable ceux qui n'ont pas le moral ! »

EDWY PLENEL

(1) Du 27 au 29 août, dans son projet « pour une modernisation du système éducatif », le président du M.E.L., M. Beullac, a insisté sur le constat que « la réussite scolaire n'est pas la seule mesure de la réussite socio-culturelle » et demandant « à l'école de compenser les handicaps culturels liés au milieu d'origine ».

La C.G.T., la C.F.D.T., F.O. et la FEN « s'indignent » des propos de M. Barre sur les « nantis »

De plus, ajoute-t-elle, « dans la fonction publique, il existe plus d'un million d'agents non titularisés sans garantie d'emploi, qui, sur le plan fiscal, comme l'ensemble des salariés, se trouvent, parmi la catégorie sociale la plus imposée ».

Enfin, la Fédération de l'éducation nationale (FEN) a réagi avec « indignation » et fait remarquer que « l'immense majorité des travailleurs de l'Etat ne perçoivent que de petits et moyens salaires, et qu'ils réalisent ce service public qui est visé à travers cette tentative de division des travailleurs ».

« LES « NANTIS » SONT AU POUVOIR » déclare M. Fiterman

M. Fiterman a évoqué, vendredi 29 août, d'autre part, sur TF 1, les propos de M. Raymond Barre sur les travailleurs « nantis » de la fonction et des secteurs publics (le Monde du 29 août) et a déclaré : « Nous, nous disons que les nantis sont au pouvoir, ils sont au pouvoir. Giscard d'Estaing est leur président et Barre leur premier ministre. (...) Il a appelé au refus de l'« attentisme » et à la lutte pour la satisfaction des revendications les plus pressenties ». Interrogé d'autre part sur l'article de l'hebdomadaire soviétique Temps nouveaux, qui situe M. Raymond Barre dans l'extrême droite de l'éventail politique français (le Monde du 29 août), M. Fiterman a déclaré que le premier secrétaire du P.S. a développé récemment des positions « ultra-atlantiques (...) tendant à renforcer la soumission de la France à la politique américaine, son insertion dans le bloc atlantique, et des positions qui tendent à l'« affrontement avec l'Union soviétique ». « Dans ces conditions, sur le fond du problème, je pense que la réaction des Socialistes est compréhensible », a-t-il dit.

M. POPEREN (P.S.) : une agression contre les salariés.

M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du P.S., a commenté vendredi 29 août les propos de M. Barre devant les jeunes démocrates-sociaux. Il a notamment souligné : « Les « nantis » pour M. Barre ce ne sont pas les patrons de choc, dont les profits sont en hausse et qui se refusent à investir, ce ne sont pas les banquiers, les promoteurs, les mandataires de l'immobilier, autres marchés de gros, les truquants de tout poil, ce sont les travailleurs. »

Estimant que le premier ministre « essaie de dresser les travailleurs les uns contre les autres », M. Poperen s'est dit convaincu que « face à cette agression, face à un pouvoir et un grand patronat solidaires, les salariés, ouvriers, employés, fonctionnaires... resserreront leur propre solidarité ».

L'ELECTION PRÉSIDENTIELLE

Attaqué par les giscardiens, M. Rocard recherche le consensus au sein du P.S.

De même que les porte-paroles de l'opposition et les contestataires de la majorité dirigée de plus en plus leurs coups contre M. Giscard d'Estaing, les dirigeants giscardiens mettent personnellement en cause les autres candidats, déclarés ou potentiels, à l'élection présidentielle. Cela n'est pas nouveau pour M. Mitterrand, qui est, en outre la cible de la C.C. et pour les communistes mais désormais, M. Debré et M. Rocard sont pareillement visés. Le député des Yvelines, qui paraissait bénéficier d'une certaine faveur dans la majorité, est traité comme un adversaire à part entière même si, comme l'assure M. Rajarat, les giscardiens ne le craignent pas.

Le premier des sondages de la rentrée est en leur faveur, s'interrogent sur les effets de la trêve. Sur ce point, toutefois, la dernière journée de la campagne présidentielle est celle pour deux raisons : les rocardiens doivent, plus que jamais, respecter la trêve qui prévaut à l'intérieur du P.S. entre la majorité et les courants minoritaires, et leur leader ne doit plus apparaître comme le candidat d'une minorité du parti mais comme celui d'un P.S. « rassemblé ».

Dès le 25 février dernier, à Antenne 2, M. Rocard avait affirmé qu'il était prêt à être le candidat socialiste et qu'il entendait être « au sein du parti. Ce thème de la recherche du consensus a dominé la dernière journée des travaux de Villeneuve-les-Avignon.

Les débats précédents avaient été consacrés à ce que seraient les grands axes d'une campagne présidentielle. Ils ont permis de faire le point notamment sur les débats internationaux à partir d'un exposé de M. Jean-Pierre Col, sur les difficultés qu'aurait à résoudre un président de gauche au lendemain du scrutin, ainsi que les projets que celui-ci pourrait immédiatement (ces questions ont été traitées par M. Edgar Pisani), les relations avec les syndicats et les mouvements féministes et régionalistes ont également été abordées.

Tout s'est donc déroulé dans la perspective d'une candidature du député des Yvelines et dans l'hypothèse où M. Mitterrand déclarerait de ne pas se présenter. A cet égard, un décalage est apparu entre l'état-major parisien de M. Rocard et les responsables fédéraux du « courant ». En effet, certains d'entre eux craignent que les proches du député des Yvelines ne se percent d'illusions ; d'autres, confrontés à des situations locales

qu'ils estiment pouvoir retourner en leur faveur, s'interrogent sur les effets de la trêve. Sur ce point, toutefois, la dernière journée de la campagne présidentielle est celle pour deux raisons : les rocardiens doivent, plus que jamais, respecter la trêve qui prévaut à l'intérieur du P.S. entre la majorité et les courants minoritaires, et leur leader ne doit plus apparaître comme le candidat d'une minorité du parti mais comme celui d'un P.S. « rassemblé ».

Quant au consensus qu'il s'agit d'obtenir autour de M. Rocard (si le premier secrétaire du P.S. renonce), il se heurte à deux sortes de difficultés, les unes propres au courant du député des Yvelines, les autres propres à la direction du P.S.

L'un des obstacles majeurs que rencontrera M. Rocard, s'il est désigné, sera de faire admettre à ses propres amis que l'ancienneté de leur choix ne confère aucun privilège. L'encouragement du candidat devra donc être élargi à l'ensemble du parti.

Cette perspective, qui peut heurter certains militants rocardiens, est d'autant moins prise en compte par l'actuelle direction du P.S. que celle-ci se déclare convaincue que M. Mitterrand se présentera. L'hypothèse d'une candidature de M. Rocard n'est envisagée qu'en dernier ressort, et elle se vérifie par le fait que le représentant du P.S. serait placé sous surveillance. La lettre récemment adressée par M. Lionel Jospin aux membres du comité directeur aux premiers secrétaires fédéraux pour critiquer notamment les positions prises par M. Rocard sur la Pologne anti-

JEAN-MARIE COLOMBANI.

JUSTICE

L'arrêté d'expulsion d'un étudiant étranger est annulé.

Grenoble. — Dans un jugement rendu le 20 août, le tribunal administratif de Grenoble a annulé une décision du préfet de l'Isère du 19 août 1978 refusant à un étudiant marocain, M. Amal Daoud, le renouvellement de sa carte de séjour temporaire. Le préfet estimait que l'intéressé n'avait pas apporté la preuve que, au moment du dépôt de sa demande en vue de renouveler sa carte, il possédait des ressources suffisantes pour assurer son second lieu en raison de ses échecs répétés depuis le début de ses études en France, en 1975. M. Daoud ne pouvait plus être considéré comme étudiant. Celui-ci reprochait à l'autorité préfectorale de s'être substituée à l'autorité universitaire pour apprécier s'il était ou non étudiant. Il avait prouvé d'autre part qu'il disposait à l'époque des moyens suffisants pour vivre.

Le tribunal a rappelé dans son jugement qu'un décret du 30 juin 1948 exige de l'étudiant étranger qui demande une carte de séjour la production d'un certificat d'immatriculation ou d'inscription dans une faculté dans une école d'Etat ou un établissement privé légalement créé, et qu'il n'appartient pas à l'autorité préfectorale de s'appuyer sur des résultats universitaires pour apprécier si un étudiant étranger doit être considéré comme un véritable étudiant. — (Corresp.)

Mlle Dominique Bongain, membre de la Ligue française contre la violence a été interpellée, mercredi 27 août, et gardée à vue dans la nuit de mercredi à jeudi à Lucenay-l'Évêque (Saône-et-Loire). Mlle Bongain faisait partie du groupe d'une vingtaine de personnes qui, le 8 août, avait pénétré dans un laboratoire de la faculté de médecine de Lyon pour y libérer quatre chiens sur lesquels on devait procéder à des expériences au service orthopédique des hôpitaux civils de Lyon (le Monde du 8 août). Une plainte avait été déposée par le professeur René Morin, chef de ce service et le docteur Bernard Moyen.

Faits et jugements

Troize morts au Lesotho au cours d'un concert pop.

Maseru (Reuter). — Treize personnes ont trouvé la mort, vendredi 29 août, à Maseru (Lesotho), après avoir été piétinées par la foule pendant un concert de musique pop au cours duquel devait se produire le chanteur noir sud-africain Steve Keka. Certaines personnes, déçues de n'avoir pu assister au concert, ont manifesté à l'extérieur des grilles de police et ont tenté de franchir les grilles. Les policiers ont tiré sur la foule qui a été prise de panique.

Trois personnes ont été blessées, jeudi 29 août, vers 2 heures dans l'explosion qui a détruit une villa de Santa-Maria-Fignaliella, près de Propriano (Corse-du-Sud). Selon les policiers chargés de l'enquête, l'explosion serait d'origine criminelle : le cratère découvert sous les décombres serait dû à une charge de 10 kilos d'explosifs. Les enquêteurs retiennent l'hypothèse d'un règlement de comptes. Les deux fils du propriétaire de la villa, M. Pierre Paris, âgé de soixante-sept ans, ont été blessés, ainsi que sa femme et sa fille, dans l'explosion, et avaient, en effet, été tués par balles en 1979, dans des conditions mal élucidées.

Un autre attentat à l'explosif a endommagé, samedi 30 août, vers 1 heure, les bureaux du service de l'équipement, situés à quelques kilomètres de Bastia. Cet attentat, qui n'a pas fait de victimes, n'a pas été revendiqué.

Profanation d'un cimetière israélite à Forbach (Moselle). Environ soixante-dix stèles du cimetière israélite ont été démolies, renversées et, pour certaines, brûlées, dans la nuit du jeudi 28 au vendredi 29 août. Selon les enquêteurs, « il semble que ce soit un acte de pur vandalisme. Il n'a pas été revendiqué ». En outre, aucune inscription n'a été relevée dans le cimetière.

Des « cibistes » manifestent à Strasbourg.

Près de deux cents adeptes de la « cibiste band » (C.B.), fréquence utilisée par des postes émetteurs récepteurs placés dans des véhicules — se sont rassemblés vendredi 29 août à Strasbourg, comme ils l'avaient annoncé (le Monde du 29 août) pour réclamer la législation de la C.B. Selon les cibistes, « la France est actuellement le seul grand pays de tradition libérale à n'avoir pas encore autorisé l'usage de la bande des 27 MHz ». Ils se sont déclarés hostiles à une nouvelle réglementation — évoquée par M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux P.T.T. — qui permettrait d'utiliser la fréquence de 900 MHz au lieu de celle de 27, « car un tel règlement entraverait la fin des communications entre amateurs ». Le matériel nécessaire devrait être beaucoup plus sophistiqué, donc très onéreux, estiment les cibistes. Ils ont envoyé une lettre au président de la République pour lui faire part de leurs revendications et demander son intervention en faveur de la C.B.

Des policiers contre les gardes du corps armés. — Après la comparution, mercredi 27 août, devant la vingt-troisième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, d'un détective privé, M. Alain Baze, surpris en possession d'une arme à feu, la Fédération autonome des syndicats de police et le Syndicat national autonome des policiers en civil « s'indignent sur les vrais raisons qui ont pu conduire à sa détention privée s'étant rendu compte d'un délit de port d'arme de défense de l'ordre public » (le Monde du 29 août). Les policiers « dénoncent à nouveau le risque grave que fait courir à la sécurité des personnes la prolifération des vigiles armés et la légèreté avec laquelle les autorités concernées font preuve dans la défiance d'autorité ». Ils demandent aux fonctionnaires de police « de faire preuve de la plus grande rigueur dans la recherche des délits de cette nature ».

037-051147

de Paris
(329-37-37)
Théâtre du Ranelagh, 18 h. 30 :
Libre parcours récital, M. Sadanovsky, G. Lukovsky, guitares.
(Bach, Dowland, de Falla, Barrios).

MIELLE
accord recherche
le P.S.

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Le chauffage « pièce par pièce »

Le chauffage au gaz est en constant développement. Actuellement, quatre millions huit cent mille foyers ont adopté cette énergie pour se chauffer.

Pour concilier la recherche d'un bon confort et les impératifs d'économies d'énergie, le « chauffage gaz modulable » est un système de chauffage « pièce par pièce », chaque pièce étant dotée d'un radiateur à gaz indépendant. Ce qui permet d'obtenir la chaleur exactement où il faut et quand il le faut. Ce chauffage est réalisé à l'aide d'appareils à circuit étanche, raccordés à l'extérieur par une ventouse. D'une puissance de 2 à 3 kW, ils sont équipés d'une sécurité par thermocouple et d'un allumage automatique.

S'il est prouvé qu'un chauffage individuel permet de réaliser de 20 à 30 % d'économies d'exploitation par rapport à un chauffage collectif, ce nouveau « chauffage gaz modulable » se révèle encore plus rentable. Son principe de base, en effet, est une régulation précise de la chaleur, pièce par pièce. Chaque radiateur est pourvu d'un thermostat qui permet de choisir la température adaptée au mode de vie : 17° par exemple dans les chambres, 19° dans le séjour, 23° dans la salle de bains. Le thermostat prendra en compte les apports gratuits de chaleur, soit internes (présence de plusieurs personnes, éclairage) soit externes, comme l'ensoleillement, et réduira en conséquence l'allure de chauffe.

Au cours d'une même journée, la température des pièces pourra être modifiée manuellement — par les thermostats — ou automatiquement, en reliant ceux-ci à un programmeur. Cette régulation est recommandée lorsque le logement est inoccupé durant la journée ; la remontée en température s'opérera, à l'heure prévue, avant le retour des occupants de la maison.

Une meilleure isolation thermique et l'obligation de maintenir à 19° la température des locaux ont réduit les besoins en chauffage. En revanche, ceux en eau chaude s'accroissent, d'où une tendance à dissocier le chauffage de la production d'eau chaude sanitaire. Le « chauffage gaz modulable » répond à ces

nouvelles exigences en permettant d'avoir un chauffe-eau et des radiateurs d'une puissance adaptée à chaque pièce.

Il est possible d'installer des appareils à gaz classiques, raccordés à un conduit de cheminée. Mais une nouvelle génération de radiateurs a été conçue pour le chauffage modulable. Ils fonctionnent en circuit étanche, par l'intermédiaire d'une mini ou d'une micro-ventouse qui permet de prélever l'air de combustion à l'extérieur et d'y rejeter les gaz brûlés. La mini-ventouse, de 9 cm de diamètre environ, a un tirage naturel ; la micro-ventouse, de 6,5 cm seulement de diamètre, a une extraction renforcée par une petite turbine électrique. Les appareils de ce type coûtent un peu plus cher.

Les radiateurs à ventouse sont des convecteurs plats, à flamme non visible, qui se fixent au mur. Leurs prix oscillent autour de 2 000 F pour une puissance de 2 000 watts. Parmi les appareils à mini-ventouse les plus récents, on peut citer : le « Radiateur 2000 » de Chappée, de 2 000 watts ; le radiateur n° 204 de De Dietrich, de 2 100 watts ; un tout nouveau modèle d'Arthur Martin de 2 000 watts (n° 180-12). Avoir proposé trois radiateurs à mini-ventouse, de 1 200, 2 000 et 3 000 watts. Les « Electrogaz » de Campa sont à micro-ventouse et existent en quatre modèles, entre 2 000 et 3 000 watts (de 2 250 à 2 450 F environ).

Le « chauffage gaz modulable », avec des radiateurs à mini ou micro-ventouse, convient à tous les logements neufs, appartements ou maisons individuelles. En rénovation de construction ancienne, il s'installe facilement : le percement du mur pour une ventouse de petit diamètre est aisé et évite la remise en état des vieux conduits de cheminée et la création d'une insupportable ventilation basse.

JANY AUJAME.

★ Chappée, Société générale de fonderie, 8, place d'États, 75016 Paris.

★ De Dietrich, 6710 Niederbronn-les-Bains.

★ Arthur Martin, 43, avenue Félix-Louat, 63004 Senlis Cedex.

★ Auer, 21, rue Saint-Fargeau, 75020 Paris.

★ Campa, 111 ter, boulevard Ney, 75018 Paris.

ou brun. De forme épurée, ils vont du porte-savon au tabouret. Autre nouveauté : un grand miroir, de 73 x 55 centimètres, avec double éclairage par tubes fluorescents (ambiance et maquillage), prise rasoir et une tablette en verre, amovible pour faciliter le nettoyage (Silhouette, 800 F environ).

★ Allibert, grands magasins et boutiques spécialisées.

PRÊT À SERVIR. — Cuire et servir dans le même récipient, tel est le but d'une nouvelle gamme d'ustensiles en acier satiné mat. Les « présentables », de Létang et Remy, sont à la fois casseroles (avec poignée amovible), sauteuses ou cocotte pour la cuisine et soupière, plat ou légumier sur la table. Ces récipients, à fond épais diffusant bien la chaleur, ont une forme galbée avec un petit rebord cerné d'un jonc qui s'harmonise à tous les styles de service de table. La série comprend trois plats creux, de 16 centimètres à 22 centimètres de diamètre, deux plats ronds de 24 centimètres à 26 centimètres et un plat ovale (de 140 F à 160 F environ).

★ Les « présentables », Létang et Remy, dans les grands magasins, boutiques spécialisées et grandes surfaces.

VIVRE A PARIS

STATIONNEMENT PAYANT : SIX MILLE NOUVEAUX EMPLACEMENTS

Le stationnement payant gagne du terrain à Paris. D'ici le début de 1981, 6 000 nouveaux emplacements, répartis dans neuf arrondissements de la capitale, en application de la décision prise par le conseil de Paris, le 19 novembre 1979, vont venir s'ajouter aux 44 000 déjà en place.

Au fur et à mesure de l'installation des appareils, il en coûtera 3 F de l'heure pour stationner dans un certain nombre de rues du IV^e arrondissement (quartier Saint-Paul), du X^e (rue Bichat), du XII^e (aux abords de la place de la République), du XIII^e (secteur Diderot-Crozatier), du XIV^e (avenue du Général-Leclerc en partie et rue Sophie-Germain) et du XV^e (rue Blomet et quai de Grenelle notamment). Le tarif sera de 3 F de l'heure dans le VII^e arrondissement (partie de la rue de Grenelle) et dans le XVI^e (partie de l'avenue Bu-

geand, de la rue de la Pompe et rue Poussin).

Dans certains quartiers du IV^e, du VII^e, du XVI^e et du XVII^e arrondissements (3 500 places en tout), c'est un stationnement payant mixte « rotatif résidentiel » qui va être instauré. Il sera limité à deux heures pour les non-résidents et à vingt-quatre heures pour les résidents auxquels sera délivré, sur justification du domicile, une vignette à apposer sur le pare-brise, à l'intérieur de la voiture, de façon à ce qu'elle soit lisible de l'extérieur ; sa durée de validité ne dépassera pas trois ans. Dans ce cas, le stationnement coûtera 3 F de l'heure aux non-résidents et 8 F pour dix heures aux résidents.

Le Bulletin municipal officiel du 24 août 1980 publie la liste complète des rues et places concernées par ces mesures.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2746

HORIZONTALEMENT

I. On y place souvent des tubes. Lettres pour annoncer que tout va bien. — II. Devient ministre quand il a beaucoup de qualités. Qui se fait donc tout petit. — III. Trop grande habileté. Annonce une nouveauté. Comme

Philippe. — IV. Pronom. Se défend très bien dans les descenderies. — V. Au monde. On le fait bouillir parce qu'il nous fait suer. Puis, sance. — VI. Sur le Saint-Laurent. Note. Qui ne obé pas facile. — VII. En Suisse ou en Allemagne. Préparation. — VIII. Fit la planche. Dans un alphabet étranger. Culmine en l'air. — IX. Article arabe. Peut outrager. Qui aurait des raisons de se plaindre.

VERTICALEMENT
1. Présent pour les fêtes. Traîne quand on a du mal à cracher. — 2. Nom de sierra. On y trouve des despotes. Pronom. — 3. Le père du collage. Il y en a deux dans une berce. — 4. Un malade qui a besoin de distractions. N'est parfois qu'un banc. — 5. Finissent toujours par être repoussés. Marque le but. — 6. On le vit à Wagram et à Waterloo. Procédé à un examen. Mot d'enfant. — 7. Peut paraître plus longue quand elle n'est pas l'oulet. Matière dont on fait des gants. — 8. Saint de Bigorre. Démonstratif. Fit du cinéma. Préposition. — 9. Un impair. Fait le travail de l'agriculteur. — 10. Pas innocent. On ne donne pas cher de sa peau. Sorte d'ar-

gile. — 11. Un agrément d'autrefois. Un bon fromage. Département. — 12. Four lui. Qui peuvent donc sauter de profondes blessures. — 13. Agr comme un mauvais employeur. Quand on dit qu'il est heureux, c'est qu'on parle du futur. Période. — 14. Qualifie un choc qui se produit sur le billard. Ne. — 15. Four les hommes qui ne portent pas la culotte. Mieux que rien. Pas colé.

Solution du problème n° 2745

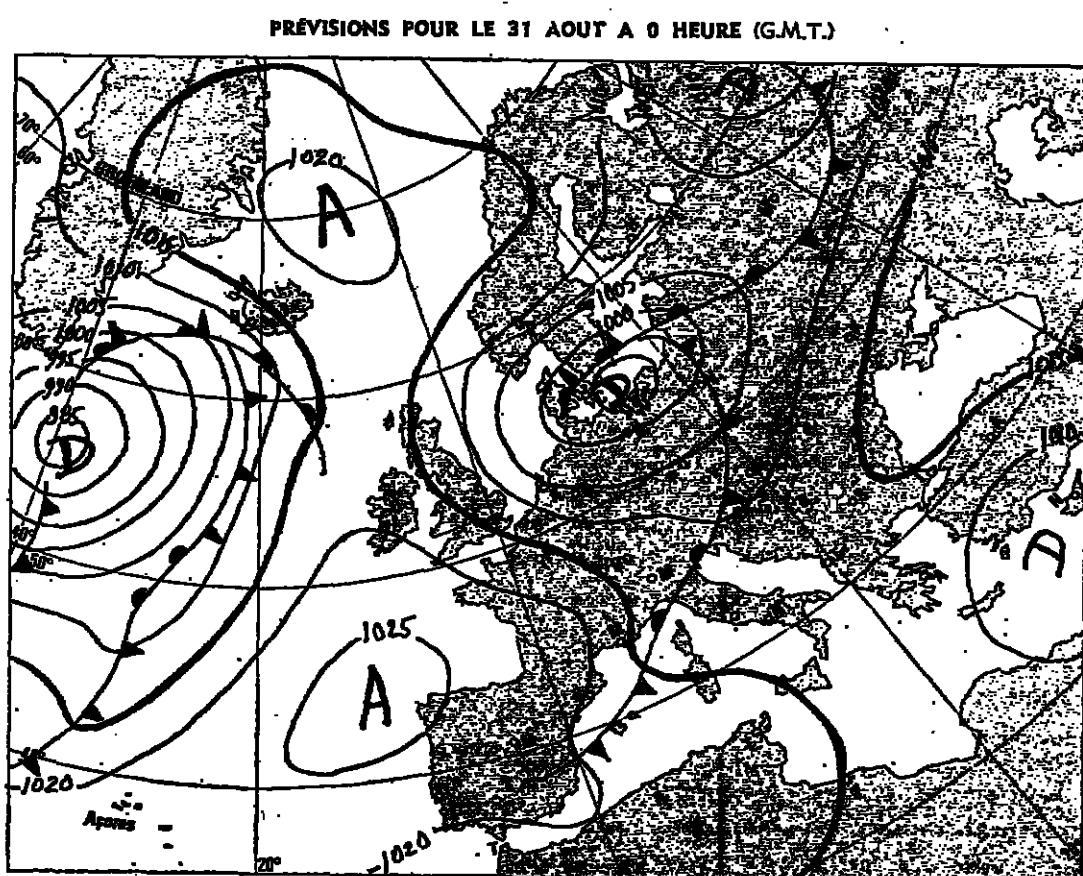
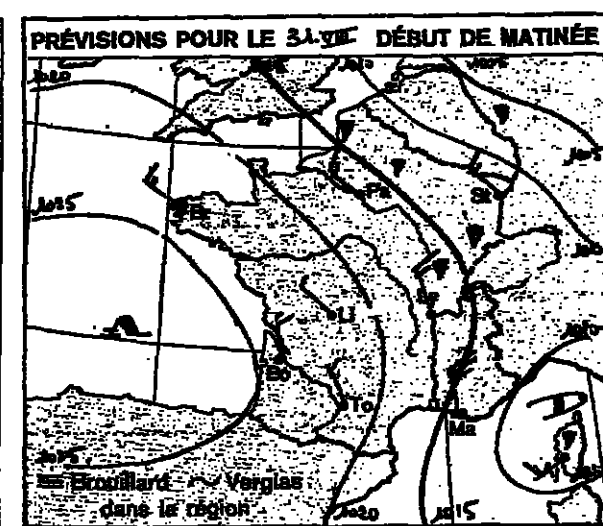
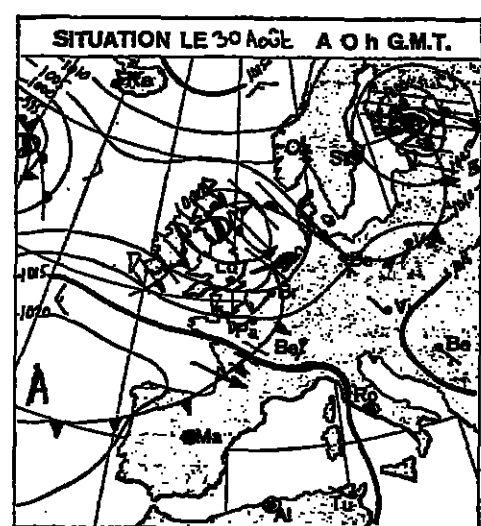
HORIZONTALEMENT

I. Honte ; Tub. — II. Endommagé ; III. Ut ; Ld ; Sir. — IV. Ragueur ; Ne ; V. Ere ; Mes. — VI. 2a ; Tsur ; VII. Tordillon. — VIII. Boie ; SA. — IX. Is ; Plata. — X. Lacté ; Rat. — XI. Shims ; Ike.

VERTICALEMENT
1. Heure ; Toile. — 2. Ontario ; Sam. — 3. NO ; Genre ; Cl. — 4. Tôle ; Tope. — 5. Emoussillé. — 6. Aïe. — 7. Tas ; Nul ; Tri. — 8. Uguine ; Ossat. — 9. Bérézina ; Te.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE



PARIS EN VISITES

LUNDI 1^{er} SEPTEMBRE

« Au Marais », 15 h, devant l'Hôtel de Ville. Mme Garnier-Ahlberg (Calvados nationale des monuments historiques).
« La Conclargerie », 14 h, 45, 1. Quai de l'Horloge (Approche de l'art).
« Le cimetière de Passy », 15 h, 2. Rue du Commandant-Schlesinger (Mme Fleuriol).

« L'église Saint-Julien-le-Pauvre », 15 h, façade (M. de La Roche).
« Hôtel du Marais », quartier des Blancs-Manteaux, 15 h, métro Saint-Paul (Régulation du passé).
« Les Halles », 15 h, métro Blanche-Marcé (de Vieux-Paris).

JARDINS DE L'HÔTEL DE SULLY FERMÉS. — Les jardins de l'hôtel de Sully, ouverts normalement au public tous les jours, sauf le

Les urgences du dimanche

SANTÉ

● UN SECOURS D'URGENCE. — Appeler le SAMU en téléphonant pour Paris, au 567-50-50 ; pour l'Essonne, au 567-50-50 ; pour les Hauts-de-Seine, au 741-78-11 ; pour la Seine-Saint-Denis, au 530-32-50 ; pour le Val-de-Marne, au 507-51-41 ; pour le Val-d'Oise, au 532-22-33 ; pour les Yvelines, au 553-83-33 ; pour la Seine-et-Marne, au 537-10-11, ou, à défaut, le 17 (police) ou le 18 (pompiers), qui transmettent l'appel au SAMU.

● UN MEDECIN. — A défaut du médecin traitant, appeler la permanence des soins de Paris (542-37-00), ou la garde syndicale des médecins de Paris (533-89-11), ou l'Association pour les urgences médicales de Paris (A.U.M.P.) (533-40-04) ou S.O.S.-Médecins (707-77-77).

● UNE INFORMATION SUR LES INTOXICATIONS. — 205-63-29 (hôpital Fernand-Widal).

● S.O.S. Urgences bucco-dentaires : 337-51-00.

TRANSPORTS

● AEROPORTS. — Renseignements sur les arrivées et départs à Orly (567-12-34 ou 563-12-34) ; à Roissy-Charles-de-Gaulle (562-12-12 ou 562-22-80).

● COMPAGNIES AERIENNES. — Arrivées ou départs des avions : Air France (520-12-05 ou 520-13-55) ; U.T.A. (775-75-75) ; Air Inter (567-12-32). Renseignements, réservations : Air France (535-61-61) ; U.T.A. (775-41-52) ; Air Inter (535-25-25).

● S.N.C.F. — Renseignements : 261-60-50.

ÉTAT DES ROUTES
● INTER SERVICE ROUTES donne des renseignements généraux au 553-33-33.

Pour des renseignements plus précis, on peut s'adresser aux centres régionaux d'information routière Bordeaux (58) 55-33-33 ; Lille (20) 91-82-33 ; Lyon (7)

54-33-33 ; Marseille (91) 78-78-78 ; Metz (57) 52-11-22 ; Rennes (55) 50-78-53.

P.T.T.

Sont ouverts le dimanche les bureaux de :

— Paris recette principale (52, rue du Louvre, 1^{er}), ouvert 24 heures sur 24 ;

— Paris 08, annexe 1 (71, avenue des Champs-Élysées), ouvert de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 20 heures ;

— Orly, aéroport Sud, annexe 1, ouvert en permanence ;

— Orly, aéroport Ouest, annexe 2, ouvert de 6 heures à 23 heures ;

— Roissy principal annexes 1 et 2 (aéroport Charles-de-Gaulle), ouvert de 6 h. 30 à 18 h. 30.

La recette principale de Paris assure aussi le paiement des mandats-lettres, des bons et des chèques de dépannage, des lettres-chèques ainsi que les remboursements sans préavis sur livret C.N.E.

ANIMAUX

● UN VÉTÉRINAIRE au 871-20-51 (de 8 heures à 20 heures).

● L'OFFICE DE TOURISME DE PARIS diffuse une édition enregistrée des loisirs à Paris : en français au 720-94-34 ; en anglais au 720-88-08. Son bureau d'accueil du 127, avenue des Champs-Élysées est ouvert le dimanche, de 8 heures à 20 heures. Tél. : 723-61-72.

S.O.S. - AMITIE

Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, l'accueil au 521-51-51 pour Boulogne-Billancourt ; 354-51-51 pour Bagneux et 075-18-18 pour Evry (de 14 heures à 8 heures du matin) et au 256-25-25 pour Paris (de 14 heures à 4 heures du matin) et au 256-25-25 un poste en anglais : S.O.S.-Help, au 723-50-50 (de 18 heures à 23 heures).

S.O.S. - 3^e AGE

De 9 heures à 19 heures au 340-44-11.

Evolution probable du temps en France entre le samedi 30 août à 8 heures et le dimanche 31 août à 24 heures :

Une dépression, centrée en mer du Nord samedi matin, se décalera vers le sud de la Baltique, tandis que les hautes pressions des Açores se développeront vers les îles Britanniques et la France. Une amplification progressive se produira ainsi sur notre pays, dans des masses d'air instable venant du nord-ouest.

Dimanche, le ciel sera généralement variable avec alternance d'éclaircies et de nuages. Les périodes d'insolation prédomineront sur la Bretagne, le Poitou, la Vendée et l'Aquitaine, ainsi que sur les régions voisines du golfe du Lion, où le mistral et la tramontane souffleront. Ailleurs, des pluies ou des averses auront lieu temporairement (localement accompagnées d'orages en Corse), mais des éclaircies viendront avec belles l'après-midi et le soir, en particulier sur le Bassin parisien et le Massif Central. Sur l'ensemble du pays, après une matinée relativement fraîche, les températures maximales seront stationnaires ou en légère hausse.

Le samedi 30 août à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 011,9 millibars, soit 739 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 août ; le second, le minimum de la nuit du 29 au 30) : Alais, 26 et 17 degrés ; Biarritz, 31 et 19 ; Bordeaux, 29 et 17 ; Bourges, 27 et 14 ; Brest, 19 et 14 ; Caen, 25 et 14 ; Cherbourg, 19 et 14 ; Clermont-Ferrand, 23 et 19 ; Dijon, 28 et 17 ; Grenoble, 23 et 15 ; Lille, 21 et 14 ; Lyon, 25 et 15 ; Marseille, 30 et 18 ; Nancy, 24 et 17 ; Nantes, 24 et 15 ; Nice, 23 et 19 ; Paris-Le Bourget, 22 et 15 ; Pau, 28 et 19 ; Perpignan, 29 et 20 ; Rennes, 26 et 13 ; Strasbourg, 25 et 18 ; Tours, 27 et 15 ; Toulouse, 29 et 20 ; Vannes, 27 et 15 ; Toulon, 29 et 20 ; Fécamp-à-Fécamp, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 16 degrés ; Amsterdam, 21 et 15 ; Athènes, 31 et 24 ; Berlin, 22 et 16 ; Bour, 25 et 17 ; Bruxelles, 23 et 5 ; Le Caire, 34 et 23 ; Les Canaries, 27 et 22 ; Copenhague, 17 et 10 ; Genève, 23 et 17 ; Lisbonne, 33 et 18 ; Londres, 20 et 14 ; Madrid, 35 et 17 ; Moscou, 16 et 12 ; Nairobi, 28 (max.) ; New-York, 77 et 20 ; Palma-de-Majorque, 25 et 17 ; Rome, 28 et 19 ; Stockholm, 19 et 6 ; Téhéran, 34 et 17.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Pavet, directeur de la publication, Jacques Sanguet.

Imprimerie du Monde, 5, rue des Filles-du-Calvaire, 75001 Paris.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57-57.

مكتبة الأمل

- **La situation s'améliore à Boulogne-sur-Mer**
- **Le groupe de la mer se réunit à l'Assemblée nationale**

cenciés : sur ce total, on compte 15 départs en pré-retraite, 15 personnes en longue maladie et la transformation du statut de 10 monteurs qui de salariés deviendront artisans. L'usine d'Evreux sera fermée.

CONJONCTURE

L'ÉVOLUTION DES PRIX DE DÉTAIL

Deuxième avertissement

« La hausse des prix de juillet est lourde, trop lourde même », a déclaré M. Monory. Constat qui ne surprendra personne, même s'il est fait par un homme aussi définitivement optimiste que le ministre de l'économie : exception faite de janvier dernier, il faut remonter à janvier 1974 — donc plus de six ans en arrière — pour trouver plus mauvais résultat que celui du mois de juillet 1980.

Les déclarations de M. Monory ne brillent pas toujours par leur clarté mais le ministre de l'économie parle rarement pour ne rien dire. Le problème est de décrypter ses messages. Il semble bien que cette fois, un avertissement ait été donné aux industriels et prestataires de services, quelque chose comme « Attention, vous augmentez trop vos prix, nous allons au-devant de graves ennuis ».

Prenons un exemple : les prix des automobiles ont augmenté de 3,7 % en juillet et de 13,8 % en un an. Est-ce une bonne stratégie industrielle que de relever ainsi des prix de vente sur un marché où la concurrence internationale est maintenant, très forte, très menaçante ? Les voitures japonaises sont en train d'envahir le monde et nos constructeurs continuent, eux, d'augmenter tranquillement leurs prix, comme si de rien n'était. Pendant des années, la proportion des voitures étrangères n'a pas dépassé 22 % des ventes en France ; elle est passée en juillet à presque 27 %. Encore sommes-nous protégés des voitures japonaises par des accords plus ou moins secrets conclus avec Tokyo et qui prévoient que les exportations nippones ne doivent pas dépasser 3 % des

ventes de voitures en France. Au reste, ce ne sont pas seulement les Japonais qui menacent, mais également les Allemands dont les voitures sont de plus en plus achetées.

Pendant des années, nos constructeurs d'automobiles en augmentant rapidement leurs prix sur le marché intérieur ont pu financer une politique commerciale ambuleuse à l'étranger. Cela s'est fait sans trop de risque. Mais le moment est probablement venu pour eux de se rendre compte qu'ils ont assez tiré sur la ficelle et que celle-ci est en train de casser, pour le plus grand dommage de tous.

On pourrait multiplier les exemples et poser la question de savoir comment il se fait que le prix des chaussures ait augmenté de 14,5 % depuis un an, alors que les cours du cuir brut ont, eux, chuté de plus de 50 %.

De grands risques

Les prestataires de services ne sont pas soumis à la concurrence internationale. Mais, en augmentant fortement leurs prix eux aussi, comme le font par exemple les garagistes (+ 14 % en un an), ils déstabilisent à leur profit une part croissante du pouvoir d'achat des Français. Deux conséquences possibles : ou bien les automobilistes se restreignent et iront moins chez leur garagiste, ce qui est peut-être d'ailleurs déjà en train de se produire (1) ; ou bien ils ne le pourront pas, et économiseront sur d'autres postes. Inévitablement d'autres professions en subiront le contrecoup.

Il n'existe probablement pas d'industrie forte sans situation financière confortable : l'emploi,

les investissements dépendent des bénéfices. Il en va ainsi pour les services, même s'il n'est pas évident qu'il soit de l'intérêt de la France — à l'heure actuelle tout du moins — de trop enrichir ses commerçants. Mais il semble que la volonté des chefs d'entreprise de prolonger indéfiniment une stratégie économique tout entière basée sur l'amélioration des profits, débouche maintenant sur des risques considérables. La hausse des prix pétroliers n'explique pas tout.

Aussi longtemps que l'accélération des prix a été moins forte en France qu'à l'étranger le danger n'était pas grand et c'est ce qui explique la sérénité avec laquelle MM. Barre et Monory ont accueilli les mauvais résultats de ces derniers mois. Tel n'est plus le cas maintenant. Les hausses de prix commencent à se répercuter en Allemagne, au Japon, aux États-Unis et même en Grande-Bretagne. La sanction risque d'arriver vite : attaque contre le franc, difficultés grandissantes pour vendre nos produits à l'étranger, croissance économique ralentie...

« Il est temps que les chefs d'entreprise n'éludent plus leurs responsabilités collectives », avait déclaré M. Alain Chevalier, vice-président du C.N.P.F., qui s'inquiétait de la violence des hausses de prix prenant les choses. C'était en mai dernier. Son avertissement semble ne pas avoir été entendu.

ALAIN VERNHOLLE.

(1) Le Monde du 23 juillet avait fait état d'une enquête de l'INSEE auprès des garagistes qui montrait que les Français font de moins en moins réparer leurs automobiles.

LA HAUSSE EN JUILLET (%)

	EN 1 AN (juillet 1980 comparé à juillet 1979)	EN 6 MOIS (juillet 1980 comparé à janvier 1980)	EN 3 MOIS (juillet 1980 comparé à avril 1980)	EN 1 MOIS (juillet 1980 comparé à juin 1980)
● ENSEMBLE	+ 13,6	+ 6,6	+ 3,1	+ 1,5
● ALIMENTATION (y compris boissons)	+ 9,5	+ 4,1	+ 2,4	+ 1,1
Produits à base de céréales	+ 13,1	+ 5,9	+ 4	+ 2,9
Vianes de boucherie	+ 7,9	+ 4,3	+ 2,6	+ 0,7
Pois et charcuterie	+ 9,6	+ 2,4	+ 1	+ 0,6
Volailles, lapins, gibier, produits à base de viande	+ 11,0	+ 1,3	— 0,1	— 0,1
Produits de la pêche	+ 11,5	+ 4,6	+ 1,9	+ 0,7
Lait, fromages	+ 16,7	+ 6,4	+ 3,2	+ 1,6
Œufs	+ 12,6	+ 6,2	+ 3,3	+ 1,2
Corps gras et beurres	+ 3,7	+ 3,4	+ 1,7	+ 1,1
Légumes et fruits	+ 3,2	+ 1,5	+ 2,5	+ 1,4
Autres produits alimentaires	+ 11,7	+ 5,8	+ 3,9	+ 1,7
Boissons alcoolisées	+ 8,7	+ 5,9	+ 2,6	+ 0,6
Boissons non alcoolisées	+ 13,1	+ 2,9	+ 2,2	+ 0,6
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 16,5	+ 7,4	+ 2,9	+ 1,2
1) Habillement	+ 11,3	+ 5,9	+ 2,9	+ 0,4
— Vêtements de dessus	+ 8,5	+ 3,9	+ 1,5	+ 0,2
— Autres vêtements et accessoires	+ 12,2	+ 5,4	+ 2,1	+ 0,5
— Articles chaussants	+ 14,5	+ 5,8	+ 2,2	+ 0,5
— Autres articles textiles	+ 12,1	+ 6,1	+ 2,7	+ 0,6
2) Autres produits manufacturés	+ 17,8	+ 8,0	+ 3,2	+ 1,4
— Meubles et tapis	+ 12,7	+ 7,1	+ 3,5	+ 1,1
— Appareils ménagers électriques et électroniques	+ 9,4	+ 4,7	+ 2,5	+ 0,8
— Autres articles d'équipement du ménage	+ 14,5	+ 7,2	+ 3,1	+ 1,1
— Savons, produits d'entretien, produits de toilette et de soins	+ 17,5	+ 8,4	+ 3,2	+ 2,8
— Articles de toilette et de soins	+ 10,3	+ 6,5	+ 2,1	+ 0,9
— Véhicules	+ 13,8	+ 8,8	+ 4,3	+ 3,7
— Papeterie-livrairie-Journaux	+ 12,6	+ 8,0	+ 3,4	+ 1,4
— Photo, optique, électro-acoustique	+ 4,3	+ 2,8	+ 1,1	+ 0,2
— Autres articles de loisir	+ 10,0	+ 5,4	+ 2,3	+ 0,6
— Comestibles, drogues	+ 25,1	+ 7,4	+ 2,7	+ 0,4
— Tabacs et produits manufacturés divers	+ 33,2	+ 14,9	+ 4,3	+ 2,8
● SERVICES	+ 13,2	+ 7,7	+ 3,9	+ 2,4
Servants relatifs au logement dont :	+ 13,1	+ 6,9	+ 3,2	+ 2,2
— Loyers	(+ 12,7)	(+ 6,5)	(+ 2,8)	(+ 2,8)
— Soins personnels, soins de l'habillement (1)	+ 11,4	+ 6,4	+ 2,9	+ 0,7
Servants de santé	+ 11,1	+ 5,5	+ 6,3	+ 5,0
Services de santé	+ 17,4	+ 12,4	+ 6,6	+ 5,8
Servants d'utilitaires	+ 16,9	+ 9,7	+ 4,9	+ 2,2
Hôtels, cafés, restaurants, caennés	+ 13,9	+ 7,5	+ 3,4	+ 1,5
Autres services (2)	+ 10,4	+ 3,8	+ 2,8	+ 0,9

(1) Le poste « soins personnels, soins de l'habillement » comprend notamment les dépenses de coiffage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péages sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-école), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redondance O.R.T.F., etc.

AFFAIRES AGRICULTURE

M. MONORY NE RECEVRA PAS LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE MANUFACTURE

M. René Monory ne recevra pas le conseil d'administration de la Société nouvelle Manufacture qui, le jeudi 28 août, lui avait demandé une audience au conseil. Le ministre de l'économie a fait savoir par l'intermédiaire d'un des membres de son cabinet, M. Eudry, qu'il n'y avait pas lieu d'accueillir au conseil d'administration tant qu'il n'y aurait pas de modification importante dans le plan remis au C.I.A.S.I. et tant qu'il n'y aurait pas d'éléments nouveaux concernant la position actuelle des actionnaires et leur volonté de s'engager dans le projet de fusion.

M. RENÉ BARBIER DE LA SERRE DÉMISSIONNE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA HOLDING AGACHE-WILLOT

M. René Barbier de la Serre, directeur du Crédit commercial de France (C.C.F.), a démissionné du conseil de surveillance de la Société financière et foncière Agache-Wilnot, holding du groupe. Il a été remplacé par M. Roger Carrou, lequel avait démissionné du conseil de la holding le 18 août. Cette démission a été signifiée par le C.C.F. au président du conseil d'administration de la holding, M. Jean-Louis Agache. M. Barbier de la Serre, qui, depuis 1976, avait tenté de faire évoluer les structures et les méthodes financières du groupe vers des pratiques plus conformes à celles des sociétés de cette taille cotées en Bourse, ne manquera pas de relancer la politique de gestion, suivant celle de M. Jacques Darmon, qu'il avait fait entrer en 1979 à la direction générale de Boussac-Saint-Frères, embauché en effet, indiquant que les frères Wilnot sont revenus depuis un an à des méthodes de gestion plus « familiales ».

Pomme de discorde

Après la mouton, la pomme. La cohabitation franco-britannique au sein du Marché commun agricole a décidément bien des ratés. Vendredi 29 août, le président du Comité pomier et pomologue de la Fédération des exploitants agricoles britanniques a annoncé qu'une « guerre de la pomme » allait éclater entre la France et l'Angleterre, au sujet de laquelle la récente « guerre du mouton » fera figure de « simple escarmouche ».

Objet du litige : le marché britannique de la pomme « en vrac » par des « golden delicious », françaises, livrées, assurément les Anglais, à des prix de « dumping », et qui les contraindrait à détruire leurs vergers.

Le conflit dure depuis plusieurs années. S'il prend aujourd'hui un tour aigu, c'est que l'impondrable s'en est mêlé. En l'occurrence le bœuf des ports français, qui a considérablement perturbé les livraisons des fruits français vers les îles Britanniques, et désorganisé le marché d'Ordinaire, les pommes françaises, plus précoces, arrivent sur le marché dès la mi-août, avec plusieurs semaines d'avance sur les variétés britanniques. Cette année, les exportateurs français ont dû détourner le trafic par la Belgique, si bien que les livraisons, qui n'ont pu être étalées, sont arrivées massivement cette semaine sur le marché britannique, alors que les producteurs anglais mettaient eux-mêmes sur le marché une nouvelle variété de pomme précoce, la « discovery », destinée précisément à combattre les fruits français.

V. M.

ÉTRANGER

En Chine

Le projet de plan présenté aux députés prévoit une austérité accrue en 1981

De notre correspondant

Pékin. — L'Assemblée nationale populaire se réunit ce samedi après-midi 30 août, à Pékin pour la troisième session de cette cinquième législature. Au cours d'une séance préliminaire qui s'est tenue vendredi sous la présidence de l'ancien maire de Pékin, M. Feng Zhen, les 3 478 députés ont élu leur présidium, qui a aussitôt procédé à la vérification des mandats.

Dès la séance inaugurale de samedi, les députés devaient examiner leur ordre du jour proprement dit en entendant deux rapports présentés respectivement par le président de la commission de planification, M. Yao Xilin, et par le nouveau ministre des finances, M. Wang Bingqian. Ces deux exposés doivent porter : d'une part, sur les résultats définitifs de la comptabilité nationale pour l'exercice 1979, d'autre part, sur les projets de plan et de budget pour les années 1980 et 1981. Il peut paraître étrange que le projet de budget pour l'année en cours soit présenté à une session de l'Assemblée dans les derniers jours du mois d'août. La signification de cette formalité ne doit cependant pas être exagérée : on doit y voir essentiellement une régularisation destinée à montrer que le gouvernement respecte au moins dans les formes les droits du Parlement.

Le projet de plan pour 1981 présenté par M. Yao doit marquer une étape supplémentaire dans la politique dite de « réajustement » de l'économie inaugurée en 1979, elle est destinée à réduire le volume global des investissements engagés par l'État et à réorienter une partie de ceux-ci au profit de l'agriculture et de l'industrie légère. La plupart des observateurs estiment que ce réajustement, initialement prévu pour deux années, devra se prolonger encore certainement en 1981, voire jusqu'en 1983. Il s'accompagne d'une austérité accrue, dont l'un des objectifs est de contenir le déficit du commerce extérieur, qui a atteint 3,1 milliards de yuans en 1979. L'opinion est préparée à de nouveaux efforts dans ce domaine : la presse a récemment révélé qu'un lot de voitures commandées au Japon par les dirigeants de l'acier de Baoshan, près de Shanghai, sans l'autorisation du ministère compétent, avait été purement et simplement confisqué par les douanes.

Parallèlement, les responsables chinois doivent renforcer leur contrôle sur les circuits intérieurs de l'économie. Différentes expériences ont été tentées pour augmenter l'autonomie des entreprises et pour permettre l'expansion d'un marché privé. Ces tentatives ont donné des résultats en partie positifs mais elles se sont aussi traduites par l'apparition d'un taux d'inflation que le bureau national des statisti-

ques, pour la première fois dans l'histoire du régime, a estimé à 5,8 % en 1979.

Les questions économiques et financières n'occupent qu'une part relativement mineure de l'ordre du jour de la session de l'Assemblée. Outre l'adoption de divers textes législatifs, et le réexamen de la Constitution, l'événement le plus important doit être le discours dans lequel le président Hua Guofeng annoncera sa propre démission du poste de premier ministre ainsi qu'un remaniement majeur dans les rangs les plus élevés du gouvernement.

ALAIN JACOB.

En Allemagne fédérale

LES EXCÉDENTS COMMERCIAUX NE CESSENT DE DIMINUER

Le commerce extérieur de la R.F.A. a été excédentaire en juillet de 107 millions de D.M. (268 millions de F.), à l'indigence, vendredi 29 août, l'office fédéral de statistiques, démentant ainsi l'information publiée par un bulletin confidentiel *Frankfurter Allgemeine* annonçant un déficit, qui aurait été le premier depuis 1965. Cette information avait été largement reprise par les agences de presse et les journaux, et nous nous en étions fait l'écho dans nos premières éditions d'hier. Il n'en reste pas moins vrai que l'excédent commercial allemand ne cesse de fondre. Il atteignait encore 800 millions de D.M. (1,4 milliards de F.) en juillet 1979 et 300 millions de D.M. (500 millions de F.) en juin 1980.

Au cours des sept premiers mois de 1980, l'excédent commercial de la R.F.A. est revenu à 4,6 milliards de D.M. (10,7 milliards de F.), soit un chiffre trois fois moins élevé que celui enregistré pendant les sept premiers mois de 1979 (15,5 milliards de D.M. ou 38 milliards de F.).

La balance des paiements courants, qui prend en compte les « invisibles » (tourisme, assurance, transports...), est quant à elle de plus en plus déficitaire : 6,3 milliards de D.M. en juillet (1,6 milliards de F.) contre 3,2 milliards de D.M. en juin (7,4 milliards de F.) et 2,3 milliards de D.M. en juillet 1979 (5,5 milliards de F.). Au cours des sept premiers mois de l'année, la balance des paiements courants de la R.F.A. a accusé un déficit de 17,4 milliards de D.M. (soit plus de 40 milliards de F.).

(1) Tous les chiffres ci-dessus sont bruts.

ÉNERGIE

L'ÉQUATEUR AURAIT RÉDUIT LE PRIX DE SON PÉTROLE

Selon les milieux pétroliers londoniens, l'Équateur serait le prochain membre de l'OPEP à avoir baissé le prix de son pétrole. Selon ces mêmes sources, le gouvernement équatorien aurait en effet renoncé à tenir un prix minimum fixé jusqu'alors à 36 dollars le baril, et autorisé la société nationale à vendre au mieux.

L'Équateur produit environ 210 000 barils par jour et en exporte 150 000, pour l'essentiel vers les États-Unis. La décision de l'Équateur de baisser le prix de son pétrole est devenue excédentaire. — (A.F.P.)

● Les négociations sur le prix du gaz algérien. Des discussions ont eu lieu cette semaine à Alger entre Algériens et Américains pour tenter de parvenir à un accord sur le prix du gaz algérien dans le cadre du contrat passé avec la firme américaine El Paso. Qualifiés d'« encourageants » par la délégation américaine, qui était conduite par le secrétaire adjoint à l'énergie, et d'« utiles » par les Algériens, les négociations reprendront en principe pendant la première quinzaine de septembre.

● Le gisement pétrolier d'Hibernia, découvert au large de la côte est du Canada, pourrait, avec 10 milliards de barils de réserve, être le plus important du pays, voire l'un des tout premiers du monde, a déclaré le mercredi 27 août à Saint-Jean de Terre-Neuve le président de Gulf Canada, M. R.-H. Carley. Hibernia pourrait produire à plein régime 20 000 barils quotidiens. — (A.F.P.)

● Découverte de pétrole en mer du Nord. — La société Texaco a annoncé mardi 27 août la découverte d'un « important » gisement de pétrole à 820 kilomètres au nord-est d'Edimbourg, dans le secteur britannique de la mer du Nord.

● Les négociations sur un projet de loi de l'Assemblée nationale pour l'Énergie. Les discussions pourraient aboutir dès la fin de cette année, selon M. Liesen, président de la société allemande d'hydrocarbures, qui est dans un entretien avec le quotidien économique de Düsseldorf, *Handelsblatt*, la volonté des Soviétiques de conclure rapidement et de commercer dans de nouvelles livraisons dès 1984. Il s'agit de porter les livraisons de gaz naturel « vicié » à l'Europe occidentale de 25 milliards à 65 milliards de mètres cubes.

LA COMMISSION EUROPÉENNE ENGAGE DES PROCÉDURES ANTI-DUMPING

La Commission européenne a décidé, sur plaintes françaises et italiennes, d'engager des procédures anti-dumping.

La première concerne les importations dans la C.E.E. de furalur (produit utilisé pour l'épuration des eaux) en provenance de la République dominicaine et d'Espagne.

Les importations de furalur dans la C.E.E. ont atteint 38 000 tonnes en 1979 (22 000 tonnes en 1977) et représentent 75 % du marché communautaire. Cette procédure a été engagée après dépôt de plainte de la société française Agache-Wilnot.

Les producteurs français et italiens, qui assurent 95 % de la fabrication de furalur d'origine communautaire, se plaignent d'avoir à baisser leurs prix pour faire face à cette concurrence.

La seconde action engagée concerne les importations sur le marché britannique de gélatine en provenance de Suède. Une plainte a été déposée par la Fédération britannique des producteurs de gélatine et de colle. Les exportations suédoises de gélatine devraient représenter 30 % du marché britannique en 1980 contre 21,5 % en 1979 et 8,6 % en 1976. La marge de dumping pour ce produit, selon les producteurs britanniques, est de 44 %.

GENERAL MOTORS INVESTIRA 234 MILLIONS DE FRANCS AU PORTUGAL

Le groupe américain General Motors a signé, comme prévu (le Monde du 24 août), un accord avec le gouvernement portugais, prévoyant le rachat d'une usine de pièces automobiles qui appartenait au groupe nationalisé CIMBOR.

Le groupe américain, qui possède déjà une usine d'assemblage près de Lisbonne, investira au total 234 millions de francs environ (224 millions de francs environ). La production de cette nouvelle unité (essentiellement des volants, des tambours de freins et des joints en caoutchouc) sera pour l'essentiel exportée afin d'alimenter les usines de montage du groupe en Europe.

● Le groupe automobile Daimler-Benz a augmenté sa participation dans la société espagnole Mevosa, qui fabrique des véhicules industriels commercialisés en Espagne sous la marque Mercedes-Benz. Le groupe ouest-allemand, qui possédait jusqu'à 45,6 % des actions de Mevosa, a égalité avec l'Institut national de l'industrie (INI) espagnole, portera en septembre sa participation à 52 % du capital. Mevosa emploie trente-huit mille salariés dans ses usines de Barcelone et de Victoria. Elle a produit en 1979 mille six cent vingt-neuf véhicules.

هنا من الوطن

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Hausse de la livre Effritement du dollar

Hausse sensible de la LIVRE, hésitation du DOLLAR et du FRANCO FRANÇAIS, bonne tenue du FRANCO SUISSE : tels ont été les faits marquants de la semaine sur les marchés des changes.

Amorcée mardi à l'annonce d'une découverte de pétrole prometteuse dans la mer du Nord, la hausse de la LIVRE STERLING s'est fortement accélérée le lendemain, son cours dépassant même un moment 10 FRANCS FRANÇAIS à Paris. Par la suite, en raison du FRANCO, la LIVRE était également en net progrès vis-à-vis de toutes les devises, si bien que son indice de dépréciation, calculé par rapport à un panier de vingt et une monnaies s'élevait ce jour-là à 76,2, soit son niveau le plus haut depuis sa publication. Plus hésitant jeudi, le STERLING montait de nouveau à la veille du week-end, pour terminer la semaine près de ses plus hauts niveaux.

Jusqu'où ira-t-elle jusqu'à quand ? Telle était la question que se posaient les cambistes à l'issue de ces cinq séances. Nul doute que le STERLING, au-delà des

importés ne serait-ce qu'à travers des achats de pétrole brut. En bref les banques centrales tentent de « tenir » les cours de la devise américaine entre 4,15 et 4,19 F. Cette explication qui en vaut bien d'autres, est dans une certaine mesure corroborée par les décisions prises cette semaine par la Banque nationale suisse. Celle-ci a en effet redonné aux banques helvétiques la possibilité de rembourser les dépôts à moins de trois mois. Conséquence : le FRANCO SUISSE s'est fort bien tenu.

Ce n'est pas le cas du FRANCO FRANÇAIS. Ce dernier qui caracolait depuis des mois à la tête du Système monétaire européen (S.M.E.) a dû céder de peu il est vrai — la première place au FLORIN néerlandais. Sans doute serait-il enclin à parler d'attaque sur la France. Il n'en reste pas moins que celui-ci a connu mardi un accès de faiblesse assez sensible — corrigé par la suite — mais qui a révélé une certaine nervosité des opérateurs. Nervosité qui au demeurant s'explique par la publication d'un fort mauvais indice des prix pour le mois de juillet, publica-

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACES	Livre	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
Londres...	2,3675	2,3675	9,9725	2,3675	4,2851	66,9459	4,4780	2041,36
New-York...	2,3675	2,3675	9,9725	2,3675	4,2851	66,9459	4,4780	2041,36
Paris...	9,9725	4,1700	—	251,96	232,18	14,4640	213,13	4,8940
Zurich...	2,3675	148,50	39,6882	—	22,1492	5,7405	84,3888	1,8383
Frankfurt...	4,2743	148,50	43,1541	108,5396	—	6,2296	91,7903	2,1335
Breuxelles...	65,3449	25,3206	6,3136	17,4139	15,0523	—	14,7354	3,7768
Amsterdam...	4,6789	138,65	46,3184	118,2175	108,9365	6,7883	—	2,2815
Milan...	2361,25	832,50	294,7482	515,8812	675,3397	29,6749	436,38	—

découvertes pétrolières de la mer du Nord, bénéficie d'un renforcement des taux d'intérêt très élevés pratiqués en Grande-Bretagne. Mais cette situation peut-être dure, alors que le nombre des chômeurs vient de dépasser deux millions ? De la réponse à cette question dépend largement la tenue de la LIVRE, dans les semaines à venir.

Le DOLLAR a connu une semaine difficile. Initialement en hausse, il a perdu du terrain au fil des séances pour finalement revenir à des niveaux similaires à la fin de la semaine dernière. Cet effritement de la devise américaine peut sembler d'autant plus surprenant que les taux d'intérêt ont continué de se hausser de l'autre côté de l'Atlantique, qu'il s'agisse des Federal Funds ou du taux de base bancaire (prime rate) porté par les grands établissements financiers de 11 1/4 à 11 1/2.

Ces dernières semaines, l'évolution du DOLLAR avait été étonnamment épousée par celle des taux d'intérêt. Cette fois il n'en a pas été ainsi. Pour autant, les ajustements de position de la fin de mois ont sans doute pesé sur la devise américaine d'autant que celle-ci avait montré des signes de faiblesse. Mais ces considérations techniques ne sauraient suffire à expliquer la tenue du DOLLAR.

En fait certains spécialistes n'ont pas eu de doute : la semaine dernière, les banques centrales ont intervenu mais efficacement pour freiner une hausse de la devise américaine, qui, en l'absence de soutien, engendrerait une inflation

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

Tension et perplexité

Déjà sensible la semaine passée, la remontée des taux d'intérêt s'est poursuivie ces derniers jours. Mais c'est le taux de l'argent à court terme qui a été le plus touché, celui-ci a été porté à 11 1/4 %, contre 11 1/8 % la semaine précédente. Cette hausse, qui a été la plus forte de la semaine, a été motivée par la décision de la Banque de France, qui décidait de maintenir son taux de pension contre Bons du Trésor à ce niveau.

Sans doute les opérateurs, au vu de la nouvelle hausse du taux de l'argent, ont été surpris. Mais c'est le taux de l'argent à court terme qui a été le plus touché, celui-ci a été porté à 11 1/4 %, contre 11 1/8 % la semaine précédente. Cette hausse, qui a été la plus forte de la semaine, a été motivée par la décision de la Banque de France, qui décidait de maintenir son taux de pension contre Bons du Trésor à ce niveau.

Sans doute les opérateurs, au vu de la nouvelle hausse du taux de l'argent, ont été surpris. Mais c'est le taux de l'argent à court terme qui a été le plus touché, celui-ci a été porté à 11 1/4 %, contre 11 1/8 % la semaine précédente. Cette hausse, qui a été la plus forte de la semaine, a été motivée par la décision de la Banque de France, qui décidait de maintenir son taux de pension contre Bons du Trésor à ce niveau.

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 25 AU 29 AOUT

Et pourtant, elle monte

Singulièrement, alors que l'environnement ne s'y prêtait pas, la Bourse de Paris est sortie de sa torpeur cette semaine et sans le recul de Wall Street, dont l'accélération a quand même fini par la troubler un peu mais sans l'empêcher vraiment, elle a été capable d'accomplir une bonne performance. Son score final, soit un gain de 1,4 %, n'en est pas moins appréciable et témoigne d'une assez belle vigueur.

Tout s'est passé comme si le marché était subitement devenu sourd aux bruits venus de l'extérieur. Du moins à certains de ces bruits car la perspective d'impôts nouveaux (2 milliards de francs) frappant les compagnies pétrolières exerçant leurs activités en France (Elf-Aquitaine et Esso) a quand même eu de sérieuses répercussions sur la tenue des titres de ces sociétés, mais aussi sur ceux des autres groupes, C.F.P. notamment, qui se sont sensiblement repliés par sympathie. Mais, en dehors de ce phénomène limité, ni la forte hausse des prix de détail en juillet, ni le ralentissement de la production industrielle en juin, venant après l'annonce d'une aggravation du déficit commercial, n'ont eu la moindre influence sur le comportement de la Bourse.

Dès lundi, l'on savait déjà autour de la corbeille que l'inflation serait forte en juillet. Ce qui n'empêcha pas le marché de reprendre sa progression le même jour, ni de l'accroître le lendemain et de forcer encore un peu l'allure mercredi après la publication du dernier indice de la production industrielle. De quoi troubler tous les experts ! Jeudi, tout de même, l'affaiblissement persistant et rapide de Wall Street fit son effet et les cours commencèrent à baisser. Mais, à la fin de la séance, les divers indices n'avaient finalement reculé que de 0,4 %.

Comment expliquer la tenue de la Bourse de Paris ? Wall Street ayant dans l'intervalle subi une nouvelle et très forte baisse de redressement économique, les spécialistes n'étaient pas très optimistes. Beaucoup tablèrent même sur une belle glissade. Pourtant, à surprise, après avoir esquissé un tout petit pas en arrière, la Bourse se stabilisa à la satisfaction de tous. Et c'est finalement dans une ambiance fort calme que se termina cette semaine.

« Et pourtant elle monte », commentait, souriant et surpris, un spécialiste résumant bien l'ambiance générale. Faut-il, pour expliquer ce phénomène, que les mauvaises nouvelles que la Bourse a eu à connaître cette semaine aient été anticipées ? Il est possible effectivement que le fait accompli ait joué. Après tout, M. Monory avait depuis longtemps annoncé que l'indice des prix de juillet ne serait pas bon. Ce qui est en tout cas, c'est que, peu soucieux d'avoir à régler de trop gros impôts sur les plus-values, les opérateurs hésitent à vendre.

Dès lors, « tenir » le marché ne pose guère de problèmes. Il suffit de quelques ordres des investisseurs institutionnels, qui disposent d'abondantes liquidités dit-on, auxquelles viennent s'ajouter les acquisitions, notées ça et là, pour comptes étrangers et le courant d'achat nourri par les « SICAV Monory ».

Dans ces conditions, on ne saurait préjuger de la tenue future de la Bourse de Paris. Pour l'heure, elle résiste au conflit de la pêche, qui n'a finit pas, et même à l'accumulation de lourds nuages sur une rentrée que, une fois de plus, on — ou plutôt la C.G.T. — nous promet chaude. Tout se passe comme si les opérateurs avaient choisi de jouer sur pièces. Après tout, le pire n'est pas toujours sûr.

ANDRÉ DESOIT.

MATIÈRES PREMIÈRES

Baisse du cuivre et du café

MÉTALUX. — Nouvelle et sensible baisse des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres, revenus à leurs niveaux les plus bas depuis un peu plus d'un an. Après neuf semaines de conflit relatif aux Etats-Unis, un accord général pourrait être conclu prochainement. D'ailleurs, un « préaccord » a été déjà intervenu entre les syndicats et les représentants des plus importantes compagnies : il devra toutefois être ratifié par la base. Mais si l'accord est conclu, la production se rebrousse vers le bas. Mais si l'accord est conclu, la production se rebrousse vers le bas.

Les cours de l'argent se sont repliés à Londres dans le sillage de l'or.

En dépit de la majoration du prix du platine par deux producteurs sud-africains, porté de 480 à 475 dollars l'once troy, les cours de ce métal se sont repliés sur le marché libre de Londres. La dernière augmentation remontait à décembre 1979 (prix porté alors de 380 à 420 dollars l'once troy).

DEPRESSION. — Le fléchissement des cours du sucre s'est poursuivi, mais à un rythme ralenti, les différents marchés. La récolte européenne de betteraves est évaluée par une firme privée à 26,4 millions de tonnes, contre 26,9 millions de tonnes en 1979-1980. La diminution la plus sensible est enregistrée dans les pays du Marché commun (12,5 millions de tonnes).

Les cours du café se sont repliés sur les différents places à leurs niveaux les plus bas depuis quatre ans. Une guerre des prix pour les produits dérivés, menée par les négociants, avec la reprise par le Brésil et, par plusieurs pays d'Amérique du Sud de leurs exportations.

Autres tendances marquantes des cours du cacao. Faiblesse de la demande, stocks abondants dans le pays d'origine, des pays et ruineux relatives à des réductions de prix au Ghana expliquent cette dépression des cours.

CÉRÉALES. — Raffermissement des cours du blé sur le marché des grains de Chicago. La récolte de l'U.R.S.S. serait inférieure de 10 à 15 % aux dernières estimations.

Indice : Moody's : 1234,20 (1244,80) ; Reuters : 1734,20 (1732,80).

Bourses étrangères

NEW-YORK

Reclute

La reprise de printemps, qui récemment avait porté Wall Street à son niveau le plus élevé depuis janvier 1977 et comptait parmi les plus longues que la Bourse américaine ait connues, paraît avoir pris fin cette semaine dans un marché rendu inquiet et nerveux par la remontée rapide des taux d'intérêt. Une forte recrudescence s'est produite et, malgré un timide redressement survenu à la veille du week-end, l'indice des Industriels a perdu

Cours	Cours
22 août	29 août
Alcoa	68 3/4
A.T.T.	54 1/8
Boeing	39 3/8
Chase Nat. Bank	46 1/2
Du Pont de Nemours	44 3/4
General Electric	64 3/8
General Motors	55 1/8
IBM	11 1/2
ITT	31 3/4
Kennecott	29 1/2
McDonald	42 3/4
Pfizer	41 1/8
Schlumberger	137 1/4
U.S. Steel	28 1/2
Union Carbide	45 1/4
Westinghouse	25 5/8
Xerox Corp.	61 3/4

LONDRES

La baisse reprend

L'avalanche des mauvaises nouvelles a eu raison cette semaine du moral que les opérateurs avaient pu obtenir de la semaine précédente. En moyenne baissé de 3 % pour se retrouver à leurs niveaux du 22 août dernier.

L'actualité, il est vrai, a été chargée de mauvaises nouvelles. La gravité de la situation en Grande-Bretagne. Le chômage a fortement augmenté pour dépasser la barre des 2 millions de sans-emploi, et le groupe I.C.I. numéro un de l'industrie privée britannique a véritablement barboté de l'économie, a annoncé une baisse de 52 % de ses résultats pour le second trimestre. Ajoutons à cela la tenue de la livre sterling, favorable aux importations mais pas, hélas ! aux exportations, la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, qui met fin à tout espoir d'une réduction du coût de l'argent, enfin la baisse de Wall Street.

On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que le marché ait décliné.

Les pétroliers ont également baissé en prévision des mauvais résultats que les compagnies annonceraient pour le deuxième trimestre.

Indices : F.T. : 29 août : Industriels, 485,9 (contre 486,9) ; minier d'or, 389,7 (contre 389,7) ; Fonds d'Etat, 57,73 (contre 58,97).

TOKYO

Au plus haut de l'année

Malgré la persistance d'une forte irrégularité imprévisible à la fois, les ventes bénéficiaires, le marché japonais par de très gros achats étrangers, arabes en particulier, était, à bien défendre ses positions. Après avoir atteint son plus haut niveau de l'année, il a néanmoins fléchi, pour se redresser ensuite et s'en rapprocher de ses précédents sommets.

Indice du 29 août : Nikkei Dow Jones, 6914,08 (contre 6886,16) ; indice général, 478,33 (contre 478,46).

LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS DU JAPON

RESTE DÉFICITAIRE

La balance commerciale du Japon a été légèrement excédentaire en juillet (113 millions de dollars) comme elle l'avait été en juin (127 millions de dollars). Ces deux résultats traduisent une certaine amélioration du commerce extérieur japonais, qui avait été presque constamment déséquilibré depuis octobre 1979. Il y a un an à la même époque (juillet 1979), la balance commerciale avait été déficitaire de 210 millions de dollars. Sur les sept premiers mois de l'année, le commerce extérieur du Japon reste déficitaire de 3,97 milliards de dollars.

La balance des paiements courants du Japon reste, quant à elle, déficitaire : 1 030 millions de dollars en juillet, après un déficit de 928 millions de dollars en juin et de 1,3 milliard en mai. Sur l'ensemble des sept premiers mois, la balance des paiements courants est déficitaire de 11,5 milliards de dollars.

FRANCFORT

Alourdissement

Cours	Cours
22 août	29 août
A.E.G.	90,30
Bayer	132,10
Boehringer	132,10
Chemiebank	172,30
Deutsche Bank	115,50
Hoechst	114,70
Siemens	120,60
Volkswagen	172,30

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

Nombre	Valeur
de	en
titres	cap. (F)
4 1/2 % 1973	29 700
Elf Aquitaine	42 450
Franc. des Pét. 125	31 400
C.N.R. 3 %	45 825
Michelin	17 480
Financ. de Paris	42 330
Maisons Phénix	18 090
Pengot-Citroën	55 225

(1) 4 séances seulement.
(2) Séance de vendredi seulement.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	25 août	26 août	27 août	28 août	29 août
Termes...	111 767 045	181 830 218	190 444 711	154 104 996	149 635 806
Compt...	151 040 528	102 747 409	209 734 534	195 701 779	134 145 831
Actions	55 443 584	65 458 845	65 417 664	69 551 136	74 318 039
Total...	318 251 157	350 136 472	465 596 909	419 357 911	358 089 636

INDICES QUOTIDIENS INSEE (base 100, 28 décembre 1979)

France...	108,4	110,5	110,6	109,9	109,7
Etrang.	114,6	114,9	114,9	113,4	112,2

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1979)

Tendance...	115,4	116,2	117	116,5	116,2
-------------	-------	-------	-----	-------	-------

(base 100, 28 décembre 1961)

Ind. gén...	110	110,5	110,6	110,1	109,7
-------------	-----	-------	-------	-------	-------

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- ÉTRANGER**
- 2. EUROPE
 - La crise politique en Pologne.
 - 3. AFRIQUE
 - RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : le président Dacko explique par son « impopularité » l'élection de M. Ayandou, premier ministre.
 - 3. AMÉRIQUES
- POLITIQUE**
- 4. Les propos de M. Barre sur les « nantis ».
- CULTURE**
- 5. FORMES : un pur : Ferdinand Desnos.
 - EXPOSITIONS.
 - MUSIQUE.
 - CINÉMA.
 - 7. SPORTS
 - TENNIS : les Internationaux de Flushing-Meadow.
 - 7. PRESSE
 - Le Times a reporté samedi.
- INFORMATIONS « SERVICES »**
- 8. La maison : le chauffage ; les urgences du dimanche.
- ÉCONOMIE**
- 9. SOCIAL : le conflit des marins-pêcheurs.
 - 10. CONJONCTURE : l'évolution de l'indice des prix de détail.
 - 11. LA SEMAINE FINANCIÈRE.
- RADIO-TELEVISION (7)**
- Carnet (7) : Programmes spectacles (5-6) ; Météorologie (8) ; Mots croisés (9).

Aux États-Unis

NOUVELLE PROGRESSION DE L'INDICE GLOBAL DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES

L'indice global des indicateurs de l'économie américaine, qui préfigure assez bien ce que sera la conjoncture au cours des prochains mois, a fortement augmenté en juillet : + 4,5 %. Cette progression, même si elle se révérait moins forte lorsque seront connus les chiffres définitifs, est peut-être le signe de la fin de la récession aux États-Unis, estiment certains experts. Elle succède en effet à l'indice de juin qui marquait déjà une reprise (+ 1,5 % par rapport à mai, après saluts déflation).

Les deux indices font suite à d'importants reculs enregistrés en avril et mai. Aussi parle-t-on au département du commerce d'évolution très encourageante et de « nouvelle tendance ». Les milieux économiques soulignent eux que la forte progression de l'indice reflète aussi une augmentation importante de la masse monétaire, qui pourrait être porteuse d'une nouvelle vague d'inflation.

● Le Front Polisario a annoncé vendredi 29 août à Alger l'interception et la destruction, le 25 août, du bateau marocain *Sinbad Javon*, et la capture de son équipage de quarante-deux membres. Le Polisario souligne que le navire se trouvait « illégalement » au large de la côte du Sahara occidental. — (Reuters)

AU SOMMAIRE DU SUPPLÉMENT

EUROPA

publié dans « Le Monde » de lundi (daté 2 septembre)

- Entré avec M. Henry C. Wallach, gouverneur du Federal Reserve Board.
- L'Europe en transit, par Jacques Delors.
- Un portrait de Robert McNamara, par Claude Julien.
- Un dossier sur la « productivité » de l'énergie selon les pays européens, par James Rothman.

Ce supplément est préparé en collaboration avec « The Times », « la Stampa » et « Die Welt ».

A B C D E F G H

La troisième conférence sur le droit de la mer à Genève

Une nouvelle session sera nécessaire pour l'adoption d'un texte définitif

Genève. — La neuvième session de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer s'est achevée le 29 août à Genève par la publication d'un « projet de convention sur le droit de la mer (texte officieux) », qui n'est pas un texte final mais qui

est un texte de négociation. Ce texte ne préjuge en rien la position d'aucune délégation. Une dixième séance de six à sept semaines se réunira très probablement à New-York en mars et avril 1981.

De notre envoyée spéciale

Les sans trop de difficultés des 1975. Toutefois, le plateau continental, dont les ressources du sol et du sous-sol appartiennent à l'État côtier, est encore matière à discussion. Certains pays, en effet, ont des plateaux continentiels très réduits alors que d'autres en ont qui s'étendent vers le large, bien au-delà des 200 milles. Ces derniers sont partisans, bien évidemment, de profiter des avantages que leur donnent la géologie et la topographie. Mais les États dépourvus de littoral ou « géographiquement défavorisés » (dont le plateau continental est très réduit) sont opposés à l'extension des appropriations nationales.

Ces points de vue différents ont conduit, dans le « texte de négociation » composite officiel révisé II » rédigé en avril 1980, à définir d'une façon tout à fait surprenante les zones maritimes pouvant ou non être incluses dans les appropriations nationales. La distinction entre les « dorsales océaniques » et les « dorsales sous-marines » satisfait peut-être les juristes, mais elle ne correspond à aucun critère géographique ; en outre, pour les géophysiciens et les géologues, les dorsales océaniques sont obligatoirement d'origine volcanique, comme tous les grands fonds océaniques, et n'ont jamais fait partie des plateaux continentaux, prolongements submergés des continents et donc granitiques (pour simplifier).

Le statut des grands fonds

Les plateaux continentaux et les talus qui les terminent vers le large sont les zones sous-marines potentiellement les plus riches en hydrocarbures, on ne s'en rend pas compte. Les pays producteurs de pétrole — pourvus d'un littoral — ont donc un intérêt évident à la nature de vastes plateaux continentaux — soient farouchement opposés à l'extension des appropriations nationales.

Quel qu'il en soit, il semble que, actuellement, on ne puisse envisager d'extension dépassant 350 milles (563 kilomètres) à partir du rivage, hormis quelques exceptions.

L'appropriation internationale des grands fonds (zones situées au-delà des juridictions nationales) a été, pendant longtemps, le point de désaccord majeur entre les pays industrialisés (les États-Unis en tout premier lieu) et les États en voie de développement. Certains de ces grands fonds sont en effet tapissés de nodules polymétalliques. Ceux-ci sont composés pour l'essentiel, de fer (qui n'intéresse personne) et de manganèse, mais aussi, parfois, d'un peu de nickel, de cuivre et de cobalt, les trois derniers métaux concourent aux besoins d'un intérêt économique et stratégique considérable.

Depuis 1970, les ressources éventuelles de ces grands fonds marins constituent « patrimoine commun de l'humanité ». Pour les pays du tiers-monde qui ont pour eux le nombre, les no-

dules doivent être exploités grâce, certes, aux capitaux et aux techniques des États industrialisés, mais au profit des États en voie de développement.

Une organisation internationale, « l'Autorité », regroupant tous les pays parties à la convention du droit de la mer, serait propriétaire et garante des ressources de la « zone », c'est-à-dire des grands fonds marins. Elle exploiterait la « zone » soit indirectement par octroi de concessions à des compagnies privées ou publiques, soit directement grâce à « l'entreprise », son organe opérationnel. Les compétences de réglementation, de taxation et d'administration effective de la « zone » seraient du ressort du « Conseil de l'Autorité », celui-ci étant un organisme restreint où siègeraient seulement trente-six pays.

Les modes de décision au sein du « Conseil » ont longtemps bloqué tout progrès de la conférence sur le droit de la mer. Certes, chaque groupe d'intérêt — pays industrialisés, pays producteurs de nickel, de cuivre ou de cobalt, pays consommateurs de ces mêmes métaux, pays sans littoral ou géographiquement défavorisés, pays socialistes — y serait représenté suivant un dosage subtil.

Mais comment le « Conseil » prendrait-il ses décisions ? La majorité simple conduirait aux décisions de la majorité des pays industrialisés ne voulant à aucun prix l'établissement d'un organisme restreint où siègeraient seulement trente-six pays. Les modes de décision au sein du « Conseil » ont longtemps bloqué tout progrès de la conférence sur le droit de la mer. Certes, chaque groupe d'intérêt — pays industrialisés, pays producteurs de nickel, de cuivre ou de cobalt, pays consommateurs de ces mêmes métaux, pays sans littoral ou géographiquement défavorisés, pays socialistes — y serait représenté suivant un dosage subtil.

Le compromis satisfaisant la délégation française mais celle-ci souhaiterait que les décisions sur le budget ou les emprunts de « l'Autorité » relèvent de la procédure du consensus et non pas de celle de la majorité des trois quarts. Les Français ont observé que le budget futur de « l'Autorité » est impossible à évaluer, puisque celle-ci sera peut-être obligée de se doter de moyens de contrôle du contrôle des dépenses et la mise en œuvre peuvent être extrêmement élevées. Et d'autant plus qu'il est irréaliste d'envisager l'exploitation commerciale des nodules polymétalliques, comme commence avant quinze ou vingt ans.

Le compromis du 25 août ne résout pas toutes les difficultés. Il reste en effet la question de la commission préparatoire qui aura à prendre en charge la « zone » pendant les quelques années séparant la signature de la convention et l'entrée en vigueur de celle-ci. Il reste à régler, à propos de clauses finales, les dispositions relatives à la participation de l'Europe des Neuf en tant que telle et à celle des pays en voie de développement (essentiellement la Palestine). Il reste en outre à préciser que, lorsqu'on arrivera à la procédure finale de rédaction de la convention, les consensus tenus pour acquis sur certaines dispositions fondamentales pourront ne pas se vérifier le moment venu.

YVONNE REBEYROL

Aux Comores

La population et les élus d'Anjouan demandent la démission du gouverneur de l'île

De notre correspondant

Saint-Denis-de-la-Réunion. — Des incidents mettant en cause M. Nassos Abdallah, fils aîné du président de la République islamique des Comores, M. Ahmed Abdallah, se sont déroulés récemment dans l'île d'Anjouan, apprend-on à la Réunion. Le source digne de foi. Après la démission de l'ambassadeur des Comores à Paris, M. Said Ali Khamis (de l'île de la Réunion), qui vient d'être remplacé par M. Ali Miahali, par une décision du gouvernement en date du 18 août, c'est la seconde fois en quelques semaines que le régime de M. Ahmed Abdallah est publiquement contesté.

Deux ans après son retour au pouvoir, le président, qui a quelque peu remis son gouvernement, au début du mois de juillet, sans toutefois modifier ses orientations, doit faire face, d'une part, à de graves difficultés économiques et, d'autre part, à une opposition de plus en plus active, tant à l'intérieur de l'archipel qu'à l'étranger. Les incidents qui se sont déroulés à la mi-août ont pour origine une banale histoire de facture impayée. Nassos Abdallah refuse de régler à la société d'électricité des Comores des factures dont le montant atteignait 4 000 francs. Après plusieurs mises en demeure, la société cessa de lui fournir du courant.

Au Vanuatu

LE FILS DE M. JIMMY STEVENS A ÉTÉ TUÉ AU COURS D'UN AFFRONTEMENT

M. Eddie Stevens, le fils de M. Jimmy Stevens, chef de la rébellion dans l'île d'Espiritu-Santo, a été tué par une grenade vendredi 29 août au cours d'un affrontement avec des éléments du contingent de Papouasie-Nouvelle-Guinée, chargé de rétablir l'ordre. Selon M. Walter Lini, premier ministre du Vanuatu, qui a annoncé la nouvelle samedi, Eddie Stevens, qui était âgé de vingt-quatre ans, s'apprêtait à tirer une rafale de mitraillette depuis un camion qui tentait de forcer un barrage routier, lorsqu'un soldat papoua a lancé une grenade. Le chauffeur du camion a été blessé. L'incident s'est produit aux abords de la localité principale de l'île, Luganville, alors que le détachement papoua s'apprêtait à donner l'assaut au village de Vanafo où s'était réfugié M. Jimmy Stevens avec plusieurs centaines de partisans armés. Selon des informations non confirmées, M. Jimmy Stevens se serait rendu (le Monde du 30 août) et aurait été conduit à Luganville, où il devrait avoir des conversations avec des officiels venus de Port-Vila. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

Le numéro du « Monde », daté 30 août 1980 a été tiré à 513 509 exemplaires.

DEUX DISPARITIONS

Le psychiatre italien Franco Basaglia

Franco Basaglia est mort à Venise, vendredi 29 août, des suites d'un cancer.

Né dans cette ville en 1924, il avait fait ses études de médecine à Padoue, où il se spécialisa en psychiatrie. C'est en 1961, lorsqu'il prit la direction de l'hôpital psychiatrique de Gorizia, qu'il inaugura ce qui allait devenir le principal mouvement « désaliéniste » italien. Il poursuivit à Parme, en 1969, l'action de libération qu'il avait entreprise à Gorizia et qui devait trouver son point culminant à Trieste, où il devint, en 1971, directeur de l'hôpital psychiatrique.

L'expérience de Trieste retentit sur tout le mouvement antipsychiatrique européen, dont, avec de célèbres psychiatres anglais, il avait été l'inspirateur. Lorsque Franco Basaglia prit, en 1971, la direction de cet hôpital, celui-ci hébergeait mille deux cents malades, dans des conditions de surpeuplement et d'archaïsme thérapeutique qui lui paraissaient inacceptables. Cinq ans après, l'hôpital de Trieste n'hébergeait plus que cinq cents malades, les autres étant suivis dans des structures de jour et de thérapies extérieures réparties dans la ville. En 1977, l'asile de Trieste avait été fermé. Entre-temps, Franco Basaglia avait été poursuivi pour homicide par imprudence (à l'occasion du meurtre, par un malade sorti de l'asile de Gorizia, de plusieurs membres de sa famille), puis acquitté. Franco Basaglia avait été notamment soutenu, lors de son procès, par David Cooper, Jean-Paul Sartre et Noam Chomsky.

En 1974 était né le groupe Psychiatria democratica, qui rassemblait psychiatres, psychanalystes et médecins, devait jouer un rôle décisif dans la genèse du bouleversement législatif de 1978, qui décidait du principe de la suppression des hôpitaux psychiatriques. En 1979, Franco Basaglia avait été nommé coordonnateur de l'assistance

psychiatrique du Latium (Rome), fonction qu'il avait commencée à exercer au début de cette année. Il avait publié des ouvrages théoriques dont de nombreux ont été traduits en français, parmi lesquels *Les Criminels de paix* (le Monde du 4 juillet 1980). Qu'est-ce que la psychiatrie ? (le Monde du 20 juillet 1977). La Majorité déviante (le Monde du 14 janvier 1977). Il avait en outre inspiré le film *Fous à délier*.

Franco Basaglia avait toujours refusé l'accusation que portaient contre lui certains psychiatres « traditionnalistes » et selon laquelle il aurait nié l'existence de la maladie mentale. Sur ce point, il écrivait notamment : « Nous n'avons jamais dit que la maladie mentale n'existe pas. Mais nous soutenons que, pour un malade sorti de l'asile de Gorizia, de plusieurs membres de sa famille, puis acquitté, Franco Basaglia avait été notamment soutenu, lors de son procès, par David Cooper, Jean-Paul Sartre et Noam Chomsky.

En 1974 était né le groupe Psychiatria democratica, qui rassemblait psychiatres, psychanalystes et médecins, devait jouer un rôle décisif dans la genèse du bouleversement législatif de 1978, qui décidait du principe de la suppression des hôpitaux psychiatriques.

En 1979, Franco Basaglia avait été nommé coordonnateur de l'assistance psychiatrique du Latium (Rome), fonction qu'il avait commencée à exercer au début de cette année. Il avait publié des ouvrages théoriques dont de nombreux ont été traduits en français, parmi lesquels *Les Criminels de paix* (le Monde du 4 juillet 1980). Qu'est-ce que la psychiatrie ? (le Monde du 20 juillet 1977). La Majorité déviante (le Monde du 14 janvier 1977). Il avait en outre inspiré le film *Fous à délier*.

Franco Basaglia avait toujours refusé l'accusation que portaient contre lui certains psychiatres « traditionnalistes » et selon laquelle il aurait nié l'existence de la maladie mentale. Sur ce point, il écrivait notamment : « Nous n'avons jamais dit que la maladie mentale n'existe pas. Mais nous soutenons que, pour un malade sorti de l'asile de Gorizia, de plusieurs membres de sa famille, puis acquitté, Franco Basaglia avait été notamment soutenu, lors de son procès, par David Cooper, Jean-Paul Sartre et Noam Chomsky.

En 1974 était né le groupe Psychiatria democratica, qui rassemblait psychiatres, psychanalystes et médecins, devait jouer un rôle décisif dans la genèse du bouleversement législatif de 1978, qui décidait du principe de la suppression des hôpitaux psychiatriques.

En 1979, Franco Basaglia avait été nommé coordonnateur de l'assistance psychiatrique du Latium (Rome), fonction qu'il avait commencée à exercer au début de cette année. Il avait publié des ouvrages théoriques dont de nombreux ont été traduits en français, parmi lesquels *Les Criminels de paix* (le Monde du 4 juillet 1980). Qu'est-ce que la psychiatrie ? (le Monde du 20 juillet 1977). La Majorité déviante (le Monde du 14 janvier 1977). Il avait en outre inspiré le film *Fous à délier*.

Franco Basaglia avait toujours refusé l'accusation que portaient contre lui certains psychiatres « traditionnalistes » et selon laquelle il aurait nié l'existence de la maladie mentale. Sur ce point, il écrivait notamment : « Nous n'avons jamais dit que la maladie mentale n'existe pas. Mais nous soutenons que, pour un malade sorti de l'asile de Gorizia, de plusieurs membres de sa famille, puis acquitté, Franco Basaglia avait été notamment soutenu, lors de son procès, par David Cooper, Jean-Paul Sartre et Noam Chomsky.

En 1974 était né le groupe Psychiatria democratica, qui rassemblait psychiatres, psychanalystes et médecins, devait jouer un rôle décisif dans la genèse du bouleversement législatif de 1978, qui décidait du principe de la suppression des hôpitaux psychiatriques.

En 1979, Franco Basaglia avait été nommé coordonnateur de l'assistance psychiatrique du Latium (Rome), fonction qu'il avait commencée à exercer au début de cette année. Il avait publié des ouvrages théoriques dont de nombreux ont été traduits en français, parmi lesquels *Les Criminels de paix* (le Monde du 4 juillet 1980). Qu'est-ce que la psychiatrie ? (le Monde du 20 juillet 1977). La Majorité déviante (le Monde du 14 janvier 1977). Il avait en outre inspiré le film *Fous à délier*.

Franco Basaglia avait toujours refusé l'accusation que portaient contre lui certains psychiatres « traditionnalistes » et selon laquelle il aurait nié l'existence de la maladie mentale. Sur ce point, il écrivait notamment : « Nous n'avons jamais dit que la maladie mentale n'existe pas. Mais nous soutenons que, pour un malade sorti de l'asile de Gorizia, de plusieurs membres de sa famille, puis acquitté, Franco Basaglia avait été notamment soutenu, lors de son procès, par David Cooper, Jean-Paul Sartre et Noam Chomsky.

En 1974 était né le groupe Psychiatria democratica, qui rassemblait psychiatres, psychanalystes et médecins, devait jouer un rôle décisif dans la genèse du bouleversement législatif de 1978, qui décidait du principe de la suppression des hôpitaux psychiatriques.

En 1979, Franco Basaglia avait été nommé coordonnateur de l'assistance psychiatrique du Latium (Rome), fonction qu'il avait commencée à exercer au début de cette année. Il avait publié des ouvrages théoriques dont de nombreux ont été traduits en français, parmi lesquels *Les Criminels de paix* (le Monde du 4 juillet 1980). Qu'est-ce que la psychiatrie ? (le Monde du 20 juillet 1977). La Majorité déviante (le Monde du 14 janvier 1977). Il avait en outre inspiré le film *Fous à délier*.

Franco Basaglia avait toujours refusé l'accusation que portaient contre lui certains psychiatres « traditionnalistes » et selon laquelle il aurait nié l'existence de la maladie mentale. Sur ce point, il écrivait notamment : « Nous n'avons jamais dit que la maladie mentale n'existe pas. Mais nous soutenons que, pour un malade sorti de l'asile de Gorizia, de plusieurs membres de sa famille, puis acquitté, Franco Basaglia avait été notamment soutenu, lors de son procès, par David Cooper, Jean-Paul Sartre et Noam Chomsky.

En 1974 était né le groupe Psychiatria democratica, qui rassemblait psychiatres, psychanalystes et médecins, devait jouer un rôle décisif dans la genèse du bouleversement législatif de 1978, qui décidait du principe de la suppression des hôpitaux psychiatriques.

En 1979, Franco Basaglia avait été nommé coordonnateur de l'assistance psychiatrique du Latium (Rome), fonction qu'il avait commencée à exercer au début de cette année. Il avait publié des ouvrages théoriques dont de nombreux ont été traduits en français, parmi lesquels *Les Criminels de paix* (le Monde du 4 juillet 1980). Qu'est-ce que la psychiatrie ? (le Monde du 20 juillet 1977). La Majorité déviante (le Monde du 14 janvier 1977). Il avait en outre inspiré le film *Fous à délier*.

Franco Basaglia avait toujours refusé l'accusation que portaient contre lui certains psychiatres « traditionnalistes » et selon laquelle il aurait nié l'existence de la maladie mentale. Sur ce point, il écrivait notamment : « Nous n'avons jamais dit que la maladie mentale n'existe pas. Mais nous soutenons que, pour un malade sorti de l'asile de Gorizia, de plusieurs membres de sa famille, puis acquitté, Franco Basaglia avait été notamment soutenu, lors de son procès, par David Cooper, Jean-Paul Sartre et Noam Chomsky.

En 1974 était né le groupe Psychiatria democratica, qui rassemblait psychiatres, psychanalystes et médecins, devait jouer un rôle décisif dans la genèse du bouleversement législatif de 1978, qui décidait du principe de la suppression des hôpitaux psychiatriques.

En 1979, Franco Basaglia avait été nommé coordonnateur de l'assistance psychiatrique du Latium (Rome), fonction qu'il avait commencée à exercer au début de cette année. Il avait publié des ouvrages théoriques dont de nombreux ont été traduits en français, parmi lesquels *Les Criminels de paix* (le Monde du 4 juillet 1980). Qu'est-ce que la psychiatrie ? (le Monde du 20 juillet 1977). La Majorité déviante (le Monde du 14 janvier 1977). Il avait en outre inspiré le film *Fous à délier*.

Franco Basaglia avait toujours refusé l'accusation que portaient contre lui certains psychiatres « traditionnalistes » et selon laquelle il aurait nié l'existence de la maladie mentale. Sur ce point, il écrivait notamment : « Nous n'avons jamais dit que la maladie mentale n'existe pas. Mais nous soutenons que, pour un malade sorti de l'asile de Gorizia, de plusieurs membres de sa famille, puis acquitté, Franco Basaglia avait été notamment soutenu, lors de son procès, par David Cooper, Jean-Paul Sartre et Noam Chomsky.

En 1974 était né le groupe Psychiatria democratica, qui rassemblait psychiatres, psychanalystes et médecins, devait jouer un rôle décisif dans la genèse du bouleversement législatif de 1978, qui décidait du principe de la suppression des hôpitaux psychiatriques.

En 1979, Franco Basaglia avait été nommé coordonnateur de l'assistance psychiatrique du Latium (Rome), fonction qu'il avait commencée à exercer au début de cette année. Il avait publié des ouvrages théoriques dont de nombreux ont été traduits en français, parmi lesquels *Les Criminels de paix* (le Monde du 4 juillet 1980). Qu'est-ce que la psychiatrie ? (le Monde du 20 juillet 1977). La Majorité déviante (le Monde du 14 janvier 1977). Il avait en outre inspiré le film *Fous à délier*.

Franco Basaglia avait toujours refusé l'accusation que portaient contre lui certains psychiatres « traditionnalistes » et selon laquelle il aurait nié l'existence de la maladie mentale. Sur ce point, il écrivait notamment : « Nous n'avons jamais dit que la maladie mentale n'existe pas. Mais nous soutenons que, pour un malade sorti de l'asile de Gorizia, de plusieurs membres de sa famille, puis acquitté, Franco Basaglia avait été notamment soutenu, lors de son procès, par David Cooper, Jean-Paul Sartre et Noam Chomsky.

En 1974 était né le groupe Psychiatria democratica, qui rassemblait psychiatres, psychanalystes et médecins, devait jouer un rôle décisif dans la genèse du bouleversement législatif de 1978, qui décidait du principe de la suppression des hôpitaux psychiatriques.

En 1979, Franco Basaglia avait été nommé coordonnateur de l'assistance psychiatrique du Latium (Rome), fonction qu'il avait commencée à exercer au début de cette année. Il avait publié des ouvrages théoriques dont de nombreux ont été traduits en français, parmi lesquels *Les Criminels de paix* (le Monde du 4 juillet 1980). Qu'est-ce que la psychiatrie ? (le Monde du 20 juillet 1977). La Majorité déviante (le Monde du 14 janvier 1977). Il avait en outre inspiré le film *Fous à délier*.

Franco Basaglia avait toujours refusé l'accusation que portaient contre lui certains psychiatres « traditionnalistes » et selon laquelle il aurait nié l'existence de la maladie mentale. Sur ce point, il écrivait notamment : « Nous n'avons jamais dit que la maladie mentale n'existe pas. Mais nous soutenons que, pour un malade sorti de l'asile de Gorizia, de plusieurs membres de sa famille, puis acquitté, Franco Basaglia avait été notamment soutenu, lors de son procès, par David Cooper, Jean-Paul Sartre et Noam Chomsky.

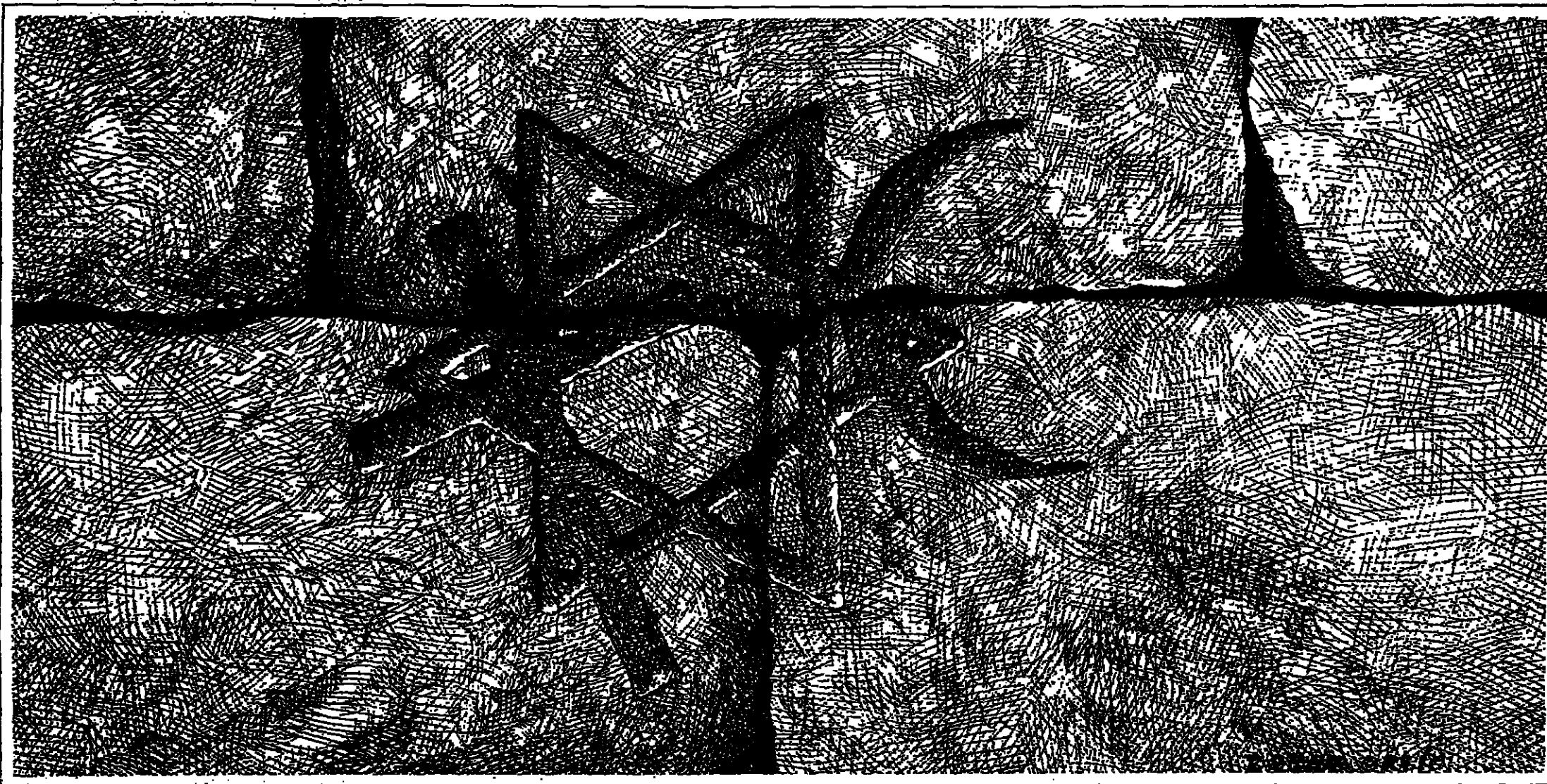
En 1974 était né le groupe Psychiatria democratica, qui rassemblait psychiatres, psychanalystes et médecins, devait jouer un rôle décisif dans la genèse du bouleversement législatif de 1978, qui décidait du principe de la suppression des hôpitaux psychiatriques.

En 1979, Franco Basaglia avait été nommé coordonnateur de l'assistance psychiatrique du Latium (Rome), fonction qu'il avait commencée à exercer au début de cette année. Il avait publié des ouvrages théoriques dont de nombreux ont été traduits en français, parmi lesquels *Les Criminels de paix* (le Monde du 4 juillet 1980). Qu'est-ce que la psychiatrie ? (le Monde du 20 juillet 1977). La Majorité déviante (le Monde du 14 janvier 1977). Il avait en outre inspiré le film *Fous à délier*.

مكتبة المجلد

Le Monde

D I M A N C H E



ZOBAN ORLIK

UNE VILLE
UN ÉCRIVAIN

JÉRUSALEM, par Avraham B. Yehoshua

Chaque semaine d'été, un écrivain évoque une ville du monde de son choix. Promenade sans itinéraire ni contrainte, suivant le seul guide des affinités secrètes.

Après Istanbul (Juan Goytisolo), Bahia (Jorge Amado), Glasgow (Kenneth White), Bénarès (Severo Sarduy), Vienne (Christiane Singer), Oran (Assia Djebar), Agrigente (Leonardo Sciascia), Stalingrad (Victor Nekrassov), Montevideo (Eduardo Galeano), Marrakech (Juan Piñero), voici Jérusalem, ville natale de Avraham B. Yehoshua, ville de ses ancêtres depuis cinq générations, qu'il a dû quitter pour Haïfa tant ses relations avec elle étaient intenses et difficiles.

DEPUIS quelques années déjà, cela se reproduit, chaque mois, de la même manière. Le samedi soir, à la clôture du sabbat, aux premières heures du crépuscule (les crépuscules sont très brefs au Proche-Orient). Nous roulons vers l'est, sur la grande route qui s'écoule entre les montagnes aux forêts épaisses. Jérusalem a déjà disparu derrière nous, d'un seul coup, entre les montagnes. Les enfants, sur le siège arrière, sont silencieux et observent leur place entre les paquets de souvenirs, les gâteaux et les pots de confiture dont ma mère nous a inondés à la fin de la visite familiale. Dans le coffre, enveloppée dans un journal arabe, une quelconque « trouvaille », un petit tapis, un voile, une chemise d'étoffe achetée au souk de la vieille ville. Une fatigue et une sensation de soulagement nous gagnent à l'approche de notre retour à la maison, à Haïfa. Eliezer-Hagai (« la porte de la vallée »). D'un seul coup, les montagnes se terminent et la plaine, éclairée par les derniers rayons du soleil, s'ouvre en s'étalant devant nous et, immédiatement, une humidité et une pesanteur envahissent l'atmosphère limpide. Quelque chose s'assombrit. C'est l'endroit où Jérusalem se termine. C'est l'endroit où elle commence. Les rochers se font plats et bas, la poussière perd son teint de cui-

vre et devient brune gristère, la terre plus grasse et plus lourde.

C'est ici, à cet endroit, que ma femme me posera la même question, chaque fois répétée : « Tu n'as pas envie de revenir y habiter ? » — « Non, je réponds en vitesse, pas encore. Peut-être dans quelques années... Nous verrons... Pas encore... Y mourir, sûrement... C'est-à-dire les dernières années... Même avant... Mais en attendant, non... Je me sens véritablement soulagé chaque fois que je la quitte. » Et pourtant, chaque fois que nous arrivons à Jérusalem, nous nous précipitons sur la ville comme des touristes à peine de passage, nous nous étonnons de nouveau devant sa beauté, son charme, sa singularité, pendant les vingt-quatre heures de notre visite et, entre un repas familial et l'autre, entre deux rendez-vous chargés chez des amis, nous la parcourons encore et encore. Le vendredi, à l'approche du sabbat, dès notre arrivée, nous défilons la vallée, laissons les enfants, et reprenons la voiture pour traverser les rues calmes des quartiers religieux du nord et voir comment le sabbat s'en empare. Nous passons vers l'est, vers la ville arabe, longeons le rempart méridional, nous arrivons sur une route étroite, détreuée et sans le moindre brin d'herbe.

La sensation de la pierre dure de la ville qui n'est construite,

par décret municipal, qu'en pierre. Nous nous rions au cimetière juif qui défend son marbre blanc sur le flanc du Mont des Oliviers, endroit qui verra, selon la croyance, le début de la résurrection des morts. Et, brusquement, nous découvrons, au-dessus de nous, sur la ligne brisée de la muraille, un soldat israélien isolé, en uniforme verdâtre, une mitraillette à la main, comme planant dans les airs.

Et, quand vient le soir, nous ne sommes pas encore repus. Après une visite chez des amis, à une heure tardive de la nuit, nous rentrons en faisant un détour par la Jérusalem administrative, les jolies bâtisses du gouvernement posées sur une colline de rocs, le bâtiment de la Knesset (le Parlement israélien) éclairé d'une lumière jaunâtre et trouble, nous retournons en vitesse vers la vieille ville et nous arrivons à l'esplanade du Mur des Lamentations. Nous ne nous approchons pas des grosses pierres, mais regardons à distance les juifs noirs, membres de sectes extrémistes, aux chapeaux de fourrure noirs et rougeoyants, qui la nuit, font la conquête du Kotel (le Mur), prient, pleurent, se balancent en un mouvement puissant et rythmé, l'essais de pourchasser leur regard, de créer un lien quelconque avec eux, mais leur regard me survole comme si j'étais de l'air, comme si je n'étais rien. Ils ne me reconnaissent pas cet Etat, ils ne reconnaissent pas cet Etat, ils sont directement reliés à l'éternité, personnages métaphysiques qui me fascinent, que je hais, et qui m'attirent. Quelqu'un me touche à l'épaule, je recule en sursaut, un vieil Arabe édenté me tend, sans me parler, une collerette noire en papier pour me couvrir la tête.

A Jérusalem, nous sommes comme des touristes éternels. Et

pourtant, c'est dans cette ville que je suis né. J'y ai vécu vingt-sept ans. Mon père, ma grand-mère et ses ancêtres jusqu'à cinq générations en arrière, y sont nés et y ont vécu. Elle est le sujet éternel et jamais épuisé de mon père, qui lui a consacré dix livres documentaires décrivant la vie de ses habitants (Juifs et Arabes) au début de notre siècle, reproduisant chaque maison, chaque quartier, chaque événement social ou politique s'y étant déroulé par le passé. Tous ces meilleurs amis y habitent encore, ainsi que mes relations les plus intimes. Dans un certain sens, elle restera toujours ma maison, mais, pour mes enfants, c'est la ville de Haïfa qui est la maison. Jérusalem n'est pour eux qu'une ville étrangère.

Incendie

Des milliers de livres ont été écrits sur Jérusalem, des milliers d'histoires se sont fait partie de ces villes au physique aliéné et opprimé par leur signification spirituelle et nationale. Jérusalem est un des mélanges culturels, religieux, nationaux et humains les plus compliqués, et, à une époque de renaissance religieuse violente, c'est un explosif politique dangereux, capable d'engendrer un incendie incommensurable. C'est un centre infini de nostalgie, de pèlerinages imprégnés de fantômes et de romantismes. Elle repose dans la conscience de millions de gens qui n'y ont jamais mis les pieds et ne les y mettront jamais.

Néanmoins, ce n'est en tout et pour tout qu'une ville assez petite, située à une altitude de 800 mètres, aux quartiers calmes, et dont la population se compose de fonctionnaires, d'universitaires, de commerçants peu nom-

breux et de gens simples, sans classe moyenne importante. Elle possède un centre commercial petit et lugubre, qui bénéficie depuis peu de temps d'un regain de couleurs. Mais en son cœur, entre des remparts de pierres turques peu élevés, se trouve le dur noyau de « Yeroushalaim chel maala », la Jérusalem céleste.

A l'intérieur d'un rayon d'un demi-kilomètre, on trouve la petite chapelle humide du Saint-Sépulchre, qui a vu tout au long de l'histoire les églises chrétiennes se quereller pour le contrôle de chaque pouce, de chaque clief ; de là, par la via Dolorosa, on aboutit à ce gigantesque mur de pierres qui a survécu à l'enceinte du temple juif. Un haut mur isolé, relié à rien, sorte de souvenir perpétuel d'une destruction qui ne sera pas oubliée, et promesse obstinée de quelque chose qui ne sera jamais construit, situation intermédiaire qui convient si bien à l'existence juive. Au-dessus, sur une immense esplanade de pierre, chevauchent deux mosquées, la mosquée d'Omar et la mosquée d'El-Aksa, lieux saints musulmans qui furent construits sur les restes du temple juif. Et de nouveau, à courte distance, une église orthodoxe, à ses côtés une église arménienne, et, entre les deux, une « yeshiva » (école talmudique) ; tout près, une école de la Mission protestante, à côté encore une école musulmane, etc. Religion près de religion, religion sous religion, religion coincée dans religion, religion menaçant religion. Religion sur les ruines d'une autre religion. Chaque endroit a une histoire de destruction, de tentative de changement d'identité. Le Saint-Sépulchre fut détruit par les musulmans, les mosquées de la Colline du temple furent transformées en églises par les croisés. Mélange de pierres, mé-

lange de croyances. Dans les assemblées académiques d'Europe, dans les salles des congrès, des professeurs sympathiques, des théologues cultivés, des hommes de religion éclairés, peuvent se rencontrer en toute quiétude et parler de coopération, de fraternité et de sources communes. Mais ici, une pierre bouge ; déjà, c'est une note du Conseil de sécurité ; une canalisation est remise en état ; c'est une question économique ; un mur est abattu : c'est une provocation nationale. Une ville dure.

Prophéties

« Lorsque vos ancêtres jouaient avec les éléphants dans les forêts de Londres ou d'Oxford, nos ancêtres écoutaient les nobles prédictions morales des prophètes dans les ruelles de Jérusalem. » C'est ainsi que répondaient les dirigeants sionistes aux hauts commissaires britanniques, minces et froids, qui gouvernaient ici jusqu'à la moitié du siècle, afin de les convaincre du lien profond existant entre le peuple juif et cette ville.

En effet, c'est ici qu'ont déambulé Jérémie, Isaïe, Amos, Michée, des hommes extraordinaires et admirables, qui arrivaient du désert, pour prononcer leurs prophéties, et c'est ici qu'aboutirent, à la fin, Jean-Baptiste et Jésus. Des hommes brûlés par le soleil montaient à Jérusalem pour lui parler. Dans les ruelles semblables à celles d'aujourd'hui, mais plus basses, 2 ou 3 mètres plus bas, après les témoignages des archéologues, ils circulaient et déclaraient leurs prophéties, colère et remontrance, consolation et amour.

(Lire la suite page VI.)

Naturistes ou nudistes ?

L'article du Monde-Dimanche du 20 juillet « Le naturisme se vend bien » appelle quelques remarques, courtoises. Le titre « meilleur », ou plus exact, aurait dû être : « Le nudisme se vend bien ». Pourquoi ?

1) L'acception « naturisme » pour « nudisme » est récente. Elle est la dernière dans les dictionnaires encyclopédiques contemporains, les précédentes définitions se rapportant classiquement au naturisme littéraire et philosophique (voire religieux), et spécialement à l'hygiène, à l'alimentation, à la médecine, pour la santé par les méthodes des moyens naturels, prévention et curative. Sans oublier l'époque « naturaliste » dans les arts ;

2) Le naturisme ne peut pas « changer de nature » ! L'évidence montre cependant la dénaturation du naturisme lorsque par trop de nudistes, lesquels, vivant comme tout le monde — société de consommation (de n'importe quel), faux besoins, alimentation toxique, produits de synthèse, donc, « artificiels », — ne font pas autre chose que de se déshabiller en totalité : ce qui n'est tout de même pas suffisant pour se dire « nudistes ». Nous les avons nommés « déshabillés » ;

3) C'est que le naturisme vrai s'impose, librement, des quantités de réformes, en accord en principe avec le grand courant « écologique » actuel. Respectant les êtres et les choses de la nature, dans leur pureté d'origine, respectant la vie, par conséquent la personne humaine, il n'admet pas la dénaturation. En particulier, il refuse tout trafic alimentaire, les additifs anormaux et finalement dangereux, colorants et arômes artificiels, engrais non naturels, dénoncés aujourd'hui par tant d'unions de consommateurs, qui n'ont aucune prétention « naturiste », gymnique, ou non ;

4) Il n'est pas possible de se dire « naturiste » si l'on n'a pas lu et étudié, et relu, les pionniers véritables que sont les auteurs de base, tels les docteurs Paul Carton, Gaston et André Durville, Eugène de Lestons, Pourcel, ainsi que Jacques De-marquette (alias de Marquette), docteur en lettres, Klenné de Mongeot, etc., lesquels, bien que d'opinions très diverses, mais qui, tous, sans exception, et avec bien d'autres, anciens et contemporains, ont donné des règles de santé par un ensemble de réformes, en vue de la régénération. En excluant les produits intoxi-

cants, facteurs de malaises, de tares, de dégénérescence : tabac (un naturiste ne fume jamais), alcool de distillation, abus de la nourriture carnée, produits de laboratoires et médicaments de synthèse, au reste, expérimentés ardemment sur les animaux innocents ;

5) Le naturisme vrai respecte absolument la vie animale et refuse toute cruauté et torture, y compris, bien entendu, sur la personne humaine ;

6) La société étant ce qu'elle est, nous avons tenu cependant à rendre hommage, lors de l'interview, à ces « capitalistes » (sic) grâce à l'argent desquels nous pouvons tout de même entrer en jouissance de la plupart de ces extraordinaires paradis — sauf hétons de promoteurs insolents et cyniques, — sont beaucoup de ces merveilleux terrains de clubs et grands centres de vacances, de jeux et de sports, à l'origine sans sports violents ni de compétition, mais avec jardins potagers. Institutions prévues pour la santé normale, donc, naturelle, et non santé artificielle par les drogues, vaccins, sérons et autres produits anormaux, aux effets et conséquences secondaires ;

7) Cette honnête position nous donne sans doute le droit de regretter l'enlèvement constant et progressif de l'anti-naturisme dans les institutions et milieux dits « nudistes ». C'est-à-dire gymniques. Et nous avons alors le devoir de protester ainsi à propos de la difficulté — souvent de l'impossibilité totale — d'obtenir par exemple la nourriture saine, ou physiologique, provenant de l'agrobiologie : culture « biologique » (cf. *Nature et Progrès* ; et *Paul Carton : Le Cuirasse simple, l'Art médical, les Lois de la vie saine, la Décalogue de la santé*, etc.). Que cette nourriture soit végétarienne ou non ;

8) Enfin, il n'utilise jamais l'expression affreuse « se mettre à poil » qui est déshabillée et l'ère maoïste ou péjorative, et j'ai bien déclaré qu'il était pénible, scandaleux, et dangereux, de voir jouer au volley entièrement nu (1) la cigarette aux lèvres, et de voir déboucher au soleil le plus chaud, le type à la bouche, une plage sale, souillée par la matière plastique, les mégots bavant dépassant en quantité le nombre des grains de sable ! Faut-il ajouter le « apéritif », l'abus du gros vin rouge (non « biologique ») ! au moment des plus fortes chaleurs, sans l'ombre protectrice des pinèdes ? ;

9) Qualifier de « naturisme » papa » (?) ou de « vieille

école » (?) des principes fondamentaux de régénération est donc un intolérable abus de langage, un mépris absolu des valeurs éternelles d'un idéal respectable, une méconnaissance inqualifiable de la tradition naturiste vraie, depuis Pythagore, Hippocrate et Sénèque à Gélén, Tolstoï, Steiner, Gandhi et Hébert, et combien d'autres ; philosophes, diététiciens, thérapeutes ou sociologues, et adeptes de l'hygiène vitale (certains « naturistes ») ;

10) Moralité : afin d'éviter tout d'erreurs dans le comportement par ignorance, ou parfois par trahison, un enseignement du naturisme authentique reste à faire aux nudistes de ce temps, associé à une information permanente contre les dangers du faux besoin et des mauvaises habitudes, d'après

le retour de la terre ? Les désillusions des paysans manqués ou des nouveaux suburgistes déçus ont suscité, chez nos lecteurs, bien des réactions. Il est probable qu'il y en aura d'autres encore. On ne s'introduit pas par effraction dans une communauté forgée par les siècles, même avec les meilleures intentions du monde. Il y faut de la patience et de l'humilité, nous rappellent plusieurs lettres venues du Languedoc. Ecouter les « rentants » exposer leurs déboires et leur étonnement sans en être, le cas échéant, la cause, ne signifie pas prendre à son compte les griefs tels qu'ils sont exposés. Un constat simplement.

Mais ni notre enquête ni les lettres reçues n'ont abordé le plus délicat : en se lançant dans le retour à la terre, ou le retour au village, les gens des villes avaient, en dehors de leur recherche du paradis perdu — certains d'ailleurs l'ont retrouvé, — un motif d'avoir bonne conscience. Ils pensaient contribuer au repeuplement du « désert français ».

Or, il faut bien le constater, le désert s'étend. Il suffit de suivre les sentiers des Cévennes pour y compter par milliers les emplacements de maisons en ruine, les chemins étouffés sous les ronces et les genêts, les étalages au toit écroulé sous le poids des lauzes.

La désert a des beautés devenues rares dans les plaines. Le promeneur solitaire y peut rêver. Mais il arrive un moment où l'abandon paraît irréversible, où un pays jadis peuplé, vivant malgré sa ruine, approche de la mort. Les jeunes sont partis pour gagner une vie devenue souvent misérable, surtout par comparaison avec celle des gens d'en-bas. Ils reviennent en fin de semaine, avec leur voiture neuve, pour se conforter dans leur décision et montrer à leurs enfants quelle existence avaient menée leurs parents.

Les résidences secondaires n'apportent qu'une animation temporaire, artificielle.

Alors ? Le temps des « zippies », comme on dit dans l'Ardèche, est révolu, ou presque. Les aides de l'Etat n'ont pu jusqu'à présent empêcher l'émigration. Faut-il laisser plonger lentement dans le dernier sommeil, et s'enfuir sous d'impénétrables friches, des régions entières ? Ou attendre de l'impensable miracle d'un « animation » très particulière ? Peut-être y a-t-il d'autres solutions. Aucune n'est simple. Si l'on arrive à convaincre, en les aidant, plus de jeunes de rester au pays, du moins pourra-t-on éviter un des motifs des froissements les plus rudes entre anciens habitants et les nouveaux venus : le conflit des générations.

JEAN PLANCHAIS.

PARTI PRIS

Le désert

Le retour de la terre

En réponse à l'article « Le retour de la terre » (le Monde-Dimanche, 10 août) : (...) « Il est plus juste d'être de son temps que d'être de quelque part » (P.J. Hélias, *Le Cheval d'orgueil*, p. 528). Proposition doublement confirmée par les « indigènes » condamnés à l'exode sans garantie du plat de lentilles contre le reniement de leur droit d'aisance, et par les nouveaux arrivants chez qui le rêve d'enracinement tient lieu de révélation. Car ils rêvent et de ce rêve naissent des chapiteaux de contradictions. Un simple exemple : l'enracinement justement, ils jouent constamment sur quel « part » des indigènes, leur lieu à eux, c'est l'universel (en témoigne leur rengaine de référence, ce complet de Braxsens sur « les imbéciles heureux » qui sont nés quelques heures, mais comme ils sont eux aussi en quête d'un site, celui-ci, une fois trouvé, doit échapper par vocation aux pièges de toute situation. Lieu à la fois ici et ailleurs, proche et lointain ; bref, lieu éminemment utopique.

Le drame, c'est que, dans ce tohu-bohu idéologique, s'engendrent et s'entrelient une double méconnaissance :

1) Le pays de leur choix n'est vu et reconnu que dans sa fiction géographique, réduit au rôle de support et de soutien de leurs rêves. Pays vide pour de libres divagations et des expériences inouïes. Pays du coup vidé d'histoire et d'habitants, annulé par la transparence narcissique d'un regard qui multiplie partout leur propre image ;

2) Cette première méconnaissance a pour corollaire l'impossibilité absolue, pour eux, de se reconnaître eux-mêmes comme bénéficiaires du trauma historique qui leur a ouvert l'accès au paysage vidé de sa culture propre. C'est, paradoxalement, la même suffisance que chez les acheteurs riches de résidences secondaires, le compte en banque en moins, ce qui contribue à dissimuler, au sein même, l'identité des désirs, avec, en plus, le prosélytisme missionnaire irréversible. L'ardente conviction de se trouver aux avant-postes de l'humanité. Missionnaires de la modernité sous des formes qui la rendent subtilement méconnaissable à elle-même, et d'autant plus intolérante. Bref, nous tenons là un des avatars du malaise de la « civilisation » qui engendra, naguère, l'invention d'Oubli et les fautes coloniales. C'est aujourd'hui, l'Afrique à portée de 3 CV.

Et si ça ne marche pas, c'est encore la faute de l'autre, ce sauvage. Et s'il s'égare, plus fondamentalement, de la résistance, inconsciente, implicite, désarmée, de ce même autre dont la réalité, si malmenée, trouve encore la force de pulvériser les rêves qui le nient ?

C'est pourquoi il me vient une hypothèse furtive : en redevenant de simples résidents secondaires, nos anciens « terriens » désabusés n'entendissent-ils pas la seule livre qui soit supportable par les « gens du pays » ? Dans la mesure où elle représente un compromis entre les contraintes « esthétiques » des nouveaux résidents et les nécessités économiques des « indigènes », condamnés à vendre pour survivre. On vendra puisque la demande est pressante, mais que, au moins, les nouveaux maîtres se contentent dans leurs fantaisies de citadins déguisés, deux mots par an, en termes d'opérette. L'expropriation perd ainsi de son agression symbolique. Ils ne feront dès lors qu'ajouter aux rigueurs déjà accablantes de l'été. Allons, encore une dizaine de jours à subir et septembre nous rendra notre pays. Je le sais, j'y habite.

PIERRE GAUSSAT,
(Albi).

Que c'est peu dix ans dans la vie d'une communauté rurale. Comment s'imaginer que ce laps de temps suffirait pour réaliser, à défaut d'une intégration, du moins une cohabitation heureuse ?

Trop de « nouveaux habitants » semblent préférer les

pièces et le soleil aux êtres humains auprès de qui ils viennent vivre. La méfiance est donc instinctive, surtout lorsque le milieu autochtone est submergé. Mais retenons les conditions les plus favorables, celles qui sont fondées sur le souci des contacts et le désir d'être utiles. Encore faut-il savoir s'y prendre quand on aborde une terre étrangère. Il est évident que la première vertu est l'humilité dans le comportement. Non, ce n'est pas la bonne manière que de « leur » organiser une « fête au village » !

Elizabeth et Daniel, sur la centaine de couples de « nouveaux habitants » qu'ils connaissent, ne voient pas « une seule intégration réussie ». Or nous en voyons tous les jours, nous, enseignants dans le Gard, l'Ardèche ou l'Hérault, de ces intégrations réussies. Il s'agit des filles des fils de travailleurs immigrés (quelques fois même ces jeunes gens sont nés hors de France) italiens, espagnols, catalans, déjà portugais, et, plus rarement, il est vrai, nord-africains de la communauté musulmane (mais il y a ici aussi des cas étonnants, tels ceux de ces fils de karkis qui suivent les cours d'occitan à l'université).

Les brassages humains n'ont pas créé de difficultés insurmontables tant qu'il s'agit d'une immigration de prolétaires pour qui l'intégration signifiait promotion sociale. Certes, dans les années 30, bien des danses ont dû de devoir marier leurs filles à un Italien ou à un Espagnol, mais ces alliances se sont conclues. Et nos villages du Midi — au moins dans les plaines — comptent en réalité le quart, et parfois le tiers de leurs habitants qui sont d'origine étrangère. Qu'on veuille bien se reporter à l'annuaire téléphonique. La situation change du tout au tout avec l'installation de nouveaux habitants issus de pays méditerranéens. Même s'ils reconnaissent leurs origines, ces « nouveaux habitants » ne peuvent se défaire d'une culture le plus souvent urbaine et d'une instruction secondaire. Ils sont ainsi « riches » par leur culture que bien souvent (sopons optimistes !), ils estiment au fond supérieure à celle de leurs nouveaux voisins. Que la jeunesse passe pour l'une de ces colonies rappelant les droits traditionnels et que tout nouveau refuse avec hauteur d'y participer, c'est la cassure. Que le curé se laisse séduire par quelques cadres venant prendre en mains la réforme liturgique, et les gens du pays se sentent aussi exclus de leur propre église. Ressentiment, humiliations accumulées (il en faut peu, un simple regard suffit à long terme), demain, peut-être les inscriptions sur les murs « Gardarem lo país », une opposition qui n'est pas sans révéler, quoi qu'en pensent certains, les aspects d'une véritable lutte de classes.

Ne pas jouer aux provocateurs — non, « ils » ne veulent pas de votre maternelle-garderie — ou aux donneurs de leçons. Mais regarder, interroger, s'émerveiller, attendre quelque chose de l'expérience des gens, se préoccuper de leur culture, du passé de leur région, des associations auxquelles « ils » adhèrent (au lieu d'en constituer d'autres), alors peut-être le nouvel habitant, quinze, vingt ans après, ne sera plus « l'étranger ». Peut-être même, c'est partout difficile, sera-t-il parvenu à faire reconnaître son droit à la différence.

GERARD CHOLVY,
(Montpellier).

Notre confrère James de Coquet nous écrit, en réponse à l'article du 11 août 1980 « La franc-maçonnerie de la fourchette » : « Je fais appel à votre courtoisie pour signaler que contrairement à ce qui a été imprimé dans vos colonnes, je n'ai jamais été blackboullé au Club des Cent, pour la bonne raison que je n'y ai jamais postulé. Car la façon dont cette fausse information était présentée pouvait laisser croire à vos lecteurs que j'ai été écarté de cette société ou pour incompetence ou pour des motifs douteux. »

JACQUES STERNBERG.

JOURS D'ÉTÉ

Le « mareyant » à l'écluse

La lueur du fanal, une lampe à acétylène, éclaire la masse grise du pier, la langue de pierre sur laquelle nous trébuchons pour atteindre l'écluse. Bien couvert, la corbeille, la botte sur le dos, la trioulette et la faucille à la main, notre mareyant se hisse sur les bords de son écluse. Il est 3 heures du matin, le phare lointain de Chasseron jette régulièrement « e » écho, un vent frais nous mordille le visage. On perçoit à peine les quelques lumières du village le plus proche, Saint-Denis-d'Oleron, mais face à nous La Rochelle étincelle de tous ses feux. Un juron, une glosade, je me raccroche tant bien que mal à l'appareillage de l'écluse. J'ai failli plonger dans une coursière, le courant d'eau qui permet à l'écluse de s'échapper après la marée. Cet échouage se fait par une perçée dans les murs où l'on a installé des claies, ou bouchots en bois, dans lesquels, autrefois, on engageait des brins de tamaris afin de résister au poisson. C'est là le principe de l'écluse : une fois la mer basse, retenir le plus grand nombre de poissons dans cette vaste nasse de pierre.

Ecluse, c'est le nom que donnent les Saintongeais à la pêcherie parce que l'eau monte et baisse entre ses murs comme dans une écluse de marais. Elle est constituée d'un assemblage de pierres sèches très solidement entrelacées, les unes aux autres, sans ciment, de

façon qu'elles puissent supporter les assauts de la mer. Pour tenir l'écluse, on s'appuie sur un fond rocheux : ainsi s'explique leur nombre autrefois très important, du moins dans le nord de l'île d'Oleron, alors qu'au sud le sol trop sableux ne permet pas leur édification.

Les pierres étaient le plus souvent prises sur place en brisant les rochers, puis transportées à l'aide de civières ou d'attelages à l'endroit choisi pour la construction de cet immense piège à poissons, dont les murs atteignent 2 à 5 mètres d'épaisseur. Ces murs étaient disposés en demi-cercle de manière à appuyer solidement tout l'appareillage dans la configuration du rivage et à former un réseau d'encercllement de la grève qui se découvrait à la marée. Les murs étaient rapidement coimatisés par le sable, le mucus et les débris divers qu'apporte la mer, ce qui accentuait sa prise au littoral. L'écluse ainsi réalisée était aussi résistante qu'une digue, et si l'on prenait soin de veiller à son entretien en cas de brèches.

Un tel travail ne pouvait se faire que collectivement. On ignore l'origine de ces véritables chaînes d'écluse qui couraient le long d'Oleron ou de Ré, certaines remontent cette technique de pêche aux Romains. Pour les époques plus récentes, dix-huitième et dix-neuvième siècles, on a conservé des actes notariés qui attestent

de la vitalité de cette forme de pêche. Bien du domaine maritime, l'écluse était louée à son propriétaire et payait les impôts. Ce chef d'écluse rétrocédait à d'autres villageois des parts, un schéma ou un huitième, c'est-à-dire le droit de venir pêcher tous les six jours ou tous les huit jours à contribution de participer à son entretien. Par la suite, ce partage pouvait se compliquer dans la mesure où les mareyants s'arrangeaient pour posséder des parts ici et là ; certaines étaient quelquefois infimes, un trente-deuxième par exemple. Cette part d'écluse se léguait comme un bien ou s'achetait, parfois en hypothéquant sa maison ou sa terre.

A marée montante, l'écluse est entièrement recouverte, les poissons suivent le flot et viennent chercher leur nourriture le long des murs qui grouillent de mollusques et de vers. Lorsque la mer descend, le poisson se trouve pris. Il reste dans ce vivier en attendant le retour de la marée. Le fanal de notre mareyant fouille l'eau près des bouchots, deux loubines (bars) passent et repassent. Un coup sec de faucille, l'un des bars montre son ventre clair dans le halo de la lampe, une main vigoureuse le jette dans la corbeille. Nous continuons notre progression dans l'eau, poussant ici et là la trioulette à la recherche des meutes (meutes) blotties dans un rocoin.

Au siècle dernier, le mareyant s'éclairait avec le fanal, torches faites de roseaux et de carex qui brûlaient pendant une vingtaine de minutes. Parmi l'équipement du pêcheur à l'écluse, la faucille, appelée sabre dans l'île de Ré, était un instrument redoutable dans les mains d'un homme vir et adroit. La faucille, une simple barre de fer recourbée, venait de la forge locale ; de même la touine, si pratique pour tirer les poissons plats comme les tères, les grandes raies : « Les meilleures étaient fabriquées avec de vieilles raves de maréchal ferrant. » Quant à la corbeille, les soirs de veille pêcherait d'un faconné l'armature avec les tamaris que l'on passait dans la cendre chaude pour les torréfier. On se bricolait également une paire de bottes en cloutant sur des sabots des morceaux de cuir dont l'imperméabilité était garantie par une bonne couche de suif ou d'huile de pied de bœuf.

Après le travail des champs ou l'entretien des vignes, « on vaillait la mer » pour descendre à l'écluse. « L'écluse nous fait vivre », on disait quand du poisson, disant encore les vieux du nord d'Oleron. A la différence du sud où l'on aimait pour la pêche côtière, où l'on travaillait les huitres, tout le monde, ici, était pêcheur à pied et agriculteur : « On avait la côte, une vache, un

porc, du vin et un peu de grain. » La pauvreté voire même la misère poussaient les gens à aller pêcher à l'écluse. Le « sari » (varech) qu'il fallait souvent « cueillir » dans les vagues, engraisait vignes et céréales. Dans cette vie rude, l'écluse était une richesse à conserver : « Laisse, ils feront des petits, on aura mieux le prochain coup », me disait mon grand-père lorsque, enfant, je l'accompagnais à l'écluse. Philosophie du pêcheur à pied, ne pas tout détruire, respecter l'agencement des pierres et les remettre à leur place, laisser cette immense vie se repaître tranquillement.

Jusqu'en 1914, les écluses étaient encore nombreuses en Ré et en Oleron. Puis « la Grande Guerre » a été le commencement de leur mort. Le relâchement des années de guerre, le manque de bras par la suite ont accentué les brèches et l'ensablement. Dans les années 50, le poisson s'est fait plus rare en raison de la surpêche des chalutiers et de l'ensablement des conditions de vie ont précipité l'abandon de cette forme de pêche.

Ici et là demeurent les vestiges, à peine visibles quelquefois, de murs ensablés. Ce ne sont pas les restes des villes englouties que portent nos légendes mais les traces gravées dans le rivage d'un mode de vie disparu.

PHILIPPE JACQUIN.

CONTE FROID

La nostalgie

Né le jour des morts, il passa toute sa vie à se regretter.

JACQUES STERNBERG.

مكتبة من الكتب



POLAR/FIGENWALD

VIES

Le producteur et son cinéma

Jean-Claude Fleury était cadre de banque. Il a donné sa démission pour produire « Diabolo menthe ». Et puis a continué. Pas par amour du cinéma. Plutôt des affaires.

JACQUES BERTOIN

VOUS, les starlettes, ingénues ingénues en mal de tournages qui rêvez de vous trouver catapultées sur les écrans à partir d'une rencontre avec un personnage magique sur la Croisette, révisiez bien vos leçons si vous voulez réussir car le producteur n'est plus ce monsieur replet qui émerge d'une décapotable rutilante, noyé dans la fumée de son cigare : sa voiture a piétiné allure, et son âge est à peine plus élevé que le vôtre. S'il vous accorde un rendez-vous à la mi-journée pour travailler sur un scénario, n'attendez pas le champagne servi sur un guéridon dans le salon privé d'un grand restaurant, mais prenez plutôt soin d'absorber un petit déjeuner copieux : il faut des journées continues de dix heures, ou davantage. Enfin, si vos souhaits professionnels se trouvent exaucés et que vous pénétrez dans son bureau, ne perdez pas votre temps à chercher du regard des batteries de téléphones, des divans capitonnés et des gerbes de roses : les dossiers s'étalent sur une table à trois pieds, dans une pièce claire aux murs nus.

Jean-Claude Fleury ne soigne guère, en effet, les attributs traditionnels de son métier. Il ne tire aucun orgueil d'être l'un des plus jeunes producteurs de films français : « Le producteur, c'est le salaud, le dépendance », il est l'employeur dans un domaine où, par définition, il ne devrait pas y avoir d'employés : la création. Alors Jean-Claude Fleury, anti-producteur ? « Pas du tout », dit-il. « Je ne me raconte pas d'histoires : ma finalité, c'est la plus-value, que je privilégie à tous les niveaux de mon intervention. Expliquez-moi simplement comment on peut fabriquer des films sans argent... »

Il y a encore trois ans, il était cadre dans une banque, sans fortune personnelle, mais avec une première expérience des affaires, des « coups » comme il les

nomme, et un désir très vif de jouer pour son propre compte. L'occasion s'est présentée quand il a lu le scénario qu'une jeune scénariste, alors peu connue, avait promis en vain dans tout Paris, et dont personne n'avait voulu. Seul un distributeur y croyait, et pas des moindres : la Gaumont offrait 800 000 francs d'avance, des copies et des salles. Il fallait tourner vite, pendant les vacances scolaires, sous peine de voir le projet remis aux calendes grecques. Fleury n'a pas hésité. Avec l'argent d'un imprimeur ami, Serge Laski, qui l'avait déjà soutenu auparavant dans l'expérience avortée d'un journal, il fonde une société, à laquelle il ne demande d'autre rémunération que des parts, si l'opération réussit. Il démissionne de la banque et se lance dans la bataille avec une inexpérience totale, des fonds propres mexicains, et, surtout, une confiance absolue dans la réalisatrice et dans lui-même. Cette jeune femme s'appelle Diane Kurys, et « Diabolo menthe » a « cassé la banque ».

Pas si fou

Alors, comme à la roulette, quand votre numéro sort et que vous reportez la totalité de vos gains sur une autre case, Fleury a rejoint (avec Serge Laski), et de nouveau gagné : ça a été le Coup de Sirocco, suivi par d'autres films qui ont fait des carrières diverses : le Divorcement, la Bande du Rex, avant la Femme-enfant, premier film de Raphaële Billetdoux, qui sera projeté dans les salles à l'automne. Bref, en trois ans,

cinq chances ont été données par Les Films de l'Amie à des metteurs en scène dont c'était le premier film. Voilà qui devrait reconforter les blasés, les pessimistes : on assisterait à l'entrée en scène d'une nouvelle génération de managers, qui mettraient leur talent de gestionnaire au service de la création. Serait-ce la victoire, éminemment morale, des fous du cinéma qui se seraient rendus maîtres des outils du profit ?

Fleury n'est pas long à dissiper le malentendu : « Le cinéma, je n'en ai rien à foutre, c'est la vie qui est importante. Ce que j'aime, c'est fabriquer quelque chose. Dans la production, il s'agit de films ; mais je me verrais tout aussi bien à faire des ponts ou des routes. La Transamazonienne, par exemple. D'ailleurs, produire un film, c'est un peu comme monter une affaire immobilière : d'abord, il y a une idée, qui vient soit du metteur en scène, soit d'un auteur, soit de vous-même. On la développe, on la chiffre, on calcule le montant maximal des pertes que l'on s'autorise dans la pire des hypothèses, et on va voir nos porteurs d'affaires, exploitants, éditeurs, co-producteurs de toute nature. Cela ne sert à rien de faire cavalier seul : on se trouve dans le cadre de la grande industrie, avec de vrais patrons, qui ne sont généralement pas les producteurs. Et ceux-là, si on ne les a pas avec soi, ils viennent tuer un film, ils le tuent. C'est tout. Puis, dès que le financement est assuré, on démarre le film. C'est-à-dire qu'on ouvre le chantier. Là, je suis tout le temps sur le plateau, je vis avec l'équipe. Et, en dernière instance, tout cela ne sert qu'à une chose : que le

film se fasse. Quand il sort, je vois le voir au cinéma, comme un spectateur ordinaire, et je me dis : les histoires de fric, les histoires sordides qui jettent parfois le tournage, comme elles ont disparu derrière l'écran... »

Notre « nouveau producteur », ne confondons pas, n'a rien de romantique. Il en rajouterait presque dans le genre « dure lez, sed lez », affirmant qu'il n'a, de toute manière, pas le choix. La plus-value qu'il réalise, il la réinvestit aussitôt, en prenant de nouveaux risques. Pas question de se faire plaisir en finançant un parti perdu d'avance sur le plan commercial : « Ou alors, O.K., c'est du mécénat, mais moi, je n'ai pas de danseuse. » Par contre, chaque film est une aventure, puisque aucune prévision sérieuse n'est jamais vraiment possible. Les mêmes recettes donnent des soupes très différentes, qui sont très diversement appréciées par le public.

Cibles

Ainsi, partant du principe que le spectateur va se voir lui-même à l'écran (ou plutôt le reflet, grandi par l'art du réalisateur, qu'on lui présente), Fleury avait cru en « Diabolo menthe » : il n'y avait aucun film sur la période, qui était celle de l'adolescence des jeunes femmes d'aujourd'hui, sur leurs problèmes de bas qui filaient et de premières règles, il y a quinze ans. L'opération promotionnelle était évidente — « pour peu qu'on y réfléchisse » — et elle a donné tous ses fruits : « Anne et Frédérique » ont atteint treize et quinze

ans en 1983 ; votre âge aujourd'hui mesdemoiselles les spectatrices. Et vous, que faisiez-vous en 1963, messieurs-dames qui avez maintenant la trentaine ? Bref, on tapait dans un créneau d'à peu près 80 % du public du cinéma français... Cela a marché une autre fois avec le Coup de Sirocco, que tous les pieds-noirs sont allés voir. Et puis, coup sur coup, le Divorcement et la Bande du Rex ont connu un échec relatif, alors qu'ils visaient des « cibles » pourtant elles aussi imposantes : la population des divorcés, et celle des jeunes, des « Tricheurs » des années 80. C'est cela qui amuse Fleury, dans le cinéma, ces combats sans règles.

Quant aux réalisateurs qui ne découpent pas la réalité en tranches pour s'y tailler leur court-poinçon, mais qui parlent plutôt le langage de l'œuvre, ils n'empêchent pas Fleury de dormir : « Il y a certainement des tas de bons auteurs qui ne tournent pas. Personne ne s'en porte plus mal, ni mieux, d'ailleurs. C'est leur problème. Ils ne sont pas connus, et je ne peux même pas les plaindre, puisque je ne les connais pas ! J'ai une approche tout à fait limitée du problème : je reste sur le film que je suis en train de faire. Je n'ai pas le temps de me situer dans l'histoire du cinéma. »

Il est pourtant de notoriété publique que le cinéma français bat de l'aile, et plus particulièrement la profession de producteur. Selon Jean-Claude Fleury, au cours de ces dix dernières années, les producteurs qui représentent 15 % des investissements dans le cinéma français ont « cassé leur pipe » dans les mêmes proportions, ce qui est, tout de

même assez spectaculaire. « Mais cela ne vaut pas la peine d'en parler. Ils craquent parce qu'ils font des fautes, qu'ils ne sont pas assez vigilants, qu'ils ont des frais généraux trop lourds et sont victimes de la concurrence de la télévision. Tant pis. Cela ne m'intéresse pas, tant que je suis moi-même assez fort pour tenter les paris qui me donnent du plaisir. J'essaie de faire la part des choses entre l'impalpable que le réalisateur fixe sur la pellicule, et les billets qu'on aligne. Quand cela ne sera plus possible, je ferai autre chose... »

Ils pleurent

Il voit ses confrères paralysés par la peur. La situation du cinéma lui rappelle celle du France : patronat et syndicats se rejettent la balle, prennent les pouvoirs publics à partie, sans voir que le bateau dérive lentement dans le port. Et quand ils s'en aperçoivent, c'est pour constater qu'il n'est plus là. « Et après, dit Fleury, comme les Français sont romantiques, ils pleurent... »

Lui serait partisan d'une grève des producteurs, qui pourrait durer jusqu'à ce que reculent les grandes structures qui les étouffent, et qui ont néanmoins besoin d'eux. Mais évidemment, personne n'ose. Lui, si, par principe, y compris de dire que « pour bien des professionnels l'amour du cinéma est un bluff déployé par ceux qui se refusent seulement à vivre comme des mecs qui pointent », y compris d'affirmer que s'il investit sur des inconnus, c'est aussi « parce que leur taux de rentabilité potentiel est plus fort que celui de notoriétés plus coûteuses... »

Sa seule peur concerne ses nouveaux projets, sur lesquels il reste plus que descares : aurait-il décidé de devenir acteur ? ■

Les angoisses de Michaël

Le fou d'Athènes

GILBERT COMTE

Le passé en cassettes

OLIVIER DE LAROUSSE

INDUSTRIE

Musiques piétonnières

VALÉRIE LECASBLE

Et pourtant... A y regarder de plus près, les chiffres sont surprenants, si certains ont pu parler de millions d'appareils vendus de par le globe, la réalité est bien différente. De septembre 1979 à mai 1980, la maison mère a écoulé trois cent mille Walk Man, dont un tiers au Japon et le reste à l'exportation.

L'usine, non

On y trouve aussi des témoignages dans la valeur humaine, nous bien l'apprentissage ethnologique tel celui de cette dame née avant le siècle. « J'ai commencé à travailler à l'usine du village douze ans, et jusqu'à mon mariage... mon père m'a enrôlée parce que nous étions nés de pauvres, il n'y avait pas moyen de faire autre chose. » Elle dit : « L'usine est passée et m'a dit : « Petite, cache-toi derrière la turbine, parce que l'inspecteur du travail va passer et tu n'as pas l'âge... » On commençait le matin à six heures et on s'arrêtait quelques fois à onze heures le soir quand y avait des commandes... lui, Monsieur, ça était dur, ça était dur en temps-là, on ne mangeait pas toutes les bonnes choses qu'on a maintenant... on est trop heureux, monsieur, enfin non, on n'a pas dit cela. On mangeait des chaldaignes et de la soupe. On avait quelques poules, mais c'était pour les porter au marché, pour les vendre au marché. On vivait quand même mal, ne portez pas de l'usine, je préfère travailler la terre. »

Témoignages sur une pauvreté ancestrale et déjà presque oubliée. Le tiers-monde commence dans le Sud-Ouest, nous dit-on ici.

Beaucoup de ces témoignages livrés en patois périgourdin ou sarladais sont aussi la redécouverte d'une langue rejetée.

Plusieurs ont redécouvert une personnalité également rejetée. Exotisme, régionalisme ? « S'enfoncer dans la profondeur d'une conscience collective est aussi une manière de connaître le monde. Plus on est local, plus on est universel », explique Albert Puig.

En France, le FNAC les a commercialisés la première et est venu vendre six cents depuis le mois de janvier dernier grâce à des importations parallèles. Sony France, démarquant avec un train de retard, s'est depuis rattrapé : quatre mille Walk Man écoulés depuis le début du printemps. Astralume, plus lourd et plus cher, s'est lui mal vendu, bien que sa qualité d'écoute soit comparable. Alfa en est à ses premiers balbutiements.

Ce qui fait... quatre mille six cents Walk Man pour l'ensemble du territoire français sur une période de six mois. Il serait donc prématuré de parler de phénomène de société.

« Les gens qui veulent acheter un Walk Man se repèrent dans le loia, raconte un vendeur de la FNAC. Ce n'est pas n'importe quel jeune, c'est celui qui a les trente-cinq ans. distributeur de films, qui utilise ces appareils depuis deux ans, explique, sourire aux lèvres, que « pour réussir dans la poudreuse, c'est le ski ».

Il a tressauté. Le jogging, la moto, le cheval. Le décaplane : rien à faire. Cet appareil est trop lourd, l'engin trop fragile. « C'est un gâchis imparfait qui doit on se lasse vite, poursuit-il, servir over le top ».

Bien sûr, il reste la marche à pied ou le pafin à roulettes, qui fait déjà fureur à New-York ou à Los Angeles, qui démarre à Paris. Une autre façon de se promener... Et Sony est très fier de sa « ligne directe ». Sur le lecteur, on peut brancher deux casques, et il suffit d'appuyer sur une touche pour rétablir la communication avec son partenaire. Une autre façon de flâner.

Certains peuvent voir dans cette folie de la musique en stéréo, utilisant un matériel miniaturisé et allégé, une tendance fondamentale et irréversible des comportements modernes. Mais il est un peu tôt pour affirmer que cette mode, lancée par quelques privilégiés, survivra longtemps.

En attendant le prochain gadget né de l'imagination d'un P.D.G. à la recherche d'un « paradis ».

VERDURE

La France jardine

Il se crée chaque année plus de deux cent mille jardins. Les légumes et le gazon sont les deux mamelles de la nouvelle France verte. Les fabricants de motoculteurs et les propriétaires de « garden-centers » se frottent les mains.

RICHARD CLAVAUD

Le jardinage, aujourd'hui, ça fait partie de l'industrie des loisirs. Pour Paul Selinger, jardinier professionnel dans l'Essonne, quarante ans de métier, le jardinage a beaucoup évolué. « C'est devenu du loisirisme », dit-il. « Avec mon tracteur, qui date du plan Marshall, je fais mes onze hectares, alors que des amateurs qui ont un demi-hectare sont mieux équipés que moi. »

Qu'est-ce qui a donc changé ? 240 000 nouveaux jardins ont été créés chaque année entre 1968 et 1977. Certaines revues spécialisées proposent à leurs lecteurs des voyages vers des jardins à l'autre bout du monde. Plus près de nous, des comités départementaux du tourisme, comme celui de l'Aveyron, organisent des « vacances jardinage ». L'édition suit le mouvement, quand elle ne le précède pas. En moins de dix ans, le Guide Claude du jardinage a atteint le millionième exemplaire. Les groupes de presse spécialisés multiplient revues, numéros spéciaux et encyclopédies. Les tirages se portent bien. Un des plus importants mensuels de jardinage est passé de 150 000 exemplaires en 1965 à 350 000 aujourd'hui.

La radio s'intéresse aussi à la question. Sur France-Inter, Michel Lils, dit Moustaches vertes, répond tous les dimanches matin aux questions des jardiniers amateurs. Sur Europe 1 et Antenne 2, l'homme de l'art est Nicolas, jardinier de métier et responsable de la Maison rustique, une maison d'édition spécialisée dans la littérature verte.

Le jardinage est devenu un phénomène de masse. Selon une étude de l'association Promojardin (1), il y a, aujourd'hui, 11 500 000 ménages qui jardinent, et le chiffre d'affaires du jardin amateur (à l'intérieur et à l'extérieur de la maison) a atteint 9,8 milliards de francs en 1978.

Ce boom a suivi le développement de la maison individuelle. Contrairement à certaines idées reçues, les résidences secondaires sont très minoritaires dans ce phénomène. Elles ne représentent que 12 % du parc immobilier avec jardin, alors que 9 millions de résidences principales ont leur carré de verdure. Les programmes officiels prévoyant la construction de deux cent cinquante mille maisons individuelles chaque année jusqu'en 1986, le mouvement devrait encore s'accroître.

Fuyant l'habitat collectif et le béton, les Français cherchent un antidote à la morosité en se mettant « au vert ». Installés dans leur nouvel univers pavillonnaire, lourdement encadrés, ils doivent parfois reconstruire l'aménagement de leur temps libre. Le jardinage vient alors concurrencer d'autres loisirs à priori plus coûteux, et même les départs en vacances.

D'après une enquête, qu'a réalisée Promojardin, sur une durée de sept ans, auprès de huit mille visiteurs du Salon du jardin, 86 % des personnes interrogées considèrent le jardinage avant tout comme un loisir (il faut cependant tenir compte du fait que le public du Salon du jardin n'est pas représentatif de l'ensemble des Français qui jardinent). Pas étonnant que M. Jacques Doyon, président d'honneur de cette association, soit confiant pour la profession : « A court terme, écrit-il, on envisage l'aménagement des horaires de travail, ce qui veut dire, à brève échéance, la réduction réelle du temps de travail : il y aura forcément, de la part des travailleurs, des choix à faire pour occuper leurs loisirs. Je pense que le jardinage fera partie des options, je pense aussi que les gouvernements auront recours à des moyens de stimulation publicitaires pour canaliser les énergies inemployées

vers des activités pacifiques de ce genre. On peut même rêver d'un ministère du jardin... » L'article 10 de la Charte de la qualité de la vie a déjà prévu d'« encourager la création de jardins familiaux ». Si l'on s'en tient au « il faut cultiver notre jardin » de Claudel et à l'expiation qu'en donne le dictionnaire Robert — « travailler sans perdre son temps à des spéculations », — il est clair qu'industriels et gouvernants ont intérêt à faire l'union sacrée autour du motoculteur et de la tondeuse à gazon. Jardinez, nous ferons le reste.

Le mouvement écologiste joue aussi son rôle dans le développement du jardinage. Bien qu'il prône le retour aux méthodes traditionnelles, faibles consommatrices de machines et d'énergie et hostiles aux traitements chimiques, ce mouvement est l'enfant chéri des industriels. Le Français moyen se transforme en « écologiste » du week-end avec sa tondeuse, dont le niveau sonore a été limité par un arrêté du ministère de l'environnement, ou son compost en sac plastique. Les industriels se frottent les mains : « dans le secteur des produits chimiques biologiques (sic), on a enregistré une demande croissante de produits en association : engrais combinés avec insecticides ou herbicides, notamment » (l'Officiel du cycle, du motocycle et de la motoculture, octobre 1978). Côté écologistes on n'est pas moins optimiste sur les vertus du jardinage, comme en témoigne le numéro d'été du Sauvage (2), consacré au jardin « modèle de gestion du monde » : « Pour en finir avec la famine, la guerre, l'économie de marché, le technocratie glaciariste ou racarrien, la pollution, l'industrie, le chômage et la peste, il faut envisager une solution jardin ». Le salut par le jardin, le poëma. Mais si les industriels sont reconnaissants envers les écologistes, la réciproque n'est pas vraie. Ceux-ci condamnent le week-end-tondeuse, les jardins professionnels des troènes et la récupération du besoin de contact avec la terre par l'industrie. « Faudrait-il, après les ordinateurs, dynamiser les garden-centers ? », s'interroge Pierre Lénigand dans ce même numéro du Sauvage.

La guerre ?

On imagine avec horreur une guerre du jardin. Le recrutement des troupes serait pourtant facile à faire. D'un côté les jardiniers « traditionnels », écologistes ou non, plus intéressés par les légumes que par le gazon. Bien documentés et peu influençables, ils produisent plus qu'ils ne consomment. Parmi eux, les « vieux » jardiniers, ceux qui ont connu la guerre et les privations et pour qui le motoculteur représente un grand progrès. Ils achètent une machine simple et bon marché qu'ils rentabilisent au maximum.

D'après le responsable d'une jardinerie toulousaine « il est impossible de les conseiller efficacement. Ils connaissent suffisamment leur affaire et reportent avec l'article qu'ils sont venus chercher ». Les commerçants tiennent à cette catégorie de clientèle pour sa fidélité, en particulier pour les légumes et les produits du sol. Mais ils préfèrent les « nouveaux », ceux de l'autre camp, qui ne connaissent rien à la question. « Ce sont parfois des débutants », constate Charles Pollet, directeur des établissements Desmaris, une importante pépinière du Sud-Ouest, « des jeunes qui ne savent pas quelles graines potagères ou quelles plantes ils vont acheter. Ils sont très ouverts aux suggestions ». Amateurs plus que jardiniers, ils consomment beaucoup et sont les principaux clients de la motoculture. Très individualistes, ils veulent leur matériel. Pour Antoine Granja, industriel de la



motoculture de plaisance installée près de Toulouse, il est impossible de leur conseiller des achats collectifs. « Quand ils veulent un motoculteur et qu'ils le trouvent cher, nous leur conseillons parfois de se grouper avec leurs voisins. Pas question. Ces gens, récemment installés dans leur maison individuelle, en ont « ras-le-bol » de la collectivité. Ils préfèrent avoir leur machine, même si elle ne sert que dix heures par an, que de partager avec le voisin. » C'est grâce à eux qu'on peut se développer les garden-centers ou jardineries (un mot entré dans le dictionnaire en 1974).

Ce type de commerce, apparu au début des années 70, est aujourd'hui très prospère. Il a très bien adopté les méthodes de vente des grandes surfaces : prix « discount », promotions, annonces sonores sur le mois de la tondeuse ou du parasol et chariot spécial pour transporter ses achats de plantes. On y trouve parfois une « animalerie », où l'on peut acheter un minuscule poisson rouge.

100 % français

Le client doit se retrouver dans l'univers familier du consommateur de masse. Certains professionnels s'en réjouissent, comme Daniel Puibouche, qui écrit dans un numéro de la revue Spécial Circuits (3) consacré à l'implantation des jardineries : « Si le garden-center aujourd'hui s'est aussi bien modelé, c'est en partie dû au professionnalisme et à la clairvoyance des dirigeants, mais aussi à la « courbe des réponses » de la clientèle. » Le commerce moderne a habitude la clientèle à faire ses achats groupés qu'elle emplit dans un caddy. Cette habitude s'est prise également dans le domaine du jardin. Le client va aujourd'hui vers le garden-center pour un achat précis et il en ressort avec quatre ou cinq fois plus d'articles qu'il n'en avait

prévu initialement. (...) L'achat d'impulsion a déjà dépassé l'achat raisonné. (...) La clientèle vient maintenant sur ce type de point de vente pour se faire séduire. »

Pour le seul jardin amateur d'extérieur, le chiffre d'affaires a atteint 7,8 milliards en 1979. C'est le secteur mobilier et décoration qui progresse le plus. Il représente aujourd'hui 26 % des ventes. Le jardin devient l'extension naturelle de la maison, et on dépense presque autant pour le salon de jardin que pour les légumes qui ne représentent que 30 % des ventes. La motoculture, un peu en baisse par rapport aux années précédentes, représente encore 19 % du chiffre d'affaires total. Entre 1972 et 1978, le chiffre d'affaires des fabricants de motoculteurs a quadruplé, alors qu'il n'a que doublé pour l'ensemble du machinisme agricole. Au niveau européen, elle détient aujourd'hui la moitié du marché de la motoculture de jardin et d'espace vert.

Certains industriels ont su exploiter le créneau au bon moment. Distributeur de matériel il y a dix ans, Antoine Granja s'est hissé dans le peloton de tête des constructeurs français. Sur une affiche de sa société, un motoculteur bleu, blanc, rouge. Légende : « 100 % français ». Un argument qui touche la clientèle. Sur une autre, c'est le côté sportif qui est mis en valeur en la personne de Jacques Lafitte. Sport encore avec l'équipe de football Granja Motoculture Sport, qui a disputé cette année la finale de la Coupe de France corporative contre les municipaux de Montpellier. Le chiffre d'affaires de l'entreprise progresse régulièrement de 30 % par an.

Ce succès vient en partie de son implantation en Haute-Garonne qui détient le record de France des ventes de tondeuses autopropulsées (384 unités en 1978), numéro deux pour les motocul-

CATHERINE FAURE

teurs (3348 en 1978), et numéro quatre pour les micro-tracteurs (87 en 1978). Vient ensuite les Yvelines, l'Eure, la Seine-Maritime et le Nord. Les raisons du succès de la motoculture dans ces départements sont de deux ordres. Dans la Haute-Garonne, il paraît lié au développement autour de Toulouse d'industries de haute technicité (aéronautique, électronique), installées en banlieue. Les cadres ont leurs maisons dans la verdure, entourées d'une pelouse style Beverly Hills, qui nécessite l'achat de matériel. Autour de Paris, le même phénomène existe, mais il touche également d'autres couches de population, toutes aussi prêtes à investir dans le jardinage. D'après Circuit jardin, « la tondeuse est entrée dans les mœurs et les acheteurs de deuxième ou de troisième main sont de plus en plus nombreux ».

Dans le Nord, le phénomène a des origines différentes. D'après Serge Vadé, chargé de relations avec la presse aux établissements Clause, « le jardinage est une vieille tradition dans le Nord, par nécessité économique. Beaucoup d'ouvriers sont obligés de compter sur le jardin pour améliorer leur niveau de vie. Et même s'ils ne bénéficient pas du climat du sud de la France, ils produisent autant grâce à leur travail ». Pour les industriels du Nord, le jardin populaire était aussi une forme de contrôle social. L'ouvrier qui cultivait ses salades obéissait à l'atmosphère de la mine ou de l'atelier et s'épargnait les « mauvaises rencontres » du bistrot. Tout le monde y trouvait son compte et aujourd'hui, pour d'autres raisons, l'implantation de ces jardins progresse (4).

Avec la montée du chômage, le côté alimentaire du jardin a tendance à s'accroître. La conjoncture économique favorise aussi l'apparition d'un nouveau type de matériel : on achète des tronçonneuses pour stocker son bois, ou des pompes à eau car l'énergie et l'eau sont devenues coûteuses. Toutefois, les ouvriers ne représentent que 24 % des personnes qui jardinent contre 42 % pour les autres professions et 34 % pour les non-actifs. Un architecte d'une société immobilière, qui participe à la construction de villes nouvelles dans

les Yvelines constate une évolution dans les us et coutumes qui régissent les rapports de voisinage entre propriétaires : « Jusqu'à une date récente, dans les lotissements, il était interdit d'installer des plantiers des tomates et des « des dans son jardin. Aujourd'hui, les cahiers des charges sont plus élastiques. Ils n'exigent que le « jardin avant », laissant libre l'utilisation du « jardin arrière ». Nous ne sommes plus en période d'abandon... »

Au niveau national, la surface réservée au potager est passée de 40 à 46 % de la surface totale du jardin entre 1975 et 1978. Les jardiniers amateurs assurent encore 30 % de la production nationale de légumes. Un chiffre qui n'inquiète pas M. André Fourrel, du Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes : « La part d'autosubsistance est en baisse depuis la dernière guerre. Si la crise s'accroît, la tendance pourrait s'inverser, mais, pour le moment, la grande majorité des jardiniers amateurs ne produisent pas sur des critères de rentabilité. » Plus que le porte-monnaie, c'est le palais qui l'emporte : les légumes du jardin n'ont pas de prix, même quand le jardin se trouve dans la résidence secondaire. Pour ce Toulousain, qui jardine dans sa résidence secondaire, en Ariège, et qui fait 200 kilomètres aller-retour pour récolter ses tomates, le bénéfice n'est pas évident. « Tes tomates, elles nous coûtent cher », commente son épouse.

Si la surface réservée aux légumes a augmenté, il en est de même pour celle qui est consacrée au gazon : elle est passée, dans la même période, de 30 à 39 %. Dans le pourcentage total, c'est la part réservée aux massifs de fleurs qui a baissé. Les deux catégories de jardiniers, ceux qui font du jardin d'agrément et ceux qui font du potager, sont donc en progression.

Sans terre

Les produits s'accumulent sur les étagères des marchands du coin de la Mégrisserie à Paris : cinq types d'engrais : pour les tomates, les fraises, les géraniums, pour tous les légumes, toutes les fleurs ; de même pour les produits de traitement. Nous sommes même entrés dans l'ère du gadget : coupe-bordures à batterie, gazon en plaques et limiteur de pousses pour gazon ou haies. Dernier-né des « nouveaux produits », la culture de plantes sans terre. Il suffit de remplir un pot de billes d'argile expansée, d'y déposer une plante « pré-cultivée » et d'arroser généreusement de fertilisants pour que ça pousse. On maîtrise les excès de la nature et on jardine sans se salir les mains !

La publicité développe surtout deux types d'arguments de vente : le gain de temps que permet la mécanisation et le « standing ». L'arrosage automatisé permet de gagner « du temps pour jouer à la pétanque », la tondeuse libère pour faire la sieste, le barbecue et le parasol sont indispensables pour « vivre mieux », l'abri de jardin permet de ranger les outils et d'épater les amis... La femme sert de faire-valoir dans certaines publicités, par exemple pour la tondeuse, la tondeuse passe souvent par l'argument de la voiture : « Partez en tondeuse », « Trois vitesses, frein à disque... » Cette image répond à la préoccupation de certains clients. Un couple qui hésite entre deux modèles de micro-tracteur finit par se décider quand il remarque qu'un des modèles démarre avec un lanceur et l'autre avec le clé de contact. Madame commente : « Ah non, je ne veux pas de ficelle ! Je veux un truc comme une voiture. Tu tournes la clé, ça démarre... » Coût du micro-tracteur : 9 000 F. Mais une belle pelouse, cela n'a pas de prix.

(1) Promojardin : Association interprofessionnelle pour la promotion du jardinage et l'amélioration de l'environnement de la maison, régie par la loi de 1901. Organise chaque année le Salon du jardin, 43, rue de la Brèche-aux-Loups, 75012 Paris. Tél. : 340-73-37.
(2) Le Sauvage, n° 71, 616-88, 11, rue d'Aboukir, 75002 Paris. Tél. : 369-36-81.
(3) Spécial Circuits, décembre 78, Editions Promopress, 23, rue Bayard, 75008 Paris. Tél. : 226-53-60.
(4) Voir « Jardinage » à Belfort 2, dans « Le Monde Dimanche » du 11 mai, et la brochure du ministère de l'environnement : les Jardins familiaux.

TOSCANE

Hongkong à l'italienne

Prato et ses douze villages satellites ont su profiter de la crise du textile. A l'italienne. Avec ce qu'il faut de « combinazione » et en donnant libre cours au « génie » local.

VÉRONIQUE MAURIS

Un carmin éclatant, un bordeaux subtil et doux, un rose tyrien, un orange presque éteint sous la lumière froide de la verrerie : les tas gonflent imperceptiblement autour du trieur, assis à même le sol, silencieux, concentré. Dextérité appliquée, précision. Le vieil homme hésite à peine. Retient un violet égaré, palpe un chiffon, le rejette derrière lui. Du synthétique. « Nous ne faisons que de la laine ».

De la laine, il y en a partout. En balles, en sacs mal ficelés, en tas, en bacs, en cartons. Pull-overs, vareuses, bonnets, chemises, en tout 3 millions de kilos de chiffons crasseux, déchirés, hors d'âge ou parfois presque neufs s'entassent dans les vastes hangars, pleins à craquer. Ramassés dans le monde entier par les collecteurs patentés — églises, œuvres de charité, associations, marchands, etc. — ils arrivent par containers entiers.

Fin des chiffonniers de pape ; « chand' d'hôits » est bien mort, les fripiers d'aujourd'hui ont nom « négociants en matière première », portent beau et pratiquent à très grande échelle un commerce international des plus fructueux. Il n'est que de voir M. Rosatti, deuxième du nom, heureux jeune patron d'une des plus grosses affaires de négoce de Prato, capitale mondiale de la laine cardée, La Mecque du chiffon. Douze salariés, 2,5 milliards de lire (17,5 millions de francs français) de chiffre d'affaires, une réputation solide de cinquante ans d'expérience, il n'a vu qu'un problème : ne pas grandir trop vite ! Éléance discrète et sportive, anglais parfait, assurance tranquille, notre négociant renie décidément toute attache avec la légende. « Je suis le banquier de la matière première », dit-il. Bigre !

C'est qu'à Prato, on ne badine pas avec le chiffon. Grâce à l'art consommé, unique au monde, de ses transformateurs, le chiffon est l'un des secrets — jalousement gardés — de la réussite étonnante de cette petite ville toscane devenue depuis dix ans le premier centre italien et l'un des tout premiers mondiaux du textile. Triés, mijotés dans l'acide, débarrassés des doublures, des fils et des boutons, puis déchiquetés, lavés, parfois teints, pressés en balles compactes, les précieux chiffons retrouvent une seconde jeunesse pour devenir cette « laine mécanique », moitié moins chère que la laine « vierge », qui, une fois cardée, filée puis tissée entre pour près de la moitié dans les flanelles colorées dont l'industrie pratéenne inonde le monde.

Calvinistes, matérialistes, opportunistes, Prato et ses douze villages satellites pratiquent l'industrie lainière comme une ascèse, presque une religion. Sans plus d'égard pour l'arbitraire que pour l'histoire, la culture, l'esthétique ou l'art de vivre, ce Hongkong à l'italienne vit comme haïent ses métiers, comme tournent ses broches — seize, dix-huit, vingt heures par jour, — fébrilement, bruyamment, sans autre souci que d'amasser records et bénéfices. Là tout n'est que désordre et saleté, laine, bruit et production. Une verrerie industrielle sur le nez de la Toscane ; tout le contraire de Florence, si proche, jumelle pourtant par la taille et la superficie. Quand l'une aligne clochers et dômes, l'autre recense broches et métiers. Quand Florence étouffe sous les cars de touristes, Prato s'engorge de quelque quatre mille camions quotidiens.

Bérets et fez

Inclassable, échappant à toutes les moyennes régionales, cette petite poche laborieuse, coincée entre la plaine toscane, les contreforts des Apennins et le fleuve Bisenzio, rassemble plus de la moitié des entreprises, près d'un tiers des emplois et les trois quarts des fuseaux du textile italien. Championne toutes catégories de la croissance et de l'efficacité, elle file à elle seule la moitié de la production mondiale de laine cardée, exporte chaque année plus de la moitié de sa production et, au train actuel, double son chiffre d'affaires tous les trois ans ! Trois cent mille habitants, 150 zones industrielles sur 700 kilomètres carrés, la densité de la population atteint presque le triple de la moyenne régionale, la densité industrielle, ne se compare pas.

La population active recensée, pour 10,1 %, travaille dans l'industrie. Le textile, à lui seul (dix mille ateliers, cinquante mille trois cents salariés), représente les trois cinquièmes des usines et la quasi-totalité des effectifs (90 %). Mono-industrie écrasante omniprésente, elle a forgé l'agglomération à ses exigences. Chiffons, laines, bobines, métiers, on ne voit que ça. Dans les rues grouillantes de camionnets, de breakes, de tripiéres croulantes sous les balles. Dans les cours. Dans les hangars. Dans les garages. Dans les milliers d'ateliers de toutes tailles éparpillés du cœur de la ville au fin fond de la campagne.

D'où vient cette frénésie, cette passion ? Silence, embarras,

marmonnements. Personne ici, à vrai dire, ne semble s'être vraiment soucié de l'histoire, trop absorbé par le tourbillon de la vie. La tradition artisanale remonte au Moyen Âge. Ça, on en est sûr. En cet état péle-mêle, sans conviction, l'abondance et la pureté des eaux, la proximité de Florence, l'importance des courants commerciaux reliant la métropole régionale à Pise, à Bologne, à Gênes et au nord de l'Italie, qui sont tous soupçonnés d'être à l'origine de la vocation manufacturière précoce de Prato.

On sait aussi que, au quatorzième siècle, Prato est déjà spécialisée dans la fabrication des bérets en feutre de laine, les fez musulmans notamment. Et puis que, à la fin du siècle dernier, une poignée de grosses entreprises intégrées s'installent et se développent, s'inspirant des techniques britanniques de filature et de recyclage des chiffons. Cette industrie traditionnelle, cantonnée dans les flanelles classiques, résiste mal aux crises. Celle qui, au début des années 50, frappe l'Italie, l'exporte définitivement. L'une après l'autre, les grandes entreprises à cycle complet s'effondrent.

Une chance ! Pour les Pratéens, l'histoire semble démarquer à cette époque. Car, à partir de là, presque par hasard, Prato va découvrir sa vocation. L'éclatement des structures traditionnelles va, peu à peu, donner naissance à un système original, probablement unique au monde, si bien adapté aux mentalités, au « génie » italien et aux exigences du marché, qu'il en est devenu loi une sorte de doctrine dont les règles, les mythes, les articles de foi, abondamment disséminés, font l'objet de commentaires infinis.

Les ouvriers menacés de chômage rachètent les machines vendues à la casse par leurs anciens patrons et s'installent à leur compte, en se spécialisant dans telle ou telle phase du cycle de production dont ils possèdent la technique. Dans les cours, les hangars, les ateliers fleurissent.

L'« impannatore »

Les plus malins, les plus téméraires, ou les plus fortunés — quelques anciens patrons faillis entre autres — se reconvertisent. Les tâches de production, les machines, sont laissées aux exécutants qui travaillent en sous-traitance. Eux se chargent de la coordination, de la conception, du contrôle et de la vente. Ainsi, naît la race des « impannatori », figures originales de l'industrie pratéenne, à mi-chemin entre le négociant et l'industriel. Des « patrons » sans usines, sans machines et sans ouvriers ! Sans risques ? Non pas. C'est l'époque où la mode, en se démocratisant, devient produit de grande consommation et révolutionne le monde du textile. Prato se lance dans la bagarre. Des flanelles classiques, grises ou noires, on passe aux tissus « fantaisie », carreaux, rayures, tweeds, légers ou boursins, multicolores et épiqués. Et c'est l'impannatore qui assure tous les aléas de la vente.

C'est lui qui prospecte, qui conçoit la collection, qui schématise la matière première et la fait transformer, selon ses besoins, par une multitude de sous-traitants (quarante, cinquante, soixante ateliers), qui contrôle la qualité du produit, fixe son prix, le vend et... empêche l'essentiel de la valeur ajoutée (30 %). S'il se trompe, s'il rate une collection — c'est courant, — il n'entraîne dans sa chute que lui-même et les quelques salariés nécessaires pour le secourir dans ses tâches de gestion. Les exécutants — artisans pour la plupart — n'en ont cure qui se gardent bien, en général, de mettre tous leurs œufs dans le même panier. « Jamais plus de 40 % du travail avec le même donneur d'ordres », cette règle est d'or dans tous les ateliers de Prato. Si l'un échoue, un autre le remplace.

Dès la fin des années 60, le « système » a amplement prouvé son efficacité. Tandis que le textile, partout en Europe, venait au choc de la concurrence asiatique, Prato éclatait d'une bonne santé insolente. De 1951 à 1961, la population active dans l'industrie a augmenté de 50 % ; de 1961 à 1969, elle a augmenté encore de plus du tiers, tandis que le nombre des ateliers est multiplié par 2,5. En trente ans, la population de la ville a doublé, le nombre des logements a augmenté de 176 %. Enfin, de 1963 à 1979, Prato a multiplié ses exportations par 14. Out !

Dans cette course à la prospérité, le système a quelque peu perdu de sa pureté, originale théorique. Les artisans ont grossi, devenant, parfois, de petits industriels, et la taille moyenne des ateliers s'est accrue. Un certain nombre d'impannatori ont intégré des activités de production (filature surtout). De nouveaux produits se sont développés : laine peignée (pour le tricotage), bonneterie, fourrure synthétique, etc.

Surtout les entrepreneurs, industriels ou artisans, se sont organisés, tentant, par l'action collective, de compenser les inconvénients du système. Globalement, pour « les règles de base », demeurent valables les principes qui ont permis de revenir au schéma traditionnel et d'apaiser, quelque soit leur taille, des structures « éclatées » gravitant autour d'une maison mère de taille limitée.

Tout faire

Résultat ? Un imbroglio, une pagaille d'autant plus hermétique et troublante pour le profane que les Pratéens, prolifiques et contents d'eux, rajoutent pour faire mieux, tel un trait, à un détail, glissent sur les prévisions générales et confondent description et apologie, embrouillant comme à plaisir leurs malheureux lecteurs. « Des statistiques ? Mais nous avons déjà donné une moyenne ». Et on vous calcule une production annuelle à partir de chiffres d'importations : « A une lire de marchandises importées correspond en moyenne... », dont on réduit les effectifs salariaux, et donc le nombre d'entreprises. Et alors donc !

Royaume de l'économie immergée de la fraude, du travail au noir, le Prato ? Que n'a-t-on pas dit là ! La main sur le cœur, l'œil humide, la tête haute, on jure que... et puis non, d'ailleurs on ne jure pas. On montre les tarifs, les fiches, les ordinateurs. Et oui, tout est là, et c'est sans doute le plus surprenant.

Dans ce paradis de la combinaison, de la concurrence et de la libre entreprise, les tarifs, tous les tarifs sont liés et publiés chaque année de manière que les salaires des ouvriers. Mieux encore, l'union industrielle de Prato gère sur un ordinateur central les fiches de paie des salariés de deux cents de ses adhérents ! L'association des artisans, pour ne pas être en reste, tient à jour tous les dossiers fiscaux, sociaux, comptables de ses membres. Mieux : les deux associations négocient avec les banques l'enveloppe des prêts et les taux d'intérêt privilégiés, qu'elles répartissent ensuite au mieux entre leurs membres. Salaires, prix, taux d'intérêt, les règles du jeu sont donc les mêmes pour tous.

La concurrence existe pourtant, et diablement efficace. A tous les stades de production, du plus gros au plus petit, chaque entrepreneur cherche à produire plus, mieux et au prix le plus compétitif. La différence se joue sur le service, les délais, la qualité d'exécution, la spécialisation, etc. Résultat : un dynamisme, une souplesse, une rapidité et une productivité exceptionnelles. Sans cesse de nouvelles entreprises se créent, remplaçant les perdantes, ou découvrant de nouveaux « créneaux », de nouveaux produits. « Les ouvriers restent de trois à dix ans dans les entreprises patronales, puis ils créent leur propre entreprise », explique un banquier de la place.

Souplesse des structures égale souplesse de la production. « On peut tout faire à Prato », se vantent les intéressés. C'est presque vrai. Ayant renoncé à programmer une demande capricieuse, les entrepreneurs pratéens peuvent lancer et « sortir » en quatre, six, huit semaines d'importer quel produit textile qui demandera ailleurs six, voire huit mois de délai.

Enfin, benefit majeur du système : l'industrie pratéenne abaisse des niveaux de productivité qu'inquiète seulement — et encore ! — la concurrence chinoise, ou celle de l'Italie du Sud ! La spécialisation des té-

ches et des produits, poussée ici jusqu'à la caricature, joue beaucoup. Un certain artisan n'a, par exemple, d'autre tâche que d'ôter les restants de doublure. Il travaille sur place, dans l'atelier de déchetage, et adresse la facture au propriétaire des chiffons. Il traite ainsi au dix à douze heures, sans autre instrument qu'une paire de ciseaux, de 10 à 50 quintaux de chiffons et gagne... de 200 000 à 300 000 lire par jour ! « A ses propres risques, sans garantie d'emploi ni assurances sociales », précise l'un de ses employeurs. A faire rêver le C.N.P.F.

« Auto-exploitation »

Travail au noir ? Cette expression barbare a été astucieusement remplacée par un mot du cru : « auto-exploitation », qui est de règle au sein des familles d'artisans. Les ateliers, pour la plupart attenants aux logements, tournent presque en continu, et, pour faire la « soudure », le neveu, le frère, le fils, voire la femme du « patron », font office de contremaître, d'ouvrier, de mécanicien, sans compter la peine ni les heures. Dans l'industrie, les ouvriers ne sont d'ailleurs pas non plus chichés de leur énergie, et les heures supplémentaires, notamment le samedi, sont si courantes que les syndicalistes ont fait leur objectif prioritaire de « maintenir les heures de travail le plus possible dans les limites prévues par les contrats : 150 à 160 heures supplémentaires par an ». En réalité, on dépasse allègrement le double ou le triple.

Enfin, Prato est le premier marché mondial pour les machines textiles. Curieux, dynamiques, alignés par la concurrence, l'entrepreneur pratéen est à l'affût de toutes les nouveautés, quand il n'innove pas lui-même, en « tentant l'impossible » pour satisfaire un client capricieux. « Quand il y a une machine neuve dans le monde, le premier à l'acheter est de Prato, même sans réfléchir », assure le directeur du centre technique de recherche textile. Prato a créé depuis quelques années sa propre industrie mécanique, encore modeste mais caractéristique de l'état d'esprit ambiant. L'électronique commence-elle à séduire ? Aussitôt vient se créer une place pour une entreprise fabriquant des pièces électroniques pour l'industrie textile. Productivité, innovation, font loi. Le taux d'investissement

atteint ici en moyenne, selon un banquier, 30 % l'an, soit le même niveau qu'en Allemagne fédérale, et souvent plus que le taux de profit.

Système idéal ? Il n'est jusqu'à la municipalité — communisme — qui ne soit prêt de le reconnaître. « D'un point de vue strictement industriel... » Pas d'épines dans ces roses-là ? On en trouverait sans doute sans peine... mais les Pratéens nous ont devancés et trouvés parés à presque toutes les objections. Un marché étranger inexploitable pour les P.M.I. même italiennes ? On forme un consortium de 100, 200, 300 membres, on organise une mission, une foire, on constitue une banque de données, on déniche des agents, puis chacun pour soi... La pollution du fleuve devient-elle insupportable ? Une nouvelle association, constituée en filiale de l'union industrielle, participe à la création, avec la municipalité, d'une station d'épuration fluviale neuve, etc. « La vie associative est intense », rétorque la municipalité, partie prenante d'un système triangulaire — industriels, syndicats, élus locaux — redoutablement efficace pour éliminer tout obstacle au développement de Prato.

Pas ou peu d'épines donc... C'est que le système, parfaitement adapté, fonctionne pour le bienfait général, assure en chœur les industriels. Faut-il des preuves ? On retrouve pour le coup, le goût des statistiques : 52 % des Pratéens possèdent un téléviseur, 70 % d'entre eux sont propriétaires de leur logement. Le chômage n'existe pas, ou presque. Le travail noir non plus, ou presque (sic). Les banquiers sont heureux, les chefs d'entreprise aussi, qui refusent de trop grandir. Une situation d'équilibre presque parfaite.

On croirait rêver, n'était la ville Sale, grise, défigurée par les ateliers sauvages, défoncée par les camionnets. Et puis une paille : 10 000 accidents du travail en 1979, dont 500 ont eu des conséquences définitives. Certains ouvriers gagnent ici 1 million de lire par mois, mais ils y laissent trop souvent, par un pommou, brûlé par les vapeurs d'acide, qui un doigt, pris dans les cardes, qui l'ongle, — 80 % des salariés du tissage parvenant à la retraite sont sourds... « Auto-exploitation », le mot est, paraît-il, révélateur. Il résume peut-être que, enriement un nombre croissant de jeunes refusent d'entrer dans ce paradis. ■

Jérusalem

(Suite de la première page.)

Mais nous aident-ils aujourd'hui, ou bien ne feront-ils que nous embarrasser encore plus ? Est-ce que la magnétique puissance spirituelle qui s'est déversée sur cette ville nous aidera à trouver un chemin vers la vie, et quel statu quo humain revient à cet amalgame d'êtres qui coule ici pour que le sang, lui, n'y coule plus ? Car le sang a coulé en permanence à Jérusalem, et il coule encore aujourd'hui. Jérusalem réunie de façon dense et pressée, elle seule trois siècles de la vie de Jérusalem, trois dimensions. J'attends encore la quatrième. Jérusalem de mes premières années d'enfance, ville unie sous la domination britannique, domination étrangère pour tous ses habitants.

Et puis, la guerre de 1948, une lutte cruelle entre ses deux parties, une tentative de la partie orientale arabe de donner à la partie occidentale juive, tentative qui échoua, suivie d'une tentative inverse qui échoua elle aussi. Un armistice. La ligne du front, figée, dressa une frontière absolue au milieu de la ville et la fait entrer dans sa seconde période. Une moitié de ville disparait pour l'autre côté. Chaque partie vit comme si elle n'avait jamais été la seconde partie. Alors vint la troisième période. Alors vint la dix-neufième. Une guerre éclair, une unification soudaine et inattendue, cette fois sous domination israélienne. La frontière fut démantelée, une population juive afflua pour s'installer dans la partie orientale « conquise » ou « libérée ».

Des câbles électriques furent branchés, des canalisations raccordées, la frontière qui était comme une cicatrice profonde au cœur de la ville fut effacée, et lorsque j'en recherche les débris, désigne à mes enfants les endroits où, en zigzag, elle traversait la ville, ils croient que je leur montre des découvertes archéologiques.

Mais cette ligne dont je recherche les restes physiques est comme une sorte d'obsession qui exigerait une identité politique nouvelle, sans laquelle Jérusalem, comme une mine redoutable, fera exploser l'importe quel accord qui sera signé.

C'est maintenant l'état, les vacances, les gens souhaitent lire des descriptions humaines et éviter les problèmes politiques, mais il est des villes au monde, comme Belfast, Berlin et bien sûr Jérusalem, à l'intérieur desquelles se sont déposés, laissant dans chaque recoin un brouillard épais, les nuages politiques qui ne font qu'effleurer le reste du monde. Je ne peux penser à ma ville, ma maison, sans aussi lui associer des concepts politiques. La politique l'écrase, et m'écrase. Ici, dans ses rues, au sein de ce mélange difficile, il faudrait de la présence d'esprit, de l'imagination et du courage pour trouver bien vite une solution durable. La ville doit rester mûre sur le plan humain, mais divisée sur celui de la souveraineté, elle doit être une seule et unique ville pour tous ses habitants, mais, en même temps, deux capitales pour deux peuples, fonctionnant comme une ville entière, mais répartie entre ses diverses entités religieuses et nationales.

Son histoire est contre elle. Une histoire lugubre et pessimiste. Aura-t-elle la force d'affronter cette histoire tout en se préservant ? Jérusalem est suspendue comme une sorte de menace sur elle-même. ■

A. R. YEHOSHUA.

REFLET DU MONDE

JOURNAL DE GENEVE

De l'utilité des petites annonces

LE JOURNAL DE GENEVE rapporte l'histoire suivante :

« La commune argovienne de Burg recruta de nouveaux habitants par voie d'annonces dans la presse régionale. Alarmés en effet parce que Burg a perdu en l'espace de dix ans à peu près deux cents habitants, les autorités communales ont eu l'idée de publier une annonce dans laquelle en réalité elles recherchaient du terrain à bâtir devant ceux qui voudraient s'installer sur le territoire de cette commune de 94 hectares où habitent actuellement neuf cent soixante dix-neuf personnes.

Pourtant (...) cette petite commune proche de la frontière suisse ne manque pas d'atouts. Les

emplois sont plus que suffisants — cent vingt emplois déjà à Burg même dans une fabrique de « Stumpen » — dans la région avoisinante, que ce soit dans la métallurgie, l'industrie du tabac, les arts, et métiers ou le secteur des services. (...) »

« Deux ans après que qu'étr, estimant les autorités communales, qui souhaitent donc empêcher que leur commune ne se dépeuple davantage, ce qui, à la longue, imposerait des charges trop lourdes à la population résidente. D'où l'idée d'inviter de nouveaux habitants à s'installer à Burg. Les intéressés, du reste, ne semblent pas faire défaut, ce qui manque ce sont plutôt les parcelles pour y édifier une maison individuelle.

مكتبة القرآن

BIEN-ÊTRE

Philippe d'Iribarne et la société de liberté

Si la société occidentale résiste si fort aux critiques, c'est parce qu'elle peut donner à de nombreux individus l'impression d'être « libres ». Pourtant, la puissance de l'Etat réduit cette liberté.

PIERRE DROUIN

POLYTECHNICIEN, Philippe d'Iribarne dirige depuis 1972 le Centre de recherches sur le bien-être (C.R.B.E.). Problèmes de civilisation, de société, de conditions de vie, sont au cœur de ses travaux, qui ont notamment donné naissance à trois livres : *La Science et le Prince, la Politique du bonheur, la Gaspiologie et le Désar*.

« Vous constatés, dans un récent article publié dans notre journal (1), qu'il y a une convergence des discours sur la critique de la société de consommation et un assésément des faits : les automobiles sont toujours aussi chères, la durée du travail ne diminue pas beaucoup, etc. Peut-il en être autrement ? Les hommes ont besoin de plus de convivialité mais aussi d'une économie qui les assure contre certains fléaux comme le chômage. Nous avons toujours vécu dans la contradiction, n'est-ce pas ? »

« Je crois que ce qui est nouveau, c'est l'ampleur des critiques qui sont faites à ce monde industriel, de consommation, etc. Certes, si l'on remonte dans l'histoire, on trouve déjà les attaques romanesques contre la société bourgeoise. Il y a, chez Goethe, une phrase du jeune Werther qui préfigure admirablement ces gens qui se posent, qui cherchent à occuper la meilleure place et qui en sont tellement absorbés qu'ils ne voient plus le monde dans sa richesse. Ce qui est plus nouveau, c'est que, d'une certaine façon, tout le monde maintenant admet la critique. Les romantiques étaient des gens marginaux, mais maintenant, une large partie de l'opinion estime qu'il serait souhaitable d'avoir une vie plus conviviale, de travailler moins, etc. Et, naturellement, on peut s'interroger sur les raisons pour lesquelles on pense une chose et on agit autrement. Il y a une interprétation que je voudrais écarter tout de suite, du type : les méchants capitalistes manipulent tellement bien les gens, ont tellement bien en main leur système qu'ils produisent ce qu'ils veulent. Comme ils ont besoin de la consommation pour faire des profits, ils conditionnent ainsi la société. En fait, ce n'est pas la consommation qui ne se fait pas. Les citoyens ne sont pas bêtes. Des études ont été faites qui montrent par exemple que, finalement, l'influence de la publicité sur le niveau global de la consommation est modeste. »

« Si cette explication est superficielle, il faut aller plus profond. Quel type de problème la société de consommation résout-elle ? On pense, bien sûr, en cherchant, mais si tout le monde travaillait moins, la question pourrait être résolue d'une autre façon. Pensons plutôt aux maux des autres types de sociétés : traditionnelles, paysannes, par exemple. Quand on regarde comment elles fonctionnent, on s'aperçoit que ce n'était pas si pire non plus, qu'une pression considérable s'exerçait sur les individus. Relisez le *Cheval d'orgueil*. Jusque sur son lit de mort, il fallait sauver la face, obéir aux injonctions non écrites de la « famille ». Dans la société méditerranéenne, dans la société africaine, etc., on sent partout cette pression du groupe. Nos sociétés la réprouvent, les individus désirent être eux-mêmes, ils ne supportent pas l'aliénation, ils critiquent la répression. »

C'est ce désir de « libération » qui profite au système dans lequel nous vivons ?

Oui, si la société occidentale résiste si fort aux critiques, c'est parce qu'elle peut donner à de nombreux individus l'impression d'être « libres ». Et quand on libère les individus de la pression du groupe, on déclenche des forces qui doivent

s'exprimer d'une manière ou d'une autre. Dans les sociétés barbares, elles se traduisent de manière violente. Dans les sociétés plus policées, elles s'expriment à travers une compétition indirecte et un souci d'arriver, de dominer. Cela peut aussi bien se traduire par la prise du pouvoir dans un parti unique, par le nombre de livres qu'on publie, par le fait de réussir dans les affaires, etc.

Y a-t-il des alternatives à ce mouvement ?

« Le retour au « statu quo » s'observe parfois. Si vous prenez, par exemple, les adhérents des sociétés, ce sont des personnes qui renouent à leur individualité pour vivre à travers un groupe, pour être leur identité du groupe, mais, en même temps, pour en recevoir une certaine certitude, une certaine sécurité, à la fois le sentiment qu'ils existent et qu'ils sont pris en charge. »

Ces expériences resteront marginales car, dans les sociétés occidentales, on n'a cessé d'exalter la valeur de la personne. Il y a, dans notre société, une espèce de désir à la fois fabuleux, quel que soit un peu désespéré, de réconcilier l'individu avec le groupe mais sans altérer la personnalité de chacun alors que d'autres sociétés acceptent de la sacrifier.

Il y aurait, bien sûr, une manière de sortir de la société de consommation tout en maintenant la liberté des individus : si pour chacun existait une autre chose que d'être « quelqu'un », c'est-à-dire, en fait, être mieux que le voisin. En attendant, la force de notre société industrielle — malgré tous ses défauts — reste de donner mieux que d'autres une sorte de liberté.

L'ennui

Vous accordez à l'ennui un rôle important parmi les risques de la société contemporaine. Est-ce pour vous un phénomène de passage ou collera-t-il longtemps à notre peau ?

« Il y a pour l'homme un bon moyen de ne pas s'ennuyer, c'est de se battre. En période de guerre, les gens ne s'ennuient pas. Dans les sociétés où on a vraiment à lutter contre de dures nécessités matérielles, on ne s'ennuie pas. On ne s'ennuie pas non plus quand on lutte contre soi-même parce qu'on veut devenir meilleur, ou quand on lutte pour une cause à laquelle on croit. Mais, dans notre société, on ne se bat pas tellement ; la paix règne, la pénurie est loin. Et il n'y a guère de grandes causes. »

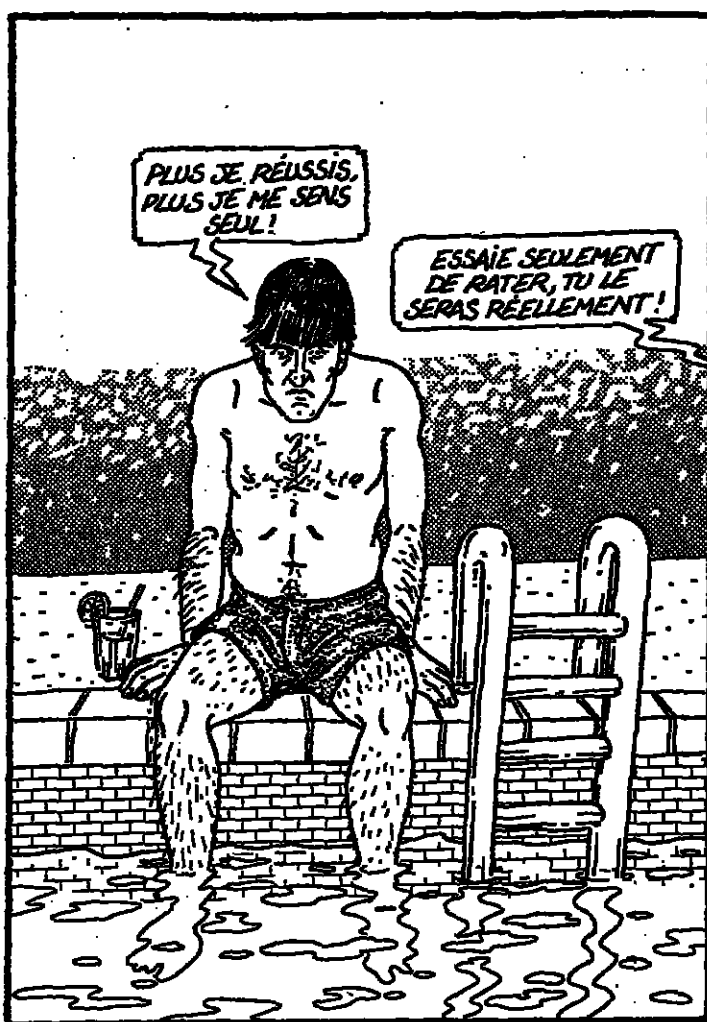
On ne s'ennuie pas non plus quand on rencontre réellement des choses et des gens. Mais c'est beaucoup plus difficile. Croyez-vous, par exemple, que les touristes qui défilent en vitesse devant les curiosités rencontrent réellement quelque chose ? Et rencontrer, c'est vraiment autre chose qu'une ouverture réciproque qui n'est pas courante.

Vous insistez que pour faire avancer, ne serait-ce que d'un pas, vers un monde meilleur, on s'attaque à quelques points précis. Lesquels ?

« Je crois que c'est tout un ensemble. Il n'y a pas de pierre philosophale. Il y a des choses très simples et en général bien connues : la hiérarchie dans l'entreprise par exemple, l'organisation des villes, la structuration de l'espace bâti, des choses qui touchent aux rapports entre parents et enfants, à l'intérieur du couple, etc. Il y a vraiment une quantité énorme de choses à faire dont aucune ne peut améliorer l'existence de façon très spectaculaire, mais dont chacune mérite qu'on s'y attache. »

L'appât de sécurité l'emportera-t-il sur celui de liberté dans les décennies à venir ?

On observe toute une série de fluctuations et, du reste, à un moment donné divers éléments de la société peuvent s'en être pas exactement au même stade de fluctuation. Il y a eu, depuis trente ans, un développement considérable de l'appât de liberté. Si les campagnes sont vides, c'était pour des raisons économiques, mais c'était aussi pour des raisons de recherche de liberté. L'expérience qui a été



MARTIN VEYRON

faite des contraintes de la liberté conduit peut-être aujourd'hui à se retourner vers plus de sécurité, d'autant que l'insécurité économique rajoute celle qui est liée au sentiment d'isolement dans la société productiviste.

Vous dirigez le Centre de recherches sur le bien-être (2). Quels sont les thèmes que vous explorez en ce moment ? Y a-t-il une évolution dans le choix de vos sujets d'études et laquelle ?

« Oui, il y a eu effectivement une évolution d'actualité qui correspond un peu à ce que je vous disais tout à l'heure. Le centre a été créé dans les années 1967-68 au moment où la société industrielle de consommation était triomphante. Il s'agissait alors de la critiquer et de montrer qu'elle ne procurait pas tous les avantages auxquels on croyait. L'examen des avantages ou pseudo-avantages de la consommation a joué un grand rôle dans les débuts du centre. Il n'est pas nécessaire d'aller beaucoup plus loin dans ce genre d'analyses. Simplement, on peut encore les raffiner. En revanche, le contexte a changé, car toutes ces critiques se sont avérées inopérantes. Si bien que mes préoccupations aujourd'hui, les recherches que j'essaie de pousser dans ce centre, portent sur les raisons de cet état de choses. D'où vient la liberté de cette société, d'où vient qu'il soit si difficile de trouver des alternatives ? »

Ces questions ont conduit d'abord à un travail comparatif. On a souvent des vues superficielles sur les différences entre nos sociétés et les sociétés exotiques, on celles du passé. Nous

analysons les différences entre la manière dont les gens y vivent, quelles sont leurs motivations, quelle est la logique de ces sociétés, de manière à mieux comprendre les ressorts des uns et des autres, et de la nôtre en particulier.

« A un niveau plus concret, nous étudions un certain nombre de points qui paraissent importants dans la vie de nos contemporains. Par exemple, quelle est l'influence des réductions de la durée du travail sur les modes de vie ? En matière de santé, que représente pour les gens concernés le passage d'une politique de soins à une politique de prévention ? Est-ce vraiment réalisable ou non ? Pourquoi certains pays en voie de développement ont-ils fait sortir de leurs difficultés les gens d'antennes continues à s'y enfoncer ? Quels rapports cela a-t-il avec la manière d'être de leurs habitants ? »

Vous avez écrit « La Politique du bonheur ». Pensez-vous vraiment que le bonheur a quelque chose à voir avec la politique ?

« Je le pense moins qu'autrefois. Quand j'ai commencé à réfléchir sur la société, l'appareil au monde de l'administration, j'étais dans la grande tradition française suivant laquelle l'Etat est responsable de l'ensemble des citoyens, et, pour-quoi pas, de leur bonheur, puis-

La téléconférence consiste à mettre en relation des groupes d'interlocuteurs qui peuvent intervenir simultanément à partir de deux ou plusieurs centres, ce que ne permet pas le téléphone. Mais dans le cas de cette liaison internationale, il ne s'agit pas de transmission d'image télévisée, comme on pourrait s'y attendre, mais ne se voient pas. Pourtant les premiers systèmes envisagés étaient à base visuelle. Ils ont été pourtant supplantés (provisoirement ?) par « l'audioconférence » à base phonique. Ils ne sont pas pour autant abandonnés, et continuent à être expérimentés.

La « vidéoconférence », directement dérivée des techniques de la télévision est un système de transmission très lourd qui mobilise d'importants moyens. Son coût d'utilisation des fins commerciales serait trop élevé. Des réseaux expérimentaux sont installés dans plusieurs pays : réseaux de quartier urbain, réseau entre universités. Les seuls utilisateurs sont encore les organismes de télévision.

Il existe un autre procédé de téléconférence à support visuel, généralement méconnu : la « visioconférence ». Elle est exploitée — encore expérimentalement — par les télécommunications dans quatre studios (Bennes, Nantes, Paris et Lyon). La visioconférence est retransmise sur un canal numérique du réseau des télécommunications. Le terminal est un « visiophone », petit écran individuel sur lequel apparaît l'interlocuteur qui prend la parole. Des documents peuvent être aussi visualisés sur l'écran. La visioconférence exige une bande de fréquence beaucoup plus large que pour la simple transmission de son. Une transmission d'image visiophonique immobilise l'équivalent de trente lignes téléphoniques et coûte donc plus cher que l'audioconférence.

Quarante télécentres

On comprend que les télécommunications aient d'abord misé sur l'audioconférence, technique plus facile et commerciale plus avantageuse. Un réseau national a été mis sur pied, composé à la fois de studios publics et de studios privés interconnectés. Les télécommunications disposaient, pour développer ce système commercial unique au monde, d'un support d'échelle nationale : le circuit Caducée. C'est un réseau spécial de télécommunications, mis en service en 1972, et libéré des transmissions téléinformatiques. Il fonctionne comme un réseau de type téléphonique, mais est constitué de lignes de qualité supérieure. Il offre de nombreux avantages, ne serait-ce que la qualité exceptionnelle de la transmission : aucun parasite ne la trouble. L'audioconférence est réalisée en duplex intégral. D'autre part, ces lignes assurent, en plus du passage des signaux phoniques, celui de signaux télégraphiques : signalisation, « téléécriture ».

Ces liaisons font l'objet d'un réseau commun, qui permet de relier deux studios d'importance ou sur le territoire, et jusqu'à quatre studios pour une « multi-

DISTANCES

Les débuts de la téléconférence

Tenir une conférence tripartite sans se déplacer. Cela commence à se faire. Mais le plus souvent sans l'image.

CHRISTIAN ANTONI

LES 7 000 kilomètres qui séparent Cincinnati, aux Etats-Unis, de Corbeil-Essonne, en France, n'empêchent pas deux groupes d'ingénieurs français et américains de travailler ensemble sur un projet commun de moteur, sans se déplacer : ils communiquent collectivement, comme s'ils étaient réunis dans la même pièce, grâce à une liaison spéciale de « téléconférence » établie entre les deux sièges.

La téléconférence consiste à mettre en relation des groupes d'interlocuteurs qui peuvent intervenir simultanément à partir de deux ou plusieurs centres, ce que ne permet pas le téléphone. Mais dans le cas de cette liaison internationale, il ne s'agit pas de transmission d'image télévisée, comme on pourrait s'y attendre, mais ne se voient pas. Pourtant les premiers systèmes envisagés étaient à base visuelle. Ils ont été pourtant supplantés (provisoirement ?) par « l'audioconférence » à base phonique. Ils ne sont pas pour autant abandonnés, et continuent à être expérimentés.

La « vidéoconférence », directement dérivée des techniques de la télévision est un système de transmission très lourd qui mobilise d'importants moyens. Son coût d'utilisation des fins commerciales serait trop élevé. Des réseaux expérimentaux sont installés dans plusieurs pays : réseaux de quartier urbain, réseau entre universités. Les seuls utilisateurs sont encore les organismes de télévision.

Il existe un autre procédé de téléconférence à support visuel, généralement méconnu : la « visioconférence ». Elle est exploitée — encore expérimentalement — par les télécommunications dans quatre studios (Bennes, Nantes, Paris et Lyon). La visioconférence est retransmise sur un canal numérique du réseau des télécommunications. Le terminal est un « visiophone », petit écran individuel sur lequel apparaît l'interlocuteur qui prend la parole. Des documents peuvent être aussi visualisés sur l'écran. La visioconférence exige une bande de fréquence beaucoup plus large que pour la simple transmission de son. Une transmission d'image visiophonique immobilise l'équivalent de trente lignes téléphoniques et coûte donc plus cher que l'audioconférence.

Cela dit, l'Etat peut éviter d'exercer une action coercitive sur les citoyens. Prenez un livre comme « La Rue du prolétaire rouge ». Ses auteurs montrent bien, à propos de l'U.R.S.S., les conséquences de l'action de l'Etat sur l'existence quotidienne. Et puis, quand même, bien des choses, l'urbanisme par exemple, le type de cadre de vie dans lequel on est, ne sont pas sans influence sur ce qui compte le plus dans la vie des individus. Un exemple : voici une femme qui ne travaille pas, qui habite en grande banlieue dans une tour, qui n'a pas de relations avec ses voisins parce que ce type d'urbanisme s'oppose à ce genre de relations, qui n'a pas de rapports avec sa famille, car celle-ci habite très loin de l'agglomération, dont le mari part tôt le matin et rentre tard le soir, et qui exprime un sentiment de solitude affreux. Sa situation résulte d'une organisation de la vie sociale qui concerne tout à fait l'Etat, et il s'agit bien du bonheur. Au sens le plus fort. Mais, en général, pareils facteurs ne représentent pas l'essentiel.

On comprend que les télécommunications aient d'abord misé sur l'audioconférence, technique plus facile et commerciale plus avantageuse. Un réseau national a été mis sur pied, composé à la fois de studios publics et de studios privés interconnectés. Les télécommunications disposaient, pour développer ce système commercial unique au monde, d'un support d'échelle nationale : le circuit Caducée. C'est un réseau spécial de télécommunications, mis en service en 1972, et libéré des transmissions téléinformatiques. Il fonctionne comme un réseau de type téléphonique, mais est constitué de lignes de qualité supérieure. Il offre de nombreux avantages, ne serait-ce que la qualité exceptionnelle de la transmission : aucun parasite ne la trouble. L'audioconférence est réalisée en duplex intégral. D'autre part, ces lignes assurent, en plus du passage des signaux phoniques, celui de signaux télégraphiques : signalisation, « téléécriture ».

Ces liaisons font l'objet d'un réseau commun, qui permet de relier deux studios d'importance ou sur le territoire, et jusqu'à quatre studios pour une « multi-

conférence ». France câbles et radio (F.C.R.), filiale des Télécommunications, a mis au point, une technologie sophistiquée, dont l'utilisation est pourtant très simple. Pas besoin d'opérateur ou d'assistant. Il suffit de « brancher » et de contacter son correspondant. Dans le studio, six personnes ont leur place autour d'une table équipée de six micros ultra-sensibles et d'un haut-parleur central. Elles identifient leurs interlocuteurs grâce à la signalisation : un voyant indique celui qui parle. Les participants peuvent parler simultanément.

Cet échange purement verbal est complété, le cas échéant, par un échange graphique. La télécopie transmet un document en trois minutes. Un autre procédé rend l'échange graphique écrit, avec la télé-écriture. Les participants disposent d'un véritable tableau noir pour travailler. Chaque studio a une petite tablette spéciale pour écrire ou dessiner. Le texte, les chiffres, le croquis ou le schéma, sont reproduits instantanément sur un écran de télévision dans les deux studios. De part et d'autre, les participants peuvent travailler dessus en même temps, compléter, effacer ou désigner un point avec un spot lumineux. Ainsi complétée, l'audioconférence ne souffre guère de l'absence d'image « vivante ».

Les premiers studios mis en place furent des « télécentres », des studios publics commerciaux, à partir de 1977. Aujourd'hui, quarante télécentres sont ouverts et il y en aura probablement cinquante-sept en service à la fin de l'année. Le réseau public couvre ainsi l'ensemble du territoire. L'essor du réseau est désormais assuré par l'installation des studios privés. Ils ne sont que cinquante-deux, mais leur nombre atteindra sans doute la centaine à la fin de 1980. L'avenir paraît prometteur ; on estime qu'ils seront plusieurs milliers en 1985. Les premiers équipés se rencontrent par les administrations et les grandes sociétés, les télécommunications, Framacom, T.D.F., le Crédit Agricole, Rhône-Poulenc.

Une conférence d'une heure entre deux télécentres revient à 443 francs (utilisation des deux centres et communication), quelle que soit la distance ! Le prix d'une téléconférence entre deux studios privés sera du même ordre, s'ils fonctionnent au moins vingt heures par mois ; car ils ont à amortir des charges mensuelles d'abonnement au réseau et de location-entretien.

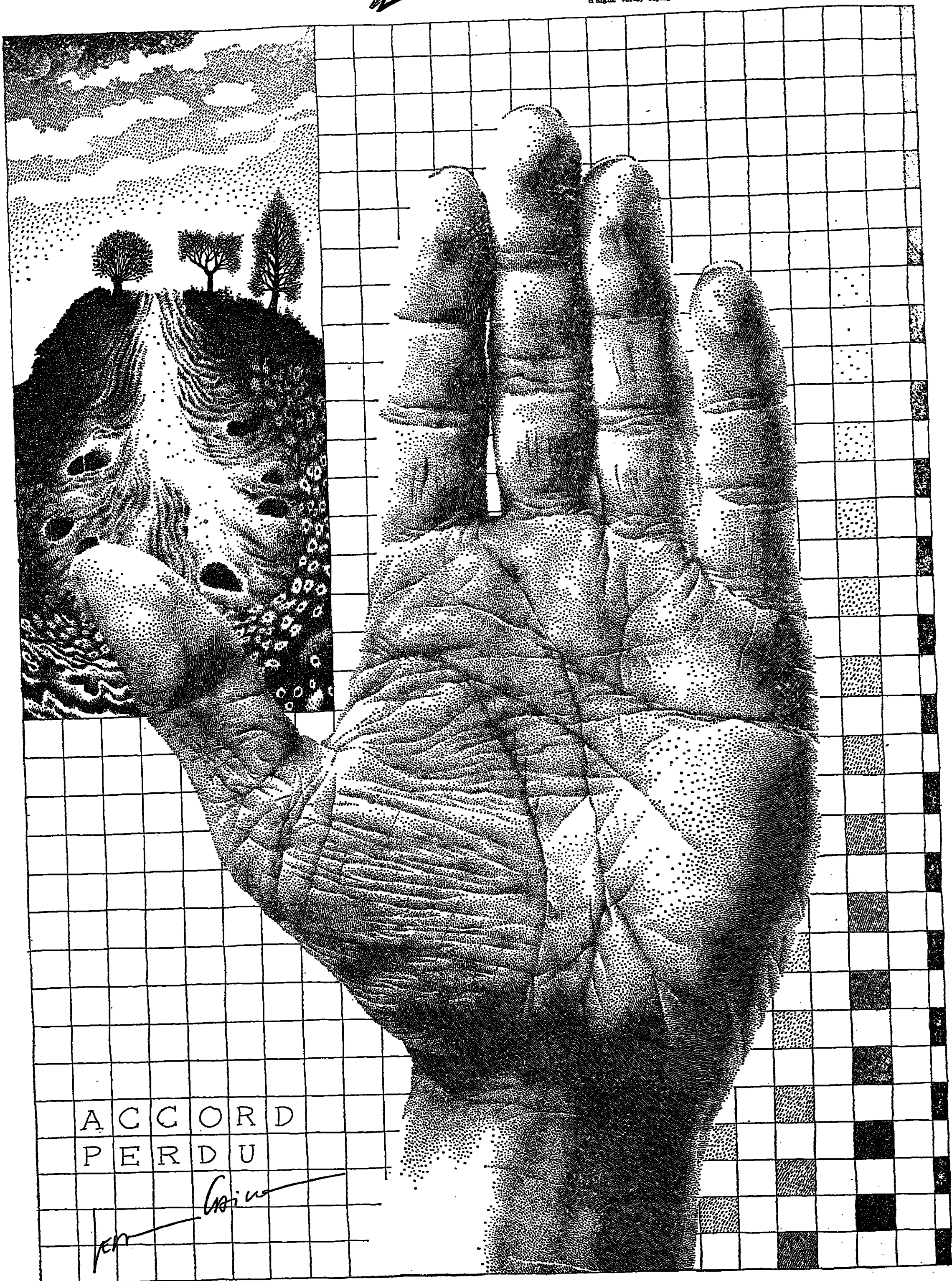
Il n'est pas impossible que la téléconférence, substituant des déplacements, devienne un sérieux concurrent des transports, surtout dans les relations internationales. Seules quelques liaisons d'audioconférence internationale sont établies, pour le moment. Tout studio français peut demander une communication avec un studio étranger, ou une liaison permanente, quand cela est possible. En effet, on ne trouve pas, à l'étranger, l'équivalent de notre circuit Caducée. Quand il y en a, les réseaux sont privés et ne sont pas interconnectés. Par ailleurs, leur nombre n'est pas très élevé. F.C.R. en profite pour exporter son procédé un peu partout : Maroc, Brésil, Etats-Unis, Côte d'Ivoire, Europe... Si l'audioconférence devient un instrument privilégié des affaires, elle répond aussi à d'autres besoins d'échange, culturels et scientifiques, ou institutionnels. Ainsi, des liaisons de téléconférences sont réalisées, entre la France et la Côte d'Ivoire, pour assurer la « formation des formateurs », sans déplacer les professeurs. La communauté européenne est déjà équipée d'une liaison permanente entre Bruxelles et Luxembourg.

(1) Le Monde du 12 avril 1980.
(2) 140, rue du Chevaleret, 75013 Paris, téléph. : 504-14-20.

TRAIT

JEAN CAILLON

Jean Caillon a publié trois albums chez Artedact : *Dieu Dussot* (1972), *44 comtes* (1978) et *Alpé* (1979). Un quatrième paraîtra en février prochain chez le même éditeur : *Bessant l'opéra et les pousins de l'Occident*. Ici tout est symbole : le carrelage du fond, les arcs arctés de nuances différentes, la main gauche — celle de l'écriture par opposition à la droite, celle de la communication — et l'atténuation petit (les cellules d'algues vertes) rejoignant le ciel.

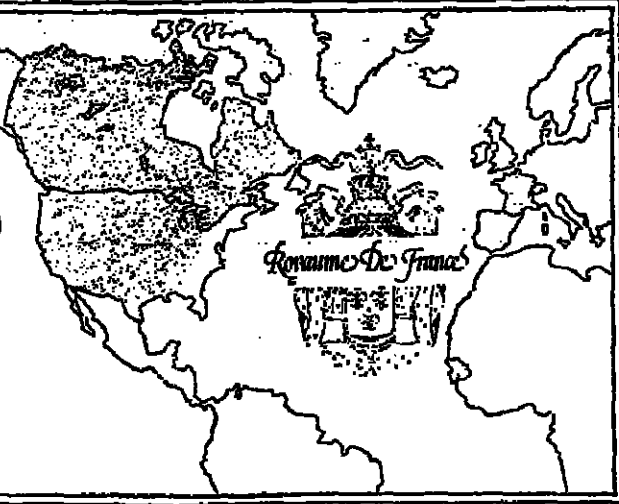


ACCORD
PERDU

Caillon

As-tu vu Montezuma?

Par Balhazar



CHAPITRE XI

RÉSUMÉ DES CHAPITRES PRÉCÉDENTS : 1970. Sous le règne du roi de France François VI, le chevalier Larose, secrétaire général de la Louisiane, avait mission d'abattre le gouvernement des États de l'Union, et vient d'y réussir. Mais les élections ne sont pas pour autant gagnées au Nouveau-France, et on sait les compagnies pétrolières, qui appuient l'opposition néo-phile, prêtes à tout pour obtenir un changement politique.

Où Sa Majesté

Le 29 mars, quand je me présentai à la Lieutenantance, j'avais réussi à reprendre mon calme, à refouler mes plus gênantes souvenirs. Breville me rendit compte des réagres progrès conservateurs, et surtout de l'indécision avec lequel la Nouvelle-France venait de suivre les événements d'outre-frontière. On se réjouissait de la chute de Poot, on commentait l'annulation de la conférence de la Jamaïque — premier acte de son successeur — on ironisait sur l'instabilité congénitale de nos bons voisins. L'après-midi, M. de la Trémouille confirma ces dires :

« Je ne sais trop ce que vous avez fait pendant le trimestre écoulé, dit-il avec une plaisante grimace. Toujours est-il que Versailles m'a annoncé que vous étiez ject chancelier de Saint-Louis. Mes compliments. »

Je rougis un peu. Tout était donc en ordre. Le duc reprit :

« Il est bien tôt pour prévoir la réaction des électeurs aux événements internationaux, mais les premiers échos ont encouragés. Il reste un mois pour les amplifier. »

La lampe du téléviseur s'alluma soudain. M. de la Trémouille, en décrochant, me fit signe de rester : je reconnus le visage bouffi du contrôleur général.

« Le roi fuge, M. le duc, commença le ministre sans autre compliment, le moment venu de réchauffer le siège de la Nouvelle-France. Mgr le duc d'Aquitaine va visiter les trois gouvernements,

en commençant par le Canada. Le prince sera chez vous mercredi en huit. J'ai tenu à vous prévenir aussitôt : des instructions détaillées vous parviendront dans la journée. »

Sept avril : aujourd'hui encore, après quelques mois, je n'ai qu'à fermer les yeux pour laisser revenir les sons et les couleurs que j'ai jamais quelque repli de la mémoire. N'avez-vous pas tenté l'expérience auprès de qui a vécu ces instants funestes ? Demandez à chacun où il était, ce qu'il faisait, au moment où il apprit la nouvelle : la réponse fuse aussitôt, avec une foule de détails naïvement précis. Français ou étrangers, nul oublie ces heures où il sentit le monde basculer.

Le valet a ouvert les rideaux à 7 h 30. J'ai déjeuné, je me suis rasé, j'ai apprécié dans le miroir l'habit de cour blanc, aux revers brodés de fleurs de lys d'or vert. J'ai ajusté à plusieurs reprises ma perruque poudrée, j'ai piqué à sa place, près du cœur, la tache sanglante de ma croix toute neuve. J'ai mimé la révérence que je ferais tout à l'heure à Mlle de Blois, j'ai agité l'épée, pris mon tricorne et les gants. Voici le grand salon, bourdonnant de conversations riennes : je revois le rond des dames autour de la duchesse de la Trémouille. Les teintes des robes sont pastel, gris, jaune paille, vieux rose. Les domestiques noirs

proposent des jus de fruits à la glace aux dignitaires emplumés des tribus indiennes. Je converse un instant avec le duc et le maréchal, que je vois pour la première fois barré du Cordon bleu. Le lieutenant-général regarde sa montre à chaque minute, comme s'il était concevable que le prince eût pu se rendre, ou décider de manquer la messe.

Un mouvement général, suivi d'un grand silence : le duc d'Aquitaine est là, à l'heure dite, tout frais et rose. Il sent l'eau de Cologne et paraît vingt ans de moins que son âge. Je baise la main de Mme d'Enfantin, qui me présente, comme la veille, à Mlle de Blois, maussade et ensommeillée dans sa robe de mousseline blanche. Le cortège se forme. Je revois la série des calèches brillantes, alignées devant le péristyle, l'uniforme bleu des cochers, leur chapeau galonné. J'entends le platement nerveux des sabots, les hennissements furifs, le murmure des tournoquets d'arrosage sur la pelouse : le jour de printemps est vif et beau.

Dans la quatrième voiture, encastré dans le cuir noir odorant, je tourne le dos au cocher et au valet de pied : Mlle de Blois, enfin réveillée, sourit automatiquement à la foule, et Mme d'Enfantin me fait compliment du bon alignement des troupes, comme si j'en étais responsable. Absente appareil militaire ! On ne voit que des visages joyeux, on l'entend que des vivats, dans le mouvement qui nous entoure. Pendant la messe, je crois m'être assoupi quelque peu. Pourtant la cathédrale est imposante : l'encens, entêtant, se mêle à l'odeur de milliers de lis. Aveuglés par les projecteurs, l'assistance transpire sous les perruques, tandis que le cardinal chevrote une patriotique homélie. Mais, à la fin de la cérémonie, lorsque les grandes orgues, reprises par les chœurs et

les trompettes, attaquent avec fracas *Domine, salvum fac regem* !, chacun se redresse, avec une petite bouffée de sensibilité. Mgr le duc d'Aquitaine reste impassible : la force de l'habitude... C'est bien le *Dies Iste* que l'on eût chanté plus à propos.

Il est 11 heures, le cortège remonte en voiture, le prince en tête maintenant, et se dirige par le boulevard de Paris vers l'Esplanade, où doit avoir lieu la parade militaire. Les sabots claquent, la foule agite ses drapeaux. Nous passons sans le remarquer devant l'immeuble désaffecté dont les sept étages dominent la courbe du boulevard, et d'où partent, à la minute fatidique, les trois balles tirées par le fusil à lunette de Sorrel. Cette scène que le monde a tant revue à la télévision : le duc d'Aquitaine, la cervelle éclatée, s'abattant sur M. de la Trémouille et le couvrant de sang, je n'en ai rien aperçu dans l'instant. Je me rappelle les cris, l'arrêt brutal de la calèche, le visage ahuri des spectateurs : certains applaudissaient encore. J'entends la voix impatiente de Mme d'Enfantin : « Mais qu'y a-t-il donc ? » Je regarde devant nous, et descends aussitôt sur le bitume parsemé de croûtes.

En quelques secondes, la police d'Etat, jusque-là invisible dans les rues latérales, isole les premières calèches, l'arme au poing. Je me rus vers le maréchal, il vient d'ordonner d'avancer les limousines de secours, qui suivaient le cortège à distance. Son œil de tortue est impassible, son visage est devenu gris, mais son sang-froid est entier.

« Il n'y a aucun espoir, me dit-il. Le lieutenant-général est blessé seulement. Accompagnez le prince et lui à l'hôpital. Ne laissez rien filtrer sans me prévenir. Je vais au palais. »

démontre que

Avec d'innies précautions, le mort et le blessé sont déposés dans des ambulances. Je bondis en marche dans une limousine entourée de voitures de police, et nous filons, au son des sirènes gémissantes, vers l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul. Des faces hagardes contemplent notre cortège, mais nombreux sont aussi les photographes qui fixent sur leur pellicule banale un moment d'histoire.

Je me revois dans le couloir des urgences, étrange silhouette travestie, dominant les ordres aux policiers, faisant barrer l'accès à la nuée des journalistes, mettant à l'abri les diamants des plaques du Saint-Esprit. Je finis par ôter perruque et épée, et revêtir la blouse blanche d'un infirmier. Le professeur Bichonneau pratique l'autopsie du prince, son collègue Montefiore-Lévy opère M. de la Trémouille. Celui-ci n'est que légèrement atteint et devrait, me dit-on, être remis dans une huitaine de jours. On recueille les balles mortelles et le bruit court que l'assassin aurait été arrêté. A 14 heures, l'effroyable ténacité funèbre est achevée, mais il n'est pas question de montrer à qui ce soit le visage du duc d'Aquitaine. Avec l'autorisation du maréchal, je fais donc fermer la bière, rédige et fais publier l'acte de décès. La radio m'apprend que le roi vient de prendre l'avion pour l'Amérique. A Paris, c'est l'heure où devraient commencer les spectacles : tous les rideaux demeurent baissés.

Dès son retour au palais de la Lieutenantance, et après un bref contact avec Versailles, le maréchal avait fermé sa porte aux sollicitations angoissées

de la foule accourue, et pris la direction des opérations de police. On vint successivement lui rendre compte de l'arrestation de Sorrel, qui avait entre-temps abattu deux gendarmes, et de la découverte de sa cache, dans l'immeuble abandonné. Dès qu'il eut en main propre les documents saisis, l'improwisation du vieillard fut géniale : il se borna à faire placer le meurtrier au secret le plus rigoureux, et à apposer à la porte de l'immeuble le sceau du roi. La police de Saint-Louis, le service secret, la gendarmerie, trépassaient, brûlaient de recueillir et d'analyser les indices, de répondre à la moule furieuse de la presse, d'exploiter les ordinateurs qui pouvaient offrir des pistes nouvelles. Le maréchal tint bon, déclarant que l'enquête ne commencerait qu'à l'arrivée du roi, et d'après ses instructions. Entre-à l'abord dans sa décision quelque rancune envers ceux, quels qu'ils fussent, de qui l'inconcevable impéritie avait permis le drame ? De tels riens, parfois, ont fait la grande histoire.

Vers 6 heures du soir, après avoir escorté le cercueil du prince au palais, et enfin abandonné mon absurde déguisement, j'accompagnai le maréchal à l'aéroport. D'un Bisson spécial sortirent les membres du gouvernement et les principaux dignitaires de la cour, à la suite de Mgr le dauphin.

L'appareil du roi se posa quelques minutes plus tard. François VI descendit le premier, entouré d'une nuée d'agents du service secret. Très pâle, mais très droit, il passa la revue des troupes sans hymne ni fanfare, et l'étendard gravité de crêpe s'inclina devant lui dans la poussière grasse.

Après une brève et douloureuse station à la chapelle ardente, le souverain s'installa dans le bureau du lieutenant-général.

En quelques mots, d'une voix de bronze, le maréchal de Montcornet commenta les premières constatations sur le meurtre, et les détails qui lui étaient parvenus. Sorrel, ancien fusilier-marin, avait été cassé à vingt-deux ans pour indiscipline et troubles mentaux. Il avait ensuite vécu aux États de l'Union, où il s'était marié, puis en Nouvelle-Grenade, exerçant divers métiers. Depuis trois mois, il habitait Saint-Louis, dans les faubourgs, sans emploi connu. A son arrestation, il était porteur d'une assez forte somme en billets de banque, des écus néo-grenadins. Dans la cachette d'où il avait tiré, on avait découvert, avant la mise sous scellés, des tracts favorables au général Gomez et des journaux de Caracas, où les articles hostiles à la politique française étaient entourés d'un trait rouge. Quand le maréchal eut terminé, régna pendant quelques secondes un silence total, que le roi rompit d'un regard bienveillant à son ancien précepteur militaire :

« Votre avis, monsieur le maréchal ?
— Ma certitude, sire, est qu'il s'agit de la plus grossière et de la plus tragique provocation qui ait jamais été montée. Quant à ceux qui, je le crains, en sont les vrais auteurs, je ne pense pas qu'une bouche française puisse prononcer leur nom sans frémir. »

A nouveau un silence de tombe. L'émotion, la fatigue d'une journée pour eux déjà longue, ne suffisaient pas à rendre compte de la tension terrible qui marquait les traits du roi, de Monsieur et de leurs trois compagnons.

« Qu'attendent ces insensés ? murmura François VI comme s'il parlait à lui-même.

— La guerre, sire, dit froidement le maréchal.

— Le pétrole..., reprit le roi dans un soupir.

Pour du pétrole, on aura fait couler le sang d'un fils de France... »

Chacun demeura écaré de respect et d'horreur.

« Votre conseil, monsieur ? demanda le roi à M. Mingasson.

— Je suggérerai à Votre Majesté de maintenir les sages dispositions arrêtées par M. le maréchal. Il convient assurément de garder Sorrel au secret absolu, et de ne donner aucune publicité aux procès découverts, et qui, vraisemblablement, ne sont qu'en leur début. Mais, pour moi, acheva le ministre de la police, dont les lèvres tremblaient, je crois avant tout devoir présenter au roi ma démission.

Le roi eut un geste rapide de dénégation, puis, nous fixant tour à tour bien dans les yeux, il articula :

« Chacun de vous, messieurs, pour ce qui le regarde, a ma pleine et entière confiance. J'approuve la suggestion de M. le ministre, qui conduira l'enquête avec le concours du service secret. M. de Berranger et Larose prépareront les funérailles de notre malheureux frère, qu'on les jette le lundi de Pâques. Je veux qu'il repose en terre étrangère. Je parlerai à la télévision le soir des obèques et je tiendrai conseil demain. Maintenant, je voudrais être seul un moment... »

le crime ne paie pas

Le temps était maussade et pluvieux quand la dépouille mortelle de l'empereur de France parcourut à nouveau les dix kilomètres qui séparent la place Royale de la cathédrale Saint-Louis. Sous une forêt de parapluies, la foule avait peine à identifier les personnages chamarrés du cortège. Côte à côte, derrière la famille royale, avançaient l'empereur Othon, l'infant Don Luis, le roi d'Italie, la reine de Portugal, le prince palatin de Bavière, le roi de Prusse, puis les présidents Milton et Zapata, le grand-duc Vladimir, le président Tchang Tien-tchang. Je ne pouvais m'empêcher de penser aux centaines de millions de télespectateurs qui, dans le monde, suivaient la progression de cette pompe prodigieuse, admirant la tenue archaïque des cent Suisses et des gardes françaises, et rejoignant dans sa douleur l'antique race des Bourbons. Les statistiques les ont trouvés plus nombreux encore, ce jour-là, qu'ils ne l'avaient été dix mois plus tôt, lorsque Pieuridas et Latentur plantèrent dans le sol vitifié de la Lune le tricolore fleurdelisé.

Après l'inhumation au cimetière militaire de Jumonville, et quand fut évanoui le son des fifres et des tambours, on revêtit à la Lieutenantance. Le roi avait tenu à recevoir les délégations étrangères. Je fus témoin d'un étrange ballet diplomatique : les princes allemands étaient reconnaissables à leurs saluts mécaniques, où les épaules restent immobiles quand la tête s'incline brusquement. Les maharadjahs, dont beaucoup, à ma surprise, arboraient le Cordon bleu, retrouvaient dans les généraux d'Amérique espagnole leurs partenaires de jeu de Sayone et de Porto-Vecchio. La margravine de Schwarzburg-Sonderhausen m'adressait entre le grand-duc Vladimir et le président Zapata : « Que suis-je, petit pays entre ces deux géants ! » ; et

tandis que le cardinal-prince de Trèves impressionnait le président chinois par sa maîtrise du langage mandarin, le régent de Suède s'efforçait de comprendre le français stiftant du vice-premier ministre japonais. Quant au roi, je remarquai la bienveillante patience avec laquelle il tint à soutenir la conversation des chefs d'Etat les moins importants : son chagrin devait passer après les intérêts à long terme de la couronne.

Cette maîtrise de soi, on put l'admirer chez le souverain lorsqu'il prit la parole à la télévision, à 15 heures, moment qui lui permettait d'être aussi commodément entendu à Strasbourg qu'à Saint-François. Il dit l'émotion de la France meurtrie, le réconfort qu'il trouvait à la sympathie de la nation, puis communiqua la décision que lui dictaient les circonstances :

« L'unanimité nationale, de part et d'autre de l'Atlantique, vous rassemble autour du trône dans les moments de joie ou de détresse. Ce bien précieux doit rester inaltérable. De quel poids dérisoire apparaissent aujourd'hui nos petites divisions, nos querelles, nos désaccords superficiels !

« Devant le choc qui a frappé le pays, je crois opportun d'abréger la période incertaine où je suis privé du concours de la nouvelle Assemblée législative. J'avance donc la date de la consultation électorale. Elle se fera dimanche prochain, dans le calme et la dignité, qui sont la marque des peuples forts.

« Ah ! mes chers compatriotes de France et de

l'outre-mer (et toi le visage du roi s'agrandit progressivement aux dimensions de l'écran), de quel poids sera votre suffrage ! Mon gouvernement devra maintenir la paix internationale, corriger les maux dont trop d'entre vous souffrent encore, garantir et consolider la paix civile, valoir aux yeux du monde l'image de notre grande nation. Vous saurez, j'en suis sûr, permettre à votre roi de poursuivre sa lourde tâche, en choisissant des représentants qui méritent à la fois sa confiance et la vôtre. Vous recuseriez l'agitation brosse, vous conserverez ce qui est sain, pour que vive la France ! »

J'avais suivi l'allocution dans un café populaire du centre, où, pendant que le roi parlait, on eût entendu voler une mouche. Mais j'attendais surtout les réactions à ce qui allait suivre, et que les meilleurs spécialistes avaient très attentivement préparé. D'ordinaire, les messages royaux sont suivis d'un plan fixe du Châteauneuf, martèlement accompagné hors champ, par le seul refrain de la *Bernadette*. Mais, cette fois, l'hymne allait être chanté en entier, sur une cadence lente, par un chœur de soldats blancs, noirs et indiens, disposés au garde-à-vous sous une grande photographie barrée de crêpe du prince assassiné. Dès le premier couplet, je vis se serrer les mâchoires des hommes, les yeux des femmes s'embuer. Et quand les voix viriles atteignirent :

« Fier Béarnais, ta voix appelle
« A la concorde tout citoyen.
« Pour le puy des cœurs fidèles
« Un cœur sensible est ton seul moyen... »

de vraies larmes coulèrent sur les visages les plus rudes.

Moi-même, devant ce comptoir, comme j'étais loin de mes obsessions égoïstes, comme j'étais loin de toi, Agathe, j'imaginai la levée en masse de 1793, la France transportée d'un clan, pour la

défense du jeune Louis XVII, au-delà de la Manche, et nos armées, galvanisées par les tons de Rouget de l'Isle, prenant Londres en trois jours. C'était la même harmonie guerrière, mêlée à la même harmonie guerrière, dans la mémoire du peuple toutes ses communes fiévreuses, que le transfigurait sous mes yeux. On sut vite par les sondages qu'un effet identique se faisait sentir en métropole et dans tout l'outre-mer. Une heure après le dernier écho du dernier refrain :

« Grande nation, grande nation, aux armes !
« Pour les Bourbons et pour la liberté ! »

les pronostics montaient à 64 % des voix pour les conservateurs. Les résultats définitifs confirmeraient leur triomphe. Grâce à l'effacement stimulation des réflexes du corps social, la machination infernale s'était retournée contre ses auteurs.

Qu'importe, dès lors, que Sorrel se soit pendu dans sa cellule, profitant, paraît-il, d'un instant d'inattention des gardiens... Qu'importe que le duc de la Trémouille, siôt remis de sa blessure, ait avec moi détruit, sur ordre verbal du roi, les prétendues pièces à conviction destinées à jeter la France dans un absurde conflit avec la Nouvelle-Grenade, et peut-être la télévision le soir des obèques et je tiendrai conseil demain. Maintenant, je voudrais être seul un moment... »

Je ne dirai pas davantage, ou bien peu, des affaires publiques auxquelles j'ai été mêlé. Il faut clore ce récit par l'épisode plus intime qui nourrit encore mes incertitudes, me fait douter du véritable sens de tout ce que je viens d'écrire.

(A suivre.)

Les notes de JACQUES SICLIER
★ A VOIR ★★ GRAND FILM

L'Espion

DE RAOUL LEVY
Lundi 1^{er} septembre
FR 3, 20 h 30

★ Les dessous politico-policiers des aventures sur-dissant héroïques des agents secrets. Un homme de science américain manipulé par la C.I.A., un satrant allemand (de l'Est) tenu par l'appareil gouvernemental. Film psychologique, solidement réalisé par Raoul Levy, fut un producteur de choc du cinéma français. Montgomery Clift dans son dernier rôle auquel il donne une dimension pathétique.

DE LEO JOANNON
Lundi 1^{er} septembre
TF 1, 20 h 35
*Bourvil, juge po-
a pour homonymy
Adamo, étudiant
crime par une affe
Comment sauver
dévotée ?* Léo Joa-
taugé avec de
dans un mélodra-
semblable et le ge-
est un piètre acte
Bourvil finit bien

DE FEDOR OZEP
Mardi 2 septembre
A 2, 15 h 35
★ *Orieff, favori
rine II, s'empren
d'une jeune prêt
trône de Russie
chargé de lier
raïne maîtresse.
historique, pour
français de 1937.
Italie par un é
qui lui a donné
cachet cosmopol
Richard-Wilm et
nay (émule de D
ricux, qui mourut
forment un très*

DE HENRY HATHA
Mardi 2 septembre
FR 3, 20 h 30
★ L'époque du
et des chevaliers
ronde. D'après la
sinée très célèbre
ter. Le film d'H
su créer une r
exacte entre les
(tel Robert Wagn
Vaillant) et les
et reproduit les
cadres des d
beau, soigné et
scènes d'action, s
à souhait.

DE YVES ROBERT
Mardi 2 septembre
A 2, 20 h 35
★ Les tribulations
médien de seconde
le monde du specta-
sa vie privée. Au
attendrissant.
Yves Robert ren-
à ces gens de
n'obtiennent ja-
grands rôles, ma-
vedette. M. Mast-
joue « l'artiste »,
lent, bien qu'un
dans sa compos-
Rochefort a plus
ture. Ce film s-
réussite prend au
de comédie de bo-

Monseigneur
DE CARMINE GAL
Mercredi 3 septembre
FR 3, 20 h 30
★ Epuisement de
épuisement du
épuisement des

La série était vraiment arrivée au bout du rouleau. Et, pourtant, il y eut encore un épisode.

DE FRANK GILROY
Jeudi 4 septembre
FR 3, 20 h 30
* Verités et légende sur les
trois heures qu'on a passées
ensemble, sans lemons, dans
une villa de la rue de
"O'Connell" 1880, une venue
puritaine. Frank Gilroy, scé-
nariste et auteur dramatique
passé à la réalisation, prend
à partie, avec ironie, les my-
thologies du western telles
qu'elles nous sont arrivées
via Hollywood, et aussi ces
"love stories" dont se nour-
rissent littéraires et cinéma.
John Huston est superbe
et Jill Ireland follement dé-
concertante.

DE JACQUES MARTIN
Jeudi 4 septembre
A 2, 20 h 35

Jacques Martin, trublion social, fait croisée pour le troisième âge et pousse des retraités à une action contre la Sécurité sociale en grève et n'assurant plus les paiements. Démagogie et humour appliqué. Ce n'est pas très mauvais mais cela sombre dans la facilité.

DE STANLEY DONEN
Vendredi 5 septembre
A 23 h

*** Des paysans de l'Oregon,**
tous frères et vivant dans les
bois, enlèvent les filles qu'ils
ont envie d'épouser. Cette
comédie musicale est consti-
tuée de 1950 s'inspire d'un fait
divers antique : l'enlèvement
des Sabines par les Romains.
Elle est menée sur un rythme
enlaidiable, avec de spectacu-
laires scènes de bagarre, et
des scènes dansées et chan-
tées d'un très grand ori-
gine. Elle nous avec le folklore
des pionniers et se distingue
par son unité de ton et de
style.

DE JEAN GIRAULT
Dimanche 7 septembre
TF 1, 20 h 30

Un dialogue écrit sur mesure pour Gabin, plus massif, plus bougon et plus professionnel que jamais. A part Danielle Darrieux, les autres acteurs n'arrivent pas à suivre. Pas d'une originalité folle, mais enfin, le suspense (parodique) ne traîne pas en route.

D'ALEXANDRE DOVJENKO
Dimanche 7 septembre
FR 3, 22 h 30

★ ★ L'envoie lyrique du grand cinéaste soviétique se porte ici vers les temps futurs (proches) : une ville qui doit être un immense aéroport va être construite dans la taiga sibérienne. On lutte, encore, contre les ennemis du socialisme, mais la Terre passe par d'extraordinaires images, un style d'opéra où la musique prend un rôle émotionnel. Film parlant. Aerograd inventait un nouveau langage qui heurtait d'ailleurs, les tenants du réalisme. C'est la Terre et après la transition d'Ivan, une certaine maîtresse.

12 h 15 **Jeune pratique**
Le loqueur.

12 h 30 **Jeu** : **Avia de recherche.**

13 h **Journal.**

13 h 35 **Série** : « L'homme qui revient de loin. »

17 h **Wickie** le **Viking.**

17 h 25 **Quotie vacances.**
Desole, l'homme, 17 h. 30, Brionette (ét. à 17 h. 45) : 17 h. 35, Isidore le lapin : 17 h. 40, Infos-nature : 17 h. 50, Samson et Goliath.

19 h **Une femme, une époque** : Marilyn **Magee.**
De R. Millett.

Rediffusion d'une série plutôt médiocre que l'on a déjà vue en 1979. *Povvrales* « *dramas* » de *jeunes comédiens*, interprétés par des comédiennes.

19 h **Caméra au poing.**

19 h 20 **Emissions régionales.**

19 h 45 **Série** : « **Frédéric** v. »

20 h **Journal.**

20 h 35 **Cinéma** (cycle Bourvil) : les **Arnaud** « **Film** accusé de **la** **fontaine** (1961, avec Bourvil, C. Delacour, **Rediffusion**).
Un tige pour enfants, d'Als-en-Provence, *un* *statu* *en* *droit* *orphelin*, *qui* *porte* *le* *même* *nom* *que* *lui* *et* *a* *comité* *un*

meurire dans un moment d'assoulement.

12 h 15 **Jeune pratique.**
Le premier emploi.
13 h 30 **Jeu : Avis de recherche.**
13 h **Journal.**
13 h 30 **Série : « L'homme qui revient de loin ».**
17 h **Hong-Kong Fou-fou.**
20 h **20 Croque vacances.**
Desin animé : 17 h 25, **Isidore le lapin** ;
17 h. 30, **Infos-matinée** ; 17 h. 45, **Variétés** ;
17 h. 50, **Samson et Goliath**.
18 h **Une femme, une époque : Colette en son temps.**
19 h **Caméra au poing.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Série : « Frédéric ».**
20 h **Journal.**
20 h 30 **Série : « Mathias Sandorf ».**
D'après J. Verne, adapté G. Desailly, réal.
J. J. Chaboud. Avec J. Buttor, J. Spieidel.
21 h 20 **Série documentaire : « Les Français du bout du monde ».**
(Lire notre sélection.)
22 h 15 **Variétés : Paris, la poésie.**
Proposé par P. Seghers.
Entrez dans le monde des Champs-Élysées,
cette émission est un hymne à Paris et à
la France.

12 h 15 Jeune pratique.
Qu'est-ce qu'une entreprise ?
12 h 30 : Avis de recherche.
13 h Journal.
14 h 40 Série : « King ».
Rediffusion d'une série américaine, sortie et
réalisée par Abby Mann, qui retrace la vie
de Martin Luther King.
17 h 40 Série : « Le Prince orphelin ».
17 h 25 Courte vacances.
Dessto animé : 17 h 30. Briconfite (et à
17 h. 43) ; 17 h. 35. Isidore le lapin ;
17 h 45. Intox-magazine ; 17 h. 50. Saumon
et Goulash.
18 h Une femme, une époque : Joséphine
Baker.
19 h Caméra au poing.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Série : « Frédéric ».
19 h 55 Tirage du Loto.
20 h Journal.
20 h 30 Série : « Les Dames de cœur ».
Réal. Scuris. Avec M. Robinson, G. Cas-
seaux, O. Laure...
Une émir riche et puissant est conduit à
commettre un crime par passion de la
peinture.
21 h 30 Magazine : « Evénement ».
M. Maroux et J. Bessonon.

22 h Portrait : A la rencontre de Bourvil.
(Lire notre sélection.)

23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 45 Journal.

13 h 35 Série : « Une affaire pour Mandini ».

14 h Aujourd'hui, madame.

Les grandes voyages

15 h 5 Fantaisie : « L'aventure est au bout de la route ».

15 h 5 Sports : tennis.

Championnats de Flushing-Meadow.

17 h 15 Magazine médical : les jours de notre vie.

Le géographe du sang. réal. P. Destraupes.
Avec le professeur Jean Bernard, (Rédit.)
L'écologie géographique est la dernière
des disciplines médicales. Ce ne sont
pas qu'une parole de sang qui coulent dans
les artères des hommes, mais des milieux.
Une émission qui apporte en même temps
des éléments scientifiques aux abstrus théorèmes
vostres.

16 h Récit A 2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Émissions régionales.

20 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

20 h Journal.

Apollinaire, Degas, Arcozon... ou acrobates
Séjette, Giotto, Jacques Douzi, Jean
Wiener, François Maistre, Catherine Sauvage.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Série : « Une affaire pour Marnidi ».
14 h Aujourd'hui, madame.
Séances et diffusions : les malades
mentaux.
15 h 5 Feuilleton : « L'aventure est au bout
de la rue ».
15 h 50 Sport : 10 à l'ère.
Championnat d'Europe.
16 h 35 Cinéma : « Tarenkova ». —
Film français de F. Ozep (1957), avec
Robert de Wacim, A. Vernet, S. Prim-
er, R. Karl, A. Jacquin, G. Paulais, R. Berge-
ron, J. Berlioz. (N. rediffusion).
Le conte de Grimm de Catherine II
est chargé par l'impératrice de remener de
Venise la jeune princesse Tarenkova pour
protéger, avoir des droits au trône de Russie.
Mais il s'empare d'elle.
18 h Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jean : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.

22 h 30 **Série : « Grand-mères ».**
Emission de J. Prapat, réal. L. de Ker
moulin.
Une grand-mère, qui a l'accent du Midi
qui est metteur en scène, qui a l'esprit clair
et qui est quelque peu vieille.
« Grand-mère » qui a le goût de la vie.
23 h 10 Sport : cyclisme sur piste.
Championnat du monde, à Besançon.
23 h 30 : **Journal.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E
12 h 45 **Journal.**
13 h 35 **Série : « Une affaire pour Mandini »**
14 h Aujourd'hui, madame.
Invité : Alexandre Lapoya.
15 h 5 Feuilleton : « L'aventure est au bout
de la rue ».
15 h 55 Sports.
Tennis à Flushing-Meadow.
18 h Récré A 2.
18 h 35 C'est la vie.
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles
20 h **Journal.**
20 h 35 Téléfilm : « En revenant d'expo ».
C'est le Grand-père, réalisé par N. Lichtenstein
et interprété par la troupe du Théâtre du

20 h 35 Magazine : Carles sur table.
M. Michel Dbré, ancien premier ministre du général de Gaulle, député R.P.R. de la Réunion, a annoncé qu'il serait candidat aux élections provinciales de 1991. Il répondra aux questions des journalistes.

h 40 Série : "Far-West".
Après "Two Sheriffs", chronique de la vie quotidienne dans deux petites villes américaines, et "Sundance", qui reconstitue l'histoire dans un groupe d'écologistes descendant le Colorado, Jean-Pierre Richard continue son exploration de l'Amérique et remonte le temps.

22 h 35 Documentaire : Danville festival.
Reportage sur le Festival du film américain.

22 h 50 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 Journal.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 40 Pour les jeunes.

20 h Les Jeux.

22 h 30 Cinéma public : « l'Espion ».

Films français de R. Levy (1966), avec M. Cluitz, H. Kruger, M. Jarry, R. McDowall, D. Opatoshu, C. Delacroix. Rediffusion : 1^{re} le 14 janvier à 20 h 30, 2^e le 21 janvier à 20 h 30. L'espion américain, obligé de se rendre en Russie pour une mission d'espion secret, devient l'ami d'un jeune allemand traduite pour les Russes, qui l'a repéré.

22 h 10 Journal.

19 h 45 Variétés : Trense-six bouts de chandelles
20 h Journal.
20 h 35 Les dossiers de l'écran : « Salut à l'artiste ».

Film français de Y. Robert (1973), avec M. Astruc, J. P. Fabian, J. Rochefort, C. Gracia, E. Bayle, T. Balachova, D. Keuchel. (Rediffusion.)

Un comédien observe sceptique à court et à long terme, entre sa femme et sa maîtresse et à des ennus, avec ses fils.

22 h Débat : la vie d'artiste.

Avec James M. DeBrady, M. Pacôme, MM. R. Carrel, G. Piercoud, J. Carmet et J. Robert.

22 h 35 Journal.

22 h 10 Journal.

22 h 30 Émissions régionales.

22 h 40 Pour les jeunes.

22 h Les Jeux.

20 h 36 Cinéma : « Prince Vaillant ».
Film américain de Rex Haines, 1934, avec
John. A. Leach, E. Wagner, D. Page,
S. Hayden. (Régulation.)

**Le fils du roi de Suède, de Söderström de so-
lène par un film, se vend à la cour d'
mourir pour démentir le roi. Le roi d'
connaît de nombreux accointances.**

22 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 Journal.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 40 Pour les jeunes.

20 h Les Jeux.

20 h 30 Cinéma (cycle Don Camillo) : « Don Camillo Monseigneur ».

Film réalisé de C. Gallucci (1961), avec Fernandel, G. Cerrti, A. Sigault, G. Rovere. Don Camillo, « monsignore » au Vatican, Peppone, sénateur à Rome, regagnent leur ancienne patrie pour y régler un conflit entre la paroisse et la municipalité.

22 h 25 Journal.

PÉRIPHÉRIE

LUNDI 1^{er} SEPTEMBRE

- **TELE-LUXEMBOURG** : 20 h. Les grandes batailles du passé : Waterloo ; 21 h. *Glac* Les mercre, film de S. Gobbis
- **TELE-ANTENNE** : 20 h. Histoire de la merline : Les tourteresses flottantes 20 h. 35. L'histoire mystérieuse 21 h. 10. Le Colonel Chabert, film de R. Le Goff
- **TELE-TOUR** : 19 h. 35. Chronique imaginaire d'une révolution : 1830 ; 20 h. 45. Le Tonnerre de Dieu, film de D. de La Patellière
- **TELEVISION SUISSE ROMANDE** : 20 h. 20. Série : Les chevaux du soleil (Le tonnerre et les nuages) ; 21 h. 3. Portrait-souvenir : François Mauriac ; 21 h. 30. L'abbaye d'Epandeville

MARDI 2 SEPTEMBRE

- **TELE-LUXEMBOURG** : 20 h. Série : Mannus (révis) : 21 h., la Justice du Seigneur, film de D. Petri.
- **TELE-MONTÉ-CARLO** : 20 h 5. Série : Daniel Boone : 21 h. 55, L'indianisme mystérieux : 21 h. 10. Le pays d'où je viens, film de M. Carné.
- **TELEVISION BELGE** : 20 h. Ciné-tilt : Remontons sur nos oreilles : 20 h. 35. Pouilloux : Les chevaux du soleil.
- **TELEVISION SUISSE ROMANDE** : 20 h. 10 Série : Les chevaux du soleil : Les paradis perdus : 21 h. 10. Les contes de l'histoire : Les mythes suisses et réalités de la vie paysanne : 22 h.5. La classe 1925.

LEARNING OBJECTIVES

● **TELE-LUXEMBOURG** : 20 h., Hit-parade 21 h., *la Règle du jeu*, film de B. Sbrar.

● **TELE-MONTE-CARLO** : 20 h. 5, Série Pilotes; 20 h. 35, *L'itinéraire mystérieux* 21 h. 10, *1/3*, film de J.D. Simon.

- **TELEVISION BELGE** : 20 h., Les sentiers du monde : De l'autre côté du fleuve Sénégal 21 h. 5, Jeux sans frontières.
- **TELEVISION SUISSE ROMANDE** : 20 h. 5 Jeux sans frontières ; 21 h. 30. *Une belle fille comme moi*, film de F. Truffaut.

JEUDI 4 SEPTEMBRE

- **TELE-LUXEMBOURG** : 20 h. La chute des républicains : 20 h. Le crime en pair pas, film de J. Gilling.
- **TELE-MONTI-CARLO** : 20 h. 5 Série : Le crime en pair pas, film de J. Gilling.
- **TELE-SONDAGE** : 20 h. 5. L'été mystérieux : 20 h. 5. Les trois fils du père, film de S. Guitry et C. Dubout.
- **TELEVISION BELGE** : 19 h. 55. Autant savoir pour se défendre : 20 h. 15. Mais on ne peut pas tout avoir : 20 h. 15. Les trois fils du père, film de S. Guitry et C. Dubout.
- **TELEVISION SUISSE ROMANDE** : 20 h. 10. Les belles années : Julietta Orfeo et Marco Aumont : 20 h. 45. Moi aussi je parle français : 20 h. 45. Mariage.

VENDREDI 5 SEPTEMBRE
 ● **TELE-LUXEMBOURG** : 20 h. Documentaire
 Les grands explorateurs : Christophe Colomb
 (1451-1506) : 31 h. L'Odyssee du docteur

- **WASSEL, film de C.-B. de Millo.**
- **TELE-MONTE-CARLO :** 20 h. 5. Série : L'Unité
aux treize cerueils; 20 h. 55. L'itinéraire
mystérieux; 21 h. 10. Le Voyage de nocce
film de N. Trintignant.
- **TELEVISION BELGE :** 18 h. 55. Jeu : 1
francophonissime; 20 h. 20. Série : Cuisine

Intérieure : 31 h. 30. Théâtre : le Ménage
 Caroline, de M. de Ghelderode. — TELE 2
 20 h. Sports : championnat du monde
 cyclisme sur piste, à Besançon.
 • TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15
 l'Assassin, film de E. Petri : 21 h. 35. Portrait
 d'un homme.

[illegible]

DIMANCHE 7 SEPTEMBRE

- **TELE-LUXEMBOURG** : 20 h., *Feuilleton*
Les ambassadeurs; 21 h., *Les innocents* au
maquis saïtes, film de C. Chabrol.
- **TELE-MONTE-CARLO** : 20 h. 5. Série : *Rumb*
21 h., *Vous n'avez rien à déclarer*, film A.

- **TELEVISION BELGE** : 20 h. 5. *Feuilleton* Les folles Offenbach ; 20 h. 50, *Journal d'un prétre-ouvrier*.
- **TELEVISION SUISSE ROMANDE** : 19 h. 4. *Le Chat*. Film de P. Granier-Deferre ; 21 h. 8. *L'homme et la musique*. Le frisson de...

POUR BIEN S'ASSEOIR ET BIEN DORMIR

Sans le blaginer du mur,
la banquette **STEINER**
se transforme en vrai lit
pour 2 personnes,
par un simple basculement



CAPÉLOU
5 starspouts.h

37, AV. DE LA REPUBLIQUE ■ PARIS XI^e
TEL. 357 46 35

■ Metro Parmentier



Comme chez Balzac, la peinture, parce qu'elle est proche de l'incarnation, débouche sur la possession. C'est encore cette puissance de la possession qu'on retrouve dans le grand roman de Gogol les Ames mortes. (Réalisation Henri Soubeiran.)

● **La matinée des autres** : « **Le matin calme** », mardi 2 septembre, à 9 h. 5. Portrait de la Corée populaire et traditionnelle, à travers des enregistrements originaux. Producteur : Patrice de Meritens ; réalisateur : Jacques Taroni. (Première diffusion, avril 1980.)

● Le « Journal occulte » de Strindberg, jeudi 4 septembre, à 20 heures : Franck Roger, Jacques Naville et Jeanne Rollin-Weisz ont préparé, pour cette dramatique, un portrait de Strindberg à partir de son Journal occulte, de sa correspondance avec Harriet Bosse et de ses œuvres littéraires dans la période 1900-1908. Par la transposition radiophonique, Strindberg devient un personnage, sa vie, une pièce de théâtre, et il n'y a là rien d'innexact, puisque l'auteur lui-même déclarait : « Est-il possible que toutes les horreurs que j'ai vécues me soient présentées comme sur une scène, me permettant ainsi de devenir dramaturge et de décrire tous les états d'âme et toutes les situations ? »

● **Relecture : « Charles Péguy »,** vendredis 5 et 12 septembre, à 20 heures. Quelle est l'actualité d'un auteur attaché, avant 1914, à une forme modérée du socialisme et au catholicisme ? Le débat, préparé par Hubert Juin et Anne Lemaitre, réunit, autour des textes de Charles Péguy, des personnalités contemporaines : le Père Pierre Duployé, Simone Fraisse, Jean Gaudmier, Jean Bastaire.

B. A.

DU LUNDI AU VENDREDI

1. D. Drolé; 2. h. 14. Ciel vert;
 10 h 30. Cinq cinglé pour l'éto-
 de J.-C. Avery; 12 h. 45. Le jeu
 de 1 000 F; 13 h. Samedi actuali-
 té magazine; 14 h. 5. L'oreille
 en colo; 18 h. L'orteli en va-
 cances; 19 h. Journal; 20 h. 10.
 La Tribune de l'histoire de l'état.
 par A. Castelot et A. Decaux;
 Alexandre Dumas ses voyages;
 21 h. 15. La musique est la
 par J. Fournelle; 22 h. 10. Les
 treize de la nuit; 23 h. 5. Au
 rythme du monde, de M. Go-
 dard; 0 h. Inter danse; 1 h. 30.
 Les choses de la nuit.

● EUROPE 1 : 5 h., Julie ; 9 h., Journal ; 9 h. 15, C. Barbier ; 12 h., Le Sweepstake ; 12 h., Le Sisco ; 13 h., Europe-Midi ; 13 h. 30, Interpol ; 14 h., Kiksekoa ; 17 h., Hit-parade ; 18 h., Europe-soir ; 19 h., Journal ; 19 h. 30, Football ; 20 h., Hit-parade des clubs ; 23 h. 30, Europe panorama ; 23 h. 45, Concerto pour translatior, d'E. Lipmann ; 24 h., Viriane ; 1 h., Y. Hegann.

- B.T.L. : 5 h. 30, J.-P. Imbach ; 9 h. 20. *Stop ou encore*, avec P. Sabatier ; 14 h. W.R.T.L., 18 h. 30. W.R.T.L. rock avec E. Soltu ; 22 h. 15, W.R.T.L. Live, de D. Farran.
- R.M.-C. : 5 h. J. Meleiro ; 8 h. 15, L'événement de la semaine avec M. Glimas ; 8 h. 45, La tauromacie avec La grille musicale ; 12 h. Télé-match ; 13 h. La discothèque d'une personnalité ; 19 h. Rétro parade, avec P. Sutaik ; 17 h. Centre musical ; 18 h. Hôtel de Paris ; 19 h. 30, Musique, avec M. Cotez.

● FRANCE-INTER (informations toutes les heures) : 5 h. L. Bozon ; 9 h. 30 (et à 14 h. 5), L'oreille en coin ; 12 h. **Dimanche actualités magazine** ; 12 h. 48, Le jeu des 1 000 F. ; 18 h. Le témoin. d'A. Sabas et A. Schmit ; 19 h. 30, La nuit du sport ; 20 h. 15 Luis Mariano ; 21 h. La musique est à vous ; 22 h. 10, Jam-parade, d'A. Francis ; 0 h. 5, Inter-danse ; 1 h. 30, Les choses de la nuit.

● EUROPE 1 : 6 h. Julie ; 7 h. 45, Sports ; 8 h. 30, Journal ; 8 h. 35, C'est dimanche.

avec C. Morin et Mayrse
12 h. 30. Europe-midi/dimanche:
Les années 50, de R. Willar;
13 h. 30. Europe-Soir,
Hit-parade; 18 h. 30. Europe-
soir; 19 h. 20. Journal auto-
matique; 19 h. 40. Chrysothylle;
22 h. 30. Europe-panorama;
23 h. Pour ceux qui aiment le
jazz; 0 h. Vitaine.

7 h. 30. Europe-Matin-P. Imboch.
9 h. 30. Supo ou encore;
9 h. 15. Poste restante, de
J.-B. Hébert; 18 h. 30. Hit-
parade, avec A. Torrenti; 21 h.
Grande Orchestre de P. Pettit;
22 h. 15. W.R.T.L., Hit-parade
des clubs, avec B. Schu; 0 h.
W.R.T.L.

● R.M.-C. : 5 h., J. Meleto : 11 h., Le Chouette-club, avec C. Chabrier ; 12 h. 50, Le Hit-parade, avec J. Meleto ; 15 h., P. Sulak ; 19 h. 30, Le Hit-parade ; 20 h. 30, Musique classique, avec L. Rose ; 22 h., Musiques... avec M. Cotat.

FRANCE - CULTURE

FRANCE MUSIQUE

7 h. 3, Vienne à la fin du dix-huitième siècle : *Wanderer*, de Schubert. Monn, Reutter, Kronenberg. Vendredi 18 h. 35, *Klostermazin* : 9 h. 30, *La société européenne* et ses musiques, 1980.

11 h. 38, Concert par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. : J. Meisel : 1. *Concerto pour piano*, de Liszt. 2. *Concerto pour la main gauche*, de Ravel : 3. *Sacchus et Ariane*, de Debussy.

13 h. 12, *Chant vivant* écrit : Tania Maria.

13 h. 38, *Children's Corner* : 14 h. 31, *Musique et poésie*, de Debussy. 15 h. 38, *Œuvres de Frédéric Schiele* : œuvres de Fauré, Beethoven, Weber, F. X. Mozart, Rossini, J. Strauss, Schubert, 1980.

17 h. 38, Concert lecture : *Contes de fées*, *Andante et variations*, *Adagio et alla breve*, de Liszt. 19 h. 38, *Le piano et le piano*, de Brahms (concert du 8 janvier 1980), de *Radioforum 105* de Radio-Paris.

20 h. 1, *Le Chant du désespoir*, de G. de Nigé.

21 h. 1, *Semaines* internationales de musique de la *Lausane*, concert du *Quatuor de Lausane*, concert de l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. : R. Kohnen. 22 h. 38, *Concerto pour piano et orchestre* n° 2, de Chopin : *Symphonie* n° 5, de Beethoven.

23 h. 1, *Les nuits d'été* : Budapest.

FRANCE - CULTURE

- 7 h. 2. Colportage : en Anjou.
- 8 h. Les chemins de la connaissance : la France, l'Europe, l'Afrique. A. h. 32. Dieu au village : l'imaginaire en pays de Caux.
- 8 h. 58. Le long dans le tiroir.
- 9 h. 10. L'été, l'été, l'été : le matin calme.
- 9 h. 45. Un quart d'heure avec... B. d'Andlau.
- 11 h. 2. Livre parcours récitai : Colcoff de l'été, l'été, l'été. Paris.
- 12 h. 5. Nous tous chacun.
- 12 h. 45. Panorama.
- 13 h. 10. Muses modernes variétés : S. Bravo au Printemps de Bourges.
- 14 h. 5. Sems : Villes d'eau... Amsterdam.
- 14 h. 30. Les chemins de la connaissance : l'Europe, l'Afrique, l'Amérique. L'ombre des sentiments : de P. Orba.
- 14 h. 47. Magazine international.
- 16 h. 10. Les chemins de la connaissance : anniversaire de la traversée de l'Atlantique sans escale.
- 17 h. 2. Livre parcours récitai : l'Essence de chambre française.
- 18 h. 30. Bonnes nouvelles, grands confidents : la cuisine de la cuisine de Calphan : de A. Chénier.
- 19 h. 3. La route et le fleuve.
- 20 h. 5. Muses modernes variétés : Morale puritaine et société permissive, avec H. Strangorup et J.-P. Reid.
- 21 h. 5. Muses modernes variétés : notre temps.
- 22 h. 30. Nuits magiques.

FRANCE - MUSIQUE

- 7 h. 3. Œuvre de Pergolèse. J. Haydn, Schubert, Paganini, Dvorak : 8 h. 35, Kiqueou maïlin.
- 8 h. 3. Œuvre de Liszt : 8 h. 45, Kiqueou maïlin.
- 1860-1930 : le romantisme naissant (œuvres de Field, Salieri, Czerny, Reichardt, Zelter, Schumann, Mendelssohn, Chopin, Schumann).
- 11 h. 30, Récital : J. Starker, violoncelle ; E. Buchbinder, piano (Sonnate pour violoncelle et piano de Chopin et ses variations sur un thème de la Filète rouschak).
- 12 h. 30, Récital : J. Starker, violoncelle ; E. Buchbinder, piano (Sonnate de Beethoven, n° 3°, de Beethoven).
- 13 h. 30, Récital : J. Starker, violoncelle ; E. Buchbinder, piano (Sonnate de Beethoven, n° 3°, de Beethoven).
- 14 h. 30, Récital : J. Starker, violoncelle ; E. Buchbinder, piano (Sonnate de Beethoven, n° 3°, de Beethoven).
- 15 h. 30, Récital : J. Starker, violoncelle ; E. Buchbinder, piano (Sonnate de Beethoven, n° 3°, de Beethoven).
- 16 h. 30, Récital : J. Starker, violoncelle ; E. Buchbinder, piano (Sonnate de Beethoven, n° 3°, de Beethoven).
- 17 h. 30, Récital : J. Starker, violoncelle ; E. Buchbinder, piano (Sonnate de Beethoven, n° 3°, de Beethoven).
- 18 h. 30, Récital : J. Starker, violoncelle ; E. Buchbinder, piano (Sonnate de Beethoven, n° 3°, de Beethoven).
- 19 h. 30, Récital : J. Starker, violoncelle ; E. Buchbinder, piano (Sonnate de Beethoven, n° 3°, de Beethoven).
- 20 h. 30, Récital : J. Starker, violoncelle ; E. Buchbinder, piano (Sonnate de Beethoven, n° 3°, de Beethoven).
- 21 h. 30, Récital : J. Starker, violoncelle ; E. Buchbinder, piano (Sonnate de Beethoven, n° 3°, de Beethoven).
- 22 h. 30, Récital : J. Starker, violoncelle ; E. Buchbinder, piano (Sonnate de Beethoven, n° 3°, de Beethoven).
- 23 h. 30, Récital : J. Starker, violoncelle ; E. Buchbinder, piano (Sonnate de Beethoven, n° 3°, de Beethoven).

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Colportage : à Chlmon.
8 h., Les chemins de la connaissance : la culture et l'érotique ; à 8 h. 32, Dieu au village.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des sciences et des techniques : Photographie et photographie avec R. Boffil ; Architecture Paris, 1248-1914, avec P. Chemetov.
10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie : « Christ-Christ », de Ecochoux ; « Un été pour mourir », de L. Lowry.
11 h. 2, Libre parcours recital : G. Beus, piano (Schubert, Janacek, Schumann).
12 h. 6, Nous tous chez nous.
12 h. 45, Panorama : spécial Annecy.
13 h. 30, Les tournois du royaume de la mu-

FRANCE - MUSIQUE

- 7 h. 3. Concert français sous Louis XIV : œuvres de Lully, Marais, Chambonnières, Couperin, d'Angleterre, de Couperin, de Couperin.
- 8 h. 35. Clocque-matin.
- 9 h. 30. L'Académie royale de musique : Début du concert spirituel à Paris, 1702.
- 11 h. 30. Concert spirituel à Paris, 1702 au Victoria-Hall de Genève par l'Orchestra national de France, dir. : L. Massel (œuvres de Ravel, Dukas, Debussy, Fauré).
- 13 h. 30. Grand entr'acte : le Grand Orchestra de Woody Jermain (Guiffré, Mingus, Burna, Mercer-Arlen, Copola, Legrand, etc.).
- 14 h. 30. Concert spirituel à Paris, 1702. Orchestre public et ses solistes dans les années 1800 : « Peléus et Méliandre » de Debussy ; « Carmen », de Bizet (extraits).
- 17 h. 30. Concert spirituel à Paris, 1702. Ensemble (le motif d'églogue sous Louis XIV) : 19 h. 5. Clocque-soir.
- 20 h. 30. Les Régies d'Orange 1800 : « Symphonie n° 3 », de Mahler, par l'Orchestra national de France, la London Choral Society, le Chœur d'enfants de la chapelle royale de Windsor.
- 22 h. Les Nuits d'été : Prague.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2. Colportage : en Loiret.
8 h. 2. L'Europe : la connaissance : la
chasse et l'érotique : à 8 h. 32. Dieu au
village : le christianisme médiéval.
9 h. 2. Le monde du livre.
9 h. 7. Matinée de la littérature.
10 h. 45. Questions en zigzag : « Show Busi-
ness » de Louis Nourissier.
11 h. 2. Livre parcourus réclat : « Serteur de cla-
rinette Leblanc (Baydin, Stamitz, Pouleux,
Weber, Mozart).
12 h. 3. « Pansouras.
12 h. 5. « Cautous nous tous.
13 h. 3. Pansouras.
14 h. 5. Les orgues de France :
Notre-Dame de Royan.
14 h. 5. « Un livre des voix : « La Sanquière », de
J. Noll.
14 h. 5. « Saint-Quentin-cu-
Yreulne.
16 h. 50. Actualité : l'œil d'un photographe.
17 h. 5. Livre parcourus réclat : « M.-C. Milan et
G. Bonneton-Ibanes, piano (M.-C. Milan,
Pouleux).
18 h. 5. « Nouvelles, grands comédiens :
« Le Derrail amour du prince Genghi » de
M. Younceur, in par R. Faure.
19 h. 5. « Le Grand.
20 h. 2. Le journal occulte de Stindberg, de
O. Aser, avec E. Sobh, A. Cuny, P. Constant.
22 h. 18. Nuits magiques.

FRANCE - MUSIQUE

[illegible]**FRANCE - CULTURE**[illegible]**FRANCE - MUSIQUE**

7 h. 3. Œuvres de Purcell, J.-S. Bach, Schumann, Wagner, Kodaly. Sc. ; 8 h. 35. Kiosque matin.

h. 30. Impresari et machines : Œuvres de Laus. Bach, Mozart, Beethoven, Ravel, de Falla, Stravinsky.

11 h. 30. Récital de chant : V. Papantoniou et N. Giuasilev, accompagnés par K. Christov-Piano, interprétant des œuvres de Handel.

Purcell, Schubert, Faure, Duparc, de Falla,
Beethoven, Schumann, Tchaikovsky, Dargom-
zhskij, Kerner, Chostakovitch, Rachma-
ninov, Messiaen.

13 h. 5, Jazz et violon virtu : le Grand Orchestre
de Thad Gossel, Violon 74 h. 3, L'entre-deux
guerres : œuvres de Honegger, Milhaud, Mes-
sian, Varèse, Poulenc ; 17 h. 4, Chants et
musique traitée : œuvres de Debussy, Ravel,
H. 26, Concert-Lecture : « Remard » de Stra-
vinsky ; 19 h. 5, Klänge-mix.

20 h., 18, Concerto pour piano et orchestre
pour guitare et petit orchestre, de Villa-Lobos.
18 h. 54, Cycle d'échanges franco-allemands :
la nuit de la musique de chambre, de l'Orches-
tre aux 8 Reich mit dir Band 5, de Chopin ;
le Poème de l'exécuteur, de Scriabine, par
l'ensemble symphonique de la Radio de
Stuttgart, dir. : D. Nazareth ; piano :
D. Vardi.

23 h., Les Nuits de Péta : Brahms et la
sonate 23 h. 5, Vieilles cires : William
Kapell interprète Chopin ; 0 h. 5, Grandes
œuvres, grande improvisation de l'orchestre
symphonique de l'Union Soviétique, Saint-Saëns,
Debussy, Liszt, Beethoven, Strauss, Wagner,

FRANCE-CULTURE

- 7 a. 2. Colportage
- 8 a. 30. Les chemins de la connaissance : regards sur la science.
- 9 a. 30. Comprendre aujourd'hui pour vivre
- 10 a. 30. Les sondages
- 11 a. 45. Matinée *"à monds contemporains"*
- 12 a. 45. Démarches avec... J.-N. Vuarret
- 13 a. 45. Les chemins de la parole : les concertos pour piano de Rachmaninov (à Concerto n° 2 s.)
- 13 a. 45. Le Pont de la Vierge
- 14 a. 45. Les Sons : Villon de Lantier
- 15 a. 5. Le masque
- 16 a. 50. Livre d'or : B. Laplante, baryton ; B. L. Livres d'or (Boparte, Roussel, Durey, Offenbach)
- 17 a. 50. Recherches et pensées contemporaines : les nouvelles structures dissipatives, avec I. Prigogine (Redif.)
- 18 a. 50. Radio-Canada présente : lettre du
- 19 a. 50. Le piano
- 20 a. 5. La parole nommée, de C. Weinmann. Avec E. Weitz et M. Rayer.
- 21 a. 50. Les Lib. de la culture de Montréal
- 22 a. 5. La fugue du samedi

FRANCE - MUSIQUE

- 7 h. 2, « Quintette pour hautbois et cordes en ut mineur » de Mussorgski. « Concert pour piano et orchestre » n° 12a, de Mozart; « Beaux vifs » de Zelenka; « Sonates », de Scarlatti, h. 2 h. 30. 30
- 10 h. 30, « Musique de Joie », de Lully, Mozart, Haendel, Rossini, Verdi.
- 11 h. 30, Concert de l'ensemble vocal J. de C. P. Cantore; « C. Pantore »; « Petite messe solennelle pour quatre solistes, choeur deux pianos et harmonium », de F. Ries, de G. S. 30
- 12 h. 30, « Concerto pour piano », de R. Wang, S. Geis, S. Bollius, J. Griffla, J. Coltrane.
- 14 h. 30, « Les instruments à cordes dans le registre grave », de J. Griffla, J. Coltrane, de la dix-septième siècle; vers 15 h. 30, « Musique de l'Inde » : « Rammage » et « Vilayat Khan »; 16 h. 30, « Concerto pour piano », de R. Wang, de Berlin, Ives, Purcell, Prokofiev, Schoenberg, Ligeti.
- 17 h. 30, « Reclat Jordi Saralt, directeur de Sainte-Cécile », de J. Griffla, J. Coltrane; (réclat donné le 1^{er} septembre 1980 au Festival estival de la paroisse) 19 h. 30, « Kloukou »; 20 h. 30, « P. 30 ».
- 19 h. 30, « Echanges internationaux » : « Symphonie » n° 7 en ut mineur, de Bruckner, par l'Orchestre Philharmonique de Berlin, dir. : K. Boehm.
- 22 h. « Les Nuits d'été » : « Musique française (Fauré, Debussy, Ravel) »; 2 h. 30, « Comment l'ensemble Pentecôte », de J. Griffla, J. Coltrane, de la dix-septième siècle; 2 h. 30, « Le dernier concert ».

FRANCE CULTURE

7. b. 7, La fenêtre ouverte. H. Hertzka, compositeur religieux.

7. b. 44, Chasseurs de son : la Festival folklorique International de Dijon.

7. b. 45, Chasseurs de son : christianisme oriental.

7. b. 30, Protestantisme.

7. b. 10, Ecoute Israël.

7. b. 11, Les Chansons de la penzse contemporaine : le Grand-Orient de France.

7. b. 16, Messe à l'abbaye des bénédictines de Montecassino.

7. b. 1, Regards sur la musique.

7. b. 5, Allegro.

7. b. 12, Messe de chambre : V. Papantoniou et M. Giussele, accompagnés par S. Christova, piano (résumé de chants donnés par le chœur de la paroisse de Malakoff, Paris-France) : Haendel, Purcell, Fauré, de Falla, Schubert, Schumann, etc.

7. b. 1, Sens.

7. b. 5, La Comédie-Française présente : e la Puccini l'orella p. de G. Feyder.

7. b. 1, Festival d'Avignon : W. Breuker Kollektief.

7. b. 34, Ecoutes de l'esprit : comtesse de Selys Longchamps.

7. b. 39, Ma non troppo.

7. b. 10, Le cinéma des cinéastes.

7. b. 1, Festival de la musique : Lohengrin, de W. Wagner, par l'Orchestre du Festival et chœur N. Balasch, dir. Edou de Waart, avec R. Kohnen.

FRANCE - MUSIQUE

7. h. 2. « Gloria à sept voix concertantes », de Massenet, pour deux sopranos, deux contraltos, deux ténors et deux basses ; de Bavel ; Trio sérénade pour deux violons et alto ; de Kodaly ; « Deuxième Symphonie en mi mineur », de Brahms ; « Suite française », de Roussel ; de S. B. 30. Musique religieuse traditionnelle.
9. h. 30. Concert du passé : Reconstitution d'un concert de 1890, pour piano de S. B. 30. « Minors », de C. Frank ; « Quintettes pour clarinette et cordes », de Mozart ; « Nuit dans les jardins », de S. B. 30. « La Perle », de P. Dukas ; « Ouverture d'Égypte », de Beethoven).
11. h. 30. « Les Sept Dernières Paroles du Christ », de Ezerdy.
13. h. 3. J'accuse vivant estival : L. Armstrong, E. B. Gillespie, M. Davis, C. Brown, et R. F. Ruessell.
14. h. 30. Grandes interprètes : « A Pagan Poem », de Gœttler par l'Orchestre de Philadelphie ; « Symphonie », de S. B. 30. « L'Extase », de Scriabine, par le Philharmonic Symphony Orchestra of New York ; « Dérive », de S. B. 30. « L'Extase », de Scriabine, par le New York Philharmonic Orchestra ; « Lied du Waltaube », de Schoenberg.
15. h. 30. Concert : « Suite française pour carillon, Danseuses du Grand Sésoie, Musique pour le camp du Drap d'or et crucifix », de S. B. 30.
17. h. 30. Concert : « Concerto pour violon et orchestre », de J.-S. Bach ; « Symphonie », de S. B. 30. « L'Extase », de Scriabine, pour cordes en mi mineur, d'Edgar ; « Friedrich Myli », de Wagner, par le Nouvel Orchestre Philharmonique, dir. et soliste : E. Krivine.
20. h. 30. Festival de Salzbourg 1958 : « Les Contes d'Hans Andersen », par l'Orchestre philharmonique de Vienne.
22. h. 30. « Les Nuits d'été », Équivalences ; 23. h. 30.

هكذا من الأصل



ROBERT DOISENAU/RAPHO

FUGUES

Les enfants de la route

Pendant tout le dix-neuvième siècle, psychiatres et philanthropes ont été fascinés par le nombre de petits vagabonds que la « passion » poussait à tout quitter pour partir sur les routes.

CATHERINE MEVEL

DANS un ouvrage intitulé *Le Silece de l'enfant*, publié en 1901, Ellen Key, féministe suédoise, fait le constat suivant : « Pendant que l'on prononce de belles paroles sur le développement individuel, on procède avec les enfants non pas comme s'ils étaient par eux-mêmes un but, mais bien comme s'ils étaient créés pour la joie, l'orgueil et la commodité des parents. » Cette remarque peut paraître singulièrement moderne pour l'époque. Elle s'inscrit dans un nouveau courant de pensée qui a pour objectif plus ou moins philanthropique de protéger l'enfant. Les psychiatres se penchent sur l'enfance et s'intéressent de manière particulière à ceux qui échappent à l'emprise familiale ou scolaire, aux petits fugueurs et vagabonds, qui ne cessent d'inquiéter cette fin de siècle. Cette soudaine préoccupation est le point d'aboutissement d'un long processus de domestication de l'enfance en général, et en particulier du jeune mendiant, du gamin vagabond. L'attention sociale se porte sur l'enfant des rues, sur tous ces enfants laissés à eux-mêmes à un âge précoce, qui font leur apprentissage de la vie directement sous la tutelle des adultes, parmi cette foule vivante et interlope qui les attire, se rit d'eux souvent, et parfois même les abuse et les protège.

siècle, des enfants se mêlent aux révoltes, colportent des nouvelles, font circuler des bruits. Ils trouvent là une fonction directement sociale. Quelle est la raison de leur comportement ? s'interrogent les psychiatres de cette fin de siècle. « La passion, répondront-ils, ils veulent être là où il se passe quelque chose. » Et ils apparaissent rétrospectivement, bien encombrants, ces enfants initiés trop tôt au combat des rues, à la politique, ces enfants insolents et dégourdis qui connaissent une ville mieux que les services de police eux-mêmes.

L'affaire est portée devant les hautes institutions. Le sénateur Béranger évoque en 1895 auprès de l'Académie des sciences morales et politiques le problème en ces termes : « Chez certains enfants, le vagabondage devient une passion. Il en est qui fuient pour s'abandonner les doux courants de la jeunesse dans leur famille sous l'empire d'un besoin de liberté qui n'est jamais assouvi. On les voit porter le même jour leurs pas dans tous les quartiers de la capitale, assister à tout ce qui s'y passe, querelles, accidents, agitations publiques. Il n'est pas un mouvement désordonné auquel ils ne participent, pas une émeute qu'ils ne grossissent. Les premiers aux barricades, ce sont eux qui s'y exposent, et non qu'ils se passionnent pour une opinion politique quelconque, mais c'est un drame, et ils en sont les ac-

teurs. » Il ne manque pas d'annoncer la pente fatale de ce « désordre d'autant plus grand et déplorable qu'il est le prétexte et la cause de faits plus graves qui conduisent ces malheureux enfants au crime, à la honte, au châtiment ». La rue, symbole d'initiations diverses (sexuelle et politique entre autres), est rendue fautive de la délinquance, chargée de tous les maux. Contaminée, les psychiatres le répéteront, le vagabondage, la fugue, du fait des promiscuités douteuses de la rue, mènent au crime.

Morbide

Le vagabondage passe d'un « état » propre au dix-neuvième siècle, qui assimilaient ensemble adultes et enfants, les associant dans la quête de travail, de nourriture, dans les menus services qu'ils pouvaient mutuellement se rendre, à un symptôme psychiatrique. S'il s'avère difficile de corriger l'enfant, il apparaît d'autant plus nécessaire d'amener l'enfant. Cette entreprise est facilitée par le fait que la famille devient peu à peu un lieu surveillé et que l'école publique et gratuite est maintenant obligatoire (loi Falloux, puis Jules Ferry de 1883). Ces lieux, en constituant la place naturelle de l'enfant, vont, de façon progressive et détournée, lui interdire la libre fréquentation de la ville

et la circulation sur l'ensemble du territoire. Le vagabondage, signe d'une anomalie sociale, devient l'indice d'une anomalie de l'individu et du milieu. Fugue et vagabondage se mettent à révéler un « sens moral perturbé », un « milieu social déficient », une « lourde hérédité familiale ». La psychiatrie ne sera pas longue à associer troubles du comportement et fugue.

« Ils errent, mais pourquoi errent-ils ? », s'interrogent les psychiatres. Fugue n'est pas en soi une grande faute ni un crime, puisqu'il s'agit simplement « de rompre avec un milieu, de quitter un lieu de résidence pour partir que les psychiatres trouveront leur prise, sur cette « impulsion soudaine », cette « force irrésistible au départ ». La barrière se révèle mince entre la définition classique de la fugue selon Guillois : « La désertion habituelle de la maison paternelle, de l'école ou de l'atelier », et celle de V. Parent : « Tout état de marche ou de voyage accompli par accès et déterminé par un trouble mental », en un mot entre la fugue simple et la fugue morbide. En retour, le vagabondage devient la chronisation de la fugue, le fait d'être sans pouvoir revenir à un domicile fixe. Les psychiatres ne parviendront pas tout seuls à assurer leur emprise sur les petits fugueurs, il leur faudra attendre le concours d'une institution extérieure : l'armée.

Il apparaît, à la vue des statistiques de l'armée à la fin du siècle dernier, que l'intérêt national est bien mal représenté. Les médecins militaires constatent que le nombre des fugues et désertions est en augmentation constante. Au moment où la jeune République institue le service militaire obligatoire de trois ans (qui remplace l'ancienne formule du tirage au sort), où les guerres coloniales s'étendent, appelant des forces vives recrutées sans beaucoup de discernement, plus d'un tiers des condamnations (nombreuses par ailleurs) ont pour motif la désertion et la fugue. Or, ainsi que le résume Régis, l'un des plus

éminents psychiatres militaires, « tout en criminalité militaire aboutit d'une manière ou d'une autre à la fugue ». Ce sera donc bien elle la cible de leur intervention : quasiment tous les psychiatres de l'époque ont, au cours de leur vie, consacré un ouvrage ou un article à ce sujet.

Or, une enquête plus approfondie de la vie des déserteurs révèle que, « chez maints d'entre eux, la fugue militaire a été précédée de fugues familiales et surtout de fugues scolaires répétées insurmontables ». La filiation se déduit clairement, la fugue de l'enfant mène à la fugue du militaire. Les psychiatres répondront en plus du certificat d'aptitude physique, un certificat d'aptitude mentale. Chailan de Belval exige, de son côté, « l'exclusion de tous les psychopathes à quelques catégories qu'ils appartiennent, l'élimination même des suspects afin de débarrasser l'armée du compagne des malades nerveux ». A une époque où la pensée orthodoxe, raciste et nationaliste s'affirme franchement, les militaires veulent une armée saine et tentent d'agir en conséquence.

L'histoire ne manque pas d'ironie, ni l'armée, qui, après avoir pendant tant de siècles alimenté la catégorie des mendiants et vagabonds en jetant sur les routes ses anciens soldats hors d'usage, les fait apparaître à la fin du siècle dernier comme un fléau et un danger pour la société. Qui sont-ils ces vagabonds âgés et inamendables ? Il semble que, pour les trois quarts, il s'agisse d'individus déclarés inaptes au service, et, pour le restant, de ceux que l'armée a abîmés et rejetés sur les routes, de ceux qui alimentent régulièrement les différents hospices. Ils y apportent (et surtout y ont apporté) leurs infirmités, mais aussi leurs récits. Et qui séduisent-ils ? Justement, l'oreille attentive des petits vagabonds.

Dans les *Mémoires d'un prolétaire*, Norbert Truquin raconte comment, enfant, il est amené à faire route avec un vieux sol-

dat, qui a combattu vingt ans pour la France, et dont le corps, criblé de blessures, ne lui rapporte aucune pension. Faisant passer Norbert pour son fils, afin de lui éviter les maux de correction de l'époque, il le régle au « clocher de bois », hôpital où ils doivent faire halte pour soigner leur gale. C'est là que le petit Norbert prend tout son plaisir à écouter une douzaine d'autres soldats, presque tous d'anciens soldats, qui passent la journée à se raconter leurs exploits.

Dans le sang

Les philanthropes et les psychiatres se rendront bien compte de la nécessité de conjurer les effets maléfiques de cette promiscuité, et tenteront d'enlever à ces vieux soldats leur auditoire. Joffroy et Dupouy, deux d'entre eux, évoquent non sans lyrisme la vieille habitude de ces brisards, qui aiment à raconter leurs campagnes, « se créant toute une compagnie d'enfants qui se pressent en cercle autour d'eux, attentifs et muets d'admiration, ne laissant échapper que de joyeuses exclamations, des cris d'étonnement ou des murmures d'effroi, des soupirs d'attendrissement ou de soulagement ». Récits qui, selon eux, porteront ces enfants bien plus à tenter de vivre des aventures dignes de leur imagination que de se soumettre à l'ingrate discipline militaire.

Où donc situer la coupure entre le normal et le pathologique, si ce n'est entre le rêve et l'action, entre les désirs et les tentations de partir, et le départ lui-même ? Quelle est la cible des psychiatres, si ce n'est cette impulsion irraisonnée de l'enfant à prendre la route, à se glisser sur un bateau en partance, à tout quitter sur la sollicitation d'une parole, d'une image, d'un récit ? Il faudra en conséquence veiller à défaire ces anciens blocs de solidarité qui s'étaient créés dans la rue au hasard des rencontres.

(Lire la suite page XV.)

AUTOCRITIQUE

Lukacs et l'ombre de Staline

Successivement porte-parole et pourfendeur du stalinisme, Lukacs a vécu de l'intérieur les secousses de la pensée marxiste. Le philosophe roumain Nicolas Tertulian analyse ces revirements.

DIDIER ERIBON

L'ITINÉRAIRE politique et intellectuel de Georges Lukacs, philosophe hongrois mort en 1971 et l'un des plus grands théoriciens marxistes, notamment dans le domaine de l'esthétique, est complexe. Après une première période où il subit l'influence de la philosophie néo-kantienne et de Hegel, il découvre le marxisme et l'action politique. Il fait partie du gouvernement de Bela Kun en 1919. Ses écrits de cette époque tentent de faire une synthèse entre la dialectique hégélienne et la philosophie marxiste. Exilé en URSS, pendant le nazisme, il devient ensuite un peu un théoricien officiel et le porte-parole de l'orthodoxie stalinienne. C'est alors qu'il renie son principal ouvrage de l'époque précédente *Histoire et Conscience de classe*.

Mais il sera ensuite un des plus ardents artisans de la déstalinisation. Il prend part à l'insurrection de Budapest en 1956, et participe au gouvernement d'Imre Nagy, ce qui lui vaut d'être déporté comme les autres membres de ce gouvernement. Par la suite, Lukacs tentera une critique radicale des excès du communisme, tout en restant profondément marxiste. Il soutient le printemps de Prague et l'action de M. Kadar en Hongrie.

Comment, avec le recul du temps, juger ces évolutions et en particulier les rapports de Lukacs avec le stalinisme ? C'est ce que nous avons demandé au philosophe roumain Nicolas Tertulian, auteur de *Georges Lukacs. Stages de sa pensée esthétique*, qui paraîtra à la rentrée aux Editions Sylamore.

« La plus connue des œuvres de Lukacs, en France du moins, est *Histoire et Conscience de classe* », est, sans aucun doute, une œuvre qui a fait date, mais que son auteur a reniée.

— *Histoire et Conscience de classe* est une œuvre très importante pour la pensée du vingtième siècle. Non seulement pour la pensée marxiste, mais d'une manière générale. Il est même possible que Heidegger l'ait lue et certains chercheurs ont apporté des éléments d'ordre philologique pour prouver que, dans *Être et Temps*, il y a une poétique cachée avec Lukacs.

« Il y a dans *Histoire et Conscience de classe* un élan, une fresque dialectique, qui fait que cette œuvre garde son caractère séduisant et attirant, même aujourd'hui. Il est vrai que l'auteur lui-même a pris des distances à l'égard de cette œuvre. Mais le texte qu'il a consacré en 1967 à une analyse rétrospective des qualités et défauts de cette œuvre développe une position beaucoup plus nuancée que ses autocritiques des années 30. Ce qui faisait la puissance de persuasion de cet ouvrage, c'est la valeur accordée à la pratique, à la tension créatrice de la subjectivité. C'est une sorte de marche triomphale du prolétariat, qui est aussi la marche de l'idée hégélienne.

« Le problème est de savoir si les distances que Lukacs a prises sont justifiées ou bien simplement circonstancielles.

« Je crois que ce détachement marque une conversion philosophique sincère. Lukacs a changé de point de vue sur certains problèmes philosophiques importants, à la suite d'une réflexion plus approfondie.

« Méme Merleau-Ponty, qui a été parmi ceux qui ont redécouvert l'importance de cet ouvrage, lorsqu'il parle de l'autocritique de Lukacs dit qu'il y avait dans ce livre une dialectique trop « agile » et trop « notionnelle ». Lukacs s'est rendu compte que le poids de l'objectivité est plus grande qu'il ne l'avait fait, de « fallait tenir compte, dans une mesure incomparablement plus grande qu'il ne l'avait fait de la densité, de la résistance et de la

complexité du réel par rapport à l'expansion triomphante de la subjectivité.

Dogmatisme

— Lorsque la première autocritique a été prononcée, Lukacs était devenu un penseur dont les textes étaient plutôt sommaires et les polémiques sociales et dogmatiques. N'était-il pas devenu un penseur officiel du stalinisme ?

— La question du rapport de Lukacs au stalinisme est l'un des problèmes les plus complexes pour l'histoire des idées politiques et philosophiques de notre temps.

« Lukacs a appuyé Staline, non seulement dans le débat avec Trotski à la fin des années 30, mais aussi dans le débat philosophique organisé à Moscou, dans les années 50, sur les indications de Staline. Lukacs, dans son autobiographie inédite, parle de ce débat comme d'un tournant dans son évolution philosophique.

« Il a appuyé Staline parce que le débat était dirigé contre l'orthodoxie pékévienne, c'est-à-dire une vision simplifiée de marxisme. Il a appuyé l'orientation prise par la philosophie à l'époque, parce que cela lui semblait une prise de position contre un marxisme étroit et dogmatique.

« Nous nous trouvons devant un paradoxe significatif : Lukacs appuyait une initiative de l'orthodoxie officielle, mais il développait une ligne de pensée qui devait, en fin de compte, entrer en contradiction avec cette orthodoxie. Il dira plus tard : « Je crois pouvoir affirmer tranquillement que j'étais objectivement un adversaire des méthodes de Staline, même quand moi-même je croyais être un partisan de Staline. »

— Vous parlez d'une certaine critique de la ligne officielle stalinienne qu'on pourrait percevoir dans les œuvres de cette période ?

— Tout d'abord, il ne faut pas oublier certains faits matériels précis. À la fin des années 30, lors de la parution en russe de son livre *l'histoire du réalisme*, il a été l'objet d'une vaste campagne d'attaques de la part de la critique officielle (il y a eu au moins quarante articles contre lui : la revue à laquelle il collaborait a été supprimée). Un an plus tard, il a même été accusé de trahison, un mois : on l'accusait de faire partie de la « cinquième colonne ».

« Mais venons au problème de fond : ses écrits des années 30, 40, 50, donc de la période stalinienne. Le réalisme en littérature que défendait Lukacs et le réalisme que prônait la critique littéraire stalinienne sont loin d'être la même chose. Ce n'est pas seulement une question de différence de culture et de niveau intellectuel, comme le prétend Kolakowski, dans le chapitre fort malveillant qu'il consacre à Lukacs, dans sa récente histoire du marxisme, où il range Lukacs parmi les esclaves du dogme stalinien. Les essais de Lukacs sur le réalisme fondent le concept de réalisme sur l'idée de plénitude et de substantialité humaine, sur la multidimensionnalité de l'image de l'homme, sur l'exigence de non-capitalisation devant le mal.

« Dans un essai de 1940, où l'on peut déceler en filigrane une critique assez forte du bureaucratisme stalinien, Lukacs reprend initialement les idées développées en 1912 dans son essai sur la culture esthétique. La continuité des idées du jeune Lukacs et du Lukacs de la maturité me paraît un des arguments les plus convaincants contre l'identification sommaire entre Lukacs et les positions stalinienues.

— Mais on ne peut pas nier que ses livres de cette époque sont fortement marqués par la pensée stalinienne.

« Un livre comme *La Destruction de la raison* doit être lu, à mon avis, à plusieurs niveaux. Il y a, sans aucun doute, dans ce livre des prises de position sectaires et dogmatiques, des simplifications abusives des idées de certains philosophes contre lesquels est dirigée la polémique, une violence de langage dans sa stigmatisation de « l'ennemi », qui rappelle les pires clichés de la propagande stalinienne.

« Le dernier chapitre, écrit évidemment pour répondre à la « commande sociale » du moment (nous sommes en 1952, en pleine guerre froide) est lamentable. L'incompréhension de la phénoménologie de Husserl, ou la dénonciation sans nuances des derniers livres de Bergson me paraissent des exemples flagrants dans ce sens. Mais je maintiens que l'idée fondamentale du livre, à savoir la responsabilité de la pensée allemande de type irrationaliste dans la montée des forces antidémocratiques en Allemagne, culminant avec l'avènement du nazisme, reste profondément valable. *La Destruction de la raison* reste un livre important malgré la forte empreinte du dogmatisme.

« Quant à *Existentialisme ou Modernisme*, c'est un livre plus modeste, où le simplisme dans l'exposé des idées me paraît encore plus flagrant.

— Pourtant Lukacs a réitéré ce livre.

— Oui, parce qu'il a gardé jusqu'à la fin sa critique de principe de l'existentialisme. Il voulait écrire une étude sur *La Critique de la raison dialectique*. Mais il n'en a eu que deux cents pages, puis il s'est arrêté, parce qu'il trouvait ce livre trop prolixe, pour ne pas dire chaotique : « C'est un livre très honnête

mais extrêmement confus et ennuyeux », écrivait-il dans une lettre. A ses yeux, Sartre avait fait des progrès énormes depuis *l'Être et le Néant* ; mais il restait fidèle à l'idée heideggerienne que l'homme est un être jeté dans le monde. Or, pour Lukacs, la socialité n'est pas une dimension que l'homme a acquise progressivement. Ce n'est pas une dimension secondaire, mais originaire, constitutive de l'être humain.

— Vous considérez les œuvres postérieures de Lukacs comme une réaction contre l'appauvrissement du marxisme ?

— Oui. *L'Esthétique* et *l'Ontologie* sont nées comme réaction au terrible appauvrissement du marxisme à l'époque stalinienne. Mais c'est aussi une réaction contre l'expansion du néo-positivisme et de la philosophie analytique. Il proteste contre l'idée de réduire la philosophie à la théorie de la connaissance scientifique. Sa volonté est de récupérer la richesse des catégories du réel.

« C'est un retour à la tradition de la *Métaphysique* d'Aristote et de la *Logique* de Hegel. C'est une tentative pour redonner à la philosophie son souffle métaphysique, banni par le scientisme néo-positiviste.

Désaffection

— En ce sens, « l'Esthétique » est beaucoup plus qu'une théorie de l'art ?

— Oui. Dans *l'Esthétique* il y a de nombreux développements sur la science, la magie, la religion... C'est une tentative ambitieuse de reconstruire une réflexion totalisante sur les fonctions de l'esprit et pas seulement sur l'art. Elle se voulait une sorte de « phénoménologie de l'esprit ».

« Pour Lukacs, l'essentiel dans l'art, c'est le contenu humain. Peut-on lui faire grief d'essayer, dans l'époque d'expansion du technocratie, du scientisme, de la philosophie analytique, de faire ressurgir les grandes traditions humanistes et de donner à « l'irrationnel » l'humanité irréductible de l'œuvre d'art ? Il considère même l'art comme l'expression privilégiée de l'« humanité de l'homme », de la substance humaine. Et comme cette substance est très menacée, il voulait, à travers l'art, sauver l'intégrité de la personne humaine.

« C'est ce caractère humaniste de sa pensée qui domine aussi bien dans *L'Esthétique* que dans *l'Ontologie*. Parce que son

initiative théorique principale, c'est d'introduire le concept de conscience de soi de l'espèce humaine. Il pensait qu'on ne doit pas parler seulement de classes sociales, de groupes sociaux de nations, mais aussi de l'humanité, comme une entité qui se constitue historiquement, comme un corpus de qualités progressivement acquises. L'idée centrale de *L'Esthétique* est que les grandes œuvres d'art expriment justement, à travers une détermination temporelle et spatiale qui est celle de l'artiste dans son temps, l'aspiration qui est celle de l'humanité dans sa totalité.

« *L'Esthétique* », par-delà les œuvres de la période stalinienne, et même par-delà « Histoire et Conscience de classe », retrouve les thèmes des premières œuvres de Lukacs, c'est-à-dire des œuvres qui sont antérieures à son adhésion au marxisme.

« *L'Esthétique* définit bien la pensée de Lukacs comme une philosophie du sujet. Lukacs fait place de plein droit à l'affirmation de la subjectivité humaine. L'idée que Lukacs a capturé devant le « réel », qu'il s'est plu à la force contraignante de l'« objectivité » et de la nécessité historique (c'est-à-dire le stalinisme), est au fond renversée par la place qu'il donne à la subjectivité humaine. Il retrouve, en effet, sa pensée de jeunesse, qui était présente dans ses œuvres de la période stalinienne, mais sur un plan dissimulé. Toutes les sources de la pensée de jeunesse réapparaissent et connaissent une éclosion. C'est-à-dire beaucoup d'idées qu'il avait développées à partir de Kant, de Dilthey, de Husserl et de Hegel.

« Et, ainsi, l'idée du caractère désaliénant de l'art, par exemple, a eu, pour les pays de l'Est, un effet de renversement de l'horizon de pensée : on peut lire *L'Esthétique*, ainsi que *l'Ontologie*, comme une gigantesque fin de non-recevoir à l'égard de toute la pratique manipulative et bureaucratique du « socialisme de caserne » de type stalinien et néostalinien.

— Il semble, en effet, que l'art ait été à la pensée de Lukacs, pour une large part, dans le rôle de pensée de la dissidence qu'elle joue dans les pays de l'Est.

La pensée de Lukacs est une pensée par essence critique, non conformiste, qui prend, de manière explicite, des distances par rapport aux pratiques existantes. Lukacs a écrit un texte

sur la question de la démocratisation à la suite des événements de Tchécoslovaquie en 1968. Il ne l'a pas publié parce qu'il n'en était pas très satisfait. Mais c'est ici qu'on trouve cette pensée politique et ses analyses sur la situation du socialisme réel. On trouve, dans ce texte, une critique aiguë de pratiques néostalinienues. Le centralisme autoritaire, la manipulation, l'absence d'autodétermination dans les pratiques élémentaires de la vie quotidienne, le danger fatal de dépolitisation, la régression des gens.

« Mais votre expression « pensée de la dissidence » appelle quelques éclaircissements. Lukacs était un esprit oppositional, mais il n'a jamais rompu l'expérience socialiste dans son pays. Son projet était de « redresser » ce qu'il jugeait être une déformation ou une mutilation du socialisme, de donner un fondement théorique à la reconstruction, sur des bases humanistes, de ces sociétés, mais non de s'engager dans une contestation globale. La pensée de l'École de Francfort est, dans ce sens, plus négative et plus radicale que la sienne ; mais aussi beaucoup plus sommaire, pour ce qui concerne les pays de l'Est. Lukacs a vécu du dedans l'expérience du socialisme et il a pu mesurer la pesanteur du réel, la complexité effective du tissu social. La subjectivité lukacienne est une subjectivité enracinée dans l'objet, qui veut modifier et réformer le réel, en épousant sa structure et ses contours, tandis qu'Adorno, beaucoup plus pessimiste, trouvait son seul point d'appui dans l'antonomie arguée des sujets solitaires, cantonnés dans son travail de négation perpétuelle (1).

« Il faut ajouter que ni Lukacs ni Adorno ne sont des figures dominantes de la pensée et de l'intelligentsia à l'Est. Une certaine désaffection à l'égard de la philosophie orientée vers les problèmes sociaux et historiques fait que les jeunes philosophes roumains, par exemple, s'intéressent plus à Heidegger et à Merleau-Ponty qu'à Karl Popper et à la philosophie analytique, ou au structuralisme et à la sémiologie. Mais ceux qui sont concernés vraiment par une réflexion critique sur les problèmes concrets de la société de notre temps trouvent finalement l'impulsion pour développer une pensée autonome dans les écrits des penseurs comme Lukacs, Sartre, Adorno ou Bloch. »

(1) Voir l'interview de Miguel Abensour sur l'École de Francfort, dans le Monde Dimanche du 2 mars.

CONTROVERSE

Jung et le nazisme

ROLAND JACCARD

Christian Delacampagne a analysé dans un article publié dans le Monde Dimanche du 17 août (« Bonjour, monsieur Jung... ») la vague que connaît actuellement Carl Gustav Jung, ami puis rival de Freud. Roland Jaccard aborde ici un aspect particulièrement controversé de l'activité du fondateur de la « psychologie analytique » : ses rapports avec le nazisme.

G. JUNG et le nazisme : ce pourrait être le sujet d'une thèse ou d'une recherche qui mettrait un point final aux polémiques, aux ragots et aux sottises de la réputation de l'illustre psychologue zurichois depuis qu'en 1933, après l'avènement du III^e Reich, il accepta de collaborer dans le domaine scientifique avec les nazis.

Deux partis s'affrontent ici : celui des freudiens, d'autant plus implacables dans leurs réquisitoires que C.-G. Jung, l'héritier présomptif, est accusé d'avoir trahi la cause analytique et d'avoir depuis longtemps déjà — c'est Freud qui l'affirme — nourri des préjugés raciaux (1) ; et ceux des nazis, qui, à ces accusations, les jungiens répondent en surenchérissant sur les sentiments anti-nazis du « sage du Kibitz » et en le présentant comme une des figures marquantes de la résistance à la barbarie des « brutes blondes », expression qu'il utilisait volontiers. Ils rappellent également que Jung n'a pas cessé de

s'entourer de collaborateurs juifs — notamment Jolande Jacob, Gerhard Adler, Aniela Jaffé, Roland Cahen — et que, dès 1940, ses livres rejoignent ceux de Freud sur la liste Otto, le fameux index hitlérien (2).

Pour un observateur à peu près neutre, il semble aujourd'hui évident que compter Jung parmi les partisans du nazisme est une contre-vérité, à la limite de la diffamation. Il reste cependant que son attitude, comme celle de tout scientifique soucieux de ne pas rompre les liens avec un pays soumis à un régime totalitaire, a pu prêter le flanc à des critiques et susciter des interprétations contradictoires.

Contre sa volonté

Rappelons les faits : en 1933, le professeur Ernst Kretschmer démissionne de son poste de président de la Société générale médicale de psychiatrie, groupant des praticiens allemands et étrangers. Il estime ne plus disposer de suffisamment de liberté pour assumer ses fonctions. Avec son accord, Jung, pensant comme étranger dépositaire d'une marge de manœuvre déjà importante, lui succède, ce qui l'amènera à collaborer avec le professeur Goering, le neveu du ministre, jusqu'en 1939. Dans le premier numéro « nazi » de leur revue : *Zentralblatt für Psychotherapie* (décembre 1933), le professeur incitait tous les psychopathes non seulement à étudier attentivement Mein Kampf d'Adolf Hitler, mais à le

prendre comme base de leur activité. Destinée uniquement à l'édition allemande de la revue, ce manifeste fut glissé par erreur dans l'édition internationale, ce qui provoqua de vives réactions. Un psychiatre suisse, le Dr Sully, signala dans la *Neue Zürcher Zeitung* (27 février 1934) qu'un de ses compatriotes prêtait à cette revue si étrangère aux idées démocratiques de son pays. Aussitôt, Jung répliqua fermement dans le même journal que ce « manifeste politique avait été publié contre sa volonté expresse ».

Pour se justifier, il écrivit encore ceci : « Je me suis trouvé placé devant un conflit moral. Devais-je, prudent et neutre, me retrier en sécurité de ce côté-ci de la frontière, vivre en toute innocence sans m'impliquer, ou devais-je — comme j'en étais bien conscient — risquer d'être attaqué, risquer l'inévitable incompréhension à laquelle n'échappe pas celui qui, pour des raisons d'ordre supérieur, est entré en relation avec le pouvoir politique en Allemagne aujourd'hui ? Devais-je sacrifier la science, ma loyauté envers mes collègues, l'amitié qui me lie à beaucoup de médecins allemands (...), devais-je sacrifier tout cela à mon confort égoïste, à une action politique défensive ? Avez-vous n'avez d'autre possibilité que de me prêter moi-même, de prêter mon nom et ma position indépendante, pour la bénédiction de mes amis. »

Ainsi donc, Jung n'aurait collaboré avec le régime nazi que dans le seul but d'empêcher la Société générale médicale de psychiatrie de tomber entièrement sous la coupe des psychiâtres acquis aux idées du III^e Reich. Il pensait également pouvoir protéger les psychopathes juifs en acceptant de succéder à Kretschmer, de même qu'avec l'accord de Freud l'« aryen » Boehm remplaça le « juif » Eitington à la tête de la Société allemande de psychanalyse.

Dans un éditorial du *Zentralblatt für Psychotherapie* qu'il

rédigea lui-même, C.-G. Jung entreprit de distinguer la psychologie juive de la psychologie aryenne. Cela lui fut également reproché par la suite vivement reproché. Dans la conjoncture politique allemande, un tel projet, outre qu'il était des plus discutables, pouvait prêter à tous les malentendus. Notons cependant qu'en terme de son article Jung insistait tout particulièrement sur le fait que cette distinction « n'était qu'une critique de la psychologie sémitique, pas plus qu'une discussion sur les particularités psychologiques d'Extrême-Orient n'impliquait une critique des Chinois ». On lui en voulut alors d'avoir mis sur le même plan la psychologie des Juifs et celle des Chinois, sans se rendre compte du racisme qu'une telle critique impliquait.

Il ne fait aucun doute, d'après les documents et les témoignages dont nous disposons maintenant, que Jung fut beaucoup moins impliqué dans le nazisme que d'autres penseurs, Heidegger notamment. Mais, alors que les intellectuels français virentent ce dernier, ils se montrèrent intransigeants et souvent injustes à l'égard de Jung. Deux poids, deux mesures. Pourquoi ?

(1) Freud ou Jung, d'Edward Glover, PUF.

(2) Jung face au nazisme, Cahiers de psychologie jungienne, n° 12, Hiver 1977, 5, rue Les-Casse, 75007 Paris.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.

Imprimé par la S.A.R.L. le Monde.

Reproduction interdite de tout extrait, sans accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 5767.

TRADITIONS

Les marionnettes de M. Oe

M. Minosuke Oe est le dernier fabricant de marionnettes du Japon. Un art intimement lié à la tradition culturelle et religieuse, qui connaît un nouveau regain d'intérêt.

PHILIPPE PONS

On n'entend que le bruit du cliquetis des bois tendus. Les incisions successives font jaillir des copeaux. Peu à peu, du petit bloc de bois que le vieil homme tient au creux de sa main gauche, l'ordonnée pour présenter l'angle voulu à l'attaque de l'outil, se dégageant à peine dégrossi, les traits d'un visage. De temps à autre, il esquive les proportions au pinceau avec des gestes rapides. Au fur et à mesure que le travail avance, les sourcils, les rides, la forme du menton, sont dessinés avec plus de précision. En quelques heures, de ces longues mains noueuses et soignées qui s'activent devant nos yeux, va jaillir une tête humaine, comme miniature. Un visage à la fois poétique, aux traits accusés, au menton légèrement en sautoir, celui d'un marchand de saïbans d'Osaka. Puis, il faudra polir la tête, la frotter en deux en séparant l'arrière du crâne du visage pour l'évider et y placer les mécanismes des parties mobiles (yeux, bouche, sourcils).

Dans les faubourgs du port de Naniwa, à l'est de Shikoku, la quatrième île de l'archipel nippon, un homme qui a conservé dans le regard l'énergie et la jeunesse de ses vingt-cinq ans, a passé cinquante ans de sa vie à donner naissance à des personnages de théâtre : les marionnettes du Bunraku d'Osaka, sans doute le plus élaboré des théâtres de marionnettes du monde. M. Minosuke Oe, septante-trois ans, est, avec son disciple Ishida, le dernier fabricant de marionnettes du Japon. Il a sculpté près de huit cents têtes : un tiers de celles qui paraissent sur la scène du Bunraku sont nées entre ses mains.

L'atelier de M. Oe est, à lui seul, un univers. Au départ, on a l'impression d'entrer dans un lieu à l'air sec, où l'on sent le bois à l'état brut, où l'on voit un enfant sous des vêtements de vieilles mantes de poupées décolorées. Mais, à mesure que M. Oe parle, assis en tailleur devant son établi envahi d'outils à travailler le bois, de vieilles tasses avec un fond de peinture séchée, de pots où sont plongés des pinceaux qui ne laissent devant lui qu'un petit carré de copeaux, tout prend sens.

Le Bunraku a une place spéciale dans le théâtre de marionnettes au Japon. Car, art qui associe conteurs et marionnettistes, s'est développé au cours de la première moitié du dix-septième siècle, dans la région d'Osaka. Trois hommes allaient faire de ce qui n'était encore qu'un mode d'expression populaire et mineur l'un des grands arts du spectacle. Le premier fut Gidayu Takemoto (qui est resté dans l'histoire sous le nom de Gidayu). Paysan devenu musicien et chanteur de grand talent, il ouvrit son propre théâtre dans cette ville de marchands portuaires, qui devenait Osaka. Le second était le manipulateur Hachirobei Tassumatsu et le troisième le dramaturge Chikamasa (vers 1658-1724). Avec ces trois hommes, et surtout le dernier, l'histoire du théâtre de marionnettes passa du domaine du comique, de l'épique ou du surréalisme au drame psychologique et à l'étude des caractères.

Un bâton
Du Bunraku (dont le nom vient de Bunrakuken, l'ennemi, qui, au début du dix-neuvième siècle, créa à Osaka une sorte de conservatoire de la tradition, notamment de la technique de la manipulation telle que l'avait établie vers 1730 Benzaïro Yoshida (1), Chikamasa a pu dire : « Toute la vie au bout d'un bâton ». A l'origine, comme le rappelle M. Oe, c'était bien d'un bâton qu'il s'agissait. La marionnette semble avoir pour point de départ le bâton que les prêtres shinto (la religion première du Japon) utilisent pour permettre à l'esprit de s'in-

carner. C'est aussi d'un bâton dont se servent les miko (médiums) qui exercent encore leurs talents dans le nord de l'archipel. « Après ce simple bâton », écrit Jacques Pimpaneau, « l'étoffe suivante ne fut pas faite vers le dixième siècle, d'une part, le phallus en bois que l'on retrouve dans beaucoup de cultures paysannes encore aujourd'hui dans les campagnes japonaises et, d'autre part, le bâton des médiums comportant à son sommet une petite tête à peine esquissée, en tissu ou sculptée (2) ». Les véritables poupées étant peut-être venues de Corée.

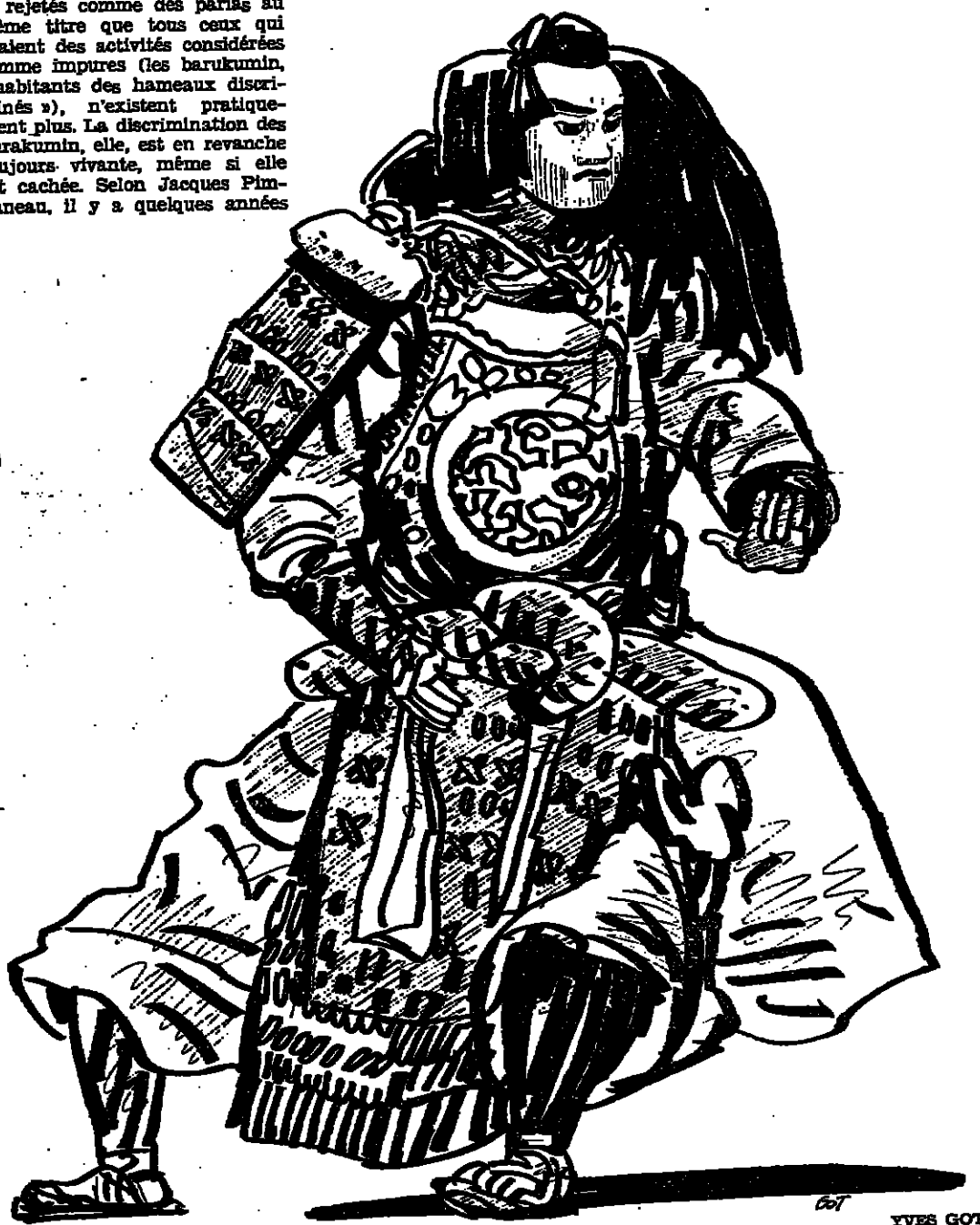
Sortant d'un amoncellement de têtes, celle d'un homme avec trois touffes de cheveux au sommet du crâne et une bouche en cul de poule, M. Oe précise qu'elle lui a été envoyée pour réparation de l'île de Sado, au nord, sur la mer du Japon. « A Sado, les habitants consacrent le théâtre de marionnettes tel qu'il existait avant Chikamasa », dit-il. C'est ce type de marionnettes à la tête fixe qui a été connu à Osaka puis déposé et perfectionné. Il reste aussi à Awa (île de Shikoku) des marionnettes qui servent à une sorte d'accompagnement au chant pour faire venir les dieux. Les manipulateurs font évoluer au rythme de tambours à deux faces des poupées qui représentent les « trois vieillards » et « trois jeunes », l'un des sept dieux du bonheur. Dans la plupart des spectacles on retrouve l'origine des danses religieuses. »

Phallique
A Sado également les marionnettes ont conservé, pour certaines d'entre elles, le caractère de symbole phallique qu'elles avaient autrefois. Le culte de la fécondité, symbolisé par le phallus, demeure extrêmement répandu dans les campagnes. Des temples dédiés à ce culte sont connus : comme ceux qui existent à Kawasabi, près de Tokyo, ou aux environs de Nagoya. En fait, du nord au sud de l'archipel, on découvre des cultes de ce type plus ou moins connus : dans le petit port de Muki, au sud de l'île Shikoku, chaque année, un été, les pêcheurs vont porter un énorme phallus en bambou sur une petite île, où un temple est dédié à une princesse qui a perdu son amour. Sur l'île de Sado, on jette une poupée phallique parmi les spectatrices, qui se la disputent. Jacques Pimpaneau précise que quatre marionnettes servent à jouer une courte pièce qui se termine toujours de la même façon : Kinoshita, la poupée symbolisant le personnage au sexe en érection, pissant sur le public. Une histoire qui s'inspire de la légende sur l'introduction du théâtre de poupées à Sado.

« Plus tard, vers la fin du seizième siècle, les rites religieux se dissocièrent peu à peu du théâtre proprement dit avec l'association des conteurs et des marionnettistes, précise M. Oe. A l'origine, les conteurs étaient des moines bouddhistes accompagnant du bon hôte (sorte de luth). Ils racontaient la genèse du bouddhisme, puis, dès le treizième siècle, chantaient de ville en ville des récits épiques, notamment la longue lutte entre le clan des Heike et celui de Genji (3). Puis vinrent les récits d'amour comme ceux de Joruri, la princesse, avec l'histoire de Yoshitane. » Ces récits épiques étaient accompagnés par le shamisen (luth à trois cordes) venu d'Okinawa, plus riche en ressources mélodiques. Bientôt, les chanteurs de Joruri - l'histoire de la princesse était devenue si célèbre que le genre récitatif lui-même avait pris ce nom, qui fut celui du sujet - s'associèrent avec les marionnettistes. Ceux-ci avaient pour origine des troupes d'errants, sorte de saltimbanques, qui allaient de village en village, avec une boîte suspendue au cou contenant leurs poupées. Les femmes qui les accompagnaient

vivaient de leurs charmes. Le spectacle des marionnettes, comme le Kabuki à l'origine, fut très mêlé aux activités de prostitution.

Avec le théâtre de marionnettes (ningyo joruri), associant conteurs et marionnettistes, allait naître l'une des grandes expressions théâtrales japonaises. Elle se fixa à Osaka : et les différences entre les marionnettistes itinérants qui continuaient à parcourir le pays et le théâtre proprement dit d'Osaka commencèrent à s'accroître : les premiers insistant sur les effets sonores, les seconds sur le détail et la mise en scène. Les marionnettistes itinérants, discriminés et rejetés comme des parias au même titre que tous ceux qui avaient des activités considérées comme impures (les barikumin, « habitants des hameaux discriminés »), n'existent pratiquement plus. La discrimination des burakumin, elle, est en revanche toujours vivante, même si elle est cachée. Selon Jacques Pimpaneau, il y a quelques années



YVES GOT

Les enfants de la route

(Suite de la page XIII.)

Il faudra encore renforcer chez l'enfant la volonté et la raison, ces remparts si fragiles contre les émotions et les passions tentatrices, en un mot dresser le petit homme.

Mais que faire contre ceux qui résistent aux tentatives de moralisation et continuent à fuir ? Contre ces innombrables que l'on appellera « vagabonds par tempérament » ? Chez eux, la fugue semble une passion, une impulsion incontrôlable : l'aventure apparaît sous la forme d'un attrait irrésistible. Ils ont la route dans le sang. Ils ne cessent d'intriguer les psychiatres ces enfants, qui aiment à égarer la nuit, se mêlent aux chiffonniers, se réjouissent de la lecture d'un roman de Jules Verne, d'une description de quelque grande ville, de ces gamins qui ont traversé, sans qu'on ait jamais su comment, des départements entiers

ou même toute la longueur de la France », ainsi que le raconte Joly. Les psychiatres restent singulièrement désarmés et, au-delà, fascinés par ceux qui rendent inutile leur savoir.

Avant de marcher

Rollet ne cache pas son étonnement devant le cas du petit B., qui, à onze ans, a déjà été arrêté vingt-deux fois pour vagabondage, et à qui il prête, un peu trop vite, le désir « d'avoir voulu s'enfuir avant que de savoir marcher ». Ce gamin cède au désir de quitter le connu pour l'inconnu, de voir du nouveau, sans souci des dangers ni des privations. Que faire pour dresser cet enfant à vie et à l'intelligence, qui se fuit, à sept ans, sur un bateau à vapeur en partance pour Londres, qui quitte une leçon d'histoire sur les bords de la commune pour visiter le champ de bataille de Charles

Martel, et sera ramassé, déguenillé et à demi mort de faim, sur une route, et qui, pourtant, repartira vers d'autres aventures ? Cet enfant qui répond quand on lui demande ce qu'il veut faire plus tard : « Je veux être conducteur de chemin de fer ! »

Après avoir, avec tant de soin, suscité et cultivé cette spécificité de la délinquance enfantine, les médecins psychiatres, les institutions, sont parvenus à en avoir raison. Quel enfant se sauverait aujourd'hui pour accomplir les exploits du petit B. ? On penserait à l'effort que sa santé mentale laisse à désirer. L'aventure et la fugue ont emprunté d'autres formes. Les anciennes solidarités sont aujourd'hui dissoutes. Durant ce temps, jusqu'à aujourd'hui presque, il s'est noué une étrange relation entre le petit fugueur, le délinquant pervers et les psychiatres.

CATHERINE MEVEL

sculptée et évidée, il faut placer les mécanismes d'articulation : un os de balustrade plat servant de ressort, ramenant la bouche, la langue, les yeux ou les sourcils en position normale dès qu'on lâche la tige. Après le polissage il faut coller du papier de riz pour éviter les craquelures dues aux variations du taux d'humidité. »

Une énigme

Estimant que le papier de riz actuel n'est pas de bonne qualité, M. Oe utilise des feuilles de vieux livres de l'époque Meiji (1868-1912) : aussi les têtes en réparation, dont le bois a été réparé, ont-elles des caractères chinois, donnant à ces crânes aux yeux blancs l'aspect d'une énigme. Les enduits, comme les couleurs, sont à base de coquillages broyés. Les détails les plus infimes, comme le bleu de la barbe sur les jeunes des hommes, sont représentés. Puis le perruquier se chargea de la coiffure, particulièrement élaborée dans le cas des femmes.

« Ces têtes ne sont pas un décor, mais des objets », dit M. Oe. C'est pourquoi je refuse de travailler pour les collectionneurs. Celles qui je préfère ? Difficile. Bien sûr, j'aime le moins Reiden, serin et tragique, au visage lisse. Le personnage

dramatique de Shunkan, le moins révolté déporté sur une île alors que ses compagnons sont graciés, mais aussi Kagetsu, le guerrier aveugle qui, à un moment de la pièce, tente de lever ses paupières avec ses deux mains, dans un effort suprême, pour voir sa fille. « Le visage que je préfère est sans doute celui de la prostituée de Yoshiwara - célèbre quartier réservé de Tokyo. J'étais encore jeune quand je l'ai faite. Techniquement, c'est imparfait, mais dès que la poupée s'anime, elle dégage une grande sensualité. »

Un érotisme à la fois diffus et intense, que l'on retrouve, par exemple, dans la pièce de Chikamasa Double Suicide à Sonzaki, dont on a tiré un film, présenté il y a quelques années à Paris : lorsque les amants se suicident, la poupée de l'homme prend la cheville de la femme pour la porter à sa gorge, dans un geste où se mêlent le désir de mort et le désir tout court.

Les jambes, les bras et surtout les mains, dont les doigts articulés parfois pour mimer jusqu'aux gestes du musicien jouant du koto (sorte de cythare) ou du shamisen, sont aussi faits par M. Oe. De la pièce d'épaulle, à travers laquelle passe la tête, pendent les fils des jambes et des bras. Les poupées de femmes n'ont pas de jambes, l'illusion du déplacement est donnée par le mouvement du kimono. La poupée est manipulée par trois personnes en même temps : ce qui exige une synchronisation parfaite, réglée sur le rythme de la respiration du maître manipulateur. Celui-ci évolue à visage découvert, ses adjoints portant une cagoule noire : le premier manœuvrant la main gauche de la marionnette, le second faisant mouvoir ses pieds.

Innovation

M. Oe écoute sur un vieux magnétophone la musique et la mélodie d'une pièce de Bunraku : il trouve ainsi souvent son inspiration. Il n'ignore pas qu'il est, avec son disciple, le dernier d'une lignée d'artistes qui tendent à disparaître. Pourtant, il sait aussi que le théâtre de marionnettes continue à vivre. Non seulement sous sa forme la plus élaborée et connue, le Bunraku, mais aussi, et surtout peut-être, sous ses formes locales, où il s'inscrit souvent dans une tradition régionale. Excepté dans l'île de Sado, les troupes d'amateurs ont en général adopté les poupées telles que la technique du Bunraku les a perfectionnées. L'intérêt des spectateurs pour le Bunraku déclinant à la fin du dix-neuvième siècle, des innovations ont été apportées pour essayer de retenir la public : tête pratiquement grandeur nature, ou ce qu'il est convenu d'appeler les marionnettes à chariot, manipulées par une seule personne se déplaçant sur un tabouret à roulettes fixé aux fesses.

Il existe nombre de variantes régionales du théâtre de poupées : marionnettes dites « à lanterne » de Saeki, près de Kyoto, poupées à fils d'Uzuma, poupées automates, marionnettes à « feu » de Takasaka. Cet art du spectacle inspire, en outre, des troupes modernes, qui jouent aussi bien pour les enfants que pour les adultes. Certaines comme celle de Yoshi Oida, qui utilise la technique du théâtre de marionnettes, travaillent notamment avec Peter Brook. D'autres, comme le groupe la Cité, fondé en 1948 à Osaka, s'inscrivent dans le folklore et la tradition locale mais réussissent la synthèse du fonds culturel nippon et des inquiétudes et questions des artistes modernes.

La vie des troupes d'amateurs paysans et pêcheurs comme l'activité de celles de l'avant-garde théâtrale rassurent M. Oe. « Les poupées ont leur vie indépendante de la mienne », dit-il en hochant la tête. Une tête à la peau parcheminée comme un vieux bois, qui, au bout de son long cou, rappelle irrésistiblement celle de certaines de ses poupées.

(1) Bunrakuken était originaire de l'île d'Awaji, entre les îles de Honshu et du Shikoku, célèbre pour avoir donné naissance à nombre de marionnettistes. En 1872, son descendant fit construire un théâtre spécialement réservé aux poupées. Ce fut le premier Bunraku-za (théâtre de poupées) d'Osaka. C'est en 1956 que le Bunraku s'installa dans le théâtre qu'il occupe actuellement.

(2) Jacques Pimpaneau, *Fenêtres manipulées, le théâtre de poupées au Japon*, université Paris-VII, centre de publications d'Asie orientale.

(3) Le Dit des Heike, et le Dit du Genji, traductions de René Sieffert, Publications orientales de France.

Le frisbee

MICHEL HEURTEAUX

DÉBOUCHANT de derrière un massif d'arbres, l'objet rouge frangé d'or en forme de disque, mû par sa propre vitesse de rotation, survole un gazon vert tendre. Calé sur un axe invisible, il suit une trajectoire légèrement courbe, planant en silence, porté par l'air.

aussi léger que l'oiseau. Puis, repris par les forces de la pesanteur, il redescend en douceur presque à regret et se pose dans un bruit mat.

Une soucoupe volante parfaitement identifiable qui répond au curieux nom de « frisbee ». La simplicité même : du polyéthylène souple moulé en forme d'assiette, avec au centre des rayures concentriques et en périphérie des bords d'attaque recourbés. Poids : 165 grammes maximum. Diamètre : 22 centimètres.

Ce drôle d'engin qui ne demande qu'à voler nous arrive tout droit des États-Unis. Il était pratiquement inconnu en France, il y a deux ans, en tant que frisbee. C'était tout juste un jeu de plage, vendu avec les raquettes, les pelles et les seaux, une variante de la « balle » qu'on se lance et qu'on rattrape avec plus ou moins de conviction. On s'est aperçu depuis que le frisbee c'était tout de même autre chose...

En fait un objet assez sophistiqué pouvant être lancé selon des méthodes particulières et capable de voler dans de multiples positions. Pour les spécialistes, cette pratique du disque plastique est non seulement un jeu, mais c'est aussi un sport à part entière, avec ses règles, ses figures libres et imposées, et ses compétitions. Le frisbee a ses novices, ses experts, ses « masters » et ses « world class masters ». Il y a les initiés, huit cents licenciés nationaux membres de clubs, et la foule grandissante des amateurs. Quelques chiffres significatifs : avant 1978 il se vendait en France à peine dix mille disques par an. L'année 1979 marque le décollage, avec trois cent mille exemplaires vendus, et cette année, en moins de six mois, on a atteint le chiffre de sept cent mille ! Après le « skate board ».

actuellement en sérieuse perte de vitesse, les Français découvrent les joies du disque planant. Nouveau gadget, mode passagère ? L'avenir le dira.

Aux États-Unis, le frisbee, un produit « made in California », est plus qu'une vogue, c'est un sport de masse au même titre que le golf ou le tennis. Plusieurs centaines de milliers de pratiquants, des dizaines de joueurs professionnels, des équipes dans presque tous les États. Le frisbee, à l'échelle américaine, est devenu l'objet d'un commerce hautement rentable : disques, mais aussi chaussures, sacs, survêtements, tee-shirts, casquettes, sans parler des spots publicitaires et des revues spécialisées. Une affaire qui tourne rond... Les grandes compétitions qui voient s'affronter les superstars du frisbee attirent des foules considérables ; certains stades, comme le célèbre Rose Bowl à Pasadena, pouvant accueillir jusqu'à cinquante mille spectateurs.

Le fruit du hasard

Sans doute peut-on parler d'un phénomène frisbee, un phénomène d'autant plus curieux qu'il est le fruit d'un pur hasard. À l'origine on trouve... une fabrique de gâteaux... En 1917, William Russell Frisbie fonde une usine qui produit des tartes en série. Une industrie qui prospère. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les étudiants sur leurs campus, les militaires dans les cours de leur caserne avaient pris l'habitude de se lancer des moules à tarte de la Frisbie Pie Company. Un de ces joueurs, Walter F. Morrison, profitant de l'apparition de la matière plastique, invente le fameux disque. Dans les années 50, le brevet est racheté par une firme de jouets qui commercialisera, entre autres, le « hula-hoop ». On change le nom de Frisbie en Frisbee et, en 1960, une association internationale est créée. D'un seul coup les Américains s'enthousiasment de ce moule à tarte plastifié...

Puis le voilà qui traverse les océans. L'auréole tombée du ciel fait rapidement de nouveaux

adeptes au Japon, en Australie et dans la plupart des pays anglo-saxons où — accentuation oblige — tout ce qui vient d'Amérique est reçu comme pain béni et imité. En France, le frisbee devait avoir un impact beaucoup plus limité et, en tout cas, tardif. Question de circonstances. Il aura fallu qu'un homme, Yves Béard, le découvre à Londres, pour que le petit disque prenne ici son envol. En 1977, il crée l'Association française de frisbee (A.F.F.), dont la mission sera de faire connaître et de populariser la pratique du frisbee. Des campagnes de promotion sont organisées avec des séances de démonstration. L'A.F.F. encourage la création de clubs, lieux privilégiés où « se regroupent tous les enthousiastes ». Il en existe actuellement deux à Paris et sept en province (Dijon, Sète, Juan-les-Pins, Lyon, Chabeuil, Biarritz et Marseille).

Autre activité de l'association : la diffusion des disques. Les vrais frisbees — gare aux imitations ! — doivent être homologués. Ces disques d'homologation sont estampillés « sont fabriqués aux États-Unis et sous licence en Angleterre ». Ils sont vendus dans le commerce à des prix qui varient de 15 à 60 F, selon le type de matériel. On aura le choix entre le disque phosphorescent « moon lighter », le « super-pro », le « fast back » pour les amateurs d'effet en boomarang. Pour les virtuoses, le « world class ».

On trouve ces disques dans bon nombre de boutiques spécia-

lisées ainsi que dans la plupart des grands magasins, au rayon sports et loisirs. Un objet de plus en plus demandé, selon un vendeur de la FNAC-Sport de Paris-Châtelet, où il s'en vendrait actuellement une bonne centaine par mois. Même constatation aux magasins La Ruche — quatre cents points de vente — où les ventes de frisbees atteignent les dix mille par an. Les raisons de ce succès ? « Des prix très bas et un jeu de plein air par excellence », explique-t-on à la direction du département achats. En somme, un jouet idéal à mettre en toutes les mains. Yves Béard, président de l'A.F.F., voit même dans le frisbee une forme très avancée de la démocratisation des loisirs. « Tout le monde peut y jouer, dit-il. C'est le sport le plus simple et le moins cher qui soit. » Mais le frisbee aurait encore bien d'autres attraits : « Il permet de se détendre en famille » et même « de brasser intelligemment ». En outre, « ça développe les facultés mentales », estime le président, sans préciser toutes les leçons.

Bien qu'elle ne néglige pas les actions promotionnelles en faveur du frisbee-jeu, l'association française met l'accent sur l'aspect sportif, la compétition. Des rencontres interclubs, des championnats internationaux sont organisés chaque année. En mai dernier, à Saint-Maur, dans la banlieue parisienne, se sont déroulés les championnats de France et un mois plus tard le championnat d'Europe d'Ultimate (jeu d'équipes) qui a été remporté par la Finlande.

Parmi les épreuves couramment disputées : Distance : le joueur, qui dispose de quatre lancers, doit envoyer son disque le plus loin possible. Record mondial, 112 mètres.

T.M.A. (temps maximum en l'air) : le frisbee doit planer un maximum de temps avant d'être repris d'une seule main en bout de course.

Lancer - course - reprise : dans cette épreuve, on ne mesure plus le temps de vol, mais la distance parcourue par le disque jusqu'au point de reprise.

Précision : le disque doit atteindre une cible de 170 cm de diamètre placée à plus de 30 m. Le joueur effectue vingt-huit lancers à partir de sept points différents du terrain.

Peu d'efforts

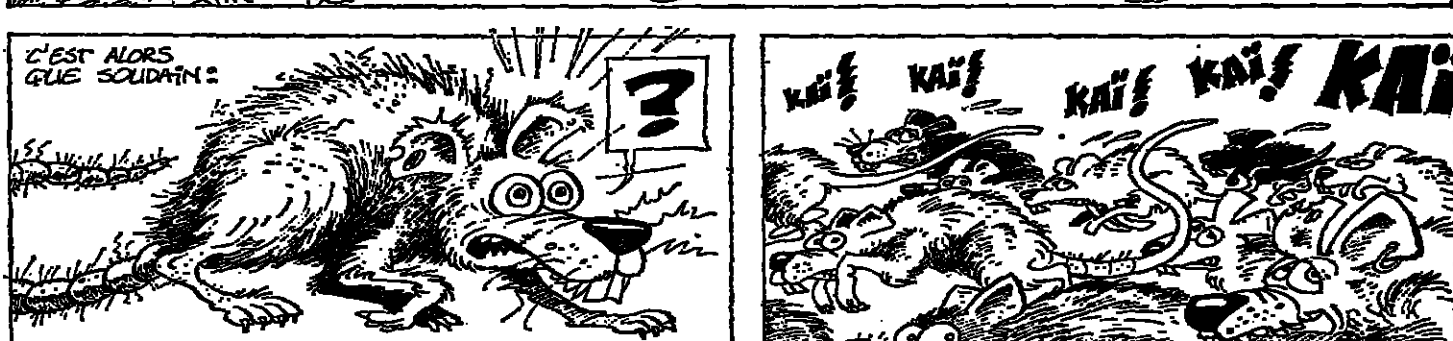
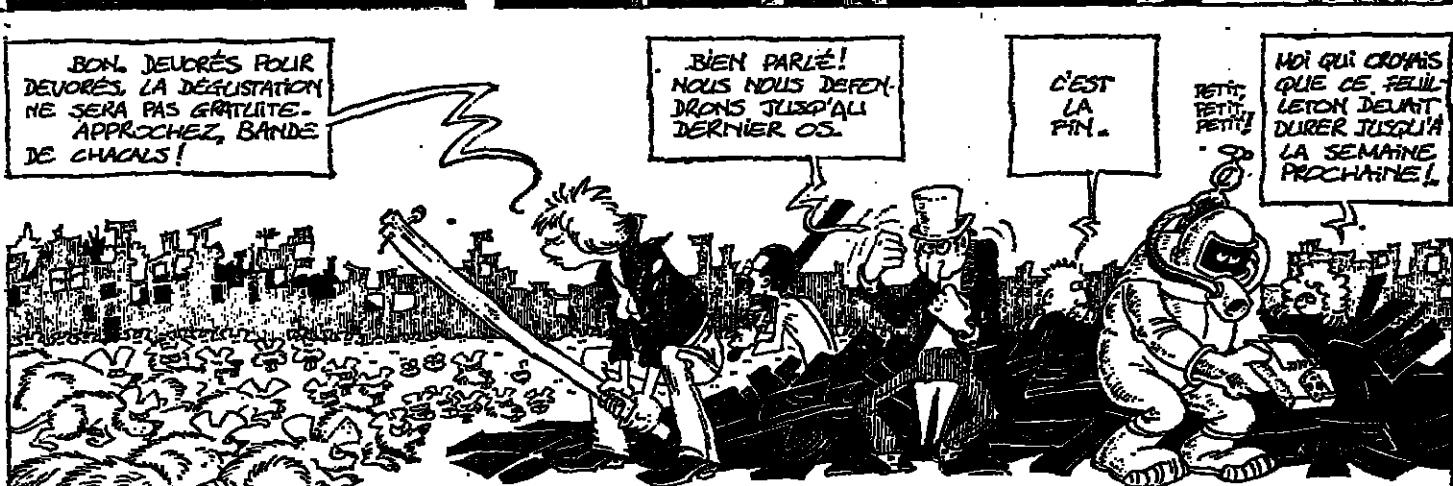
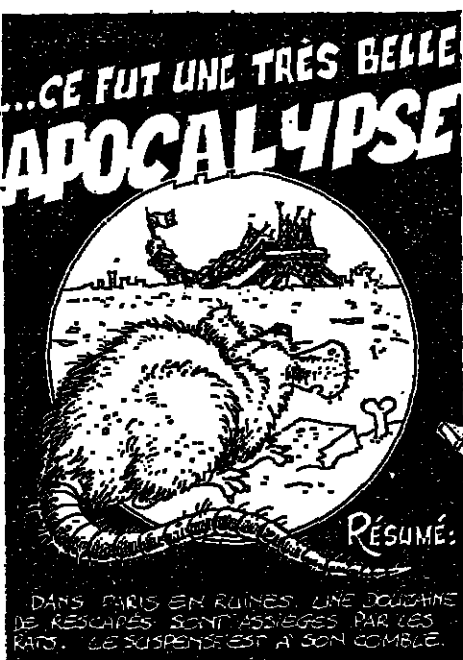
Adresse, précision, concentration... Le frisbee de compétition c'est tout cela à la fois. Pour un garçon comme Jean-Luc Ferré, dix-huit ans, champion de France toutes catégories, c'est aussi « un maximum de techniques » acquises au cours d'un entraînement régulier, « au moins dix heures par semaine ». Chaque jeudi, lorsque le temps le permet, Jean-Luc s'installe avec une bande de copains, à l'orée du bois de Boulogne, du côté de la porte de la Muette. Des lancers et des reprises surbaissés au terme de sprints de 40 à 50 mètres. « Ça n'a pas l'air, mais il faut courir très vite, avoir une grande résistance physique », dit Jean-Luc, surtout

dans le freestyle. » Ah ce freestyle ! Des figures libres un peu folles dans lesquelles le joueur jongle littéralement avec son disque qui circule d'une main à l'autre, passe sur le torse, sur le dos, entre les jambes ; le tout s'enchaînant dans un rythme qui apparaît beaucoup à celui de la danse disco.

Cet aspect ludique explique en grande partie le succès du frisbee auprès des jeunes. A tel point que certains professeurs d'éducation physique envisagent de l'introduire à l'école. Didier Bertrand, professeur au collège Jean-Baptiste-Corot, au Raincy, a réalisé une expérience avec des élèves de sixième et de cinquième qui s'est révélée très positive. « Le frisbee plaît parce qu'il répond d'abord à un besoin de nouveauté », constate l'éducateur. Mais le succès du disque volant s'expliquerait aussi par le fait que « les jeunes n'aiment guère faire des efforts trop coûteux. Le frisbee leur semble moins rébarbatif que la course à pied, par exemple ».

Sport de détente, le frisbee est pour ce prof de gym un prétexte pour faire du sport tout court, « il y a dans cette pratique une activité physique manifeste », dit-il. Didier Bertrand est de ceux qui pensent que le frisbee pourrait « révolutionner le sport ». D'ores et déjà il envisage de baser tout son enseignement sur l'entraînement du frisbee. Une initiative isolée, mais qui a valeur de symbole pour l'A.F.F., l'institution scolaire paraissant être pour l'avenir le meilleur terrain pour la popularisation du frisbee. ■

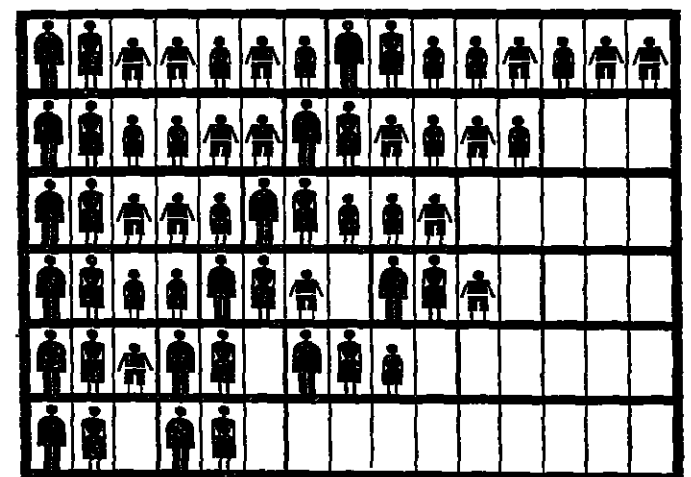
GERARD MATHIEU



Le Monde DE L'ÉDUCATION

REVUE - SEPTEMBRE 80 - 6 RUE DES ITALIENS - 75427 PARIS CEDEX 05 - TEL. 246.72.23 - N° 64 79

LA FRANCE SANS ENFANTS ?



TOUS LES SUJETS DU BAC
EN FRANÇAIS ET EN PHILO

L'ENTRÉE EN SIXIÈME LES ENFANTS GAUCHERS

مكتبة الأمل

MUSIQUE

Matériau et matérialisme

HARRY HAEBREICH

LES cris d'alarme se multiplient : la création musicale connaît-elle une crise grave. C'est vrai pour certains créateurs, généralement âgés de plus de quarante-cinq ans, mais non pour les jeunes compositeurs. Mais si crise il y a, elle semble porter surtout sur la communication entre l'auteur (ou l'œuvre) et son public. C'est un problème qui n'est pas neuf, mais sur lequel le prodigieux développement des médias à notre époque tend à mettre l'accent. Même les maîtres reconnus de la musique actuelle — précisément les représentants de la génération prestigieuse des Boulez, Xenakis, Berio, Ligeti, Stockhausen et autres, dont certains, évoqués à l'instant, sont en crise — ne touchent pas un public restreint. C'est exact si l'on compare ce public à celui des vedettes de variété, mais millement par rapport à celui que les classiques les plus illustres ont pu avoir de leur vivant. Stockhausen a certainement beaucoup

plus d'auditeurs aujourd'hui, que Beethoven n'en eut jamais, même à l'époque de la *Neuvième*. Le public n'est nullement fermé à la nouveauté de langage, aux expériences même les plus hardies et les plus insolites, à une condition essentielle : c'est que cette nouveauté soit motivée par des nécessités profondes, qui tiennent au besoin de communication et d'expression de l'auteur. La recherche matérielle ou technique considérée comme une fin en soi ne peut intéresser que ceux qui la pratiquent et une poignée de spécialistes. Or, il existe une tendance importante, dans la musique actuelle, à privilégier cette recherche pure. On n'a jamais autant parlé de matériau, après avoir pendant le quart de siècle précédé par le langage. Un matériau pour quoi faire ? Du langage pour dire quoi ? Si la recherche ne débouche pas avant tout sur des réponses à ces questions-là, si la responsabilité du compositeur ne s'oriente pas résolument vers ses dimensions sociales et spi-

rituelles, bref, si le travail et la technique ne sont pas mis au service de l'inspiration, ou, si l'on préfère, de l'esprit, la création artistique perd le droit de s'intituler ainsi, car elle régresse au niveau du matérialisme le plus dégradant, voire de l'onomatopée intellectuelle.

Cuisine intérieure

Ces serviteurs merveilleux que l'homme s'est donnés, du magnétophone à l'ordinateur, en passant par le gigantesque arsenal de l'électro-acoustique, y compris la lutherie électronique, ne sont que d'admirables robots. Gardons-nous d'en faire des vœux d'or ! Le salut ne viendra jamais de l'adoration fétichiste de machines. Pour en revenir au domaine plus traditionnel de l'écriture musicale, aucun des grands créateurs du passé ou du présent n'a fait de la recherche d'écriture un but en soi : c'est ce qui différencie un inspiré, qu'il soit Bach, Schönberg ou Messiaen, d'un formaliste pur comme Saint-Saëns.

Le retour de faveur dont semblent bénéficier chez certains de nos contemporains les thèmes périmés d'un Hanslick sur la nature purement abstraite du beau en art est significatif. En apparence, ils peuvent s'autoriser de la caution d'Igor Stravinski, mais heureusement les idées aberrantes exposées dans sa *Poétique musicale* sont constamment contreditées par ses meilleures œuvres, qui toutes expriment, et avec quelle force, alors qu'il prétend que « par essence la musique est impuissante à exprimer quoi que ce soit ».

Le mélomane de bonne volonté est souvent rebuté par la technicité abominable (et souvent plus prétentieuse que solide) des pages de commentaires accompagnant la moindre pièce. La « cuisine intérieure » du compositeur ne l'intéresse pas. Il arrive que de pareils commentaires soient le paravent d'une pudeur ombrageuse : dans ce cas, le message passera tout de même dans l'œuvre. Mais il advient aussi, hélas, que la recherche technique et intellectuelle soit et le moyen et la fin. La fin, dans ce cas, de tout espoir de communication entre l'auteur et son public.

L'esprit qui motive un créateur n'est pas obligatoirement d'essence religieuse ou sacrée, encore que, de l'Inde millénaire aux grands Franco-Flamands, à Bach, à Messiaen, et à Stockhausen, l'expression de la foi demeure le plus puissant des mobiles d'inspiration de l'être humain. Il est d'autres idéaux, d'autres fois : l'engagement social et politique, la lutte pour un monde et une

humanité meilleure ou font simplement la célébration de la beauté, celle de la femme ou celle de la nature, la glorification de l'amour, et les mille richesses de la vie intérieure. Il y a bien évidemment toute une dimension irrationnelle de l'acte de la création artistique dans ce qu'il a de plus mystérieux, et qui échappe irrémédiablement à toute tentative de mise au pas. Vouloir régenter et codifier les lois de l'évolution du langage musical à coups de système binaire serait une attitude d'une démesure qu'on pourrait qualifier de « grotesque » si elle n'était prise très au sérieux par les pouvoirs publics, avec les conséquences que nous savons. « Musique n'est pas égale à science et ne peut pas, à mon avis, dans son évolution future, être considérablement influencée

par des instituts de recherche structurés d'après l'exemple des sciences pures », écrit Klaus Huber. De tels instituts et le matériel scientifique dont ils disposent peuvent par contre être d'effroyables auxiliaires dans la conquête d'une musique plus neuve et plus riche, plus apte encore à exprimer les mille nuances de la réalité de plus en plus passionnante de l'univers. Mais croire que là où ne souffle pas l'esprit créateur le grand branle-bas de tout l'arsenal informatique pourra faire naître des chefs-d'œuvre est aussi illusoire que d'espérer voir remporter un championnat olympique à un paralysique en le munissant de fort coûteuses prothèses. La création artistique échappera toujours à toute programmation, comme à toute contrainte autre que la sienne propre. ■

NUMISMATIQUE

Le portrait et l'histoire

ALAIN WEIL

Dans tous les efforts que fait l'homme pour échapper à l'écoulement du temps et à sa condition de mortel, un des plus familiers est la réalisation d'un portrait : par centaines de milliers, les portraits peints, sculptés ou dessinés des siècles passés, et les portraits photographiques d'aujourd'hui témoignent de cette lutte contre le temps qui passe et transmettent son image à la postérité.

L'art monétaire n'échappe pas à cette règle, qui nous transmet, gravés dans le métal des monnaies ou des médailles, les portraits réalistes ou embellis des hommes illustres et des princes gouvernant le monde. Cependant, il faut attendre près de deux siècles pour que le portrait fit son apparition sur la monnaie grecque : née dans la seconde moitié du septième siècle av. J.-C., elle ne connaît de véritables portraits que dans la seconde moitié du cinquième siècle, sous l'influence de satrapes perses comme Tissapherne ou Pharnabaze.

Pourquoi ce retard ? Pourquoi n'avons-nous pas les portraits monétaires des archontes et des stratèges d'Athènes, des tyrans de Sicile, des rois de Macédoine ? Il y a deux réponses à cette question. Tout d'abord, à l'époque des cités grecques, la monnaie est avant tout un emblème civique qui proclame l'indépendance politique de la cité émettrice : les types monétaires font alors référence aux symboles de la cité et à ses divinités. D'autre part, le caractère sacré de la monnaie, évident dès son origine, empêchera longtemps le chef politique de se sacrifier et d'oser ravir aux dieux la place qui leur revient sur le plan monétaire. Alexandre le Grand lui-même n'osera jamais faire graver son image sur ses statères d'or ou sur ses tétradrachmes d'argent.

Ce n'est qu'après sa mort (en 323 av. J.-C.) que ses successeurs, les Diadoques, firent frapper des pièces représentant le visage divinisé d'Alexandre. A partir de ce moment, les portraits se mirent à fleurir sur le monnayage hellénistique, et nous possédons, grâce aux monnaies, les traits des rois de Syrie (Séleucides) et ceux des rois de l'Égypte lagide avec, bien entendu, le visage de la grande Cléopâtre (Cléopâtre VII, l'amante de César puis de Marc-Antoine), qui n'est guère à la hauteur de la réputation de beauté qui lui fut faite.

Dans la Rome antique, les Romains, à l'instar des Grecs, hésitèrent très longtemps avant de faire figurer un visage humain contemporain sur leurs deniers d'argent ou leurs pièces d'or : si l'on met à part l'exceptionnelle frappe de statères d'or de général romain Titus Quinctius Flamininus, émise à sa propre effigie après sa victoire à Cynoséphale (en 197 av. J.-C.) sur l'avant-dernier roi de Macédoine Philippe V, il faut attendre 44 av. J.-C. pour que les lois permettent à l'effigie d'un homme vivant de servir de type

monétaire. Jules César est le premier à profiter de cette faveur des fœbes consensés et nous pouvons, aujourd'hui, découvrir, sur les rares deniers d'argent, l'étonnant profil du grand dictateur : une petite tête osseuse, aux contours anguleux, enroulée sur un très long cou. L'exemple de César fut suivi par son assassin, Brutus, et, peu à peu, va s'établir l'usage, qui s'imposera sous l'Empire, de porter l'empreinte du profil du chef de l'État sur toutes les monnaies. Le talent des graveurs de l'époque était grand, et la qualité des portraits de la numismatique romaine est souvent célébrée par les historiens d'art.

Le collectionneur, quant à lui, appréciera de voir revivre dans le métal les caractères des douze césars et de leurs successeurs : beauté d'Auguste, dont la finesse des traits ne dissimule pas l'intelligence et la détermination, cruauté de Néron au cou de taureau et à la nuque velue, suffisance d'Octave dont les portraits semblent bien confirmer qu'il portait pourvue, comme l'écrivait Suétone...

L'empereur

En arrivant au Bas-Empire, l'art monétaire va subir des changements profonds, et les portraits, à partir de Dioclétien, vont se simplifier pour arriver, peu à peu, à la conception byzantine du portrait impérial : stylisation et hiératisme figent les traits de l'empereur, en privilégiant le caractère sacré de sa fonction aux dépens de sa personnalité. L'empereur s'offre maintenant aux yeux sur les types monétaires tel qu'il se montre au peuple dans la plénitude de sa fonction sacerdotale, surchargé de bijoux et de vêtements somptueux. « rigide sur la plate-forme de l'agora, emmaillotté de fer et de soie, offert au plein soleil, il ne doit rien voir ni rien entendre quand l'ovation courbe à ses pieds la ville entière : expatrié de son propre triomphe, il s'écrit lui aussi dans l'onomatopée de sa mission ».

Tandis qu'à Byzance le portrait monétaire se figeait ainsi pour de longs siècles, il disparaissait presque complètement des monnaies occidentales du Moyen Âge. Il faut attendre la seconde moitié du quinzième siècle pour qu'il revive, grâce à l'art des graveurs de la Renaissance, sur les médailles et sur les « testons » des princes italiens.

Le succès de ces testons — pièces d'argent à l'effigie du souverain — fut tel que les rois de France ne tardèrent pas à les copier. Louis XII en fit frapper tout d'abord dans sa seigneurie d'Asi puis, en 1513, sur le sol national : le premier portrait monétaire d'un roi de France était né en Italie.

* Ouvrages à consulter : Jean Babelon, *Le Portrait dans l'antiquité* d'après les monnaies, Payot, 1921 ; Anne Jacquemin et Hélène Milet, *Présence du portrait royal dans le monnayage grec antique*, Catalogue de l'École des monnaies : « la Numismatique, miroir des rois », Paris, 1978.



TOUS les délégués étaient assis côte à côte sur les canapés gris mis bout à bout. On n'entendait à peu près que les heurts précautionneux des tasses de porcelaine sur les tables laquées. Peter se laissa un peu aller contre le dossier de cuir légèrement incliné et sentit qu'il déplaçait le carré de dentelle qui s'y déployait.

Il s'amusa de retrouver dans un salon officiel de Pékin les préoccupations esthético-ménagères de sa tante galloise, dont tous les fauteuils s'ornaient de ces roses crochétées, et il laissa, par jeu, sa tête rouler doucement de gauche à droite, comme il faisait à six ans, pour que les reliefs des motifs de fil lui meurtrissent un tout petit peu l'oreille.

Un peu de sérieux, Peter. Il se reprit. Il assistait, une fois de plus, au petit entracte d'une conférence internationale. A l'envers de l'entracte : il ne voyait que les dos des participants, occupés à boire leur thé. La unique du délégué japonais, qui s'écroulait sans problème apparent, celle du Panaméen, qui formait un bourrelet tout mou au-dessus du col baleiné, et, un peu en biais, le Nigérien, qui soufflait discrètement sur sa tasse, maître de son expiration, de ses lèvres muettes. « Il doit jouer de la flûte », pensa Peter. Comme Marianne.

Il y avait longtemps qu'il n'avait pas pensé à Marianne. Au moins deux heures. Il s'appuyait un peu plus fort en arrière et tourna soudainement sa tête vers la droite pour se faire une surprise. Le visage de Marianne allait peut-être le regarder au ras de ses cils, ses yeux unis en une seule amande, parce qu'elle serait trop près, ses cheveux lisses comme du bois ciré, et cette coupeuse légère, qui la désolait quand elle y pensait, mais qui n'était rien que sa tressante. Bien sûr, Marianne n'apparut pas, et Peter vit seulement dans l'axe, accroché au mur d'en face, le portrait de Hua Guofeng. Peint ? Brodé ? Avec combien de dix-huitièmes de fils de soie, les sourcils de Hua Guofeng ? Le regard sombre, à peine bridé, était posé sur lui comme un oiseau.

Il faudrait dire à Marianne que les visages officiels ont les yeux à peine bridés. Il faudrait surtout penser un peu moins à Marianne.

Il se pencha pour remettre sur sa tasse le petit couvercle embué. Des jeunes filles ne cessaient d'aller et venir dans le silence de leurs semelles de feutre, avec leurs thermos gigantesques où s'écoulaient des collets émaillés rouges et verts. Le délégué italien, qui suivait tous leurs mouvements comme on suit une balle de tennis à travers un court, en éteignait son regard dans la soucoupe et posait sa cuillère dans le cendrier. Il avait un costume gaulé d'un jaune de mangue à peine rosé, l'étrange couleur, et, quand Peter vit toute son image se plisser comme un reflet à la surface de l'eau, il décida que c'était l'engourdissement qui le prenait. Surtout ne pas s'endormir sur fond de nappes crochétées. Il tourna sa pipe dans sa poche, fit mine de chercher quelqu'un, gagna la sortie d'un air provisoire. Il s'arrêta à la réception, mais les quotidiens étaient encore ceux de l'avant-veille : aucun vol en provenance d'Europe ce jour-là. L'ascenseur, d'où le liltier téléphonait frénétiquement, le laisse au troisième étage. Le couloir était long, ponctué de crachoirs en porcelaine émaillée de couvercles de bois.

Il attrapa la foule de ses promenades dominicales, en balançant sa clé. Il aimait beaucoup les clés. Il sentait les siennes dans sa poche, lui assurant un lien, sa sécurité, la petite clé plate de son Austin, dans un garage à Kensington, et l'autre, plus encombrante, qui ouvrait certaine maison ripolinée à hauteur de cuivre fourbi, dont une vieille bonne passait les rideaux à l'aspirateur exactement à cette heure-ci. C'était une obsession épuisante pour lui que de calculer continuellement le décalage des fuseaux horaires, pour savoir à quelle heure il vivait « en réalité ». Il se déshabilla, et il pensa à Marianne qui mordait ses tartinés là-bas, pieds nus et décoiffée. Son premier geste avait été de mettre un disque, le second de faire chauffer son café au lait. Il lui écrivait, comme tous les soirs.

« Bonsoir Marianne, je crois que je m'en vais. Je ne sais toujours pas pourquoi les femmes n'ont pas été autorisées à nous accompagner. J'aurais voulu que vous veniez avec moi. Comme à Bonn, il y a deux ans. Il y a tant d'antiquaires que vous pouvez en rêver, des tchotchus au petit-déjeuner, et nous nous serions promenés sur le lac du palais d'été puisque vous savez nager. »

Il entendit rentrer le délégué du Liechtenstein. C'était son voisin immédiat, et, sous la porte de communication comminée, entre les deux chambres, il vit un trait de lumière, tiré nettement. Peter écrivit encore, confia à Marianne qu'il avait très envie d'une clé de son appartement



JEAN GOISSE

UNE NOUVELLE INÉDITE DE CHRISTIANE AYMARD

Comment ne pas voyager seul

à elle et lui demanda si elle voulait bien aller chez le serrurier. « Je sonnerai toujours, je ne m'en servirai jamais, je vous le promets, mais je serai sûr au moins de pouvoir vous retrouver délibérément si je le voulais. » Il fallut, pendant qu'il y était, la prier de l'épouser. Plusieurs fois déjà, il s'était senti en danger de formuler quelque chose comme : « Puisque ce n'est pas important pour vous, et que tout se passe à présent comme si ce l'était pour moi, donnez-moi, donnez-moi le temps que vous m'accordiez chaque saison pour choisir mes costumes, ce sera même beaucoup plus vite fait. C'est l'affaire d'un posteur et d'un bouquet de lilas ; sous trois manger assise dans un pub un de ces coups durs encochés de chapelle frile que vous aimez tant et nous oublierons le tout. Pourquoi en effet porter des anneaux gravés et s'acheter des choses douces par douze ? »

Heureusement, il n'en fit rien. Il ne voulait pas mettre cela entre eux. Il avait peur aussi qu'elle ne refuse, et ce serait terrible.

Il cacheta sa lettre et but son verre de chichoué en pensant que tout était de sa faute puisqu'il n'avait pu l'amener. Un murmure parvint de la chambre à côté.

Déjà, la veille, il avait entendu parler chez son voisin du Liechtenstein, et pourtant c'était impossible puisqu'ils étaient seuls, tout seuls. Ce soir, la voix du délégué chuchotait, semblait-il. Exactement comme la dernière fois, peu après, Peter avait perçu un timbre plus léger, des intonations plus douces.

Il avait l'impression que les choses ne se passaient pas comme il le voulait.

« Mon imagination me joue des tours, pensa-t-il, je rêve à propos de tout, je vis à la fois à Londres et en Chine, à la fois avec Marianne et sans Marianne. » A côté, l'eau se mit à couler bruyamment, joyeusement, et Peter crut entendre le diplomate qui riait doucement. « Il est fou, ou bien c'est... », murmura Peter, et, n'y tenant plus, il s'agenouilla derrière la porte de communication pour coller son oreille au trou de la serrure. C'était indigne, il le savait, et n'aurait jamais l'avouer à Marianne, mais ce qu'il vit le remplit de stupeur.

Le jeune homme en bermuda rayé se tenait debout devant le lavabo, bien près de déborder. Il ferma le robinet, soigneusement, et alla prendre dans un petit coffre fermé un tube métallique qu'il mania avec précaution. Il en fit tomber, doucement, un comprimé dans la paume de sa main, quelque chose comme un comprimé, qu'il plongea dans l'eau.

Puis il prit une grande serviette rose qu'il garda sur les bras dépliés, et il attendit en souriant. Peter retenait son souffle, son genou lui faisait mal mais il n'y prêtait aucune attention. Le petit diplomate était là, immobile, tendu presque, il ressemblait, avec ses épaules un peu tombantes, sa moustache fournie et ses sourcils rapprochés, à un des Beatles, celui qui a un bicorne rouge sur la pochette de *Sergeant Pepper*, vous voyez lequel est-ce ? Marianne saurait cela tout de suite. Soudain, il s'agita, se pencha un peu en avant, et Peter fut sûr qu'il perdait la raison, apparut une ravissante créature, qui enjamba le lavabo en le faisant déborder.

Elle avait les joues rondes, les cheveux mouillés, et en riant, heureuse, elle se pencha au cou du petit diplomate, qui la frota tendrement dans la serviette rose.

bière recueillie soutenait à pleine gorge un harmonium essouffé, tout le pays de Galles chantait.

Peter savait qu'il rêvait, mais il s'offrait son rêve et ce mariage. Le jour allait se lever. Il était finalement plus tard qu'il ne croyait. Le store de la chambre à côté grinça. Peter se leva précipitamment, et, la harpe comme de la suite, les yeux creux, il reprit, en face de la serrure, sa faction de la veille.

Son voisin, les cheveux en brousaille, tenait une petite casserole d'eau fumante et une seringue qu'il fit fonctionner plusieurs fois. Sa femme parlait d'une voix molle, ensommeillée, mais Peter ne pouvait apercevoir que ses pieds nus qui dépassaient d'une couverture, à l'extrémité du lit. Le jeune homme, un tampon de coton dans une main, la seringue dans l'autre, se dirigea vers elle. Peter avait tout vu maintenant. Il gagna son balcon humide de rosée, il bailla, s'étira, alluma sa première pipe ; au pied de l'hôtel, un planton montait la garde sous un parasol blanc. De la rue transversale, arrivèrent, qui ne se taisaient plus jamais, les grelots hilares de milliers de bicyclettes.

De l'autre côté de la cloison, il n'y avait plus que des cliquetis de tube et de boîte. Bada, déshydraté, était redevenu le petit comprimé que Peter avait vu cette nuit.

« Bada, bada », répétait-il. Les yeux de Peter s'exorbitèrent, il vit la jeune femme prendre sur une tablette de verre l'alliance qu'elle paraissait y avoir laissée la veille. La passer à son doigt, et chercher dans la valise de son mari une paire de petites mules qu'elle enfila avec naturel. Il entendit déboucher une bouteille, et des rires, tout bas. Il se releva douloureusement et alla se coucher comme un automate. Il ne put fermer l'œil de la nuit, même une fois éteinte leur lumière. Jamais Marianne ne croirait une chose pareille. Il réfléchissait, il échafaudait, il se retournait dans son lit, buvait, se retournait encore, en proie à des hallucinations.

Il épousait Marianne, le pasteur avait un bicorne rouge, et une assem-

de la Colline verte de l'amitié sino-galloise.

Peter voulait dire : « Et nous ne les retrouverons pas ? » Si. En visitant la petite usine de nouilles, il apprit que les deux groupes se rejoindraient à la Grande Muraille, dans l'après-midi. Le délégué japonais photocopierait les rubans de pâte encore gluante qui s'échalaient sur des fils, translucide et grasse comme des bougies qui fondent.

Peter attendait l'après-midi avec l'impatience que lui inspirait la certitude d'un secret dévoilé.

Il trouva aux montagnes vertes, entre lesquelles la route étroite et le mini-car s'enfonçaient, des alps énigmatiques.

« Nous sommes en Asie, pensa-t-il, ce sont des montagnes d'Asie. » Les sommets coniques, la hauteur moyenne des arbres, dont les essences lui étaient inconnues, le papier nuît aux fenêtres quadrillés d'une maison perdue, la rose trémière garde-barrière d'un passage à niveau désaffecté. Peter se sentait moins géographe que poète. Ils suivirent un paysan à bicyclette, qui transportait un cochon noir sur son porte-bagages, et ce fut, visible sur la ligne de crête, la longue Muraille crénelée, qui épousait les échines forestières comme une crinière immobile et mouvante à la fois. Elle s'intégrait au paysage, concourait à sa grandeur. Peter était stupéfait. Mais il ne pouvait prolonger son émotion, les diplomates s'ébranlaient, une vraie classe en excursion. Il accola son pas à celui du mari de Bada ; ensemble, ils gravirent les larges marches de pierre. Les montagnes devenaient bleues, et leur souffle plus court.

Le délégué du Liechtenstein s'arrêta le premier et regarda descendre vers eux, en sandales et en chemise de nylon, le gardien de la Grande Muraille.

« Croyez-vous qu'il la route tous les soirs, comme un tapis ? »

Le délégué ne releva pas. C'était drôle, pourtant, non ? Peter essaya en allemand.

Le délégué sourit d'un quart de lèvres, l'écrit d'une incisive, se la reprit rang dans la procession. Peter se demanda s'il avait sa femme sur lui, enfin, le comprimé, ou s'il avait laissé la boîte d'acier à l'hôtel. Les risques étaient équivalents. Rien n'indiquait rien. Le jeune diplomate marchait, les bras ballants, les poches plates, l'air vide. Peter était agacé : c'était un homme banal, détenteur d'un secret cosmique. Ou bien l'angoisse de chaque manipulation à venir — le jour balisait — le rendait incapable d'articuler un mot, tout concentré sur la peur qu'elle n'échoue, que Bada ne soit irrécupérable à jamais ?

Le soir, Peter rangea ses notes, écrivit à Marianne une lettre qui arriverait après lui, et se mit au lit avant son voisin : tout le monde décollait quelques heures plus tard.

L'école de Karachi fut éprouvante. Il n'y avait d'aucune perspective que la piste d'envol, où déambulait furtivement une charrette à âne, et les boutiques d'aux, d'argent et de soieries qui ne désespéraient pas. Peter, installé sous un ventilateur, était l'image du désespoir, quand il tressaillait comme sous l'effet d'un courant électrique : Bada, voyageuse sans bagages, lui souriait avec malice. Elle aussi se plantait sous le ventilateur : elle voulait se sécher les cheveux ; son mari arrivait du couloir des toilettes juste derrière elle.

Quand il descendit la passerelle du Boeing qui le ramena à Londres. Peter avait un peu maigri, il avait son odétre imperméable, toutes ses clés dans la poche, et les journalistes, leurs blocs en mains, l'entourèrent immédiatement. L'un d'eux eut lui tendit son micro :

« Pouvez-vous nous confier, monsieur, votre impression générale sur la conférence qui vient de se tenir à Pékin ? »

Peter n'hésita pas, il connaissait les mots :

« Nous avons travaillé dans une atmosphère de cordialité et de sincérité absolues, tous conscients de notre effort de compréhension mutuelle. Je rapporte la certitude que nous avons accompli un pas très utile pour le rapprochement des peuples. »

« Précisez-nous les résultats essentiels. »

« C'est à mon gouvernement qu'il appartient de les communiquer. »

Un journaliste, trempé de pluie, sans se laisser démonter, lui demanda, encore, pour une chaîne américaine :

« Pensez-vous que la Chine, depuis le lancement de son missile, se place différemment ? »

Peter l'interrompit, il venait de voir Marianne : son cœur bondissait :

« La Chine est bien évidemment notre partenaire à part entière, une très grande partenaire. Il s'agit d'imperceptiblement, mais le Liechtenstein, du point de vue scientifique, en est à un point inimaginable, absolument inimaginable ! »

Et, laissant là toute la presse absourdie, il hâta le pas vers Marianne, qui agita un gant vert.

CHRISTIANE AYMARD a publié un roman : On ne voit pas du tout la mer, au Seuil, en 1979.

travail